RIODICAL ROOM
NERAL LIBRARY
IIV. OF MICH.

JUN 27 1938

REVUE DE PARIS

15 JUIN 1938

P.-E. FLANDIN	*Rentrée parlementaire*	721
GEORGES DE LAURIS	*Souvenirs sur Marcel Proust* .	734
MARCEL PROUST	*Lettres à Georges de Lauris* . .	753
OCTAVE HOMBERG	*Mémoires*	777
GEORGES SIMENON	*Le Cheval blanc.* — Fin	806
DAISY FELLOWES	*Visites royales*	835
DAMON RUNYON	*Rose de la Rue des Rêves.* . .	858
BARON DE BOURGOING	*Jean-Philippe de Wessenberg* . .	873
J.-PH. DE WESSENBERG	*Notes sur Talleyrand (1831-1834)*	876
J. HACKIN	*En Afghanistan*	895
Pr L. BLUM	*Les Expériences de l'Éducation nationale*	913
★★★	*La Crise du 21 Mai*	935
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*	944

Chroniques : ODETTE BRUHL, P. D'ESPEZEL

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

45e ANNÉE *NUMÉRO 12*

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

D'un article de Léon Gozlan, sur le monument de Molière, paru dans la livraison de juin 1838 *(première* Revue de Paris*), nous extrayons le passage suivant :*

Un monument s'élèvera [*rue de Richelieu*] pour apprendre à la postérité que, blessés de l'oubli de la nation française, de l'indifférence des Parisiens, qui ont déjà pourtant une rue Molière, un passage Molière, deux cents établissements Molière, les Comédiens Français ont consacré un monument à la mémoire de Molière.

Pour subvenir aux frais de ce monument si hautement réclamé par la justice et le bon goût, des souscriptions sous toutes les formes se sont ouvertes à Paris et dans le reste de la France. Hors Paris, ces souscriptions ne produiront rien ; dans Paris, elles n'iront pas à 20 000 francs : 20 000 francs, c'est moins que rien ; c'est peu. Ce résultat serait presque un affront pour Molière, si Molière n'était pas plus qu'un homme, pas plus qu'un dieu, ce qui est dire moins qu'un homme peut être dans un siècle philosophique. Molière est un fait ; c'est la comédie, comme Napoléon c'est la guerre, comme Homère c'est la poésie.

On l'a du moins compris ainsi, et voilà pourquoi, excepté les comédiens et quelques souscripteurs qui ne sont jamais tant hommes de lettres qu'un jour de souscription, personne n'a déboursé un petit écu enthousiaste pour le monument de Molière. On aurait tout autant ou tout aussi peu souscrit pour ériger une statue au dieu Mars ou au demi-dieu Énée. Molière sera forcé de rester immortel sans souscription.

Il y avait cependant un moyen de rattacher affectueusement l'attention du siècle au projet de MM. les Comédiens Français. S'ils étaient venus dire : il existe dans la rue Richelieu une maison branlante, décrépite, de deux ou trois étages, qui a été habitée par Molière. Il y a vécu, il y a pensé, il y est mort. Cette maison vaut 40 000 francs ; achetons-la. Nous la ferons adroitement étayer ; en la laissant vieille, nous tâcherons qu'elle ne s'écroule pas. Nous supplierons le cadastre de ne pas abattre cette maison de Molière. Cela obtenu, les constructions nouvelles, dont la rue Richelieu s'embellira, s'arrêteront respectueusement à quelques pas de distance de la maison de Molière. Nous planterons autour de la maison isolée quelques arbres, comme il en croît à la place Royale, de ces petits, de ces merveilleux arbres, qui pourraient raconter aux vieillards de la rue du Pas-de-la-Mule les amours de Bussy-Rabutin. Un gardien ouvrira la grille aux visiteurs étrangers, et leur dira : « Ici, messieurs, Molière appuyait le pied quand il composait ; là il pleurait sur la légèreté de la Béjart ; là, à cette croisée, il prenait le frais après son dîner ou après le spectacle ; là il mourut. » Si les Comédiens Français avaient ainsi intéressé au souvenir de Molière, peut-être aurait-on répondu à l'appel d'une souscription destinée à transformer en monument la maison de la rue Richelieu.

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

Les Chambres sont rentrées le 31 mai. Elles s'étaient séparées le 15 avril, déléguant au Gouvernement leur pouvoir législatif. La formule des pleins pouvoirs, qui tend à devenir normale dans notre régime parlementaire décadent, n'avait jamais été aussi large ; et M. Daladier se trouvait en mesure de prendre toutes les dispositions qui lui semblaient utiles pour assurer « le rétablissement complet et définitif de l'économie française ».

En fait, deux trains de décrets-lois sont déjà partis ; et, si un troisième est annoncé, il ne semble pas devoir être chargé de décisions ni de règlements sensationnels. Théoriquement, le délai où expireraient les pouvoirs spéciaux conférés au Gouvernement s'étend jusqu'au 31 juillet, mais la condition qui s'y ajoute : le maintien des Chambres en session, ne favorise pas l'exécution de grands desseins qui bouleverseraient la routine parlementaire et électorale. A peine, en effet, la Chambre reprenait-elle ses travaux que l'agitation démagogique se développait avec son ampleur habituelle. Les partis du Front populaire, oublieux, déjà, de la crise monétaire et financière qui nous a valu en avril une nouvelle amputation du franc, et une forte majoration d'impôts, enjoignaient au Gouvernement de mettre en route entre 7 et 9 milliards de dépenses nouvelles. Si les Chambres continuent de siéger, il sera probablement difficile au Gouvernement d'éviter le vote de la retraite aux vieux travailleurs, de l'augmentation des trai-

tements et des retraites des fonctionnaires, de l'extension des indemnités pour calamités agricoles et des allocations familiales à l'agriculture. M. Daladier sera conduit, à tout le moins, à promettre de réaliser ces réformes par décrets-lois. Le soin lui sera ainsi laissé d'équilibrer, par des recettes nouvelles, des dépenses dont une grande partie doit, en tout état de cause, rester à la charge du budget de l'État. Ainsi se trouvera hâtée la venue d'une nouvelle crise de trésorerie que l'on croyait ajournée au moins jusqu'à l'automne prochain. Car, si la précédente a pu être résolue, grâce à la dévaluation, coup de pompe rappelant en France les capitaux errants, et au réinvestissement d'une partie d'entre eux en un emprunt à moyen terme et d'une autre partie en Bons du Trésor, il faut bien supposer que la menace précisée d'un déséquilibre aggravé du budget et des complications qui en résultent normalement pour la trésorerie et la monnaie, incitera ces capitaux errants à un nouveau départ spéculatif.

La Constitution prévoit cinq mois de session des Chambres. Le 11 juin, le président du Conseil pourrait donc lire le décret de clôture.

La visite des souverains anglais à Paris, à la fin du mois, exige un climat autre que celui des crises ministérielles. Nous en avons déjà compté trois depuis le début de 1938. Ce n'est pas trop demander à la majorité du Front populaire qu'elle nous en épargne une quatrième qui resterait, comme les précédentes, sans résultat positif, puisqu'il demeure convenu, dans les trois partis qui forment la majorité, que le Front populaire, quelles que soient ses vicissitudes récentes, doit continuer.

●

Maintenant que le Cabinet Daladier a connu cette période de grâce, dispensée à tous les gouvernements qui arrivent au pouvoir, il est possible de le juger sur des actes et non plus sur ses intentions.

Depuis longtemps, un Ministère n'avait bénéficié d'un crédit plus large et plus sincère que celui accordé par l'opinion publique au Cabinet Daladier. Cela tenait sans doute à la personne du président du Conseil, à sa réputation d'homme

énergique et d'administrateur avisé. Cela tenait aussi aux collaborateurs d'une technicité appréciée dont il avait su s'entourer, notamment aux Finances et aux Affaires étrangères. Cela tenait surtout au fait qu'il succédait au Ministère Blum, dont les projets avaient justement inquiété l'opinion. Cet état d'esprit général s'était traduit par un vote de confiance massive, presque unanime, que M. Daladier avait obtenu le premier jour à la Chambre et au Sénat, et par l'octroi de pleins pouvoirs quasi illimités.

Si surprenantes qu'aient été pour certains les premières mesures prises, elles n'avaient guère été discutées, tant le pays était las des controverses stériles et décidé à accepter tout plan, si hardi fût-il, qui désembourberait l'État et les particuliers. A peine l'hésitation du début avait-elle créé un léger malaise. Mais l'attente restait confiante des décrets-lois qui devaient remettre de l'ordre dans l'organisation du travail et de l'économie, et faire démarrer la production dont M. Daladier avait courageusement proclamé qu'elle était « une humiliation nationale ».

Certaines erreurs allaient pourtant compromettre, au moins partiellement, le rétablissement de la confiance.

Il faut en mentionner deux principales, l'une sur le plan extérieur et l'autre sur le plan intérieur.

●

Depuis longtemps les Français s'étonnaient que nos relations avec l'Italie restassent si mauvaises. Sans doute, nous nous étions résignés à l'application des sanctions, lors de l'affaire éthiopienne, par solidarité avec l'Angleterre et par fidélité au pacte de la Société des Nations. Encore, les Gouvernements successifs s'étaient-ils efforcés d'atténuer cette politique des sanctions que l'opinion publique française n'avait jamais accueillie avec faveur. Dans son robuste bon sens, le Français moyen n'a jamais admis que l'agression du Japon contre la Chine ou de la Bolivie contre le Paraguay n'aient pas ému Genève, tandis que la guerre coloniale de l'Italie en Abyssinie, au contraire, soulevait tant d'indignation vertueuse chez ces messieurs du Léman. Il a eu l'intui-

tion d'une opération bien plus dirigée contre le fascisme, par des idéologues antagonistes, qu'inspirée par le respect du pacte de la Société des Nations. Et l'hypocrisie est l'un des défauts que nous méprisons le plus. Aussi, à partir du moment où l'Angleterre a décidé de revenir sur une attitude qui avait causé tant de désastres en Europe et qui est directement responsable, notamment, de l'effondrement de l'Autriche, personne n'a compris, en France, que nous conservions à l'égard de l'Italie une attitude boudeuse et renfrognée.

Cela est si vrai que même le Gouvernement de M. Léon Blum avait décidé de renvoyer un ambassadeur à Rome, aussitôt que l'accord anglo-italien aurait été signé ; et les journaux de l'époque ont signalé, sans s'attirer aucun démenti, que M. Georges Bonnet avait été pressenti à cet objet. Chacun croyait donc, en France et à l'étranger, que le Cabinet Daladier se hâterait de faire ce que son prédécesseur projetait.

En fait, l'accord anglo-italien ayant été paraphé le 15 avril, les journaux d'alors se hâtèrent, en France, en Angleterre et en Italie, d'annoncer la nomination d'un ambassadeur de France à Rome et l'ouverture de pourparlers destinés à rétablir un climat amical entre les deux grandes nations méditerranéennes. Cela paraissait d'autant plus vraisemblable et peut-être même plus nécessaire qu'après l'*Anschluss* d'autres complications en Europe Centrale étaient attendues. Dans quelle mesure l'affaire tchécoslovaque se serait-elle développée en mai, si, avant l'entrevue de Hitler et de Mussolini à Rome, des conversations directes avaient pu s'échanger entre le Duce et un représentant hautement qualifié de la France? C'est une question qui sera longtemps débattue. De hautes personnalités seraient intervenues à Paris, dit-on, pour s'opposer à l'envoi d'un ambassadeur de France à Rome, tant que la Société des Nations n'aurait pas officiellement rendu aux associés de Genève leur liberté d'action à l'égard de l'Italie. Sans doute ce serait un souci de la forme qui s'apparente au fameux « Périssent nos colonies plutôt qu'un principe » et qui pourrait être aussi sévèrement jugé, si, sous l'apparence du respect de la loi internationale, ne s'abritait en réalité une fureur anti-fasciste qui joua son rôle, son rôle

important, dans l'application de l'article 16 du Covenant et des sanctions en octobre 1935. Si l'on se réfère aux récentes déclarations de M. Georges Bonnet à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, une telle rigueur dépasserait même l'appréciation par les Soviets des intérêts de la France, puisque M. Litvinof aurait, à l'époque, encouragé la politique de rapprochement franco-italien. Personne qui fût au courant de l'esprit régnant dans les sphères gouvernementales à Rome ne pouvait, en tous cas, se tromper sur les conséquences de notre attitude réticente.

Pour l'expliquer, sans mettre en avant l'esprit antifasciste qui continue d'animer notre politique officielle, on a prétendu que l'envoi d'un ambassadeur aurait constitué l'équivalent d'une reconnaissance *de jure* de la conquête éthiopienne ; et qu'un tel avantage, concédé à l'Italie, méritait une compensation. Le point de vue est en droit très discutable. Nommer un ambassadeur en l'accréditant auprès du roi d'Italie, empereur d'Éthiopie, est la reconnaissance d'un état de fait ; et rien de plus. Les multiples questions posées par l'établissement des Italiens en Abyssinie, qui se réfèrent à des traités en vigueur et à des conventions nouvelles à conclure qui concilient les intérêts respectifs de la France et de l'Italie, devront être précisément l'objet de négociations, peut-être longues et délicates, dont il serait inopportun de hâter la conclusion. Mais quelle compensation notre Quai d'Orsay pensait-il, dès lors, obtenir de l'Italie? Si l'on se réfère au discours de Gênes prononcé par M. Mussolini, il est bien probable que l'affaire espagnole pèse de tout son poids sur les conversations franco-italiennes. J'ai eu déjà l'occasion de signaler que, depuis longtemps, notre diplomatie avait sacrifié l'entente avec l'Italie à sa politique espagnole.

•

Officiellement nous avons été les champions de la non-intervention en Espagne et nous la pratiquons scrupuleusement. En fait, tous les Gouvernements successifs du Front populaire ont proclamé leur ardente sympathie pour les Républicains contre Franco. Les discours et les motions de solidarité et

d'encouragement sont innombrables. La radio d'État continue même de gratifier les nationalistes espagnols du nom de « rebelles ». Quand M. Léon Blum se justifiait en 1936 de pratiquer la politique de non-intervention, il proclamait que c'était la méthode la plus efficace pour assurer le succès des rouges. Et ce n'est pas un mystère que le soutien du parti communiste, c'est-à-dire finalement le maintien du Front populaire, n'est assuré, même au Gouvernement de M. Daladier, qu'à la condition d'une pratique de la non-intervention qui cadre avec les intérêts de Valence et de Barcelone. Un récent communiqué officiel nous a appris avec candeur que le trafic s'était récemment beaucoup ralenti à la frontière des Pyrénées. Nous n'avions guère besoin, à vrai dire, de cette confirmation qu'un transit intense avait été opéré par territoire français à destination de Barcelone. Ainsi, quand M. Mussolini déclare qu'il y a une discordance complète entre la politique italienne et la politique française en Espagne, il constate un fait.

Pourquoi Mussolini se plaindrait-il ? dira-t-on ; les Italiens sont intervenus bien autrement que nous-mêmes en Espagne. Non seulement ils ont expédié en grandes quantités armes et munitions, mais ils ont envoyé encore des unités militaires régulièrement constituées. Cela n'a jamais été nié par Mussolini, qui a, même, proclamé son intervention et sa volonté d'intervenir pour assurer la victoire finale de Franco. Ainsi, il faut bien reconnaître que si la non-intervention constitue une formule diplomatique astucieuse pour éviter que la guerre civile espagnole dégénère en conflit européen, elle n'a été et ne reste qu'une hypocrisie incontestable. Qu'un Gouvernement, qui veut continuer de vivre dans l'équivoque, proclame : l'Espagne aux Espagnols ! il n'y a rien à redire ; à condition, bien entendu, qu'il ne soit pas dupe de sa formule.

Dès lors, la question qui se pose pour la France est de savoir si elle doit intervenir elle-même en Espagne parce que d'autres y sont intervenus. Je reconnais bien volontiers que cela pouvait être une politique, surtout au début de la guerre civile, d'aider les gouvernementaux espagnols ; sauf à courir le risque d'être entraîné dans une guerre plus ou moins générale. Mais la France, fort heureusement à mon avis, a répudié cette

politique. A quoi correspond alors, une fois cette décision prise, une politique qui n'a pas d'autre conséquence que de prolonger la guerre en Espagne? Une personnalité marquante de la politique de gauche en France m'a répondu récemment à cette question que les républicains français ne pouvaient pas accepter de laisser écraser leurs frères espagnols. Même en laissant de côté le point de savoir si le régime politique en fonction à Valence et à Barcelone est vraiment un régime républicain, au sens que nous sommes habitués de donner à ce terme, il faudrait conclure que nous prenons ainsi parti contre Franco, en opposition avec le Gouvernement italien et probablement le Gouvernement allemand qui se sont prononcés, l'un et l'autre, pour Franco.

Et, dans ces conditions, tant que durera la guerre civile en Espagne, aucun accord, aucun rapprochement ne seront possibles ni avec l'Italie, ni avec l'Allemagne, puisqu'on ne saurait se rapprocher quand on se combat, fût-ce par personne interposée.

Ceux des Français qui s'expliqueraient mal pourquoi les Soviets et le parti communiste en France se montraient si intransigeants dans l'affaire espagnole, dans le même temps qu'ils étaient si conciliants en Tchécoslovaquie et en Chine, comprendront mieux ainsi la raison profonde de cette attitude. Tant que dure la guerre espagnole, la Russie rend impossible toute détente dans l'Europe occidentale. Et, pour que la guerre dure en Espagne, il faut que le Front populaire continue de gouverner.

Grandeur et servitude du Front populaire ! pourrait se dire M. Daladier en pensant à la fois à sa majorité, qui le rend parlementairement invulnérable, et à sa politique étrangère, qui va à l'encontre des buts qu'il s'était assignés.

●

Pour ranimer l'économie défaillante, il faut, en effet, rétablir d'abord la confiance. Comment cela serait-il possible si la paix n'est pas assurée, et, si possible, consolidée, au dehors, comme au dedans?

Au dehors, l'on vient de constater que la base même fait

défaut pour une reconstruction d'une entente générale en Europe. L'écroulement de la Société des Nations ne laisse que des ruines. Sur elles se sont érigées deux combinaisons, qui restent antagonistes : l'axe Rome-Berlin, l'alliance franco-britannique. Je pourrais revendiquer la paternité de celle-ci ; mais je me réjouis sincèrement des bons soins qui ont fait grandir l'enfant et dont l'honneur appartient à tous les Gouvernements qui se sont succédé et notamment à MM. Daladier et Georges Bonnet. La prochaine visite des souverains britanniques à Paris est un haut symbole de la coopération étroite des deux grandes démocraties dans le maintien de la paix et pour la sauvegarde de la liberté. Une grande preuve de l'efficacité de cette collaboration a été donnée par le règlement des incidents survenus récemment en Tchécoslovaquie. Un recours à la force a pu être évité et des négociations entreprises pour aboutir à une solution honorable de la question des minorités allemandes des Sudètes. Si, dans la conduite des interventions diplomatiques, il faut attribuer à sir Neville Chamberlain et à ses collaborateurs le mérite d'une action parfaitement réussie, il serait injuste de ne pas reconnaître à MM. Daladier et Georges Bonnet le mérite d'avoir admirablement compris la situation et utilement collaboré avec le Cabinet de Londres.

Si la politique italienne et la politique espagnole du Quai d'Orsay ont diminué et continuent de réduire la confiance de l'opinion dans le Gouvernement de M. Daladier, par contre, son attitude dans les négociations de Londres et dans les affaires de Tchécoslovaquie ont partiellement corrigé cette mauvaise impression. Il reste à souhaiter que de nouvelles complications en Europe centrale ne viennent pas aggraver la situation.

Au surplus, et quelles que soient les inquiétudes de l'opinion à l'égard de l'évolution des problèmes de politique extérieure, ce sont encore les difficultés économiques et financières qui retiennent le plus son attention.

Depuis des années, et après que la majorité de Front populaire eut abandonné la politique de déflation des prix de revient et des dépenses publiques pratiquée par ses prédécesseurs, on a fait luire aux yeux des producteurs et des tra-

vailleurs de toutes catégories l'aurore d'une ère nouvelle, où régneraient l'abondance et la prospérité.

Une des grandes responsabilités politiques des chefs du Front populaire aura été et reste de dissimuler la vérité au peuple. Non seulement on lui a caché la gravité de la conjoncture et ce qu'elle contenait de potentiel d'aggravation, mais on lui a persuadé que la dénonciation des maux dont souffrent notre économie et nos finances était le fait d'adversaires politiques passionnés et de mauvais Français.

Le ravage ainsi causé dans l'esprit public est tel que la plus grande partie de l'opinion croit encore au miracle possible. Beaucoup, qui appartiennent aux partis les plus opposés et qui exercent des professions différentes, restent convaincus qu'une nouvelle formation politique, des hommes nouveaux appliquant un programme neuf, pourraient rétablir en France la situation, consolider les salaires et les profits des particuliers, maintenir un travail limité et des loisirs accrus, restaurer l'équilibre budgétaire et les finances publiques, le tout sans effort ni sacrifice supplémentaire de quiconque.

Aussi certains me semblent avoir tort quand ils comparent ce que sont les décrets-lois promulgués par le Gouvernement à ce qu'ils auraient pu et dû être. Sans doute, M. Jèze a parfaitement raison lorsqu'il commente ces décrets-lois[1] et qu'il écrit : « En toute franchise, rien n'est fait : tout reste à faire pour la restauration indispensable ».

Mais, pour que M. Daladier ait pu entreprendre l'œuvre gigantesque de restauration à laquelle il faudra bien qu'un Gouvernement s'attelle un jour, à moins de laisser mourir le régime républicain, il eût fallu qu'il agît dans un climat politique assaini ; et cela posait le problème même de son existence, c'est-à-dire celui de la majorité politique.

●

Il est, certes, difficile de sonder les consciences politiques. Mais, sans me référer en rien à des confidences que j'aurais pu recueillir, opérant par seule intuition, je crois que, depuis

1. Voir *Ère nouvelle*, n° du 2 juin 1938.

l'échec de la première expérience Blum, d'une part, et, d'autre part, la publication du programme de ce que serait une deuxième expérience de Front populaire à direction socialiste, il y a un divorce profond entre radicaux-socialistes et socialistes. Les premiers pensent qu'ils ne mèneront jamais à bien un plan de restauration nationale tant qu'ils auront besoin du concours d'associés dont les conceptions, en toutes matières, sont trop différentes des leurs. Les autres comprennent qu'ils ne réussiront pas à obtenir l'adhésion des radicaux-socialistes à un programme qui contredit fondamentalement à leur doctrine et aux opinions moyennes de leurs électeurs.

Le divorce pour incompatibilité d'humeur aurait donc été déjà prononcé entre socialistes et radicaux-socialistes, si l'un ou l'autre conjoint avait osé prendre la responsabilité d'introduire l'instance. Mais chacun, craignant de prendre les torts à sa charge, attend que l'autre dénonce le contrat.

Le Congrès socialiste de Royan était, certes, dans l'esprit des radicaux-socialistes, préposé aux fins de la rupture du Front populaire. Quel soupir de soulagement auraient-ils poussé en apprenant que le parti socialiste, dénonçant la politique de soutien et exigeant le pouvoir pour réaliser le programme du Cabinet Blum, envers et contre le Sénat, les avait délié du Front populaire, et rendus libres de contracter de nouvelles alliances politiques! Celles-ci sont difficiles, a-t-on coutume de dire dans le monde politique, quand elles ne se doublent pas d'alliances électorales. Mais, justement, les élections d'Uzès et de Saintes donnaient une réponse à l'argument.

Cependant, M. Léon Blum veillait. Et, encore que j'ignore en écrivant ces lignes quelle décision finale prendra le Congrès de Royan, je prévois que la motion de clôture sera assez souple pour retenir la mariée radicale. Elle est si belle! et ne risquerait-elle pas, après divorce, de se refaire un foyer avec ces modérés que tout socialiste qui se respecte traite au moins de réactionnaires et de fascistes!

M. Daladier, s'il veut rompre, devra donc agir par lui-même. Mais il ne faut pas attendre tant d'héroïsme du chef d'un parti qui a toujours préféré les avantages immédiats et connus, aux grands desseins toujours incertains.

●

Dès lors la destinée du Gouvernement est écrite sur le livre de la fatalité. Et M. Léon Blum, qui est une des grandes intelligences politiques de notre époque, le sait bien. Les échéances de la fin de l'année marqueront aussi la fin de l'expérience Daladier. D'ici là, ses amis socialistes s'ingénieront à démontrer à l'opinion et à la convaincre que la politique financière et économique du Cabinet Daladier n'est pas une politique de Front populaire, mais une politique de droite camouflée. Lorsque l'échec en sera consacré, le parti socialiste se flatte de recueillir la succession gouvernementale. Bénéficiaire par réciprocité de l'appui des radicaux-socialistes, il mettra en œuvre alors son programme ; car M. Léon Blum, qui est toujours resté fidèle à sa doctrine et à son parti, n'a jamais considéré l'action du Front populaire autrement que comme une transition nécessaire entre le régime capitaliste et le régime socialiste. Il a accepté le concours des radicaux-socialistes dans la mesure où ils pouvaient l'aider à cette destruction du capitalisme, qu'il poursuit avec l'aide de la C.G.T. de toutes les manières et sous toutes les formes.

●

Quelques chiffres feront mieux saisir le prodigieux écroulement de la richesse française sous les coups répétés qui lui sont portés.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Front populaire, le franc est en état de dévaluation permanente. On peut calculer qu'il perd en moyenne 3 p. 100 de sa valeur or par mois. Dans le même temps, la valeur en capital des biens réels situés en France a peu varié. Une propriété immobilière urbaine ou rurale vaut à peine aujourd'hui ce qu'elle était estimée il y a deux ans. Un placement en francs, fait en 1936, vaut le même nombre de francs en 1938. Le même placement, fait en livres sterling ou en dollars, vaut plus du double de francs aujourd'hui. En d'autres termes, un agriculteur qui aurait acheté une ferme, en 1936, 75 000 francs, la revendrait difficilement

le même prix et les impôts qu'il paie ont doublé. Le spéculateur, qui aurait acheté en devises étrangères la contre-valeur de 75 000 francs, se trouve aujourd'hui à la tête d'un capital de 175 000 francs et il n'a payé aucun impôt.

Le franc, dont le pouvoir d'achat en 1935 était du tiers de celui de la monnaie britannique ou de la monnaie américaine — le pouvoir d'achat de ces trois monnaies étant considéré comme égal en 1913 — n'a plus aujourd'hui qu'un pouvoir d'achat égal au septième de la livre ou du dollar, cependant que le gage de la monnaie française, représenté par quatre mille cent vingt-cinq tonnes d'or en mai 1936, est tombé à deux mille quatre cents tonnes d'or en 1938.

La perte en valeur-or de l'annuité successorale en France est, par rapport à l'avant-guerre, de 76 p. 100.

Les estimations, réputées les plus exactes, de la valeur en capital de la propriété immobilière, urbaine et rurale, font apparaître une perte de 74 p. 100 par rapport à la valeur-or d'avant-guerre.

Pour les valeurs mobilières, un calcul fait du montant en capital des valeurs françaises cotées à terme à la Bourse de Paris aboutit à une dépréciation moyenne de 92 p. 100 de leur valeur-or d'avant-guerre.

L'endettement public prend des proportions de plus en plus inquiétantes. La dette de l'État dépasse 400 milliards. Symptôme peut-être plus grave, quand on sait combien prudemment, dans l'ensemble, sont gérées les finances départementales et communales : la dette des départements est passée de 3 334 millions en 1929 à 7 milliards en 1937 ; celle des communes est passée de 12 086 millions en 1929 à 25 milliards en 1937.

Pendant ce temps, les dépenses publiques ne cessent d'augmenter, réduisant la part disponible du revenu national pour les dépenses de consommation courante et, par la constitution de l'épargne, pour les dépenses d'investissement. Les dépenses de l'État ont passé de 1913 à 1938 de 6 à 60 milliards, celles des départements et des communes de 1 800 millions à 30 milliards. En tenant compte des déficits à la charge de l'État des chemins de fer, des entreprises nationalisées et des dépenses d'armement, etc..., les dépenses publiques en 1938 atteindront 120 milliards, alors que le revenu national total

ne montera guère qu'à 220 ou 230 milliards. La proportion de 50 p. 100 reconnue par M. Daladier est donc dépassée.

Où trouvera-t-on les sommes nécessaires pour faire face à ces dépenses?

M. Patenôtre, dans une allocution radiodiffusée, conseillait récemment aux Français d'augmenter leurs revenus. C'est une suggestion qu'ils accueilleraient volontiers et ils accepteront la recette de M. Patenôtre si celui-ci veut bien la leur donner. Dans un passé récent, cette recette se confondait avec la dévaluation monétaire. Dans la mesure où tous les producteurs français verraient les prix monter dans les limites mêmes où le franc se dévalorise, certains revenus s'exprimeraient alors, tout en restant les mêmes, dans une valeur augmentée, en francs-papier. On ne pense pas, pourtant, qu'il y aurait, sous cette forme, augmentation du revenu national.

Quand l'ère des thaumaturges et des fakirs sera terminée, on s'apercevra peut-être qu'il n'y a pas d'autre moyen d'augmenter les revenus de la nation que de la remettre au travail et d'augmenter le rendement du travail de chacun en le libérant de l'étatisme, de la bureaucratie et de la fiscalité étouffante qui caractérisent le régime du Front populaire.

Cela arrivera-t-il tôt ou tard? Faudra-t-il attendre que la France s'enfonce davantage dans la crise de ses énergies et dans le gaspillage de ses richesses?

Tout ce que l'on peut répondre à ces questions qui hantent, sans doute, l'esprit de tous les Français qui réfléchissent, c'est que rien n'indique pour le moment que notre destin ait changé de route. Peut-être roulons-nous aujourd'hui sur un palier. Et chacun se réjouit d'échapper momentanément au vertige de la chute.

Mais déjà se profile, à l'horizon, le panonceau-avertisseur des descentes dangereuses.

PIERRE-ÉTIENNE FLANDIN

MARCEL PROUST

D'APRÈS UNE CORRESPONDANCE ET DES SOUVENIRS

La correspondance dont on va lire d'importants extraits s'étend environ de 1903 jusqu'à la mort de Marcel Proust. Il me semble, malgré les lettres publiées antérieurement, malgré son œuvre, qu'elle peut encore éclairer à sa façon certains traits d'une physionomie qui n'a point cessé, qui ne cessera de longtemps d'intéresser parce qu'elle surprendra toujours. Marcel, dans le dessein secret peut-être d'aider à son observation des autres, dans le mouvement naturel aussi de sa pensée et de son cœur, n'était-il pas différent pour chacun de ses amis? Il se pliait à leur nature, à leurs travers même qu'il flattait. Ses lettres, comme beaucoup de lettres, font un peu le portrait de ceux à qui elles sont adressées. Souvent, elles venaient très vite après des entretiens dont elles sont les échos.

Que de souvenirs intimes elles évoquent pour moi! On y verra ce qu'était, en de douloureuses occasions, l'amitié de Marcel. Et puis, n'est-ce pas toute l'histoire d'un temps, d'une jeunesse qui s'en dégage d'une façon indirecte? En les ouvrant, je revois les heures d'autrefois. Elles tournaient plus doucement que celles d'aujourd'hui. Tout ce qui était en suspens dans l'air se prend à revivre. Mais un léger étouffement nous avertit qu'il est difficile de respirer le passé. Ce que nous y avons aimé nous serre la gorge. C'est, peut-être, de cet étouffement que nous finirons par mourir.

Les lettres de Marcel touchent, outre les questions per-

sonnelles, à bien des points de la philosophie, de l'art, de la littérature. La politique y tient peu de place et n'est vue que de très haut. Il s'élevait au-dessus des passions qui ont survécu longtemps à l'affaire Dreyfus. Pour les jugements sur les écrivains, j'ai dû prendre garde que Marcel n'avait nullement l'intention de les rendre publics. Parfois même il les rédigeait exprès en termes violents ou crus. « Ainsi, disait-il, vous ne montrerez pas mes lettres. » Toutes ses lettres, d'ailleurs, ont un caractère de confidence. Ce ne sont pas les lettres d'un auteur qui a des arrière-pensées. Les reconnaîtrons-nous au froid du grand air et de l'opinion des autres?

Lorsque j'ai connu Marcel, il habitait, avec ses parents, rue de Courcelles, au coin de la rue de Monceau, une grande maison à voûte sonore et large escalier, à belle profondeur bourgeoise. D'abord je l'ai rencontré à plusieurs reprises dans le monde, en particulier, si je me souviens bien, à un dîner chez madame Léon Fould. C'est en ce salon, sur fond de vitrines et de meubles dorés (l'image m'est restée présente) que, pour la première fois, j'ai été frappé de sa pâleur sous des cheveux si noirs, de son regard venu de loin sous des paupières un peu lourdes, regard flexible et pénétrant, équilibré, semblait-il, par combien de pensées ! Comme il se distinguait des autres ! Il n'était jamais tout à fait mêlé aux groupes avec lesquels il s'entretenait. Une sorte d' « aura » le séparait d'eux. On vous prévenait charitablement qu'il était doué d'une remarquable intelligence. Il paraissait un noble étranger qu'environnait le mystère d'un pays de mémoire et de pensée.

C'est par Bertrand de Fénelon que j'ai été vraiment rapproché de Marcel. Bertrand de Fénelon nous a été cruellement ravi par la guerre. Il a laissé un sillage brillant, un grand vide dans la pensée et le cœur de ses amis. On n'oublie pas l'ironie amusée et souvent affectueuse de son regard, le courageux entrain que nous aimions et qu'il a porté sur les champs de bataille. Nous attendions beaucoup de lui, nous craignions parfois un peu ses jugements, car il n'était point pour des amitiés sans franc-parler. Secrétaire d'ambassade, après de longues absences, que de charmants retours, yeux vifs, bras ouverts, basques de jaquette au vent, sous les soleils de l'avant-guerre !

Mes plus anciens souvenirs sur Marcel Proust ont pour décors les plus fréquents les restaurants Larue ou Weber et, surtout, la salle à manger, dans l'appartement de ses parents, rue de Courcelles. Sur le trottoir de la rue Royale, on le voyait arriver tout enveloppé de sa pelisse, même au printemps. Même au printemps, un grand feu brûlait dans la cheminée de cette salle à manger aux boiseries sévères à reflets d'acajou. Il y avait une lampe sur le tapis rouge de la grande table ovale, des livres, des papiers. Cette lampe, lampe à huile dont il aimait la clarté blonde et douce, était la seule qu'il gardât allumée après notre départ. Il passait ainsi, électricité éteinte, la plupart des nuits dans cette pièce. Une chaise-longue, quelques fauteuils avaient été ajoutés au mobilier. Des profondeurs de silence l'ont environné là pendant des heures. Peut-être le sommeil des autres laisse-t-il un champ plus ouvert, plus pur à la pensée. Marcel a revisé là ses traductions de Ruskin, écrit les notes et les préfaces que l'on connaît et combien de lettres ! Que de lectures aussi sous cette lampe ! Parmi les principales : Saint-Simon, Chateaubriand, Sainte-Beuve, Bergson, Mâle... Ces lectures étaient fécondes. Il semblait qu'il poursuivît à travers tant d'esprits les aspects divers de la vérité. Cette diversité était vivante, l'amusait. Une admirable mémoire le servait, mais on ne soupçonnait qu'à l'occasion toute l'étendue de sa culture. Je me souviens d'une conversation avec madame Lucie Félix-Faure-Goyau, où il révéla, sur les sujets les plus difficiles de philosophie religieuse et d'exégèse une érudition subtile et nuancée. Avait-il donc lu toute la Légende Dorée et l'œuvre des doctes Bollandistes ?

Bien que Marcel, en raison de ses crises d'asthme et des fatigues qui les suivaient, demeurât souvent tant de jours, de semaines sans sortir, il était merveilleusement au courant de toute la vie extérieure. On eût dit que le mouvement du monde, et même le plus frivole, se reflétait, comme dans une chambre noire, sur cette table de salle à manger, et sa solitude restait aussi ouverte à tous les échos. Parfois, on apprenait chez lui quantité d'histoires, des mots de madame Straus, de madame de Chevigné ! Comme il était familier avec l'air où, plus tard, évolueraient tant de ses personnages !

Personne n'écoutait aussi bien. Je revois son visage attentif, ses yeux posés sur l'un d'entre nous. Il portait, jusque dans l'intimité, un souci constant de modestie, de politesse qui l'empêchait de se mettre en avant, d'imposer, par exemple, les sujets de conversation. Il les prenait dans la pensée des autres. A l'occasion, il parlait sports, automobile avec un touchant désir de s'instruire. Il s'intéressait à vous plutôt qu'il ne cherchait à vous intéresser à lui. Mais n'est-ce pas la meilleure façon de plaire? Il ne semblait point qu'on recueillît près de lui, par le hasard du jour, ce que d'autres eussent aussi bien recueilli à votre place. L'échange où il finissait par tant apporter, était particulier. Ce qu'on y donnait soi-même, à ses yeux à lui, restait un peu mystérieux. Une question à propos d'une phrase, d'un mot, quelque précision soudain demandée marquaient l'originalité de son attention.

A ce moment, il paraissait totalement dépourvu d'ambition. Sa santé l'éloignait des grands projets, des longs travaux. La trop luxueuse édition des Plaisirs et des Jours n'avait-elle pas été enterrée sous les illustrations et les fleurs de Madeleine Lemaire? Il éprouva de grandes difficultés à placer les moindres pages jusqu'au jour où l'amitié de Calmette lui ouvrit les colonnes du *Figaro*. Mais si l'on voyait en lui de constantes traces d'inquiétude sentimentale, on n'y remarquait jamais l'ombre d'une inquiétude intellectuelle. Il ne se cherchait pas comme la plupart d'entre nous et c'est pourquoi, peut-être, sa situation parmi nous ne ressemblait à aucune autre. Il y avait en lui le mystère d'un feu caché. De l'admirer paraissait un privilège. Justifierait-il un jour ce que nous disions de lui? Donnerait-il sa mesure? Il souriait en nous racontant qu'en des salons un peu littéraires, des femmes lui demandaient avec une aimable impatience : « Avez-vous enfin trouvé un beau sujet? » Sans doute, il savait déjà qu'une seule œuvre pourrait être la sienne. Elle se formait en lui par tout le jeu des souvenirs et des observations, mais sous le voile d'un singulier désintéressement. Un jour, il lui appartiendrait, son grand souci serait d'avoir le temps et les forces de la mettre au jour et il aurait le plus clair, le plus assuré sentiment de sa valeur. Jusque là il appartenait ou paraissait appartenir à ses amis. Son imagination sensible

lui représentait les impressions, les peines des autres. Il les partageait profondément, douloureusement. Les larmes lui montaient aux yeux. Quelquefois on le blessait sans le vouloir. Au fond, toute confiance dans les autres lui manquait. Il croyait voir en vous des réserves, des froideurs. Quels dessous il supposait ! Et comment vous gardait-il tant d'amitié si l'on était si coupable à son égard ? Les reproches vous arrivaient par lettres et on les lisait avec stupeur.

Les lettres de Marcel, on les recevait surtout lorsqu'on le voyait de façon suivie. On s'était quitté après de longues conversations, prolongées parfois jusqu'à deux heures du matin, et, à son réveil, on apercevait, sur le plateau du déjeuner, une épaisse enveloppe apportée par sa concierge, madame Gélon. Ces lettres témoignaient qu'il avait pensé à vous, non souvent sans quelque défiance, elles reprenaient aussi des thèmes de discussion. Il y mettait ce qui lui était venu à l'esprit, après votre départ, pour vous convaincre ou pour vous amuser. Et parfois, il notait pour vous une phrase de Ruskin ou de Maeterlinck découverte ou retrouvée au cours d'une lecture.

Comme Marcel excellait à vous donner ces appétits soudains de Saint-Simon, de Chateaubriand, de Balzac, ces fringales qui, lorsqu'on les a conservées ou qu'on les retrouve parfois, restent encore une marque de jeunesse ! Quel heureux poids du livre dans vos mains ! Il semble qu'on s'entend respirer dans une chambre du passé, avec le bruit de la rue en sourdine, de vifs rayons d'espoir mêlés à ceux du jour ou de la lampe, le tendre sentiment d'êtres qui étaient si proches et qui ne sont plus. Combien je dois à Marcel de phrases épinglées dans ma mémoire et dont la sonorité s'est, pour ainsi dire, enrichie des échos de tant de soirées rue de Courcelles ! De ces phrases, il faisait jaillir, par l'occasion qu'il prenait de les citer, par les mots dont il les accompagnait, tout le plus secret rayonnement. Le grand mystère de l'art se révélait par leur coupe même et la qualité de leurs images. Elles donnaient à rêver comme le détail précieux d'un tableau de maître et paraissaient décorer la profondeur d'une vie spirituelle. On se prenait à les relire inlassablement. Marcel discernait dans le ton d'une phrase de Chateaubriand, malgré le grand art ou, plutôt, en raison même du grand art, les

vertus et les défauts d'une âme, jusqu'à ses faiblesses et ses manies. Ne nous a-t-il pas démontré ce que des pastiches, où sont accentués et rassemblés des traits épars dans une œuvre, valent pour l'intelligence d'un auteur !

Saint-Simon fut longtemps une de ses lectures favorites. C'est sur son conseil que, pendant de longs mois où je fus immobilisé par un accident, j'entrepris de le lire à la suite et non par morceaux et par morceaux les plus connus. Marcel goûtait infiniment Joubert. Joubert n'avait-il pas été, comme lui, un malade ? Comme lui, n'avait-il pas cru ne rien laisser d'une pensée pourtant vaste et subtile ? Mais sous sa faiblesse à lui, comme sous celle de Joubert, ne verrait-on pas, un jour, qu'il y avait de la force, tandis qu'il y a de la faiblesse sous tant de forces apparentes.

Pour les écrivains du temps, il est délicat de noter ses préférences. On connaît quelques-unes de ses admirations. Celles des critiques lui causaient parfois des surprises : « Comment votre ami Jaloux, qui a tant de talent, peut-il trouver que « tel roman » est un beau livre ? » Ceux qui ont eux-mêmes du style, les poètes surtout, ne devraient-ils pas reconnaître, par la pierre de touche qu'ils portent en eux, ce qui rend le son de l'art, au sens propre du mot, et le son de la vérité ? Mais sont-ils toujours sincères ? L'art ne se définit pas. On ne saurait dire qu'il est la perfection. Il est la connaissance intuitive de certaines proportions, de certaines mesures, de certains secrets. Il est aussi une flamme. Marcel le considérait comme un dieu qui a pouvoir de ressusciter ce qui, sans lui, serait mort à jamais.

Le rayon miraculeux, tel qu'il émane d'une couleur de Vermeer dans le silence d'un musée, des pierres d'une cathédrale sur une place de province, combien Marcel aspirait à le saisir ! Près de lui, on venait à songer, avec un frémissement, que la cathédrale de Chartres existait, qu'elle était là-bas avec ses tours et ses statues. On pensait aussi qu'une chapelle à Padoue était pleine des œuvres de Giotto. Que de curiosités ! Que d'élans !

J'ai fait, avec Marcel et des amis, de précieux pèlerinages. Il y était remarquable d'activité, d'entrain. Il y portait même un peu de fièvre. Aucune heure de départ ne l'inquiétait,

puisqu'il restait levé depuis la veille. Je revois, dans l'Ile-de-France, tout « un enchantement du Vendredi Saint », une campagne ensoleillée et neuve avec des arbres fruitiers en fleurs sur les coteaux. Marcel recueillait plus de souvenirs en un jour que d'autres en de longs voyages. Des minutes qui auraient pu paraître indifférentes se gravaient en lui avec leur lumière et leur gaîté. Il était prêt à des amusements, ouvert à des échos poétiques. Et puis la minute, dans son mouvement même, avait pour lui un inexprimable attrait. Ne devait-il pas être toujours poursuivi par l'idée du temps? Un véritable artiste, lorsqu'il fixe, dans un tableau, la couleur et la forme d'un instant, ne sait-il pas nous donner l'impression que cet instant était fugitif, et qu'il le demeure dans sa beauté devenue immortelle. Combien de tableaux de mémoire se composait Marcel. Et quel « déjà vu » émouvant lui offraient le tournant d'un chemin, un coin de village, une haie !

Devant les statues d'un porche, sous les voûtes d'une nef, il ne craignait pas de s'instruire, il était docile aux leçons données par des maîtres comme Ruskin ou comme Mâle. Nous avons parfois emporté de lourds volumes. Ainsi on épelait sculptures ou vitraux. Mais le sentiment du travail, de l'effort est loin de nuire aux impressions. Elles viennent, au contraire, comme des récompenses, elles éclairent les recherches. Et Marcel savait bien que toutes les pensées, tous les jugements des autres n'empêcheraient point qu'un message particulier lui fût adressé. Nous avons vu ensemble Senlis, Laon, Saint-Leu-d'Esserent. Il est monté jusqu'en haut de la tour de Coucy, celle qu'ont abattue les Allemands. On revenait tard. Il lui fallait un repos de plusieurs jours pour se remettre.

Rue de Courcelles, on apprenait parfois que Marcel était sorti la veille, qu'il était allé à une soirée, à un bal. Il aimait l'atmosphère des fêtes mondaines, et les sentiments que l'on distingue chez les gens, lorsqu'ils sont en tenue d'apparat, sous des armes de coquetterie, l'intéressaient. De plus, il lui plaisait de voir des femmes, surtout des jeunes filles. Et il trouvait des mots charmants, comme il en a mis dans son œuvre, pour définir leurs grâces, peindre des visages, des yeux. Je me souviens des « papillons prisonniers » dans le regard de l'une d'elles. Et je suis bien sûr que sous ces impres-

sions, il y avait un trouble, des possibilités de tendresse, d'amour. Je suis sûr qu'il était très sensible à la séduction féminine.

Quelque chose d'un peu chaud se mêlait ainsi à toutes les observations qu'il rapportait. Il posait quelques questions pour éclairer ce qu'il avait vu, pour favoriser, sans doute, une création qui s'ébauchait en lui. On ne l'accusera pas de trop de complaisance dans ses jugements, mais il voyait une beauté, un attrait, un sens à la vie de société. Tout d'abord il goûtait l'esprit et lui-même eût volontiers, comme au grand siècle, dépensé le sien en portraits et caractères. La vie mondaine développe aussi des nuances infinies de vanité et de snobisme et Marcel, dès ses premiers écrits, s'était essayé au plaisir de les noter. Est-il possible de toucher au snobisme sans en garder un peu à ses doigts? Marcel regardait certainement avec une curiosité particulière ceux dont les noms avaient écho dans le passé, évoquaient en lui des lectures. Saint-Simon lui éclairait des dessous profonds. M. de Charlus ne fait-il pas penser à Monsieur, au duc de Vendôme, à bien d'autres?

Parfois, on trouvait Marcel consultant, sur ses traductions de Ruskin, Robert d'Humières, traducteur lui-même de Kipling, fin lettré et aussi averti des lettres anglaises que des françaises. Il a disparu en donnant un exemple de bravoure dans la guerre et nous a laissé le souvenir d'un esprit élevé, distingué, caustique et des œuvres injustement trop peu connues. Ces traductions, Marcel les avait entreprises dans sa première jeunesse sur la demande d'un éditeur qui avait bientôt fait faillite. Elles lui étaient donc restées pour compte jusqu'au jour où le *Mercure* accepta de les publier. Il y joignit alors des préfaces riches de pensée et de poésie, des notes qui témoignent de la plus étonnante culture. La préface de *Sésame et les Lys*, avec ses pages sur les lectures d'enfance, est comme un délicat prélude à son œuvre. Elle fut écrite sur ce tapis rouge de la table de salle à manger. Marcel apportait une grande conscience à serrer de près le texte anglais dans ses traductions. Le prince de Brancovan, au temps où il dirigeait *la Renaissance latine*, lui dit cependant un jour : « Comment faites-vous, Marcel, puisque vous ne savez pas l'anglais? » De fait, il ne connaissait que l'anglais de Ruskin, mais dans

toutes ses nuances. Il eût été fort embarrassé dans un salon anglais et même pour commander une côtelette dans un restaurant. Il ne lisait pas en anglais d'autres auteurs, par exemple George Eliot, dont je lui dois d'avoir admiré, aussi dans les traductions, *Middlemarch*, le Moulin sur la Floss, Adam Bede. Les notes dont il a accompagné le texte de Ruskin mériteraient qu'on y revînt davantage. Elles marquent toute une époque de sa pensée. Souvent il n'est pas d'accord avec le critique, l'esthète anglais. Pourtant on ne saurait dire que celui-ci n'a pas exercé d'influence sur lui. Un long contact avait créé une amitié et l'on ne pénètre pas une pensée comme Marcel avait pénétré celle de Ruskin sans qu'elle vous pénètre aussi, à moins qu'on ne la déteste, ce qui n'était point le cas. Il découvrait chez Ruskin des divinations, le citait souvent. Il était loin aussi d'être insensible à la portée morale de quelques phrases. Et dans une lettre, il ne craint pas de le mettre, de ce point de vue, au-dessus de... Léon Blum.

Les échos de l'affaire Dreyfus se prolongeaient encore et, surtout, le souvenir de passions exaspérées n'était pas éteint. Il paraît que j'avais défendu, un soir, les lois anticléricales de Combes. Je crois bien que je l'avais fait par opposition non pas à Marcel, mais à un autre interlocuteur. Je pourrais regretter ce mouvement maintenant que je sais, autant que personne, tout le mal qui a été fait alors au pays, s'il ne m'avait valu une des plus belles lettres de Marcel. On y verra l'évocation émouvante des clochers de village, un haut souci de spiritualité, l'admiration de la pensée religieuse. Marcel avait été élevé dans le catholicisme ; une poésie d'enfance lui était restée des fleurs et des chants des processions. Ce n'est pas seulement en artiste qu'il se montrait sensible à toute la beauté que nous devons au Christianisme. Il saisissait la profondeur des inspirations. Du reste, son esprit n'était pas de ceux qui diminuent ce qu'ils touchent afin de le mieux comprendre. Et il reprochait même à Renan d'avoir écrit, par places, lorsqu'il cherchait à trop bien et trop aisément expliquer les faits tenus pour miracles par les croyants, une « belle Hélène » du Christianisme.

Un des traits de Marcel, qui me revient tandis que je remue ces souvenirs, est son peu d'attachement à l'existence, au

moins tant qu'il n'eut pas commencé son œuvre. Son pessimisme était foncier : « Une aventure sentimentale n'est jamais heureuse », disait-il. Que de souffrances physiques et morales il éprouvait ! Elles n'étaient pas moins présentes lorsque la comédie donnée par tant de gens provoquait sa gaîté et des rires que, parfois, il semblait vouloir un peu étouffer avec sa main. Peut-être mettait-il dans la mort je ne sais quelle espérance à la Baudelaire :

C'est la mort qui console, hélas ! et qui fait vivre !

. . . . . .

Et qui refait le lit des gens pauvres et nus

Il était très brave. Il lui arrivait même de courir au-devant du danger, de chercher une affaire, comme on disait alors. J'ai eu, plusieurs fois, l'occasion de le constater. Je me souviens de notre silence autour d'une table, chez Larue, un soir, tandis que tranquillement, et sa main si blanche posée sur la nappe n'ayant aucun frémissement, il recevait, avec des insolences bien calculées, quelqu'un qu'il soupçonnait de fort mal parler de lui et qui était venu lui tendre la main. Je revois aussi une scène concertée dans le salon de madame Madeleine Lemaire. Ce ne fut point sa faute si tout ceci n'eut point de suite. Un duel — il en avait eu un antérieurement avec Jean Lorrain, où le peintre Jean Béraud l'avait assisté — lui paraissait quelquefois une diversion à ces tourments, à ces inquiétudes, que nous étions bien en peine de deviner, car ils étaient liés à tout le mystère de sa nature. Ce mystère, je ne dirai pas qu'il nous en a donné la clef dans son œuvre, car un mystère dont on peut donner la clef n'a jamais été un mystère, mais il nous a permis de le mieux entrevoir. Pour le pénétrer davantage, il faudrait être pareil à lui, et Marcel a été, de toute façon, un être de grande exception.

Il aimait recevoir. Une vie comme celle de Voltaire à Ferney, où il fût resté libre de s'entourer de silence, de s'enfermer et, aussi, de paraître, de causer sous les lustres d'un souper, cette vie inimitable avec des usages mondains, des élégances, un rôle brillant par les réparties, secret par les observations lui eût admirablement convenu. Personne ne

goûtait moins la bohème, le sans-gêne, les familiarités envahissantes. A ces dîners qu'il offrait rue de Courcelles, il se montrait attentif au protocole. Il les présidait, ayant en face de lui son père ou sa mère, selon qu'il désirait plus de places d'honneur pour des hommes ou pour des femmes. On y comptait des académiciens. Je revois la fine silhouette de Paul Hervieu, dont il m'écrira un jour, un triste jour après la mort de celui-ci : « Par cette espèce de réserve, de pudeur, de scrupule, il avait l'air d'une statue à jamais jeune et charmante de l'amitié. » Je revois aussi Barrès, Abel Hermant ; enfin, je vois, j'entends madame de Noailles. Et je l'entends même si bien que je ne l'imagine pas touchant à ce qui se trouvait sur son assiette. Elle m'apparaît de profil, jeune aiglonne, tournée vers Marcel et dans tout le feu de sa conversation. A l'un des dîners, Marcel avait mis sur la table de petites fleurs des champs, dont elle avait parlé dans un poème. Ces petites fleurs, demandées à un grand fleuriste comme Lachaume ou Vaillant-Rozeau, qui n'en tenaient point la vente à l'ordinaire, valaient leur pesant d'or. Madame de Noailles s'en émerveilla. Jusque-là peut-être n'en avait-elle connu que le joli nom. A ces dîners on servait des sorbets. Toutes les traditions étaient respectées. Ils ont, dans notre souvenir, le charme d'avoir été déjà, dans ce temps-là, un peu démodés.

C'est rue de Courcelles que moururent le docteur et madame Proust. Marcel dut penser à déménager. Après de longues recherches que firent pour lui ses amis, il se décida pour le 102, boulevard Haussmann, dont il était propriétaire indivis avec des cousins. La chambre du boulevard Haussmann, tapissée de liège, encombrée de livres et qui contenait même un piano sur lequel j'ai entendu jouer Reynaldo Hahn, est celle dont on parle le plus souvent. Elle était, en effet, pittoresque dans son désordre de papiers et de médicaments. Elle seule vivait dans l'appartement. Les autres pièces gardaient un parfum poussiéreux et endormi. Marcel n'y venait jamais. Il y avait logé les grands meubles de ses parents. Elles étaient un peu comme des nécropoles et maintenaient peut-être autour de lui des présences. Il arrivait que Marcel vous envoyât des livres dans le petit salon afin qu'on attendît qu'il eût fini de fumer ses poudres pour conjurer une crise d'asthme.

A partir de ce moment, les dîners ne furent plus chez lui, mais au Ritz. Il lui plaisait aussi d'offrir une soirée au théâtre. Alors il prenait magnifiquement loges ou baignoires. Le nombre des invités augmentait toujours. Marcel estimait que sa santé ne lui permettrait peut-être plus de revoir quantité de gens, il saisissait cette occasion. Quels retentissements imprévus aurait cette fête dans son imagination !

Nous avons été ainsi au *Circuit*, pièce de Francis de Croisset, donnée à l'Athénée. Le prétexte était de témoigner à des amis de Cabourg qu'il ne les oubliait point à Paris.

Il avait noué, en effet, bien des relations dans le grand hôtel de Cabourg, où il passa plusieurs étés. Comme on avait dû le remarquer avec sa pâleur et ses manteaux lorsqu'il traversait le hall à des heures tardives ! Il s'en allait, le soleil presque couché, voir madame Straus dans sa villa « Les Mûriers », sur les hauteurs de Trouville, ou bien tentait une expédition vers les églises de Caen, vers la cathédrale de Bayeux. Et le chauffeur devait parfois lui en éclairer les sculptures avec ses phares. Il portait, une année, un manteau doublé du violet le plus vif. « Je vais l'ôter dans le vestiaire, me dit-il, car si, pour ma part, je ne redoute pas le ridicule, je ne veux pas l'infliger à mes amis. Ce manteau, si je l'ouvre en voiture et qu'on l'aperçoit, on pense qu'un évêque est en tournée. » De fait, cette couleur n'était pas de son choix. Il avait seulement dit qu'on ouatât son pardessus et qu'on mît une doublure assortie. Cabourg, c'est, en partie du moins, le Balbec de son roman. On n'y songe donc pas sans évoquer la frise des jeunes filles en fleurs. Et, à ce propos, on verra, dans une lettre écrite au moment de la soirée du *Circuit*, une allusion à une jeune fille qui lui est très chère, qui est belle et qui ne demanderait qu'à partager sa vie. Très troublé, il ne sait, avec les misères de sa santé, s'il a le droit de consentir, d'accepter pareil dévouement, pareil amour. Rien de plus ne m'a jamais éclairé sur cette jeune fille. Elle ajoute encore, avec son sourire et son charme inconnus, au secret de Marcel.

C'est, en ce temps, que je reçus, pendant une longue maladie de ma mère et à sa mort, les lettres qui témoignent peut-être le mieux de toute la sensibilité de Marcel. On en lira quelques-unes. On verra comment, pour lui, « partager votre

peine » ou « penser à vous » n'étaient pas de simples phrases. Quelle profonde attention lui faisait prévoir les détails douloureux, les pensées torturantes, trouver les mots qui ne consolent pas, mais rompent un peu la solitude du cœur ! Comme il assure délicatement, discrètement qu'après les atroces souvenirs de la séparation renaîtront les autres, qu'il y aura en nous comme une résurrection, gage d'une autre peut-être, et qu'on ne voudrait pas, pour écarter les trop cruelles souffrances du jour, n'avoir pas connu et aimé les êtres chers qu'on a perdus. D'ailleurs, sans eux, on ne serait plus soi.

A cette époque, Marcel écrivit les longs articles du *Figaro*. Il lui devenait possible de s'exprimer, d'être entendu. L'œuvre qui se préparait en lui depuis longtemps commençait de bouillonner. Sous quelle forme, comment verrait-elle le jour? Dans quelques lettres, il est question d'une étude sur Sainte-Beuve. Il m'emprunte les sept volumes de *Port-Royal*. Et il se demande s'il faut écrire cette étude, comme le ferait un Taine ou un Renan, ou bien la commencer par une sorte de scène intime, la poursuivre dans un dialogue avec sa mère, l'encadrer des souvenirs personnels d'une matinée. Il revient souvent sur ce sujet. C'est qu'à cette occasion il estime que tout le fond, tout le secret de sa pensée se livrera. Selon l'état de sa santé, il connaîtra maintenant les espoirs et les découragements. Il dut éprouver alors, comme il l'a dit en quelques pages de son œuvre, que notre corps est notre pire ennemi, que par lui sont menacées toutes les puissances spirituelles qu'il tient prisonnières et qui mourront de sa mort. N'est-ce pas là une des injustices qui en ont fait appeler à la survie? Marcel cessa de s'appartenir. Il appartenait peut-être un peu moins à ses amis. Il entrevoyait une délivrance vers laquelle il tendait de toutes ses forces. L'ange ou le démon du travail était déchaîné en lui.

Que devint l'idée de Sainte-Beuve? Elle était, sans doute, trop étroite, elle éclata sous la pression des pensées et des souvenirs. Ce n'aurait jamais été qu'un prétexte. Avec quelle surprise enchantée je lus, le premier, m'a-t-il dit, les nombreux feuillets qui me furent apportés un jour chez moi, dans un petit entresol sur cour et jardin, rue de Berri ! Tout un monde

s'ouvrait dès les premières pages. Marcel nous entraînait, à travers les plus ingénieux détours d'un labyrinthe, dans les atmosphères les plus émouvantes, à la recherche de vérités-minotaures qui, peut-être, nous dévoreraient. Ne l'ont-elles pas un peu dévoré?

Quel était le plan de ce grand ouvrage? Des critiques ont reproché à Marcel de ne point choisir, de tout dire. Il prétendait, au contraire, que le propre de l'artiste est justement de choisir entre tous les traits que sa mémoire et son imagination lui proposent. Le plan de son œuvre, avec les parties qui se répondent les unes aux autres, les thèmes qui reviennent en se renouvelant, lui apparaissait, je crois, comme celui d'une symphonie. D'ailleurs, il songeait souvent à la musique. Dans bien des lettres, il prévoit, d'abord, la publication en deux volumes. Il était donc loin de penser à toute l'étendue que prendrait ce roman. On a dit qu'à sa mort, il était terminé. Il l'eût été quelques années auparavant, mais en des proportions plus réduites.

Avec le temps, sans que la courbe générale soit modifiée, chaque partie a pris de plus importants développements. Marcel plaçait les richesses qui montaient de sa pensée. Aussi découvrons-nous toute une philosophie de la vie, de la mort et des passions, de merveilleuses analyses de la musique de Vinteuil, de la littérature de Bergotte, toute une somme d'observations, d'images vivantes et profondes. Tout s'ordonne autour d'impressions qu'il s'entend à orchestrer. Il a souci d'une sincérité complète. Et ses phrases ont les ondulations de vagues puissantes qui jettent au soleil de la plage des secrets de faune et de flore sous-marines.

Quelle a été l'action de son œuvre sur Marcel? D'abord, elle s'est emparée de lui, comme je l'ai déjà dit. De plus, je crois aussi que le monde, tel qu'il l'a peint, a pris pour lui une réalité si forte que son pessimisme s'en est trouvé accru. N'a-t-il pas noté toute l'égoïste évolution des êtres enfermés dans leurs intérêts, leur snobisme, leurs passions, leurs vices? Et je ne prétends pas qu'il se soit souvent trompé. Alphonse Daudet, qui l'avait connu tout jeune et que frappait sa pénétration des secrets d'autrui, disait, en souriant, paraît-il : « Marcel Proust, c'est le diable. » A quel prix est-

on le diable? Que finit-on par découvrir aussi au fond de soi? S'il goûta un plaisir d'esprit incomparable, Marcel connut aussi, j'en suis convaincu, bien des souffrances. Maintenant, il était, avant tout, dans son livre. Il avait toujours désiré plaire, attacher; il voulait que son livre fût compris, ce dont il doutait souvent. Des critiques se sont étonnés des lettres qu'ils recevaient après des articles qu'eux-mêmes estimaient fort élogieux. Marcel leur reprochait de n'avoir point aperçu ce qui faisait à ses yeux toute la valeur de son œuvre. Il en était attristé, un peu irrité. Que serait-ce donc si ceux que l'on présumait les plus intelligents n'y voyaient rien! Cette œuvre renferme un mystère. Ce que nous y admirons de portraits, de paysages, d'analyses n'est peut-être là qu'un vêtement tissé avec un art profond et naturel dans ses complications mêmes. Ou, plutôt, nous suivons la route qui conduit vers ce point miraculeux où nous sera donné tout à coup le grand pouvoir de vaincre le temps, de briser notre étroite prison. Les rencontres, comme dans un conte de fées, nous rapprochent ou nous éloignent du but. Toutes les tentations sont là, tous les abîmes aussi. La forêt, autour de nous, est prodigieusement vivace et touffue. Le temps a-t-il été vraiment retrouvé? Peut-il l'être? Marcel a vu toute la poésie en ces échos et ces parfums qui réveillent le passé. Le passé ainsi ranimé est un monde enchanté qui semble échapper à la mort. Une pleine connaissance de nous-mêmes nous en revient peut-être.

Marcel, dans le temps où il composait son œuvre, s'arrachait parfois aux solitudes fécondes. Il était pris du désir impatient de revoir un tableau, d'écouter un quatuor, une sonate ou, même, de rencontrer telles personnes. Chez les autres artistes, il distinguait, à des nuances perceptibles souvent pour lui seul, la présence de préoccupations pareilles aux siennes. D'ailleurs, et cela lui donnait peut-être quelque orgueil, il n'imaginait pas que quelqu'un de vraiment grand pût leur échapper.

Je suis allé, avec lui, entendre, à l'ancienne salle Pleyel, les grands quatuors de Beethoven joués par le quatuor Capet. Ce fut dans l'ombre discrète et recueillie du salon de madame Lion, séparé de la salle de concert par une toile métal-

lique peinte, que la musique nous parvint. Marcel, ensuite, était riche d'impressions, de pensées, d'observations. Capet l'écoutait avec une surprise admirative et heureuse. Que d'intentions il avait saisies, et ce n'était pas là de cette littérature qui, selon Degas, explique les arts sans les comprendre. Marcel, d'ailleurs, n'expliquait pas. Mais il avait été lui-même un instrument prodigieusement accordé et vibrant. Des vibrations se prolongeaient en lui de préférence à d'autres. Et il disait simplement — combien, toutefois, cela paraissait subtil, subtil mais non cherché — quels étaient les points, les nuances qui l'avaient particulièrement touché. Capet n'avait jamais entendu pareillement apprécier, avec le génie et l'âme de Beethoven, tout le talent, toute l'âme aussi qu'il avait apportés dans l'exécution. Il était enivrant d'avoir joué pour un tel auditeur, qui savait si bien vous reverser ensuite, pour ainsi dire, dans le cœur tout le plaisir émouvant né de ce quatuor. Une nuit, vers trois heures du matin, il appela Capet au téléphone. Il voulait entendre, quelque prix qu'il dût y mettre, le quatuor de Debussy et l'entendre immédiatement. C'était une curiosité passionnée, nécessaire, un mouvement d'amour. Capet dut éveiller ses collègues, et Marcel, seul dans l'appartement du boulevard Haussmann, écouta ce quatuor qui ne répondit jamais à un plus grand désir. Quelque signe, marque d'une correspondance secrète de nature, était peut-être caché en lui.

J'ai parlé de séjours à Cabourg. Marcel eût voulu souvent les prolonger. Il pensait même une fois avoir obtenu qu'on laissât ouverte, dans tout l'hôtel, une seule chambre. Il rêvait souvent de fuir avec ses manuscrits dans un pays où il eût retrouvé plus de santé, moins souffert de son asthme. La mer lui était favorable. Il n'oubliait pas d'heureuses croisières faites avec Robert de Billy. Les pays de fleurs lui causaient, en revanche, des étouffements. Mais la Grèce a des îles un peu arides. Travaillant plus librement à son œuvre, eût-il regretté longtemps ce qui pouvait le rattacher à Paris? Il était allé plusieurs fois à Évian. Il avait voyagé en Bretagne et citait souvent Beg-Meil. Lorsqu'il entendait le vent souffler sur les arbres du boulevard, il eût aimé partir aussitôt, voyager toute la nuit vers la côte bretonne et voir, au matin, sous la tempête,

les vagues se briser « au fond d'un golfe plein d'îlots ». Il a dit toute la poésie des indicateurs, avec les heures des trains, les noms des villes. Il imaginait ce qui pourrait encore entrer dans son œuvre et quelles phrases aux mailles souples et longues il jetterait sur les choses pour les prendre et les garder vivantes. Quels nouveaux rapports saurait-il entrevoir ? En multipliant les expériences, il multipliait en lui les miracles qui l'assuraient des qualités profondes de son œuvre.

A Versailles, il habita quelque temps une chambre de plafond élevé, au rez-de-chaussée d'une annexe de l'hôtel des Réservoirs. Elle ressemblait un peu, avec son mobilier Restauration, les grands plis de ses rideaux, à la chambre qui est restée telle, vous dit-on, depuis qu'un personnage historique y mourut. Lorsqu'on allait voir Marcel, il vous suivait rarement dans la salle à manger, mais vous y faisait offrir tout ce que la carte contenait de plus rare : perdreaux truffés, cailles sur canapé, champagne le plus extra. Et il considérait comme un manque de confiance, d'amitié le fait d'avoir choisi un menu beaucoup plus simple. Cette salle à manger des Réservoirs, avec le marbre veiné qui la divisait au milieu, elle semble maintenant, dans notre souvenir, enfermer toute l'atmosphère, tous les reflets et les échos d'une époque. On avait l'impression, grâce aussi aux salons qui la précédaient, à leurs hautes boiseries blanches, de demeurer en liaison avec d'autres temps, d'autres régimes. Le Trianon-Palace est bien différent. Il est comme un grand et beau paquebot d'aujourd'hui amarré dans un port « aux anciens parapets ». Le séjour de Marcel se passait souvent sans qu'il eût la force, même à la tombée du jour, d'aller voir les grandes ombres du parc sous des ciels toujours héroïques. Il eût craint, d'ailleurs, l'humidité des bosquets.

Quelques lettres reçues au moment où je lui soumis le manuscrit d'un roman montrent combien il était attentif à remarquer les nuances d'une pensée, à vous signaler aussi les faiblesses, les obscurités. Il attachait une extrême importance au détail, à la précision, à la distinction du style. Il se plaignait, d'ailleurs, qu'on lui comptât pour négligences ce qui tenait seulement à de mauvaises corrections d'épreuves. Comme

tout écrivain-né, il avait une grande admiration du français et de ses ressources. Il n'emploie aucun néologisme. Il disait aussi qu'il faut atteindre à la clarté, que c'est là tout le travail lorsque la pensée est un peu difficile. Je l'ai entendu critiquer des phrases trop longues, lorsqu'elles étaient abstraites. L'attention du lecteur se soutient pendant une longue phrase — lui-même en a écrit qui tiennent plus d'une page — si cette phrase s'appuie sur un détail concret, vivant. Celle sur la chambre d'enfance, qui figure dans le morceau sur la lecture, préface de *Sésame et les Lys*, en est un des meilleurs exemples. Ces phrases visent à ne pas désunir ce qui a été lié devant nos yeux, dans notre cœur. Rousseau en écrivit quelques-unes de semblables au début des *Confessions*. Et Marcel, comme lui, sait y mettre, pour animer et maintenir l'ensemble, cette impression « qui ne s'est fait sentir que là ».

Mon mariage fut aussi l'occasion de lettres qui me sont très précieuses. J'ai longtemps hésité à en donner quelques-unes. Elles me paraissaient m'appartenir plus encore que les autres. Mais on y aperçoit un visage de Marcel que ne doivent pas faire oublier les rigueurs d'analyse de son livre et tant de cruelles observations. Avec quelle extrême délicatesse il touche à des sentiments ! Ses lettres vous apportaient de douces et subtiles clartés.

Lorsque parut *Du côté de chez Swann*, nombre de ceux mêmes qui l'admiraient ne lui prédirent pas le succès. Des échos cependant étaient éveillés. Et les éditeurs, qui avaient cru écarter un simple auteur mondain, commencèrent à mesurer l'étendue de leur erreur. Enfin, le prix Goncourt, donné, au lendemain de la guerre, au second volume : *A l'ombre des jeunes filles en fleurs* mit autour du lit de Marcel, dans ces appartements où il semblait toujours « de passage », rue Laurent-Pichat, rue Hamelin, un bruit de renommée mondiale, une rumeur de gloire. Hélas ! il mourut bientôt, entraînant dans sa mort des pensées, des images qui demandaient à vivre. Eut-il le sentiment que « sa vérité » était incomplète ? Que lui est-il apparu à ce « soleil nouveau » ?

Voilà plus de quinze ans que Marcel est mort et ses anciens amis ne se rencontrent presque jamais sans parler de lui. Le docteur Robert Proust, que nous avons eu le chagrin de

voir disparaître à son tour, et qui portait sur son visage une telle expression d'intelligence et de bonté, nous rappelait Marcel par des intonations, par des manières douces. Il était venu à lui ressembler davantage par le dévouement qu'il témoignait à sa mémoire. Et puis, si l'on distingue, de leur vivant à tous deux, les différences entre des frères, ce qui les rapprochait, leur parenté de visage, d'esprit et de cœur, se révèle clairement lorsque l'un d'eux n'est plus.

Combien le souvenir de Marcel nous accompagne dans un sentiment, dans une impression, dans une lecture ! Que d'échos le ressuscitent ! Personne n'a autant désiré provoquer autour de soi l'affection et, souvent, ne l'a moins cru. Personne n'a été prêt à donner autant de pensée, d'attention à ses amis. Ne pas s'adresser à lui, ne pas lui demander un service, témoigner, en somme, de quelque discrétion, c'était l'offenser. Je ne dis pas qu'il était toujours sincère dans ses éloges, mais il existait pour lui des terrains sacrés où la franchise était de rigueur et une franchise telle que celle des autres ne le contentait presque jamais.

Le Marcel que j'ai tenté d'évoquer dans ces souvenirs est vraiment celui que j'ai connu. Je ne prétends pas qu'il n'en fut point d'autres. Mais ces lettres aideront, je pense, à comprendre ce qu'il était dans l'amitié, avec ses dons tout exceptionnels, sa sensibilité perpétuellement attentive et inquiète, à retrouver aussi, dans un éclat plus intime, cette lumière curieuse et subtile qui, avant de paraître aux yeux de tous, a brillé pour quelques-uns de nous, dans notre jeunesse.

GEORGES DE LAURIS

LETTRES DE MARCEL PROUST

A G. DE LAURIS

1904

Mon cher Georges,

Merci de tout mon cœur pour les choses si gentilles que vous me dites. J'y répondrai mieux de vive voix. Mais pourquoi vous reportez-vous « au premier temps de notre amitié »? Est-ce que les suivants vous semblent pires? Il y a encore autre chose que je n'ai pas compris. Mais, du reste, il est probable que vous avez dû dire tout ça par pure bonté et pour me faire plaisir et n'en savez plus rien vous-même. Puisque vous me demandez des nouvelles de ma santé, voici : en vous quittant, la reconstituante compagnie d'Albu[1] n'a pas réussi à diminuer ma fièvre et je suis parti dans un état indescriptible. Je n'ai pas songé à dormir dans le train. J'ai vu se lever le soleil, ce qui ne m'était pas arrivé depuis longtemps et est une belle chose, une inversion plus charmante à mon gré du coucher. Au matin, un désir fou de violer des petites villes endormies (lisez bien villes et non des petites filles endormies), celles qui étaient à l'Occident dans un reste mourant de clair de lune, celles qui étaient à l'Orient en plein soleil levant, mais je me suis retenu. Je suis resté dans le train. Arrivé à Avallon vers onze heures, visité Avallon, pris une voiture et, au bout de trois heures de voiture, arrivé à Vézelay, mais dans un état fantastique. Vézelay est une chose prodigieuse dans une espèce de Suisse, toute seule sur une montagne qui domine les autres, visible de partout à des lieues, dans l'harmonie

1. Marquis d'Albufera — actuellement duc.

du paysage la plus saisissante. L'Église est immense et ressemble autant à des bains turcs qu'à Notre-Dame, bâtie en pierres alternativement noires et blanches, délicieuse mosquée chrétienne. Si je n'étais si fatigué (j'ai envoyé des cartes postales et vous êtes *la première lettre que j'écris*), je vous dirais ce qu'on éprouve en y entrant qui est curieux et beau. Ce sera pour la prochaine fois, car je n'en peux plus. Je suis rentré le soir à Avallon, et pris de tant de fièvre qu'il m'a été impossible de me déshabiller. Je me suis promené toute la nuit. A cinq heures du matin, j'ai appris qu'il y avait un train qui partait à six heures du matin. Je l'ai pris. J'ai aperçu une petite ville admirable du Moyen âge, qui s'appelle Semur, et je suis arrivé à dix heures à Dijon, où j'ai vu de belles choses et ces grands tombeaux des ducs de Bourgogne dont les moulages ne donnent aucune idée, car ils sont polychromés. Et je suis arrivé à onze heures du soir à Évian. Mais cette course effrénée et sans sommeil, malgré la maladie, cette « course à la mort » m'avait tant changé que je ne me reconnaissais plus dans les glaces et que les gens dans les gares me demandaient si je n'avais besoin de rien et j'ai compris la gentille sagesse de votre conseil (dont maman reste bien touchée) de ne pas partir ainsi. Et j'ai passé tout ce temps à essayer de me guérir. Et je suis maintenant à peu près comme avant de partir (avant d'être souffrant), mais puisque vous attachez une importance superstitieuse à cela, je me lève tous les jours à deux ou trois heures de l'après-midi. Je suis tourmenté pour Bertrand de ces choses de Turquie et j'attends le journal avec une triste impatience. Je serai plus tranquille quand il sera nommé soit plus près de nous, soit dans quelque calme Amérique, à l'abri des Bulgares. Il me semble que vous devez être entouré et j'en suis heureux. Vous avez pour la première fois, dans votre lettre, refait allusion à madame... Je ne vous en avais jamais reparlé, ne sachant pas l'état de votre cœur. Il me semble, au ton heureux et doux de votre lettre, que c'est le charme de la convalescence ou l'inquiétude du renouvellement. Que celui-ci soit béni, cher ami, par toutes les puissances de vie et de bonheur qui vous ont déjà tant donné et que vos amis prient avec tant de ferveur pour vous.

MARCEL PROUST

Je n'ai pas vu madame de Noailles, qui avait déjà quitté Évian. Toutes mes amitiés à Bertrand [1]. Je ne vous charge pas de commission pour Antoine [2], car je lui écrirai prochainement ; faites-lui mes amitiés en attendant. Je vous écrirai pour mes projets qui sont encore vagues. Quant à l'ermitage, je n'y ai pas encore repensé et ne crois pas ; mais n'en parlez à personne, car ce ne serait plus un ermitage si tout le monde y vient.

1905

Cher ami,

Je suis épuisé de deux jours non seulement sans sommeil, mais sans lit, et je ne peux pas me décider à me coucher. Avant de fermer définitivement des yeux pleins de sable, comme disent les enfants, je les jette une dernière fois sur le singulier personnage avec lequel je me suis trouvé tantôt et je vous soumets les lignes (bien indécises) d'un portrait que je pourrais esquisser de lui si j'étais moins fatigué.

Bien qu'en sa bêtise deux fois héréditaire, on puisse démêler tout ensemble, à côté de la mince bêtise du Parisien la lourde stupidité de l'Esquimau, au premier abord et d'un peu loin il a l'air d'un jeune homme distingué, patiemment découpé pour quelque exposition des produits de l'Oural, dans une peau de phoque et, en somme, assez convenablement imité. Les yeux ont, si je puis dire, comme une profondeur superficielle, des reflets apparents, un strabisme qui semble de l'indépendance, une myopie qui paraît de la concentration et, en somme, sont à des yeux pensants ce que les stucs chinés des escaliers pauvres sont aux mosaïques byzantines. Mais à quelques mètres, le trompe-l'œil, si grossier qu'il soit, ne laisse pas d'égarer un peu et l'on dirait volontiers, comme devant certains animaux ou dans un musée de cire : il ne lui manque que la parole. Si les yeux sont d'un penseur, le nez s'affirme celui d'un muscadin. Ce nez se redresse, se rebiffe, se révolte, s'émancipe ; il était le nez d'un moujik, épaté et gros, il veut être le nez d'un patricien. C'est un nez qui a de

1. Bertrand de Fénelon, secrétaire d'ambassade.
2. Prince Antoine Bibesco.

la distinction, de la tenue, volontiers de la hauteur ; du reste, original, malicieux, ce nez dans la figure fait bande à part. *(Ici quelques lignes qui seraient plus faciles à dire.)* Du reste, depuis quelques mois, conscient de son importance et de son existence propre, ce nez a pensé qu'il pouvait se payer un gros bouton à lui, qui brillerait paisiblement à son flanc comme un castel sur une colline ou comme la pourpre sur un panonceau. Et il l'a accroché à gauche, un peu de côté, sur le bout, à la russe. Ce jeune homme est articulé, la tête hoche, les épaules haussent, il a la redingote insolente et le veston désinvolte. Il dit : « Bonjour, monsieur Untel... Au revoir, monsieur Untel » et peut prendre à la fois, si on ne veut pas le faire parler en même temps, l'air spirituel et l'air bon garçon. Mais encore faut-il être un peu loin du gentilhomme en peau de phoque, car il en est de lui comme de ces poupées souriantes à distance et qui, regardées de près, semblent faire la grimace ou cracher du son. Cher ami, je n'en peux plus et ne peux continuer cette belle esquisse.

VOTRE MARCEL

1905

Cher ami,

Après le départ d'Albu, je me remets à penser à vos sacrées lois et, dans un état de dépression et de stupidité inouï, — peut-être inséparable du parti dont je me fais l'avocat — je note les humbles petites réflexions, à peine réflexions de simple sens commun, très au-dessous d'Yves Guyot et, j'ose le dire, du degré d'altitude où s'étaient jusqu'ici situées nos discussions sur ce sujet... Je n'ai jamais pensé jusqu'ici qu'aux vertus et aux dangers du Christianisme et à son droit à l'existence et à la liberté ; mais j'essaye maintenant de descendre à l'organisme même de vos lois et à ce qu'elles peuvent représenter pour vous. Je ne me rends pas compte du tout de ce que vous voulez. Est-ce faire *une* France ? (Comme vos idées subsidiaires sur Saint-Cyr et celles-là — trop spéciales pour que je puisse les discuter — semblent le faire supposer). Je ne pense pas que vous souhaitiez tous les Français

pareils, rêve heureusement irréalisable puisqu'il est stupide ; mais sans doute vous désirez que tous les Français soient amis ou du moins puissent l'être, en dehors des causes particulières et individuelles qu'ils pourront avoir de se haïr et ainsi qu'aucune inimitié à priori ne puisse le cas échéant fausser l'œuvre de la justice, comme il y a quelques années. Et vous pensez que les écoles libres apprennent à leurs élèves à détester les francs-maçons et les Juifs (ce soir, c'est en effet plus particulièrement l'enseignement qui a paru éveiller votre colère jusqu'à vous faire mettre ma bonne foi en doute touchant Cochin, etc.) et il est vrai que, depuis quelques années, dans un monde sorti de ces écoles, on ne reçoit plus de Juifs, ce qui nous est égal en soi, mais ce qui est le signe de cet état d'esprit dangereux où a grandi l'Affaire.

Mais je vous dirai qu'à Illiers, petite commune où mon père présidait avant hier la distribution des prix, depuis les lois de Ferry, on n'invite plus le curé à la distribution des prix. On habitue les élèves à considérer ceux qui le fréquentent comme des gens à ne pas voir et, de ce côté-là tout autant que de l'autre, on travaille à faire deux Frances. Et moi qui me rappelle ce petit village tout penché vers la terre avare — et mère d'avarice, où le seul élan vers le ciel souvent pommelé de nuages, mais souvent aussi d'un bleu divin, et chaque soir transfiguré au couchant — de la Beauce, où le seul élan vers le ciel est encore celui du joli clocher de l'église, moi qui me rappelle le curé qui m'a appris le latin et le nom des fleurs de son jardin, moi surtout qui connais la mentalité du beau-frère de mon père, adjoint anticlérical de là-bas, qui ne salue plus le curé depuis les décrets et lit *l'Intransigeant*, mais qui, depuis l'Affaire, y a ajouté *la Libre Parole*, il me semble que ce n'est pas bien que le vieux curé ne soit plus invité à la distribution des prix, comme représentant dans le village quelque chose de plus difficile à définir que l'office social symbolisé par le pharmacien, l'ingénieur des tabacs retiré et l'opticien, mais qui est tout de même assez respectable, ne fût-ce que pour l'intelligence du joli clocher spiritualisé, qui pointe vers le couchant et se fond dans ses nuées roses avec tant d'amour et qui, tout de même, à la première vue d'un étranger débarquant dans le village, a meilleur air, plus de noblesse,

plus de désintéressement, plus d'intelligence et, ce que nous voulons, plus d'amour que les autres constructions, si votées soient-elles par les lois les plus récentes. En tout cas, le fossé entre vos deux Frances s'accentue à chaque nouvelle étape de la politique anticléricale et c'est bien naturel. Seulement, ici, vous pouvez répondre ceci : si vous avez une tumeur et vivez avec, pour vous l'enlever je suis obligé de vous rendre très malade ; je vous donnerai la fièvre ; vous ferez une convalescence ; mais, au moins, après vous serez bien portant. C'était d'ailleurs mon raisonnement pendant l'Affaire.

Si donc je pensais que, les congrégations enseignantes détruites, le ferment de haine entre les Français le serait aussi, je trouverais très bien de le faire ; mais je pense exactement le contraire. D'abord, il est trop clair que tout ce que nous pouvons détester dans le cléricalisme, d'abord l'antisémitisme et pour mieux dire le cléricalisme lui-même, s'est entièrement dégagé des dogmes et de la foi catholique. Alphonse Humbert, Cavaignac, radicaux antisémites, me paraissent des gens dont il ne faut pas faire souche. Et les prêtres, je ne dis pas même dreyfusards, mais tolérants, me paraissent des gens tolérables exactement dans la mesure où ils sont tolérants. Aujourd'hui (et c'est la honte du catholicisme d'accepter leur appui, mais rappelons-nous que nous avons accepté Gohier, et combien d'autres, des méchants aussi et des antisémites au fond), les grands électeurs du catholicisme ne sont pas croyants et les cléricaux s'en fichent, car ils savent qu'un curé de campagne, qu'un moine, qu'un évêque, qu'un pape peuvent marcher avec le Gouvernement, mais qu'un rédacteur à *la Libre Parole* ne le peut pas et les absolvent entièrement de ne pas aller à l'église, d'insulter à peu près tout le clergé et le pape d'abord. Les congrégations parties, le catholicisme éteint en France (s'il pouvait s'éteindre, mais ce n'est pas par les lois que les idées et les croyances dépérissent, mais quand ce qu'elles avaient de vérité et d'utilité sociale se corrompt ou diminue), les cléricaux incroyants — d'autant plus violemment antisémites, antidreyfusards, antilibéraux — seraient aussi nombreux et cent fois pires d'ailleurs.

Les maîtres (professeurs des écoles) fussent-ils mauvais,

ce n'est pas l'influence des maîtres qui forme l'opinion des jeunes gens (excepté pour ceux qui vont jusqu'à l'enseignement supérieur et qui alors sont aussi fervents adeptes d'un Boutroux ou même d'un Lavisse, qu'ils sortent de Stanislas ou de Condorcet); c'est la Presse, au lieu de restreindre la liberté de l'enseignement, si l'on pouvait restreindre la liberté de la presse, on diminuerait peut-être un peu les ferments de division et de haine, mais le « protectionnisme intellectuel » (dont les lois actuelles sont une forme méliniste cent fois plus odieuse que Méline) aurait bien des inconvénients aussi et, dans tout cela, nous ne parlons que des autres, de ceux qui nous haïssent, mais nous-mêmes nous avons donc le droit de haïr? Et une seule France, ça ne voudra pas dire l'union de tous les Français, mais la domination, etc. Je n'en puis plus. Je veux prendre un exemple où il n'y a aucune haine et, au contraire, une petite malice gentille de vous et de Bertrand. Quand Bertrand rigole en pensant à des « religieuses » obligées de voyager, quand vous êtes agacé en voyant un clérical lire *la Libre Parole*, tout de même votre état d'esprit, sans être atroce, n'est pas sensiblement différent de celui d'un officier très gentil, agacé de voir un Juif dans un wagon qui lit *l'Aurore* et qui, à son tour, lit *la Libre Parole*, croyez que, pour les intelligences qui ne s'ouvriront pas, le Maître, c'est *l'Écho*, c'est *l'Éclair*, c'est *le Journal* ou sa société qui, à son tour, alimente et forme les conversations, les idées — si cela peut s'appeler ainsi dans cette société, — et, pour l'intelligence qui s'ouvre, c'est le Maître en Sorbonne ou l'abbé à « idées modernes », et alors, qu'il soit né Fénelon, Radziwill, Lauris, Gabriel de La Rochefoucauld, Guiche ou simplement Marcel Proust, les idées sont pareilles (ou même celles des congréganistes plus avancés).

Soyez sûr que le fait d'exiger la licence ès lettres pour le service militaire a plus fait pour la cause de la République libérale avancée que toutes les expulsions de moines. Les autres, ceux qui n'ont pas « travaillé », en restent aux idées politiques de leurs sociétés, c'est-à-dire de leurs journaux. Du reste, tout cela n'effleure même pas la question. Et elle est moins simple que vous ne croyez. Ainsi nous parlons, et moi le premier et Albu de même, très légèrement des jésuites.

Or, si nous étions plus instruits, nous saurions sur les jésuites des choses qui donnent à réfléchir, notamment celle-ci qu'Auguste Comte — que le général André admire, mais qu'il connaît sans doute imparfaitement — avait une telle admiration pour l'Ordre des jésuites, et croyait tellement que rien en France ne pourrait être fait de bon que par eux, qu'il s'aboucha avec le général de l'Ordre pour fondre, en une seule organisation, l'école positiviste et l'Ordre des jésuites. Le général de l'Ordre se méfiant, les pourparlers échouèrent. On nous dit toujours que les monarchies absolues n'ont pu tolérer les jésuites ; mais est-ce bien là quelque chose de très grave contre les jésuites? Tout de même, je crois qu'en fin de compte je serai contre eux, mais au moins que les anticléricaux fassent un peu plus de nuances, et visitent au moins avant d'y mettre la pioche, les grandes constructions sociales qu'ils veulent démolir. Je n'aime pas l'esprit jésuite, mais enfin il y a eu une philosophie jésuite, un art jésuite, une pédagogie jésuite. Y aura-t-il un art anticlérical? Tout cela est beaucoup moins simple que cela ne paraît.

Quel est l'avenir du catholicisme en France et dans le monde, je veux dire combien de temps et sous quelle forme cette influence s'exercera-t-elle encore? C'est une question que nul ne peut même poser, car il grandit en se transformant et, depuis le XVIIIe siècle où il paraissait le refuge des Ignorantins, il a pris même sur ceux qui devaient le combattre et le nier une influence que n'aurait pu prévoir le siècle précédent. Même au point de vue de l'antichristianisme, de Voltaire à Renan le chemin parcouru (parcouru dans le sens du catholicisme) est immense. Renan est bien encore un antichrétien, mais christianisé : « *Græcia capta* ou plutôt *Christianismus captus ferum victorem cepit.* » Le siècle de Carlyle, de Ruskin, de Tolstoï, même fût-il le siècle d'Hugo, fût-il le siècle de Renan (et je ne dis même pas s'il devait jamais être le siècle de Lamartine ou de Chateaubriand), n'est pas un siècle antireligieux. Baudelaire lui-même tient à l'Église au moins par le sacrilège, mais en tout cas cette question n'a rien à voir avec celle des écoles chrétiennes. D'abord, parce que l'on ne tue pas l'esprit chrétien en fermant les écoles chrétiennes et que, s'il doit mourir, il mourra même sous une théocratie. Ensuite, parce que

l'esprit chrétien et même le dogme catholique n'ont rien à voir avec l'esprit de parti que nous voulons détruire (et que nous copions). Je suis excédé et je vous serre la main...

Tout à vous,

MARCEL PROUST

Quant à Denis Cochin (je ne parle pas d'Aynard qui est un homme admirable, un grand esprit), il doit être, je suppose, bien infecté de conservatisme, de réaction et de cléricalisme. Comme il parle admirablement et exprime les idées qui me plaisent, et est d'autant plus libéral qu'en ce moment il ne désire naturellement que la liberté (comme nous ne parlions que de justice et d'amour quand nous ne demandions qu'un acte de justice et d'amour), ses discours m'enchantent. Je n'irai pas jusqu'à lui offrir un portefeuille, mais un ministère soutenu par lui ne m'effraierait pas plus, quoique je sois très avancé, qu'en 1898, M. de Witt, quoique royaliste, n'était effrayé d'un ministère soutenu par les collectivistes, car l'intérêt pressant était alors de réviser les injustices de l'État-major, aujourd'hui de réviser les injustices du Gouvernement, si nous ne voulons pas qu'un formidable parti se dresse contre nous avec cette puissance de croissance qu'ont les partis qu'enfle la justice (exemple le socialisme dreyfusard). En ce moment, les socialistes, en étant anticléricaux, font la même faute qu'en 97 les cléricaux en étant antidreyfusards. Ils l'expient aujourd'hui ; nous l'expierons demain.

février 1907.

Mon petit Georges,

Je ne vous avais pas répondu parce que je croyais venir ce matin, mais j'ai senti que je ne pourrais pas aller jusqu'au bout ; je vous expliquerai cela. Si je vous envoie ce petit mot ce soir, c'est pour vous demander comment votre père a supporté cette journée, comment vous l'avez supportée vous-même, mon pauvre petit Georges. Maintenant, je peux vous dire une

chose : vous aurez des douceurs que vous ne pouvez croire encore. Quand vous aviez votre mère, vous pensiez beaucoup aux jours de maintenant où vous ne l'auriez plus. Maintenant, vous pensez beaucoup aux jours d'autrefois où vous l'aviez. Quand vous vous serez habitué à cette chose affreuse que c'est d'être à jamais rejeté dans l'autrefois, alors vous la sentirez tout doucement revivre, revenir prendre sa place, toute sa place, près de vous. En ce moment, ce n'est pas encore possible. Soyez inerte ; attendez que la force incompréhensible et où les médecins, hélas ! ne comprennent pas beaucoup plus que les autres — qui vous a brisé, vous relève un peu, je dis un peu, parce que vous garderez toujours quelque chose de brisé. Dites-vous cela aussi, car c'est une douceur, de savoir qu'on aimera jamais moins, qu'on ne se consolera jamais, qu'on se souviendra de plus en plus. Je n'ai pas besoin de vous dire, mon petit Georges, que c'est en pleurant beaucoup que je vous écris cela, de mauvaise larmes, plus sur moi que sur vous-même, tandis que, jusqu'à ce soir, c'était à vous seul que je pensais. J'espère que vous pourrez aider votre père à supporter, être entièrement uni à lui. Ma vie est toute bouleversée ; hier, j'ai déjeuné à onze heures et demie, car je me préparais à sortir aujourd'hui. Si vous venez un jour, et si je n'ai pas tant de crise qu'aujourd'hui, ce serait peut-être sept heures le mieux pour ne pas laisser votre père seul le soir. Beaucoup de personnes m'écrivent touchant mon chagrin, même des gens que vous ne connaissez pas, le petit Duplay par exemple. Je crois que Reynaldo et d'Albu ont dû avoir la tristesse de ne pouvoir vous serrer la main. Je sais du moins que d'Albu m'avait téléphoné, ayant appris par un mot de moi le terrible malheur, pour me demander quand était l'enterrement, disant : « Pourvu que ce ne soit pas lundi, car je suis obligé d'aller à Compiègne » et Reynaldo, que j'ai vu, avait une répétition qu'il ne pouvait manquer. Mais tous deux pensent beaucoup à vous, mon frère aussi ; ma belle-sœur, qui m'a téléphoné, m'a bien touché. Tout le monde est bouleversé, mais personne ne peut avoir le même chagrin que moi, parce que personne n'a tant espéré et senti avec vous.

Tendrement à vous,

MARCEL

1908

Mon petit Georges,

Je vous mets en deux mots au courant de ce que je n'ai encore dit à personne. Ayant eu une bronchite commençant à Versailles et le dépavage de la rue des Réservoirs sous mes fenêtres, je suis revenu à Paris, sous les travaux du dentiste, à qui on a loué le troisième et littéralement asphyxié par un calorifère à eau mal réglé. Dès que je pourrai me lever, je me sauverai je ne sais où, mais d'abord irai vous voir. Aujourd'hui ferme l'exposition qu'entre toutes j'aurais voulu voir, des deux peintres dont je suis le plus « amoureux », Greco et Monticelli, au Salon d'automne et je n'ai pu y aller. Avant votre accident, quand je ne croyais pas revenir à Paris (cela m'a bien servi et vous a été bien utile), je me disais que où que je fusse et même si ç'avait été à Venise, je serais revenu quarante-huit heures pour cette exposition, qui n'est peut-être pas sublime, mais qui eût été si féconde pour moi, parce qu'elle correspondait à un moment si déterminé de mon désir. Et je n'ai pas eu la possibilité matérielle même de m'y faire rouler en petite voiture, ce que j'aurais fait sans pudeur. Je crois que je vais aller mieux. Je crois que je vais aller vous voir. Georges, quand vous le pourrez, *travaillez*. Ruskin a dit quelque part une chose *sublime*, et qui doit être devant notre esprit chaque jour, quand il a dit que les deux grands commandements de Dieu (le deuxième est presque entièrement de lui, mais cela ne fait rien) étaient : « *Travaillez pendant que vous avez encore la lumière* » et « *Soyez miséricordieux pendant que vous avez encore la miséricorde* ». Léon Blum, je vous jure, n'a jamais rien dit d'aussi bien. Après le premier commandement tiré de saint Jean, vient cette phrase : « Car bientôt vient la nuit où l'on ne peut plus rien faire » (je cite mal). Je suis déjà, Georges, à demi dans cette nuit, malgré de passagères apparences qui ne signifient rien. Mais vous, vous avez la lumière, vous l'aurez de longues années, *travaillez*. Alors, si la vie apporte des déboires, on s'en console, car la vraie vie est ailleurs, non pas dans la vie même, ni après, mais au dehors, si un terme qui tire son origine de l'espace a un sens en un

monde qui en est affranchi. Et la miséricorde vous avez eu mieux qu'elle : l'amour si doux, que la mort de votre pauvre maman par instant ne me semble pas affreuse quand je pense à tout l'espoir qu'elle a laissé, à toute l'exactitude avec laquelle vous remplissez son vœu. Quant à votre vie avec votre père, vous savez ce que je pense et que c'est mon délice d'y penser. Avec moi, vous êtes très bon si je consulte ma reconnaissance, moins affectueux que bon, quoique vous pensiez le contraire, et bon avec des restrictions qui tiennent à votre caractère, sans sérénité. Mais bon cependant, mille fois plus que je ne le mérite. Adieu, cher Georges, pardon de ce sermon évangélique, mais les accidents comme le vôtre, que je me peins sans cesse, doivent être un avertissement. Travaillez, puisque Dieu vous a laissé la lumière. Non, cher Georges, inutile de chercher dans Léon Blum, ni même, malgré ce que vous jureront nos amis, dans Claude Anet : vous n'y trouverez rien d'aussi bien. Cela n'empêche pas les ouvrages de Ruskin d'être souvent stupides, maniaques, crispants, faux, irritants ; mais c'est toujours estimable et toujours grand. Il était, vous le savez, très admiré de George Eliot, qui, malgré ce que peut penser Léon Blum, valait les Margueritte et, qui sait, peut être les Rosny, et qui parlait de « ces grandes œuvres qui permettent de réconcilier le désespoir de soi-même avec le sentiment délicieux d'une vie située hors de soi ». Cher Georges, c'est une grande fatigue d'écrire, mais c'est agréable de rappeler de belles pensées qu'il connaît à quelqu'un qui les comprend et peut s'en nourrir, et qui n'estime la littérature de nos connaissances plus ou moins célèbres qu'à une valeur fort relative. De tout cœur à vous et présentement, quoique toussant sans fin et ayant la fièvre, entre trois croisées ouvertes à une heure du matin pour lutter contre le calorifère à eau.

VOTRE MARCEL

Mars 1909.

Mon petit Georges,

Je vous remercie en deux lignes de votre lettre. J'ignore le sentiment de Régnier et votre doute m'inquiète[1]. Il n'y a

1. Proust avait publié un pastiche de Régnier dans le *Figaro*.

pourtant rien qui puisse le mécontenter. Il doit bien savoir qu'il enchevêtre les pronoms, puisque certainement cette syntaxe néo saint-simonienne est voulue chez lui et, quant à ce qu'il répète plusieurs fois la même chose, il doit bien le savoir aussi. Je ne peux publier ni Chateaubriand, ni Maeterlinck, parce qu'il faudrait un léger coup de pouce et je suis hors d'état de faire le plus léger effort. Ce qui a le plus de chance de paraître un jour est Sainte-Beuve (pas le second pastiche, mais l'étude), parce que cette malle pleine au milieu de mon esprit me gêne et qu'il faut se décider ou à partir ou à la défaire. Mais j'ai déjà beaucoup oublié et, quoique je ne devrais pas lire du tout, je lis beaucoup et dans un tout autre ordre. Néanmoins, si je suis encore vivant cet automne, il y a des chances pour que Sainte-Beuve ait paru et je crois que cela vous plaira.

Tendrement à vous,

MARCEL

Vous ai-je parlé de la lettre très intelligente que j'ai reçue de Barrès sur mes pastiches et vraiment jolie? Il me priait de les continuer, disant que j'avais trouvé là la formule de la critique, fondée sur ce que, selon l'avis de Buffon, il n'y a pas lieu de distinguer le fond de la forme ; mais Nicolas m'a perdu cela. Mais je ne suis pas de son avis et ne veux plus en faire. J'aimerais pourtant un jour mettre au point le Maeterlinck, car il y a deux ou trois petites choses qui, je crois, vous feraient rire ; mais tout cela « n'est pas sorcier ». Je crois, au contraire de ce que vous me dites, que nous ne saurons nullement nous marquer, quand nous nous verrons, la joie de nous voir, mais cela n'a aucune importance. Les gestes importent moins que ce qu'on dit, ce qu'on dit que ce qu'on écrit : la réalité est ailleurs. Cette lettre, mon cher Georges, est déjà écrite depuis deux jours. Dans l'intervalle, j'ai reçu un mot très gentil de Régnier. Il n'a pas l'air mécontent ; il déclare se trouver ressemblant.

1909

Mon petit Georges,

J'allais justement vous écrire pour vous expliquer une chose compliquée, devant la fatigue de laquelle je recule depuis trois jours, par suite de scrupules trop longs à vous dire, sentant que des gens de Cabourg, qui me voient levé chaque our, croient que c'est par dédain que je ne les vois pas à Paris et comme une personne m'est chère qui les touche... (Georges, vous apprendrez peut-être bientôt de moi du nouveau, ou plutôt je vous demanderai conseil. Faire partager mon affreuse vie à une toute jeune fille délicieuse, même qui ne s'en effraie pas, ne serait-ce pas un crime?) J'ai promis, sauf crise trop violente de la dernière heure, d'emmener tous les fils de ces gens (entr'autres le petit Plantevigne) samedi, au « Circuit », et comme c'est la seule fois où je serai levé, car je sens que cela ne m'est plus possible de prendre des rendez-vous fixes, j'ai voulu en profiter pour revoir des amis : j'ai invité Loche Radziwill et Christiane et Reynaldo et Emmanuel Bibesco, aussi parce que ces trop jeunes gens très gentils m'auraient paru un peu ennuyeux (il y en a un *très* intelligent). Voulez-vous venir? Ce sera une manière de revoir votre visage et de prendre rendez-vous. Voulez-vous inviter, de ma part, Bertrand et F. de Pâris? Mais il me faudrait des ouis ou des nons, les baignoires n'étant pas indéfiniment extensibles. Georges, je vais me mettre à travailler car j'ai lu mon début (deux cents pages) à Reynaldo et son attitude m'a vivement encouragé. Le soir que vous voudrez, je vous le lirai. Je sens que c'est mon devoir de maintenant subordonner tout à tâcher de finir cela. Et après je n'aurai plus qu'un but : tâcher de vous voir beaucoup.

Tendrement à vous,

MARCEL

Pouvez-vous me prêter *Mâle* pour vingt-quatre heures? Qu'ai-je à vous comme livres, en dehors de *Port-Royal* que je vais vous renvoyer, car je ne m'en servirai pas avant plusieurs mois?

1909

Mon petit Georges,

Il faudrait que vous eussiez la bonté de me dire le genre de place que désire votre protégé et que vous me disiez aussi son âge et sa situation. Ceci fait, si vous le permettez, j'attendrai quelques jours, car les gens viennent de faire quelque chose (par abstention) que j'ai trouvé insuffisamment chaud, étant donné ma gentillesse ; je veux lancer quelques foudres et n'y pas mêler une demande de service. Je profiterai de la purification atmosphérique qui suivra pour lancer, vers un ciel clément, un appel écouté.

Néanmoins, cette embellie pouvant devancer les prévisions, ne tardez pas à me donner les renseignements nécessaires. Savez-vous si *Guermantes*, qui a dû être un nom de gens, était déjà alors dans la famille Pâris ou plutôt, pour parler un langage plus décent, si le nom de comte ou marquis de Guermantes était un titre de parent de Pâris et s'il est entièrement éteint et à prendre pour un littérateur? Connaissez-vous d'autres jolis noms de châteaux et de gens? Comment s'appelait votre propriété?

Tendrement à vous,

MARCEL

Régnier continue à faire des articles qui ont, paraît-il, le plus grand *succès*. Il parle, ce soir, de l'*admirable* livre de *monsieur* le vicomte Eugène Melchior, etc... Il est vrai qu'il a également parlé de l'*admirable* ouvrage de M. René Doumic, de l'incomparable écrivain qui a nom Paul Hervieu (ici, d'ailleurs, je m'incline), du grand poète qui signe Jean Richepin, etc., etc. Bataille, seul, a été houspillé, ainsi qu'Augier. En revanche, Ponsard, Sardou, les Danicheff, etc., etc., ont été portés aux nues (pour Ponsard, seulement loué). Le délire a été pour ce poète délicieux, qui a nom Georges de Porto-Riche : il s'agissait de ses vers. J'ajoute que chaque feuilleton de Régnier contient un grand nombre d'excellents calembours. Il y a, en effet, le *commencement* d'une chose

ex-quise dans l'*Ex* de M. Gandillot : « C'est bien une impasse que l' « impasse » de M. Xanroff ». « Je ne sais si la reprise de l'*Honneur et l'Argent* apportera beaucoup d'argent à la Comédie-Française, mais elle lui apportera beaucoup d'honneur. » J'oublie tous les bons.

1910

Mon cher Georges,

La mauvaise chance a voulu qu'on venait de me redemander des pastiches quand vous m'avez envoyé votre roman[1]. C'était pour samedi, je n'avais pas de temps à perdre. Des travaux commencés à côté m'ont rendu si malade qu'il m'a été impossible de faire les pastiches et, maintenant, ils sont prêts, mais ne pourront plus paraître avant quinze jours. Mais la même souffrance laissée par ces travaux m'empêchait aussi de vous lire ; enfin, je vous ai lu ce soir seulement et trop vite, sachant que vous étiez pressé d'avoir votre manuscrit. Cela m'a paru très supérieur à ce que j'avais lu la première fois ; même ce que j'ai lu, éclairé par le reste, a pris son rang : c'est de tout premier ordre, nuancé comme psychologie, avec une délicatesse et une sûreté comme on n'en fait plus depuis le XVIIIe siècle et le commencement du XIXe. C'est absurde de faire un sort à ce nom de Benjamin Constant, car vous n'avez certainement choisi son œuvre comme thème que par hasard et pas par une raison profonde. Mais il y a des hasards qui symbolisent commodément et, bien qu'il soit plus bref et moins délié, il me semble que c'est un peu le roman d'un Benjamin Constant qui aurait appris à regarder la nature et dont l'âme se serait enrichie de tous les acquêts, de toutes les complications qui sont venues depuis et qui ont trouvé, dans votre livre, une expression d'une pureté classique, d'une grâce ancienne, d'une certitude infaillible jusque dans la subtilité la plus prolongée. Vous maniez le fil d'Ariane, jusque dans les profondeurs du labyrinthe, comme si vous étiez au grand jour et teniez en mains les choses moins fragiles.

Il y a des choses qui m'ont paru merveilleuses, par exemple cette remarque : que « les désirs qui nous asserviront plus

1. J'avais envoyé à Proust le manuscrit de mon roman *Ginette Chatenay*.

tard commencent par nous délivrer ». C'est admirable. « Les silences où un rayon de soleil reste prisonnier » m'ont paru bien jolis aussi. « L'intelligence de certaines femmes limitée à leur beauté » et le plaisir qui en naît pour leur amant est tout à fait remarquable. Mille choses sur les jambes sont ravissantes, notamment les jambes du XVIIe siècle. Au reste, ce sera la perle de votre livre : les conversations.

Voilà enfin des personnes qui parlent bien et disent de ravissantes choses. La dame qui a servi de modèle doit y être pour quelque chose et vous, qui êtes un si joli causeur, je ne m'arrête pas à vous dire ce qui est bien : c'est presque tout. Voici quelques fautes ou supposées telles. Quand on parle pour la première fois de Georges de Lauris à la dame, l'autre dame dit : « faire l'article » ; c'est un peu commun. Je ne suis pas fou, dans la même conversation, de : « Est-il joli garçon? » Mais ça peut aller.

Toujours dans la même partie, les traits « décochés sur des gens du monde parisien » ne va pas. Gens du monde suffira. L'éclatante apparition de la « vérité sur elle » n'est pas très bien dit. La « curiosité des fossettes » est peu claire et peu français. « C'était en harmonie avec ..... », n'est pas très français ; elle ne « *creuse* » pas, cette impression « pas fameux ». « La dame qui coule sur elle-même, vers sa gorge, des regards », ce n'est pas français ; il faut supprimer « sur elle-même ». Georges, je vous quitte, je suis épuisé de fatigue. Quelle joie pour votre père, quelle belle offrande sur la tombe de votre mère !

VOTRE MARCEL

1910

Mon petit Georges,

Un mot, car je suis dans les crises du retour. Votre lettre me revient à Paris, l'hôtel n'ayant pas voulu me garder et moi n'ayant pas eu le désir, après le temps que j'y ai passé l'an dernier, de retourner à Versailles. Je suis content qu'à peine votre livre fini vous songiez à du nouveau. « Aventure sentimentale pas très heureuse » m'a plu dans votre lettre.

Il y en a donc d'heureuses? Oui il y a des veinards qui l'assurent et chez qui ces aventures-là sont très heureuses; mais je me demande si elles sont vraiment sentimentales. Je suis content de ce que vous me dites du retour possible de Bertrand. Je pense souvent à lui et serais content de le revoir, si toutefois il ne doit pas nuire à notre amitié. Car, maintenant, l'ordre des facteurs est interverti : c'est vous qui êtes dans ma vie l'amitié principale et lui est secondaire. Georges, je ne chercherai peut-être pas à vous voir avant le commencement de novembre. Mais pendant que je vais me remettre un peu du retour, je vais faire copier, sur mes informes brouillons, le premier paragraphe du premier chapitre de Sainte-Beuve (c'est presque un volume ce premier paragraphe) et, dès que ce sera copié, voulez-vous me donner une soirée et venir le lire près de moi? Même si je ne peux guère parler, ce que j'ai écrit vous parlera, du moins je le voudrais.

Tendrement à vous, MARCEL

1910

Mon cher Georges,

Tendrement merci de votre lettre. Si j'avais pu supposer que vous fussiez souffrant! Le temps me semblait long et même les signes physiques et humbles de votre absence, comme le jaunissement des plantes dans les poèmes, ne manquaient pas. Nicolas disait avec ennui : « Voilà longtemps qu'on n'a vu monsieur de Lauris. » Mais ce long temps n'étant que relatif au souvent dont vous me gâtez avec une absurde bonté, ç'aurait été trop indélicat à moi de paraître supposer quelque chose d'extraordinaire pour que vous ne fussiez pas venu, comme si j'étais en droit de compter sur le « sublime ordinaire » que je ne dois qu'à votre munificence. Je suis triste de penser que vous avez été souffrant et moi je l'ai été extrêmement, aggravé par le déménagement d'au-dessus, qui, s'étant fait uniquement le matin, a duré près d'un mois. Je suis content que vous ayez lu du Bergson et l'ayez aimé. C'est comme si nous avions été ensemble sur une altitude. Je ne connais pas *l'Évolution créatrice* (et à cause du grand prix que

j'attache à votre opinion, je vais le lire immédiatement). Mais j'ai assez lu de Bergson et la parabole de sa pensée est déjà assez décrivable après une seule génération pour que, quelque *Évolution créatrice* qui ait suivi, je puisse, quand vous dites Bergson, savoir ce que vous voulez dire. Et je crois, du reste, vous avoir dit la grande estime que j'ai pour lui et même, ce qui est moins intéressant — quoique ça lui donne un trait moral — la grande bonté dont il a toujours été pour moi : c'est même lui qui a analysé, à l'Institut, la *Bible d'Amiens*. J'ai vu que Pie X avait empêché les prêtres d'aller à ses cours et de lire ses livres. Cela m'a appris qu'ils les lisaient et m'a fait plaisir, car je croyais qu'ils ne lisaient que *la Libre Parole* (que d'ailleurs Pie X ne leur défend pas). Je me souviens qu'une des premières choses que Sollier m'ait dite, quand je suis entré dans son sanatorium, c'est à propos de Bergson, qu'il avait été obligé de lire, car il croit que leur domaine est le même : « Quel esprit confus et borné! » J'ai senti un sourire vincien d'orgueil intellectuel passer sur ma figure. Et cela n'a pas ajouté au succès du traitement psychothérapique. Adieu, Georges, je me fatigue à vous écrire. Je n'ai rien fait en votre absence. Je compte me mettre à travailler... dans une heure. Mais c'est une expression pratique, qui signifie sans doute jamais. Le *Mercure de France* et Fasquelle ont refusé de publier mes pastiches. Il ne faut pas le dire, car je les ai offerts à Calmann-Lévy, qui refusera sans doute aussi. Je sortais justement le soir où vous m'avez écrit, mais je n'ai pu arriver à temps au rendez-vous. J'ai lu le nom de la jeune héroïne (de votre roman), aimablement cité par Huret, dans un article sur mademoiselle Dorziat.

Tendrement à vous, MARCEL

1910

Mon petit Georges,

C'est une bien grande émotion pour moi d'apprendre que votre existence va se lier à celle de cette jeune femme, que j'ai admirée avec ravissement la première heure où je l'ai vue, pour qui je n'ai jamais cessé un moment d'avoir une sympathie

profonde et telle, enfin, que le nom de madame de Lauris, qui reste si haut et intact, sinon dans le souvenir de mes yeux puisque je n'ai jamais vu votre chère mère, mais si l'on peut dire dans celui de ma pensée, et que j'aurais toujours souffert un peu de voir porter par une autre, ce n'est qu'avec un sentiment d'extrême douceur que je sens qu'il sera le nom de cet être délicieux que votre mère aurait aimé. Et puis, Georges, si, pour une fois, je peux vous dire ma pensée intime sur vous, je suis heureux que cette créature délicieuse et froissée rencontre l'homme que je considère comme le plus intelligent, le meilleur même, en ce sens qu'en regreffant sa sensibilité sur son esprit, il en a obtenu la maturation d'une douce bonté qui n'était peut-être pas native. Tout cela est bien beau et il faudrait un Mantegna pour peindre ces noces du chevalier de l'Idéal et de la princesse rose. Mon cher Georges, comme il est dans notre misérable vie de descendre aussitôt au pratique, je voudrais que vous m'écriviez ce qu'il vous ferait plaisir que je vous donne et je voudrais que vous me disiez quelque chose qui pût être un peu associé à votre vie et, si vous me permettez de le dire, quelque chose qui, par son importance, me classe un peu dans vos proches. Georges, ne soyez pas discret : c'est votre défaut ; mais, en cette circonstance, ce serait un grand défaut d'amitié. Je suis aussi heureux pour madame de Pierrebourg, qui est une mère sublime et pour qui l'homme qui épouse sa fille sera toujours un peu un rival aimé et craint. Je suis sûr que vous saurez lui donner l'impression que sa fille ne cessera pas de l'aimer autant pour vous aimer, et que de son amour « chacun en a sa part, tous deux l'ont tout entier ».

Adieu, mon petit Georges, merci de la chère confidence qui me tient une compagnie passionnée. Mes hommages émus et respectueux à votre père.

MARCEL

Je vous avais pompeusement annoncé une parenthèse d'une demi-ligne sur Ginette, dans une notice de *l'Intransigeant* sur le « Prince des Cravates ». Or, elle n'est pas encore parue ; je ne sais pourquoi.

Avril 1912.

Mon cher Georges,

Je vous remercie infiniment de votre lettre. Vous savez que je pense toujours à vous quand j'écris. D'ailleurs, je pense à vous sans cela, constamment, mais d'autant plus que je suis plus moi-même et vaux davantage et, par conséquent, surtout quand j'écris (j'aimerais mieux un verbe qui signifierait le contraire de valoir et mettrait moins au lieu de plus, mais la langue française...).

Je me rappelle que pendant le petit morceau dit *Le Clair de Lune*, le dialogue de mes parents, je vous interrogeais, je tâchais d'obtenir à distance, mot pour mot, votre assentiment. Et quand ces gens charmants, mais terribles, du journal ont fait paraître cet article, en y ajoutant ce titre d'une banalité écœurante : « Au seuil ou sur le seuil du printemps » et, pour justifier cette actualité, ont ajouté : « qui finit aujourd'hui », ma première pensée a été : « Mon Dieu, je n'ose pas écrire spontanément à Georges pour ne pas avoir l'air de lui signaler cet article, mais pourvu qu'il n'aille pas croire que ce « Au seuil du printemps » est de moi et ce « qui », qui a troué cette phrase comme un obus, non plus. Cher Georges, pardon de vous parler de moi avec cette complaisance et cette prolixité. J'aimerais beaucoup vous voir et vous lire. La même bonne fée d'amitié, qui vous aveugle sur ce que j'écris, répand pour moi sur vos pages le même charme et m'y fait goûter une joie que je crois clairvoyante. Que je vous envie d'être à Montreux, d'aller au lac de Côme, mais surtout d'avoir cette femme adorable et d'être heureux! J'aurais mille choses à vous dire, mais j'ai depuis trois jours des crises affreuses dans lesquelles votre lettre a été si belle et si apaisante, l'arc-en-ciel nuancé de cet orage qui ne cesse pas. Vous ne m'avez pas tenu assez au courant de votre vie. J'avais hésité à aller chez Widmer, à Montreux, puis au lac Majeur et, si j'avais su que vous y seriez, cela m'aurait décidé. Il est vrai que mon médecin (que je ne vois pas, du reste, plus que personne)

prétend que je ne suis pas en état de bouger, puisque quand il y a la rougeole à l'étage au-dessous, il a trouvé qu'il valait encore mieux rester que de me déplacer ; mais je ne sais s'il a raison, car, enfin, Cabourg ne me réussit pas mal. Il est vrai que pour l'Italie le trajet est bien grand.

Le seul visiteur — bien malgré moi, il se prêtait aux pires oscillations de mon cadran — que j'ai reçu a été Reynaldo. Puis, il y un mois, il a cessé de venir, parce que sa mère est tombée gravement malade et, hélas ! lui aussi sera d'un jour à l'autre sans mère. Vous ne l'avez pas connue, je crois. C'était une femme d'un bien grand cœur et qui avait été admirablement belle. Cher Georges, pour vous parler encore pas tout à fait de moi, mais des vérités qui sont plus hautes que l'un ou l'autre, ma pensée vraie sur l'aubépine n'est pas dans cette page (que je suis loin de renier et dont je suis relativement content), mais il est impossible d'aller plus avant dans un article de journal. C'est, du reste, un extrait, mais arrangé d'une partie de mon livre que vous ne connaissez pas encore (quoique ce soit dans le même chapitre que vous connaissez). Je suis très embarrassé pour la décision à prendre à l'égard de ce livre. Faut-il publier un volume de huit à neuf cents pages ? Un ouvrage en deux volumes de quatre cents pages chacun ? Deux ouvrages de quatre cents pages chacun, ayant chacun un titre différent sous un même titre général ? Ceci me plaît moins, mais est plus agréable aux éditeurs. Seulement, alors, faudra-t-il laisser des intervalles entre l'apparition des deux volumes ? C'est bien contraire à l'esprit du livre. Et pour trouver une division apparente, il faudrait publier dans le premier volume, s'ils ont des titres différents, la première, la deuxième, la troisième et la cinquième partie, en ne donnant la quatrième que dans le deuxième volume et en y prévenant qu'elle se place avant la dernière du premier volume (ceci parce qu'après la cinquième, il y a une pause et que si je donnais les cinq parties dans le premier volume il aurait sept cents pages et qu'il n'y en aurait plus que deux cents dans le second). Mais est-ce possible ? Si c'est un ouvrage en deux volumes, paraissant ensemble sous un même titre, cela ne fait rien du tout, parce qu'alors il n'y a pas de division à faire : je diviserai par deux le nombre total des pages et en

mettrai la moitié dans un volume, l'autre moitié dans l'autre (exagéré, mais enfin dans ce genre).

Est-ce que je rêve? Est-ce que vous ne m'avez pas dit que René Blum avait été un moment chez Fayard ou je ne sais qui? Peut-être est-il assez versé dans ces questions et saurait-il me renseigner? Calmette, par excès de gentillesse, doit prêter le livre à Fasquelle (qui n'est pas mon rêve), mais avant je veux savoir exactement ce que je dois demander pour ne pas laisser l'éditeur ne s'occuper que de sa commodité. Cher Georges, je voulais vous écrire deux lignes et ne sais pourquoi j'ai commencé à vous parler presse et impression. Inutile de me répondre, car je pense bien que vous n'avez pas d'idées particulières là-dessus. Si vous aviez été à Paris, vous auriez peut-être pu demander conseil pour moi à votre éditeur, qui passe pour très intelligent. Mais c'est impossible par lettre et quand vous serez revenu, ce sera décidé. Donc ne craignez rien, je ne vous embêterai pas. Savez-vous que j'ai joué, ou plutôt fait jouer à la Bourse sur des mines d'or, achetées à terme, et que j'ai perdu 40.000 francs. Le *lendemain* du jour où j'ai eu liquidé, elles ont remonté au galop. Je crois que je vous ai déjà cité ce mot de madame de Sévigné sur son fils : « Il trouve le moyen de perdre sans jouer et de dépenser sans paraître » ; je trouve qu'il me convient si bien.

Tendrement à vous,

MARCEL

1913

Cabourg,

Mon cher Georges,

Je pense toujours beaucoup à vous ; ma tendresse, comme ces nouvelles flammes sans matière que la science suppose, n'a pas besoin d'aliment intellectuel pour être entretenue sans interruption ; mais pourtant, dès qu'une question un peu haute se pose à moi, je me demande : qu'en penserait Georges? Que dirait-il, sentirait-il comme moi? Je me disais tout cela l'autre jour en lisant les articles de Maeterlinck et j'essayais de deviner si, à une distance que j'ignorais, vous éprouviez aussi la petite déception qu'ils m'ont donnée. Ballot m'en a

paru fort enthousiaste. Peut-être a-t-il moins pensé à la mort que moi. D'une façon générale, je trouve qu'il y a contradiction dans les termes à parler, ainsi de l'Inconnaissable, comme de son cabinet de toilette, en disant quand il y a doute : « Il y a trois Infinis possible. Le second est presque certain ; le troisième est encore probable ; le premier n'a presque aucune chance d'être le vrai. » Je sais bien qu'il y a le pari de Pascal, mais enfin cet Infini *gagnant* et cet Infini *placé* me choquent étrangement. Et puis, la beauté même du style, la lourdeur de sa *carrosserie* ne conviennent pas à ces explorations de l'impalpable. Je dis carrosserie, parce que je crois que c'est ainsi que parlent nos amis qui ont des automobiles et que je me souviens que je me suis permis, devant vous, de petites irrévérences à l'endroit de Maeterlinck — ma grande admiration du reste — en parlant d'Infini quarante chevaux et de grosses voitures marque Mystère. Mais ici mon objection est plus grave et mon livre (j'ai dû renoncer à le faire par maladie sans cesse aggravée, mais j'en fais transcrire et j'en publierai une partie qui sera tout de même un tout de huit cents pages) vous montrera en quoi elle consiste. Non que j'y parle de ces articles. Il y avait bien longtemps que ce que j'y ai écrit sur la mort était terminé quand ils ont paru, mais vous verrez que tout mon effort a été en sens inverse, pour ne pas considérer la mort comme une négation, ce qui n'a aucun sens et ce qui est contraire à tout ce qu'elle nous fait éprouver. Elle se manifeste d'une façon terriblement positive. Et toute la beauté dont Maeterlinck sait l'entourer n'est qu'une manière de nous détourner de ce que nous sentons véritablement en face d'elle. Cher Georges, voici que je recommence à étouffer ; je n'ai pas commencé à vous parler de vous, de votre femme, de votre belle-mère (je ne crois pas que votre père soit avec vous) et il faut vous quitter. Cher Georges, comme je ne vous aurais pas parlé de Maeterlinck pour commencer si j'avais su que mes forces m'avaient été si parcimonieusement mesurées! Je vous récrirai. Mais avez-vous même besoin d'une lettre, d'un mot pour avoir confiance et ne savez-vous pas toute l'inaltérable amitié de mon silence?

VOTRE MARCEL

MÉMOIRES

(EXTRAITS)

. . . . . .

J'ÉTAIS vice-président de la Banque de l'Union Parisienne quand la grande guerre éclata. En cette qualité, j'eus à prendre part aux nombreuses réunions qui eurent lieu au Ministère des Finances. Au seul point de vue financier, une ombre planait sur toutes ces réunions : c'était celle de la situation plus que difficile où se trouvait une grande banque, qui était à la veille d'une suspension de paiements. Si le moratorium, qui fut décidé lors de l'ouverture des hostilités, fut un moratorium piteux à 5 p. 100 qui ne laissait que ce pourcentage infime à la disposition des déposants, cela vint — il faut le dire — de la situation critique de ce seul Établissement, car la situation des autres était forte et eût permis une restriction beaucoup moins grande. Dans un esprit de solidarité — dont il faut les louer — tous acceptèrent néanmoins ce qui parut alors une atteinte à leur crédit ; bientôt d'ailleurs, ils ouvrirent des comptes « hors moratorium » qui atténuèrent, supprimèrent presque la gêne générale.

Je puis parler de ces faits, car c'est moi-même qui rédigeai sur le bureau du ministre des Finances d'alors — M. Noulens — le décret de moratorium et qui eus la tâche de convaincre M. Poincaré qui, en juriste qu'il était, répugnait fort à le signer. Je me souviendrai toujours de la séance tragique qui eut lieu alors dans le cabinet du président de la République, à l'Élysée. M. Viviani, président du Conseil, était présent,

silencieux, affaissé. Dès qu'il ne s'agissait pas de parler, mais d'agir, Viviani disparaissait. Il était, dans toute l'acception du terme, « une bête oratoire ». Quand il avait un discours à prononcer, rien d'autre n'existait plus pour lui. Pendant un jour entier, il se préparait, déclamant à haute voix, en marchant dans son cabinet, des morceaux de sa harangue. Le jour suivant, il parlait, et souvent avec une admirable éloquence. Le troisième jour, épuisé, il récupérait peu à peu, mais on peut dire que pendant trois jours il n'y avait plus eu de président du Conseil et toutes les affaires, même les plus importantes, étaient restées en suspens.

Viviani mourut dans un sanatorium. Depuis plusieurs années, sa raison avait sombré — et, chose curieuse, lui qui, dans un discours resté célèbre, avait voulu vider le ciel de ses étoiles, fut en proie à une sorte de folie religieuse; dans sa chambre de malade il se plaisait à édifier des autels en miniature, comme ceux qu'on donne aux enfants pieux, et, devant ces autels dérisoires, il imitait, on l'a raconté du moins, les gestes de l'officiant.

Tout au contraire, M. Poincaré se révélait d'une magnifique fermeté, d'une grande présence d'esprit et d'une prodigieuse activité.

J'assistai pendant plusieurs heures à un incessant défilé de personnages à l'Élysée ; à aucun moment, je ne le vis perdre son sang-froid, sauf une fois où il manifesta un violent agacement en voyant des personnes qui se faisaient des politesses en entrant dans son cabinet. « C'est bien le moment de telles simagrées », s'écria-t-il avec colère.

Il recevait les visites les plus bizarres : un député qui voulait ceindre son écharpe et accompagner les régiments au front en les enflammant par ses harangues ; Clemenceau qui vint l'injurier et devant lequel il sut se contenir...

Le plus agité de tous était malheureusement le ministre de la Guerre lui-même, Messimy, qui, dans ses *Mémoires*, a tracé de lui-même un portrait singulièrement flatté. C'était, certes, un ardent patriote, d'un esprit fertile, mais il perdit quelque peu son équilibre. A la déclaration de guerre, il fit placer le buste de Hoche sur la cheminée et dresser un lit de sangle dans un coin de son cabinet.

De ce cabinet, il eût mieux fait de ne pas sortir, car, de mes oreilles, je l'ai entendu crier à haute voix, à un déjeuner qu'il prenait dans un restaurant des Champs-Élysées — c'était au lendemain même de Charleroi : « Et que voulez-vous faire avec des troupes qui f... le camp ! » Et l'on était entouré d'espions !

Au bout de quelques jours d'ailleurs, un remaniement ministériel, préparé par Briand, eut lieu.

Un bon nombre de ministres n'apprirent leur remplacement qu'au dernier moment, quelques-uns même, je crois, par les journaux. Noulens disparaissait et était remplacé au Ministère des Finances par Ribot ; Doumergue passait du Ministère des Affaires étrangères aux Colonies et Delcassé le remplaçait. A la Guerre, c'est Millerand qui prenait la place de Messimy, qui eut le beau geste de partir immédiatement pour le front.

En ce qui me concerne, dans une sphère bien plus modeste, privé par ma santé de la satisfaction d'accomplir le devoir militaire, j'avais trouvé du moins à me mettre au service de l'État. J'étais allé offrir mes services à mon ancienne maison du Quai d'Orsay, où on avait bien voulu les accepter. Je trouvai le Ministère des Affaires étrangères dans un optimisme excessif : il est vrai qu'on venait d'y passer par de véritables transes en attendant la décision de l'Angleterre. On sait comment le Gouvernement anglais fut balancé pendant plusieurs jours entre pacifistes et interventionnistes.

Dans l'espoir de forcer la décision, Poincaré avait envoyé le chef du Protocole, William Martin, porter une lettre personnelle au roi d'Angleterre. Celui-ci avait reçu le messager présidentiel et avait écouté son commentaire de la lettre, se bornant à répéter sans cesse : « *Exactly so !* » Il était impossible de deviner ce qu'il fallait en conclure.

Quand, entraîné par le mouvement populaire que suscita la violation de la neutralité belge, ému par une démarche comminatoire du doux Bonar Law lui-même, le Cabinet britannique se décida enfin à l'intervention, le soulagement chez nous fut immense et l'on exagéra aussitôt l'appui, qu'au début du moins, l'Angleterre pouvait nous prêter.

Je me souviens qu'un petit fait, qui alors passa inaperçu,

me choqua profondément. Dès que l'entrée en guerre de l'Angleterre fut officielle, les deux plus hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay se firent promouvoir au grade supérieur dans la Légion d'honneur. Ils n'y étaient pourtant pour pas grand'chose ! Cette manière de se servir et de se servir seuls à un moment où, pour ne parler que d'eux, d'obscurs consuls à l'étranger accomplissaient des actes quasi héroïques pour réunir et faire partir les mobilisés, était plus qu'inélégant. J'eus ainsi tout de suite la vision que certains sauraient profiter de la guerre...

●

Je n'eus pas l'occasion de connaître pendant la guerre le roi des Belges, Albert, qui a été nommé, à si juste titre, le roi-chevalier. Je n'eus l'honneur de l'approcher que quelques années plus tard. J'avais alors une écurie de courses assez importante et il m'arriva de gagner le Grand Prix de Bruxelles avec une pouliche française. Les sportsmen belges, déçus de voir ce trophée leur échapper, me firent assez grise mine ; seul, le roi se montra vraiment très sportif et me félicita chaleureusement ; nous eûmes alors, sur le champ de courses, une longue conservation. Le roi évoqua des souvenirs de guerre ; il me dit combien il avait été déçu par la répugnance que montra Joffre à se porter au-devant de l'invasion allemande par la Belgique. Comme je lui répondais que Joffre avait été obligé alors de s'en tenir à son dispositif de mobilisation. « Mais justement, me répliqua le roi avec une vivacité qui contrastait avec son calme habituel et son parler plutôt lent, c'est d'avoir persisté dans ce dispositif que je lui reproche, après l'avertissement que j'avais fait donner aux autorités françaises, lorsque, peu de temps avant la guerre, l'empereur Guillaume essaya de peser sur moi et me tint des propos presque menaçants ! »

De fait, l'état-major français s'était obstiné à ne pas vouloir prévoir la marche allemande à travers la Belgique — il avait laissé Lille en dehors de la zone des armées ! Sa théorie était que les Allemands iraient au plus court dans leur ruée vers Paris et qu'ils ne se risqueraient pas à étendre dangereusement leur aile droite vers le nord. L'obstination des mili-

taires a parfois quelque chose de déconcertant ; elle fut, pendant les premiers jours de la guerre, troublante et tragique. Je me souviens que j'eus à porter à l'état-major de l'armée, à Paris, pendant l'invasion de la Belgique, certains renseignements qui donnaient notamment les numéros des régiments allemands dans ce pays, relevés par des observateurs. Les officiers que je vis à cette occasion, imbus de la théorie de leur grand chef, attachèrent peu d'importance à ces renseignements ; ils me dirent même qu'il s'agissait sans doute d'une ruse des Allemands qui voulaient nous tromper sur l'importance de leur aile droite. Je les entends encore ajouter : « Et puis, d'ailleurs, s'il en était ainsi, ce serait tant mieux pour nous, car alors ce serait un jeu pour le père Joffre que de couper cette aile marchante et d'en jeter à la mer les éléments ! »

Il n'est d'ailleurs que plus admirable qu'après cette grosse erreur du début, le redressement de la Marne ait pu néanmoins s'opérer.

Par ailleurs, le roi des Belges ne pardonna jamais à Philippe Berthelot la brutalité avec laquelle celui-ci, qui avait pris langue avec Joffre, lui laissa entendre que la résistance belge était pour l'état-major français un élément de peu d'importance. Il me parla de Berthelot avec amertume.

Toujours est-il que l'armée allemande put s'arrêter, se terrer sur notre sol même, qu'une grande partie de notre territoire resta en son pouvoir et que commença l'interminable guerre de tranchées.

Tous les esprits clairvoyants comprirent qu'il allait s'agir d'une guerre d'usure ; il importait de prendre des mesures en conséquence.

Au point de vue financier, un fait très naturel, mais qui eut des conséquences paradoxales, se produisit au début de la guerre.

Les Français rapatrièrent de l'étranger des capitaux très importants : il en résulta une hausse du franc qui fit sur la livre sterling et même sur le dollar une prime très sensible. Il était certain que cette situation anormale ne se prolongerait pas, puisque nous allions cesser d'exporter et, au contraire, faire en Angleterre et en Amérique des achats considérables.

Je proposai à M. Ribot de profiter de cette situation momentanée pour contracter un emprunt en Angleterre : j'eus quelque peine à le convaincre, mais enfin il me permit d'aller à Londres et de tenter la chance. M. Lloyd George était chancelier de l'Échiquier et n'avait pas encore la célébrité qu'il a acquise depuis ; il était aussi beaucoup moins gonflé de son importance et de rapports beaucoup plus agréables qu'il ne le fut par la suite. Il me mit en rapport avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Cunliffe, un Écossais jovial et rusé. Celui-ci fut surpris par ma demande. « Mais votre monnaie fait prime, me répétait-il, vous n'avez qu'à acheter des livres sterling sur le marché ; qu'avez-vous besoin d'en emprunter ? » Je fis un peu la bête, ne voulant pas lui dévoiler mon jeu. Enfin, il consentit à un petit emprunt de quelques millions de livres sterling, mais il voulait — je ne sais pourquoi — que la maison Rothschild, de Londres, participât à l'opération. J'allai donc, accompagné par mon ami, M. de Fleuriau, qui était alors conseiller de l'ambassade de France, rendre visite au chef de cette maison, lord Rothschild.

Celui-ci nous reçut dans son magnifique hôtel, près de Hyde-Park, et, à vrai dire, nous reçut assez mal. Tout lord d'Angleterre qu'il fut, il nous parla en germanophile convaincu, endurci. « Cette guerre est absurde, nous déclara-t-il, *vous* ne battrez pas les Allemands — leur armée est invincible ! »

●

Peu après mon retour à Paris eut lieu une conférence importante, qui devait rester unique pendant la guerre. Ce fut celle des ministres des Finances des trois grands pays alliés : M. Ribot pour la France, M. Lloyd George pour l'Angleterre et M. Bark, venu spécialement, pour la Russie.

Cette Conférence n'affirma qu'un principe de solidarité financière entre les Alliés, car, dans la pratique, les situations respectives étaient bien différentes. La Russie était incapable de financer sa contribution à la guerre ; nous-mêmes, en dépit de notre puissante épargne, étions inquiets pour le soutien de notre change ; seule l'Angleterre, grâce surtout alors à l'intensité de son commerce maritime et aux cours

élevés du fret, paraissait avoir d'immenses ressources en devises étrangères.

Aussi la déclaration de solidarité que signèrent les trois ministres à la suite d'une courte conférence était-elle purement platonique. C'est alors seulement que l'on commença à apprécier à Paris la position grandissante de Lloyd George. En vain, dès mon retour de Londres, avais-je attiré l'attention du Gouvernement français sur l'utilité de flatter le personnage dont j'avais deviné l'incommensurable vanité. M. Ribot persistait à le considérer comme un politicien de deuxième zone et, en dépit de mes instances, n'avait pas voulu aller lui-même le recevoir à la gare. Je m'y trouvai tout seul pour représenter un Gouvernement dont je ne faisais pas partie. Je sentis que Lloyd George était froissé — qui sait si une telle impression ne nous a pas beaucoup nui par la suite? De telles petites choses peuvent prendre une si grande importance! Aussi déployai-je toute mon amabilité en conduisant Lloyd George à l'hôtel Crillon, où des appartements lui avaient été réservés.

Quelques mois plus tard, je faillis bien entrer officiellement dans ce Gouvernement dont j'étais officieusement l'un des collaborateurs les plus directs. Briand, alors président du Conseil, voulut renforcer son Ministère par l'adjonction de quelques personnalités non parlementaires, M. Loucheur par exemple. Il songea à moi pour le sous-secrétariat d'État aux Finances — croirait-on que ce fut M. Ribot qui y mit son veto! Briand me le raconta lui-même en m'exprimant tous ses regrets. « Ribot m'a dit, me confia-t-il, que vous n'accepteriez certainement pas, que je vous serais même désagréable en vous le proposant et que je nuirais ainsi à votre carrière future dans les affaires! »

Quand je connus mieux M. Ribot, quand je l'eus pratiqué davantage, je m'expliquai fort bien une attitude qui me surprit alors.

Terriblement personnel, égoïste et jaloux, M. Ribot voulait bien m'utiliser, mais non me laisser grandir à ses côtés. Il entendait laisser ma collaboration en quelque sorte « sous le boisseau. »

Il est temps d'esquisser le portrait de ce grand vieillard,

un des parlementaires les plus remarquables de la IIIe République.

M. Ribot, qui avait débuté comme magistrat, procureur impérial sous Napoléon III, avait une culture immense et une expérience consommée. Il était de ces parlementaires accomplis — qui ont presque disparu aujourd'hui — qui peuvent intervenir avec autorité et avec fruit dans n'importe quelle discussion. Il possédait, à l'occasion, une réelle éloquence et faisait grande impression sur les assemblées. Jaurès disait de lui : « C'est un grand arbre, courbé et auguste, le vent chante dans ses feuilles, mais il ne porte pas de fruits ! »

Et, en effet, l'éloquence de Ribot avait quelque de chose sec et de stérile ; cela venait de ce qu'il était constamment préoccupé de lui-même.

Jonnart, qui représentait comme lui au Parlement le département du Nord et qui ne l'aimait guère, m'a raconté à cet égard des anecdotes bien significatives.

« Quand j'étais jeune député, me disait-il, je me servais de M. Ribot comme d'un miroir pour savoir si je réussissais ou non. Je le fixais à son banc ; apercevais-je sur son visage une impression de mécontentement, c'est que j'étais bon et je prenais confiance... »

« Un jour, me narra-t-il, notre parti, dont M. Ribot était le chef, décida d'intervenir dans un débat, mais cette intervention ne plaisait pas à notre leader. Il se fit porter malade. Nous allâmes le voir et le trouvâmes couché ; il nous parla d'une voix mourante : « Vous voyez bien que je ne puis monter » à la tribune ! » Alors, conclûmes-nous, il faudra charger X... de l'intervention. Sur ces mots, M. Ribot changea de couleur et bondit hors de son lit : il était complètement habillé ! « Je parlerai moi-même », nous dit-il. »

M. Ribot était d'une intelligence supérieure, mais malheureusement d'un caractère mesquin. Vis-à-vis de moi, il montrait la même contradiction ; il sentait que je lui étais utile et, dans toutes les questions d'affaires, me témoignait la plus grande confiance, mais en même temps, à d'autres égards, il restait méfiant et craignait que je m'élevasse à ses dépens, ce à quoi je ne songeais guère.

Tout compte fait, il fut un bon ministre des Finances du

temps de guerre. « Tête à crédit », disait de lui le directeur du Mouvement des fonds, M. Celier.

C'est pendant le séjour du Gouvernement à Bordeaux qu'il accepta l'idée, qui lui fut suggérée, de l'émission de ces bons de la Défense nationale qui devinrent, pendant la guerre et même après, un efficace et souple instrument de trésorerie.

On a dit que l'idée vint d'un journaliste, M. Neymarck, directeur du *Rentier* ; en réalité elle était dans l'air ; j'avais moi-même proposé quelque chose d'analogue. L'heureux titre « Bons de la Défense nationale » fut de M. Ribot lui-même. On y reconnaît l'homme qui était parti pour Bordeaux avec sa brosse à dents et les *Mémoires* de M. Thiers, persuadé qu'il aurait un rôle analogue à jouer.

Son plus grand tort fut de trop longtemps recourir à l'emprunt seul et de négliger l'impôt, sous prétexte qu'il ne pouvait rendre en raison des hostilités, ce qui était tout à fait inexact. Il tarda beaucoup trop à instaurer l'impôt sur les bénéfices de guerre et permit ainsi à quantité de profiteurs d'édifier des fortunes scandaleuses. Par contre, l'ironie des événements voulut que ce fût lui, qui l'avait combattu si énergiquement à la tribune du Sénat, qui appliquât le premier — mais avec quelle mollesse ! — l'impôt global et progressif sur le revenu.

Très orgueilleux, M. Ribot avait du dédain pour ses collaborateurs et j'ai été souvent choqué par le mépris qu'il dissimulait à peine vis-à-vis de fonctionnaires modestes et dévoués. Il estimait que lui seul devait compter et paraître. Je me souviens qu'un jour, ayant rédigé une lettre très importante, il m'échappa de dire : « Ma lettre. » M. Ribot m'interrompit aussitôt : « Une lettre est à celui qui la signe ! »

Il était toujours préoccupé de son prestige. Combien de fois l'ai-je entendu me demander, avant d'accéder à une mesure qu'on lui conseillait : « Cela ne me diminuera point, n'est-ce pas ? »

Conscient de sa grande autorité, il en jouait avec habileté.

Au Parlement, il cherchait à plaire : ses adversaires disaient de lui : « C'est une vieille coquette ! »

Avec tous ces défauts — mais de grandes qualités aussi — il était non un grand homme, mais un très grand parlementaire.

C'est alors que Briand fit de Loucheur un sous-secrétaire d'État à l'Armement et lui mit ainsi le pied à l'étrier pour une carrière politique rapide et brillante.

J'avais été pour quelque chose dans cette ascension. Après la bataille de la Marne, l'armée française n'avait plus d'obus. Le général Joffre réclamait à cor et à cri qu'on intensifiât les fabrications. Deux industriels, alors peu connus, firent au Gouvernement des propositions audacieuses, mais ils n'avaient ni grandes usines, ni argent, et certains industriels, qui voulaient se réserver le quasi-monopole des fabrications de guerre, décriaient tant qu'ils pouvaient ces concurrents éventuels : Loucheur et Citroën, qu'ils traitaient d'aventuriers. Le Gouvernement était alors à Bordeaux et j'étais lié, depuis le début de la guerre, avec le directeur du Contrôle au Ministère de la Guerre, M. de Boysson. Celui-ci avait la confiance de son ministre, Millerand, qui lui demanda son avis, et, à son tour, il me consulta. Je répondis que je ne connaissais pas Citroën, mais que j'avais un peu pratiqué Loucheur, que je tenais pour un homme intelligent, très débrouillard, très audacieux et peut-être pas très scrupuleux. « Mais, ajoutai-je, dans la pénurie où nous sommes, ce serait un crime que de se montrer formaliste. L'essentiel est d'aboutir, de fabriquer ; c'est avec des hommes comme ceux-là qu'on peut improviser : mon avis formel est de les utiliser. »

M. de Boysson fit sienne cette opinion et convainquit son ministre.

De même que Citroën, Loucheur reçut des avances considérables et mit en route des fabrications d'obus. En même temps, il commença à se pousser dans les milieux politiques. A la fois avantageux et insinuant, habile à flatter et en même temps à jeter de la poudre aux yeux, il plaisait à des gens qui se disent sceptiques, mais qui, en réalité, sont gobeurs. Rien ne l'embarrassait ; il avait toujours non pas une, mais plusieurs solutions prêtes. Il fut un artisan merveilleux du « bourrage de crânes ».

Je n'ai jamais pu me faire une opinion définitive sur ce personnage insaisissable. Ne fut-il qu'un profiteur ou était-il un profond patriote ? Il déclara qu'il abandonnait ses affaires pour ne servir que l'État ; or, je sais qu'il continua à y être

intéressé et à les diriger en sous-main. Nos relations restèrent bonnes jusqu'à la fin de la guerre, où j'eus, en présence de plusieurs ministres, une violente altercation avec lui. Comme président de la Commission des Changes, je m'inquiétais naturellement de l'inflation grandissante. Or, peu de temps après l'armistice, je constatai sur les états de placement des bons de la Défense nationale transmis au Ministère des Finances que le département du Nord, tout récemment libéré, absorbait à lui seul une quantité énorme de ces bons. L'explication était simple : les industriels de ce département recevaient, au titre des dommages de guerre, des sommes si considérables que, ne pouvant les employer, ils les plaçaient en bons de la Défense qui leur rapportaient de gros intérêts. Cette circulation onéreuse qu'était pour l'État l'émission des bons de la Défense s'en trouvait alourdie d'autant ; en outre, il était à prévoir que le règlement si précipité de ces dommages de guerre, qui ne pouvaient être sérieusement contrôlés, devait être singulièrement onéreux pour le Trésor. Le Nord était le département de Loucheur, celui où il voulait se tailler une situation politique ; tous les industriels ainsi favorisés étaient ses amis. Aussi avais-je cru de mon devoir de signaler cette situation au Gouvernement, dont Loucheur lui-même faisait partie. Celui-ci en fut fort irrité, et il profita d'une conférence qui réunissait dans le cabinet de Klotz plusieurs ministres, et à laquelle je prenais part, pour s'attaquer à moi. Il déclara que lui, ministre, ne pouvait admettre d'être ainsi suspecté par un fonctionnaire du Ministère des Finances et qu'il exigeait une rétractation.

Je répondis que, d'abord, je n'étais pas un fonctionnaire du Ministère des Finances ; n'étant même pas mobilisé en raison de ma santé, j'étais un homme entièrement libre qui, par pur patriotisme, prêtais un concours bénévole à l'État en raison de la guerre. J'ajoutai que je n'avais rien à rétracter, ayant simplement cité des faits incontestables et que c'était M. Loucheur lui-même qui s'accusait en se déclarant visé. Enfin, concluai-je, je suis prêt à cesser mes fonctions, mais à condition que ce soit le Gouvernement qui me désavoue.

Tout le monde baissait le nez. Loucheur sentit qu'il n'aurait pas partie gagnée et la chose en resta là. Toutefois, mon inter-

vention fut utile, car aussitôt le placement des bons de la Défense dans le département du Nord accusa un fléchissement sensible.

Les hommes du genre Loucheur en veulent rarement à ceux qui leur tiennent tête. Et l'épilogue de l'affaire fut que quelques années plus tard, moi-même étant retourné aux affaires et Loucheur cherchant à se défaire d'un gros paquet d'actions de la Société Générale d'Entreprises, dont il était resté propriétaire, il me fit savoir que si j'étais acheteur il me ferait un prix de faveur.

Au cours du premier semestre de 1915 eurent lieu plusieurs conférences financières entre le chancelier de l'Échiquier (poste dans lequel Mac Kenna succéda à Lloyd George quand celui-ci devint premier ministre) et le ministre français des Finances. Ces conférences avaient lieu à Calais et à Boulogne ; presque toujours le gouverneur de la Banque de France, M. Pallain, et moi-même y accompagnions M. Ribot.

Le député socialiste Thomas, dont Briand fit un ministre de l'Armement et qui devait finir dans une grasse prébende à la Société des Nations, comme directeur du Bureau international du Travail, fut une des curieuses figures de la guerre. Avec ses longs cheveux qui lui tombaient dans le cou, il avait tout à fait l'air d'un moujik, ce qui d'ailleurs le rendit populaire en Russie quand il y alla sous la dictature éphémère de Kerensky. Une fois arrivé au pouvoir, il resta hirsute, mais se montra assez peu farouche ; il avait de très bons rapports avec les principaux fournisseurs de guerre. Il jouissait beaucoup de son titre ministériel et se laissait volontiers donner de l'« Excellence » par les étrangers. Je me souviens qu'à la Noël de 1916, nous allâmes à Londres, M. Ribot, lui et moi. Les Anglais, pour lesquels Christmas est une fête sacrée, en prévision de notre voyage pendant cette nuit solennelle, nous avaient fait préparer, dans le train spécial qui nous conduisit de Douvres à Londres, un copieux souper auquel Thomas fit grand honneur. A Londres, nous descendîmes au Ritz, où Thomas fut le héros d'un incident que chacun, sauf lui, trouva fort plaisant. Nous y dînions assez nombreux quand un des serveurs, un Français qui était pris de boisson, reconnut Thomas et se souvint que tous deux avaient été ensemble des

militants très liés et très ardents. Au mépris de tout protocole et avant qu'on ait pu intervenir, il interpella la nouvelle Excellence : « Eh bien ! camarade Thomas, ça va ; on se goberge ! » On juge du petit scandale...

. . . . . .

A mesure que la guerre se prolongeait et que nos achats — d'acier principalement — augmentaient en Amérique, le soutien de notre change devenait plus difficile. Plus préoccupés encore que nous ne l'étions de la stabilité du franc, les Anglais l'étaient de celle de la livre sterling : le maintien de leur commerce international était à ce prix. Aussi nous proposèrent-ils de nous joindre à eux pour contracter un emprunt aux États-Unis. Ils se rendaient compte que si leur crédit était meilleur que le nôtre, nous étions là-bas plus populaires qu'eux-mêmes. Si nous nous présentions associés pour emprunter, le sentiment et la raison joueraient de concert en notre faveur.

Il fut donc décidé d'envoyer une mission conjointe aux États-Unis pour y contracter un emprunt pour le remboursement duquel l'Angleterre et la France se déclareraient solidaires : ce fut en fait l'unique manifestation publique de réelle solidarité financière entre les deux grands alliés.

Le chancelier de l'Échiquier, M. Mac Kenna, mit à la tête de la mission anglaise lord Reading, auquel il adjoignit notamment un gros banquier, sir Edward Holden, président de la London City and Midland Bank.

Curieuse figure que celle de sir Rufus Isaacs, devenu, après avoir fait quasiment faillite au Stock Exchange, lord chief justice d'Angleterre et lord Reading. C'était un israélite très intelligent et de manières distinguées, parlant admirablement le français et, pour autant que j'ai pu en juger, sympathique à notre pays, dont il appréciait le libéralisme : une sorte de Disraeli en moins grand.

Depuis le début de la guerre, il travaillait à la Trésorerie britannique, dont il était le conseiller très écouté. M. Lloyd George avait la plus grande confiance en lui, si tant est que ce diable d'homme ait jamais pu avoir confiance en quelqu'un.

Quant à sir Edward Holden, c'était un vieux sanglier. Enfant de la balle, il avait débuté dans sa banque comme boy et avait gravi tous les échelons grâce à un travail acharné; il était bourru et ne voulait pas considérer qu'il était simplement l'un des délégués — et non le premier — du Gouvernement anglais. Il avait coutume de répéter : « *I am a representative of myself!* »

Je veux dire un mot du secrétaire de la délégation britannique : un jeune fonctionnaire de la Trésorerie, M. Blackett, qui eut plus tard une carrière brillante, mais mourut prématurément. C'était un Anglais d'esprit très ouvert qui nous rendit de grands services.

M. Ribot avait tout de suite songé à moi pour être le représentant français. Les Anglais me connaissaient et j'avais rempli avec succès auprès d'eux deux missions depuis le début de la guerre. Il ne me plaisait guère d'aller aux États-Unis, pays que je ne connaissais pas, mais je ne pouvais refuser. On m'adjoignit un régent de la Banque de France, M. Ernest Mallet.

La guerre sous-marine commençait à devenir redoutable et nous savions que notre mission était guettée. J'offris à mes collègues anglais de s'embarquer sur l'un des paquebots de la Compagnie Transatlantique, qui avait transporté du Havre à Bordeaux son point de départ pour les États-Unis. Mais les Anglais, rois de la mer, étaient trop fiers pour accepter de débarquer à New-York d'un paquebot battant pavillon français! Ils répliquèrent en me demandant de partir avec eux sur un bateau anglais qui devait quitter Liverpool. J'acceptai, mais tandis que nous n'aurions sûrement pas demandé le remboursement du passage de la délégation anglaise si elle avait pris notre paquebot, la Trésorerie britannique n'attendit même pas que nous eussions débarqué à New-York pour présenter à l'ambassade de France à Londres la note de nos frais. Les Anglais sont peu donnants : « Les bons comptes font les bons amis! »

Notre départ de Liverpool fut pittoresque. Nous devions prendre le *Lapland*, un beau bateau belge qui avait son port d'attache à Anvers, d'où les Anglais l'avaient fait sortir lors de l'invasion allemande et qu'ils avaient loué en « time-char-

ter ». Le même jour, presque à la même heure, un bateau américain devait aussi quitter Liverpool pour New-York.

Quand ils surent que nos deux délégations devaient s'embarquer sur le *Lapland*, presque tous les passagers qui y avaient retenu leurs places les décommandèrent pour aller s'inscrire sur le bateau neutre, le bateau américain.

Nous restâmes seulement une quinzaine de passagers sur l'énorme *Lapland* et, vers 4 heures de l'après-midi, nous vîmes passer devant nous le paquebot américain surchargé.

Quant à nous, nous attendions encore dans la rivière le retour des torpilleurs anglais qui avaient été envoyés pour battre la sortie du port de Liverpool, où l'on avait signalé deux sous-marins allemands, envoyés là certainement pour nous attaquer.

Au milieu de la nuit, nous partîmes, les canots de sauvetage parés et prêts à être mis à la mer. Ma femme m'accompagnait, et madame Mallet partait également avec son mari. Lord Reading m'avait fait part des rapports de l'Amirauté signalant le danger et il insistait vivement pour que nous ne nous couchions pas et restions habillés, prêts à toute éventualité. Mais ma femme est courageuse : elle voulut aller tranquillement au lit, et naturellement je fis de même.

Le lendemain matin, à notre réveil, nous étions toujours escortés par deux torpilleurs qui tournaient autour de nous comme de braves chiens de garde. Dans le courant de la journée, estimant que nous étions sortis de la zone dangereuse, ils prirent congé, nous souhaitant par signaux un bon voyage.

La traversée fut calme et favorisée par un temps superbe. Un seul incident la marqua : les démêlés de sir Edward Holden avec un passager qui s'était adjoint officieusement à notre mission. Ce passager n'était autre qu'un ex-Allemand, naturalisé Anglais, et qui avait été un grand ami d'Édouard VII, lequel l'avait créé baronnet et nommé membre de son Conseil privé.

Colossalement riche, il était venu avec nous pour agir à New-York auprès de ses amis, les nombreux banquiers d'origine allemande, qui étaient naturellement germanophiles et pouvaient faire opposition à notre emprunt.

Quand, au départ de Liverpool, sir Edward Holden avait découvert la présence à bord de ce passager, jugé par lui hautement indésirable, il avait voulu débarquer et l'on avait eu toutes les peines du monde à le calmer.

Mais, pendant toute la traversée, le vieux sanglier se refusa obstinément à avoir le moindre contact avec sir E. C. et, quand nous arrivâmes à New-York, il fallut que celui-ci débarquât clandestinement.

Notre arrivée aux États-Unis fut un événement ; une nuée de reporters envahit le bateau et, le lendemain, nous pûmes lire dans les journaux les déclarations hautement fantaisistes qui nous étaient prêtées. L'absence de scrupules de la presse américaine avait alors quelque chose d'effarant : tout lui était bon pour fabriquer de toutes pièces des informations sensationnelles. Nous pûmes nous en rendre compte pendant les trois semaines où nous restâmes, pour l'opinion américaine, des « vedettes ». Comme la négociation d'un emprunt ne peut être ample matière à « copie », on inventait des à-côtés et c'est ainsi que ma pauvre femme put lire un soir, tout émue, à la dernière heure des journaux, le récit d'un terrible accident auquel j'aurais échappé « narrow escape ! » — Il n'y avait pas un mot de vrai !

Nous nous heurtâmes d'abord à une assez forte opposition de la part des germanophiles, qui soutenaient que la conclusion de cet emprunt serait une atteinte à la neutralité des États-Unis. Des lettres de menaces nous furent adressées... mais bien vite un fort courant d'opinion se forma en notre faveur.

Habile à sentir le vent, la maison Morgan prit la tête du syndicat des banquiers. Elle était, d'ailleurs, l'agent unique de nos deux Gouvernements pour leurs achats aux États-Unis et je m'aperçois que j'ai oublié de raconter dans quelles circonstances elle l'était devenue.

C'est Lloyd George qui avait été l'artisan de la chose. Il avait commencé par prendre MM. Morgan et C° comme agents uniques du Gouvernement britannique pour les achats de celui-ci en Amérique ; il voulut ensuite leur faire conférer le même privilège par le Gouvernement français. J'assistai à la Conférence où il fit, dans ce but, le siège de M. Ribot, qui

avait convoqué MM. Thomas et Loucheur. Il se montra anormalement pressant. Je me permis de combattre sa thèse, faisant valoir qu'un tel monopole conféré à une seule maison avait quelque chose d'exorbitant et qu'au surplus l'appel à la concurrence était la seule arme qui nous permettrait de nous défendre quelque peu contre des exigences excessives. Je laissai entendre aussi que, ne serait-ce que par reconnaissance pour cette intervention de M. Lloyd George, la maison Morgan ferait toujours passer le Gouvernement britannique avant le Gouvernement français et que, dans la combinaison, nous jouerions le rôle de parents pauvres.

MM. Thomas et Loucheur se montraient hésitants, mais M. Ribot ne résista guère. En dépit de mon intervention, qui me valut des regards furieux de Lloyd George — qui n'aimait guère être contredit — on céda.

Alors, Lloyd George déclara : « Vous serez peut-être heureux de faire immédiatement la connaissance du chef de la maison, M. Jack Morgan? Je l'ai amené avec moi ; il est dans l'antichambre. Puis-je le faire entrer? »

Quel sans-gêne !

La maison Morgan, dont Jack P. Morgan était le chef nominal, était alors dirigée effectivement et dictatorialement par une personnalité curieuse, M. Davison. Celui-ci était un *self made man*. On racontait qu'il s'était introduit dans la maison Morgan par un coup d'audace, qui révèle également quelle était son opiniâtreté. Un poste de second plan était vacant dans cette maison. Davison se présenta ; ses références bancaires étaient minces ; les chefs hésitaient... Davison s'attacha alors aux pas de celui qui devait prendre la décision. Il le suivit partout chez lui, au restaurant, au théâtre ; partout il l'abordait et ne cessait de lui dire : « Je suis sûr que je conviens, mieux que personne, pour ce poste, essayez-moi. » De guerre lasse, on finit, en effet, par l'essayer et, une fois dans la place, il eut vite fait de se rendre indispensable. Bien que n'apportant aucune fortune personnelle, il devint associé de la maison et Jack Morgan ne fit bientôt plus qu'approuver ses décisions.

Cette rapide ascension inspira à Davison un orgueil immense. Il avait une manière de laisser entendre que, sans la maison

Morgan, ni l'Angleterre ni surtout la France ne pourraient soutenir la guerre, qui était proprement insupportable. Il ignorait tout de la France et ne savait pas un mot de notre langue. Les rapports avec lui étaient aussi désagréables que difficiles. Bien que je fisse tout pour éviter les incidents, sachant que, s'il en éclatait un, je ne serais guère soutenu par M. Ribot, je dus, plus d'une fois, lui rappeler que je représentais un grand pays, dont la conduite héroïque méritait l'admiration et que je ne pouvais tolérer qu'on me parlât comme à un quémandeur.

Davison était bien trop intelligent pour me dire, comme le fit un jour ce nigaud de Jack Morgan, avec candeur : « Vous êtes un financier et ne faites métier de fonctionnaire que par accident. Pourquoi ne cherchez-vous pas à gagner notre amitié, au lieu de vous montrer si raide et si intransigeant? Ce serait beaucoup plus utile pour votre carrière future, car ce n'est pas M. Ribot qui vous aidera plus tard ! » Je ne répondis pas, car parler de patriotisme à Jack Morgan eût été assez inutile.

Celui-ci, comme on le sait, avait hérité de son père — qui, lui, fut un homme d'envergure — une magnifique collection d'œuvres d'art. Il avait réuni les plus belles dans sa « library », qui était à Wall Street même, luxe rare que d'avoir un édifice sans étages à un endroit de la ville où chaque mètre carré de terrain vaut une fortune. Le jour où, pour la première fois, il me fit les honneurs de cette « library », je tombai en arrêt devant un splendide Ghirlandajo, qui était sur un chevalet.

— Quel beau Ghirlandajo vous avez là, m'écriai-je !

— Comment pouvez-vous savoir que c'est un Ghirlandajo? me répondit Jack Morgan, sincèrement étonné.

Le même jour j'admirai, parmi les livres, de précieux manuscrits ornés des plus fines enluminures. « Il y a plus intéressant », me dit Jack Morgan, et il alla me chercher le manuscrit d'un roman de Zola, qu'il avait fait relier dans un maroquin plein, d'un centimètre d'épaisseur et d'une couleur rouge sang de bœuf. « Figurez-vous, continua-t-il, que la veuve de Zola m'a écrit pour me demander de céder ce manuscrit, afin de compléter la collection que son mari a léguée à

sa ville natale ! Je n'avais vraiment aucune raison de le faire ! »

Têl se révéla ce grand amateur d'art.

J'aurais beaucoup à dire sur la façon dont la maison Morgan exécuta la mission qui lui était ainsi donnée et qui lui valut une fortune presque incalculable.

Le seul fait que M. Jack Morgan a été aux États-Unis le plus mauvais des contribuables — il a fraudé impudemment le fisc, ainsi que l'ont prouvé les poursuites qui lui furent intentées — ce fait, dis-je, autorise déjà des méfiances. Qu'on songe aux multiples avantages qu'un tel monopole donnait à la maison Morgan !

Je dirai plus loin les efforts que je fis pendant mon séjour aux États-Unis pour atténuer quelque peu les effets de ce monopole et le ressentiment qu'en éprouva la maison Morgan.

Il me faut revenir à la conclusion et à l'émission de l'emprunt anglo-français.

Je fus toujours en parfait accord avec lord Reading, qui se montra pour moi un excellent collègue. Prévoyant que la guerre serait longue, j'insistai vivement pour qu'on empruntât une somme aussi élevée que possible, dût-on faire des concessions sur le cours d'émission et sur le taux d'intérêt.

L'opération portait sur cinq cents millions de dollars : pareille somme a été bien dépassée depuis, mais c'était alors la première fois qu'on empruntait, d'un seul coup, un montant aussi considérable. Pour constituer le syndicat de prise ferme de l'emprunt, la maison Morgan avait fait appel à toutes les banques et même à tous les banquiers privés des États-Unis. A New-York et dans l'Est, l'empressement fut assez grand ; mais Chicago, où les Allemands abondent, était germanophile et dans l'Ouest on s'intéressait peu à la guerre. Il était même curieux de constater quelle petite place les nouvelles du conflit tenaient dans les journaux américains, sauf dans ceux de New-York.

Le jour même de l'émission, une grande réception de tous les banquiers américains eut lieu ; lord Reading, moi-même et nos collègues des deux délégations nous dûmes donner d'innombrables poignées de main.

Un fait assez curieux se produisit. M. Ribot avait négligé,

lors de mon départ, de me munir de pleins pouvoirs en bonne et due forme, si bien que, lorsque lord Reading produisit de magnifiques lettres de créance du Gouvernement britannique, je dus avouer que, pour ma part, je n'avais rien de semblable. Gros émoi chez les représentants de la maison Morgan.

Finalement, on décida de me considérer comme suffisamment accrédité par la rumeur publique et je signai le contrat d'emprunt : « Pour le Gouvernement de la République française ».

Jamais, d'ailleurs, cette situation ne fut régularisée ; pendant près d'un an, je devais gérer seul aux États-Unis des sommes énormes, faire des virements de banque à banque et des pouvoirs en bonne forme me firent toujours défaut.

Le Gouvernement français se montra très satisfait de la conclusion de l'emprunt ; on le considéra comme une victoire au point de vue financier ; les Chambres furent convoquées tout spécialement pour ratifier le contrat d'emprunt. M. Ribot, en quelques mots, rendit hommage aux négociateurs, mais là se bornèrent les témoignages de gratitude du Gouvernement français, tandis que lord Reading était créé vicomte.

Il ne m'avait pas fallu longtemps à mon arrivée aux États-Unis pour constater combien, en dépit des achats énormes et croissants que nous étions amenés à y faire, notre représentation était faiblement constituée. Le Ministère de la Guerre envoyait des acheteurs qui, souvent, étaient bizarres ; à un moment, ce fut un ancien clown qui fut chargé d'y acheter des moteurs d'aviation. L'officier supérieur chargé d'acheter des chevaux avait fait passer dans les journaux une note disant qu'il ne voulait pas de chevaux à moins de $ 300 l'un ! Singulière façon d'obtenir les plus bas prix ! Une autre fois, je lus avec stupeur, dans la presse, l'information suivante :

« M. X..., *agent secret (sic)* du Gouvernement français, est arrivé hier à New-York par le paquebot *Y*... ; il a pris immédiatement le train pour Washington. »

Je jugeai qu'il fallait faire quelque chose de toute urgence ; aussi, bien que mon désir de retourner en France fût très grand, je proposai par télégramme à M. Ribot de fonder, à New-York, une « Agence financière du Gouvernement français » et me

déclarai prêt à en assumer la direction jusqu'à ce qu'on envoyât quelqu'un pour me remplacer.

Cette agence, qui a fonctionné pendant tout le reste de la guerre et même pendant plusieurs années après, a rendu les plus grands services.

Ma proposition fut acceptée avec empressement. Je demandai qu'on m'envoyât aussitôt comme adjoint un jeune inspecteur des Finances, dont j'avais fait la connaissance pendant un de mes séjours à Londres, M. Jean-Frédéric Bloch. Par ailleurs, j'avais comme collaborateur bénévole et agent de liaison avec l'ambassade de France à Washington un ancien diplomate, M. Casenave.

Quant à mes rapports avec la maison Morgan, ils furent délicats et souvent difficiles. Cette maison n'ignorait pas que j'avais combattu son monopole et, en dépit des apparences, j'étais loin d'être *persona grata* auprès d'elle.

Le chef de la maison Morgan à Paris était un homme excellent, d'une correction parfaite, M. Harjes, mais il était sans influence sur sa maison de New-York, qui le jugeait « trop Français ! »

Les fonds du grand emprunt n'avaient pas tardé à s'épuiser ; il fallait en trouver de nouveaux. C'était l'époque de Verdun et beaucoup, aux États-Unis, doutaient de la victoire finale des Alliés. Les banquiers américains, dont l'ignorance de l'Europe était profonde, se montraient extrêmement méfiants ; ils ne voulaient prêter qu'avec une garantie — ce qu'ils appelaient un « collatéral » — qui leur donnât tous apaisements.

La maison Kuhn Loeb, à laquelle je m'adressai pour essayer de rompre le monopole que la maison Morgan faisait durement peser sur nous, consentit bien à émettre pour la Ville de Paris (qui en rétrocéda le produit à l'État) un emprunt sans garanties spéciales, mais ce fut extrêmement dur à obtenir. En outre, cela me valut presque la haine de la maison Morgan. M. Jack Morgan se permit de me dire que j'avais « trahi sa maison », ce à quoi je répliquai vertement que je n'étais pas à sa solde et je lui fis comprendre que je le jugeais assez sévèrement.

On devinera d'après cela que les négociations pour un nouvel emprunt furent difficiles. Il fallait trouver un « collatéral »,

mais lequel? C'est alors que je suggérai à M. Ribot de demander aux Français de céder leurs titres neutres à l'État. Ils le firent, mais dans une certaine proportion seulement, si bien que la maison Morgan, exigeant en outre sur ces titres une certaine marge de sécurité, le montant du nouvel emprunt ne put pas être très considérable.

Après cet effort, qui m'avait beaucoup fatigué, surtout par cette sournoise volonté que j'avais rencontrée de la part de la maison Morgan, je jugeai que je pouvais quitter les États-Unis et que je serais plus utile à Paris...

. . . . . .

Je dois parler encore de mes rapports avec M. Clemenceau, lorsque celui-ci fut devenu président du Conseil. Je n'avais jamais eu de contact direct avec le célèbre polémiste. Je dus le voir à diverses reprises, à propos de l'émission des emprunts nationaux dont j'avais été nommé commissaire. A ma surprise, je le trouvai extrêmement courtois vis-à-vis de moi. Il m'embarrassa même beaucoup lors d'une visite que je lui fis en compagnie de M. Klotz, qui était alors ministre des Finances. Il me força à prendre le fauteuil d'honneur et, à plusieurs reprises, il coupa la parole à M. Klotz, en lui disant sèchement : « Laissez parler monsieur Homberg ». Il affectait, d'ailleurs, de mépriser son ministre des Finances, « le seul Juif, s'amusait-il à dire, qui n'entende rien aux Finances » et il fallut, en vérité, bien peu de dignité à Klotz pour accepter ces constantes rebuffades.

Clemenceau se fit toujours un plaisir sadique d'humilier l'infortuné Klotz. C'est ainsi que, lorsqu'il forma son Ministère, il trouva Klotz au Ministère des Finances, où Painlevé l'avait fait entrer ; il se plut à le tenir dans l'ignorance de son sort jusqu'au dernier moment. On annonçait que la liste du Cabinet remanié paraîtrait le lendemain matin au *Journal officiel*, Klotz ne savait toujours rien. Enfin, de guerre lasse, il va se coucher et, ne pouvant dormir, se met à lire un roman policier (je tiens l'anecdote de lui-même). A 2 heures du matin, sonnerie du téléphone : « C'est vous, Klotz? dit Clemenceau. Venez immédiatement chez moi. » Plein d'espoir, enfin, Klotz s'habille et se hâte. Arrivé rue Franklin, il est introduit auprès

de Clemenceau, qui le reçoit couché : « Hein ! Klotz, vous étiez anxieux ! Eh ! bien, c'est fait, vous restez. Maintenant, f... le camp ! »

Les mots de Clemenceau sont innombrables, on en ferait un recueil. Aussi citerai-je une anecdote où le mot ne vint pas de lui. Clemenceau était ministre de l'Intérieur et recevait ses préfets — il les recevait mal. Un de ces malheureux paraît dans l'embrasure de la porte :

... — Deux mots, lui crie Clemenceau, pas un de plus !

— Un seul suffira, répond le préfet. Argent !

Clemenceau, ravi, fait asseoir le spirituel préfet et lui accorde tout ce qu'il veut.

Mais la plus belle anecdote que je connaisse à propos de Clemenceau est celle-ci : C'était au lendemain même de l'armistice ; certains amis de Clemenceau lui conseillaient de se retirer dans un triomphe tel qu'aucun Français n'en connaîtrait jamais de semblable ; d'autres, au contraire, soutenaient qu'il devait rester dans l'intérêt du pays, parce que lui seul avait assez d'ascendant sur les Alliés pour pouvoir négocier utilement une paix difficile.

Clemenceau feignait d'hésiter, alors qu'au fond son parti était pris. Ce vieil homme aimait le pouvoir ; il voulait rester.

Il était lié avec Zaharoff, cet étonnant personnage qui commença sa carrière comme pirate et la finit grand dignitaire de tous les Ordres britanniques, recevant à sa table l'amiral anglais qui, jeune capitaine de vaisseau, l'avait poursuivi pour le faire pendre à la vergue de son navire.

Donc Zaharoff vint le voir et les deux hommes causèrent longuement. Au cours de la conversation, Clemenceau demanda à son interlocuteur son avis sur le problème qui, disait-il, le préoccupait fort. Zaharoff ne répondit pas et Clemenceau en fut vexé. Il abrégea l'entretien et reconduisit son visiteur. Alors, sur le pas de la porte, Zaharoff dit : « Écoutez, mon cher président, une petite anecdote de mon enfance. Quand j'étais gosse, je me promenais un jour avec mon père sur les quais de Smyrne. Des enfants jouaient à lancer un palet dans un trou ; ils n'y réussissaient pas. Alors l'un d'eux vint à moi avec le palet et me dit : « Essaie à ton tour ». Je lançai le palet et, du premier coup, celui-ci tomba dans le trou. Les enfants

d'applaudir et de vouloir me faire recommencer. J'allais le faire quand, brusquement, mon père m'entraîna : « Petit imbécile, me dit-il, quand on a réussi un tel tour, autant par chance que par adresse, on ne recommence pas ! » — Au revoir, mon cher président. »

On sait qu'en dépit de cet avertissement, Clemenceau recommença et ce qu'il en advint.

L'orgueil de Clemenceau était immense. Comment expliquer autrement qu'un homme comme lui, à qui la représentation était insupportable, ait cependant désiré ardemment être élu président de la République et que son dépit l'ait rendu grossier au point de refuser la visite que Deschanel tint à lui rendre à son retour de Versailles.

C'est évidemment de bonne foi que Clemenceau a cru que son prestige personnel servirait les intérêts de la France dans la difficile négociation du traité de paix. Sur ce point, il s'est trompé. Auprès des Anglo-Saxons, le prestige personnel compte peu ; ils avaient supporté Clemenceau pendant la guerre, parce qu'ils sentaient la nécessité de vaincre et étaient subjugués par sa féroce énergie, mais il les indisposa constamment pendant les longs pourparlers de la paix. Un homme comme Wilson, quelque peu illuminé, ne pouvait qu'être profondément choqué par l'esprit caustique de Clemenceau et par les railleries, souvent cruelles, décochées à son endroit, railleries qu'il se trouvait toujours quelqu'un pour lui rapporter. Quant à Lloyd George, qui est l'immoralité politique personnifiée, qui, en outre, est un homme jaloux et méchant, il ne songea qu'à diminuer la victoire française et à ôter à notre pays les moyens d'établir son hégémonie en Europe.

Quand le délégué italien se fut retiré du Conseil des Quatre, devenu celui des Trois, un esprit tant soit peu rompu à la diplomatie (mais y eut-il jamais quelqu'un de moins diplomate que Clemenceau) eût compris qu'il importait avant tout de diviser les deux Anglo-Saxons, de les opposer l'un à l'autre et de mettre l'un d'entre eux dans notre jeu. S'attacher le fuyant et perfide Lloyd George était impossible, mais je sais qu'on aurait pu gagner Wilson. Il aurait fallu pour cela tout d'abord ne pas blesser le président des États-Unis, flatter

quelque peu son idéologie d'ancien professeur d'université, entrer dans ses vues en ce qui concernait la Société des Nations, qui était d'ailleurs une grande et belle conception. Les Américains ne ressentaient pas du tout la crainte si vive qu'éprouvaient les Anglais de voir la France devenir trop puissante en Europe. Aussi un jeu serré, mené dans cet esprit, nous aurait certainement permis de prendre vis-à-vis de l'Allemagne les sûretés, les garanties qui nous furent refusées.

Je me suis entretenu de cette question avec le président de la République, M. Poincaré, et celui-ci me déclara que c'était certainement la tactique qu'il aurait fallu suivre. Mais lui-même ne put rien dans ce sens, car il fut tenu systématiquement en dehors de la négociation. Aussi est-ce tout le contraire qui se produisit. J'habitais alors 18, place des États-Unis, exactement en face de l'hôtel Bischofsheim, où Wilson descendit lors de son second séjour à Paris ; Lloyd George était tout à côté, avenue Kléber, à l'hôtel Majestic, qui se trouva à peine assez grand pour contenir les innombrables experts qui constituaient la délégation anglaise.

Combien de fois ai-je vu, le matin, de ma fenêtre Lloyd George se rendre à l'hôtel de Wilson pour se mettre d'accord avec lui avant les séances du Comité des Trois, où ils présentaient un front commun contre Clemenceau? Celui-ci avait tout d'abord fait sienne la thèse de Foch pour une occupation permanente de la rive gauche du Rhin, voire même la création d'un État rhénan et la neutralisation complète de la rive gauche. Il avait chargé Tardieu de rédiger un mémoire dans ce sens et ce mémoire était très fort, très énergique. Ce n'est que plus tard qu'il céda, Lloyd George ayant monté Wilson, non pas en lui présentant la thèse anglaise exposée dans ces mémoires de Robertson et Balfour écrits pendant la guerre même, où l'on admettait par avance l'*Anschluss* et où l'on insistait sur la nécessité de ne pas laisser la France devenir trop puissante, mais en lui faisant ressortir que les prétentions de la France portaient directement atteinte à son évangile du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Clemenceau paraissait haïr l'Autriche plus encore que l'Allemagne et cela par anticléricalisme. L'Autriche était pour lui un État bigot. Il est navrant que la passion anticléricale

ait fait commettre à Clemenceau de funestes erreurs. Cette passion revêtait des formes grossières. C'est ainsi qu'au cours d'une tournée dans l'Amérique du Sud, il fut reçu à Buenos-Ayres par le corps diplomatique, à la tête duquel était le nonce. A peine celui-ci s'était-il éloigné que Clemenceau dit à assez haute voix pour être entendu : « A Paris, j'en ai f... un dehors qui était habillé comme ça ! »

C'est pourquoi le démembrement était sa grande idée. Aussi lâcha-t-il Foch ; il avait d'ailleurs, depuis le boulangisme, où son général républicain l'avait si fortement déçu, une méfiance extrême des militaires, la vieille méfiance jacobine. Des heurts de caractères se multiplièrent entre les deux hommes et bientôt Foch ne fut plus à ses yeux qu'un général factieux. Il se laissa abuser par la promesse de garantie que lui firent Wilson et Lloyd George — promesse qui devait tomber par suite de la non-ratification du traité par les États-Unis, de sorte que nous abandonnâmes la plus solide réalité contre un verre vide !

Au sujet de cette non-ratification, on a dit que les adversaires du président Wilson n'avaient pas manqué de nous prévenir que le traité ne serait pas ratifié par le Sénat américain. C'est exact : les avertissements ne nous manquèrent pas, mais notre Gouvernement ne voulut pas y croire. En fait, il ne se trompait guère, car si la maladie n'avait pas terrassé Wilson au cours de la tournée de propagande qu'il fit dans l'ouest des États-Unis en faveur de la ratification du traité, celui-ci eût obtenu au Sénat la forte majorité qui était nécessaire.

Mais ce n'est là que de la théorie ; pratiquement, par le refus de ratification des États-Unis, le traité de paix se trouva gâché pour nous dans sa partie essentielle : les garanties d'avenir vis-à-vis de l'Allemagne.

Nous aurions pu encore, par la suite, redresser la situation. Sans doute ni l'Angleterre, ni les États-Unis ne voulaient plus se battre, mais l'Allemagne était impuissante militairement et, au surplus, en pleine révolution. Seule notre armée restait forte, disciplinée, prête encore à marcher. On peut dire que pendant dix ans après la signature du traité de paix nous restâmes maîtres de la situation. Par une conjoncture, bien rare dans l'histoire, nous avions pour nous à la fois le

droit et la force, et nous pouvions mettre la force au service du droit. Hélas ! nous laissâmes passer toutes les occasions de le faire — et cependant elles furent nombreuses... Pour ne citer que la principale, quand, en dépit de la mauvaise humeur britannique, Poincaré se décida à l'occupation de la Ruhr, l'Allemagne fut de nouveau à genoux et nous nous contentâmes, pour desserrer notre étreinte victorieuse, de vagues promesses ! La France est trop volontiers gâcheuse : se fiant à cette puissance de redressement qui est en elle et qui a fait toujours l'admiration de ses rivaux, elle laisse à l'ordinaire aller les choses, au contraire de l'Allemagne qui, dans son jeu serré, ne perd jamais un atout, si minime soit-il.

La dernière occasion nous fut donnée sous le régime hitlérien lui-même, quand les troupes allemandes réoccupèrent la Rhénanie. La Reichswehr avait déconseillé à Hitler cette opération audacieuse ; si, au lieu de nous en tenir aux rodomontades de Sarraut, nous avions mobilisé quelques classes, l'Allemagne aurait reculé : les ordres étaient donnés en ce sens. Nous capitulâmes devant un bluff, mais ce bluff réussi devait donner à Hitler la conscience définitive de sa force. Il n'a pas tardé à le manifester par la manière brutale avec laquelle il a annexé l'Autriche au Reich allemand.

Aussi peut-on dire aujourd'hui que si la France a retiré d'une longue guerre épuisante la légitime restitution de l'Alsace-Lorraine, elle a perdu, par ailleurs, tout ce qui avait caractérisé sa victoire. Non seulement le but que les Alliés ont proclamé si haut tout le long de la guerre, « briser le militarisme prussien », n'est pas atteint, mais l'Allemagne, augmentée de l'Autriche, est aujourd'hui plus forte que jamais. Elle forme, au centre de l'Europe, un bloc énorme, homogène, puissant, discipliné, dont la force d'attraction est hélas ! loin d'être épuisée. Si les Anglais savaient reconnaître leurs erreurs — mais quel peuple en est capable, à part le nôtre peut-être, qui ne cesse de se critiquer ? — ils devraient se rendre compte que leur méfiance éternelle à l'égard de la France, leur crainte séculaire de la voir trop puissante les ont conduits à laisser l'Allemagne redevenir plus forte et plus menaçante que jamais. Comprendront-ils un jour complètement que la France est le véritable bouclier

de la Grande-Bretagne et que tout ce qui l'affaiblit les affaiblit eux-mêmes ?

Quant à Clemenceau, l'histoire lui appliquera certainement le mot qui fut dit à Annibal : « Tu sais vaincre, mais tu ne sais pas profiter de la victoire ! »

. . . . . .

J'étais extrêmement fatigué par le surmenage constant que j'avais subi pendant la guerre ; un repos de plusieurs mois m'était nécessaire. C'est ainsi que je ne m'occupai pour ainsi dire pas des négociations de paix. On sait le rôle important que joua mon ami Tardieu — j'ai vu un jour chez lui quelques-uns des dossiers qu'il composa alors ; son travail immense ne fut pas toujours utilisé par les négociateurs suprêmes.

Je fis toutefois quelques démarches pour exposer mes idées sur ce que devraient être les clauses financières du traité de paix. Je ne fus guère écouté. J'étais partisan d'imposer à l'Allemagne un forfait et de prendre ses douanes en garantie. Mais les partisans du forfait étaient traités de défaitistes. « L'Allemagne paiera », disait Klotz, et il faisait un compte fantastique, où il inscrivait le remboursement des 5 milliards de 1871 avec intérêts composés. Quand on lui demandait comment serait possible le transfert de ces sommes astronomiques, à supposer même que l'Allemagne les possédât, il répondait : « Ce sont là détails pour les techniciens, mais il faut avant tout avoir une mentalité de vainqueurs ! »

D'autre part, Lloyd George ne voulait pas entendre parler d'un contrôle sur les douanes allemandes : il disait que ce serait traiter l'Allemagne comme la Turquie et que c'était impossible ! Le même homme, d'ailleurs, proclamait qu'il fallait se faire livrer Guillaume II pour le traduire en jugement, et quand on lui demandait comment il s'y prendrait, il répondait : « Vous avez donc pris cela au sérieux ! »

Je dois toutefois raconter une démarche ultime que je crus de mon devoir de faire auprès de Clemenceau lorsque j'appris quelles seraient les dispositions générales du traité de paix. Je lui dis que je ne me sentais qualifié que pour parler des clauses financières, mais que celles-ci me paraissaient bien vagues et bien insuffisantes. Comment seraient fixés les paie-

ments de l'Allemagne? Comment seraient-ils effectués? Pourrions-nous vraiment rester sur le Rhin, si l'Allemagne ne nous payait pas? J'ajoutai que, faute de recevoir des paiements considérables de l'Allemagne, nous serions dans une situation financière désespérée.

Clemenceau me répondit, suivant son caractère : « D'abord, me dit-il, vous autres financiers, vous vous trompez toujours. Vous aviez dit que la guerre ne pourrait durer que quelques mois, parce qu'au début de ce délai tous les belligérants seraient ruinés : la guerre a duré quatre ans !

» Vous dites aujourd'hui que nous sommes au bord de l'abîme ! Or, jamais il n'y a eu plus d'argent en circulation.

» Et puis, conclut-il, j'ai, moi aussi, ma petite expérience. J'ai été toute ma vie, comme vous savez, directeur de journal. Or à chaque fin de mois, mon administrateur, mon caissier venaient me dire qu'on n'avait pas le sou ! Je les ai toujours envoyés promener et les choses se sont toujours arrangées.

» Croyez-moi, les affaires financières de la France s'arrangeront de même. »

Il était, comme on le voit, bien inutile d'insister.

Poincaré, que je vis aussi sans avoir d'illusions sur ce qu'il pourrait faire, me répondit : « Que voulez-vous? Clemenceau m'a tenu complètement à l'écart. La Constitution dit que le président de la République négocie et conclut les traités. Il soutient que c'est une fiction et que ce sont les ministres — c'est-à-dire lui — qui représentent le président et doivent agir à sa place. Je n'ai rien su, je n'ai rien pu faire. »

OCTAVE HOMBERG

LE CHEVAL BLANC[1]

IX

MADAME Brochard venait de dire :

— Je me demande si ce n'est pas dans la famille...

On parlait de son frère Félix. Elle était loin d'avoir épuisé ce grave sujet, mais son œil s'arrêtait par hasard sur une bordure d'œillets du Japon et elle questionnait :

— Où as-tu acheté les graines ? Chez Berthelot ?

— Non ! nous allons toujours chez Van Damme...

Madame Brochard ne pouvait supporter longtemps la tension d'une conversation sévère ou pénible. Son instinct la défendait, lui faisait découvrir, grossi comme par une loupe, un objet quelconque qu'elle avait sous les yeux et qui, pour un moment, prenait une importance capitale.

C'était une sorte de récréation. Elle souriait d'instinct au soleil et à la chaleur qui faisaient frémir l'air autour des œillets éclatants. On pensait à de l'eau qui va bouillir. Des choses passaient devant les rétines, on ne savait quoi, et des vibrations plus amples animaient le bleu du ciel.

De même que, par temps clair, on découvre le fond de la mer, on avait l'impression, d'ici, d'entendre jusqu'au fond du monde, des bruits imperceptibles les autres jours, des portes s'ouvrant et se fermant bien des rues plus loin, un bébé qui vagissait au delà de la caserne, la scie mécanique

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 mai, 1er juin 1938.

d'un menuisier qui avait réparé la table des Arbelet et le tintamarre aigu d'une récréation dans une école de garçons...

Les sons couraient les uns après les autres, s'emmêlaient, s'unissaient intimement pour se disloquer à nouveau ; et madame Arbelet ne retenait de ce chaos qu'une note dominante, isolée par une accalmie, et dont elle connaissait le sens.

De même le jardin, pour elle, était fixe et définitif comme une photographie.

Les deux femmes étaient adossées à l'arrière de la maison, qui était de briques moins jolies que la façade. Par terre, du gravier clair, une petite table, deux chaises et deux fauteuils transatlantiques, plus un gros ballon rouge appartenant à Christian.

Puis, limitant les parties cultivées, une bordure de grosses pierres rapportées des promenades du dimanche. Les œillets. A droite, le prunier. Des deux côtés, les murs bas, crépis à la chaux, qui fermaient ce rectangle de quinze mètres de long, de six mètres de large au delà duquel existaient d'autres rectangles semblables mais étrangers, d'autres maisons aux briques de second choix côté cour.

Germaine Arbelet cousait. Christian, assis par terre, jouait avec un livre d'images posé sur une chaise qui lui servait de lutrin, car il éprouvait toujours le besoin de changer la destination des objets.

Madame Brochard portait sa meilleure robe, son camée, sa bague au rubis entouré de petits brillants.

L'attrait des œillets s'évaporait. La récréation était finie.

— Qu'est-ce que nous disions ? Ah ! oui...

Sa fille en avait l'habitude.

— Tu crois vraiment qu'il n'y a rien à faire ?

— J'en suis sûre... Je ne t'en ai jamais beaucoup parlé, mais ton grand-père était un peu comme ça... Lui, c'était un autre genre d'original... Il partait tout seul, à l'improviste... Il ne prévenait personne... On le cherchait partout... Et un beau jour, on recevait une lettre de l'autre bout de la France, disant à maman d'aller le rejoindre avec les enfants...

Un court silence ; elle n'eut pas le temps d'accrocher un rêve qui passait.

— Comme il ne parlait que d'aller vivre en Amérique, à chaque fois, nous pensions que ça y était... Et dire que j'ai un jardin aussi grand que celui-ci et que je n'en profite pas !

Germaine attendit. C'était préférable. Sa mère ne manquerait pas de regretter d'avoir loué le rez-de-chaussée de sa maison en ne gardant pour elle que le premier étage.

— ...Si je te disais que c'est eux qui me reprochent Boby, parce qu'une fois il a fait ses besoins dans le corridor !...

Boby, du coup, dressa la tête. C'était un petit chien roux au poil ras, à la queue coupée. Il resta un instant en attente, la tête penchée, à épier sa maîtresse, puis, avec un soupir, il se recoucha dans sa flaque de soleil.

— ... Je leur ai répondu que...

Les heures fondaient ainsi, paresseuses, avec un goût de fleurs, des passages de mouches, des bouffées du lapin qui mijotait dans la cuisine.

Germaine fut étonnée de voir Émile surgir avec son cartable et proclamer de loin :

— J'ai faim !

Pourquoi ce « J'ai faim » amena-t-il cette question de madame Brochard :

— Ton mari est toujours content de sa place ?

— Mais oui ! Maurice est content de tout...

— C'est vrai qu'il a bon caractère...

Germaine allait-elle faire, devant sa mère, une toute petite restriction ? Il valait mieux n'en pas parler, n'en jamais parler. La plupart des malheurs viennent de ce qu'on en parle. De parler, cela précise des pensées, des sentiments, des désirs qui n'auraient peut-être jamais éclos dans le silence.

Ainsi, Maurice n'avait pas changé. Il se levait toujours de bonne humeur et allait éveiller les enfants en leur tiraillant le bout du nez. Il faisait sa toilette en chantant, avec des interruptions inattendues lorsqu'il se rasait.

— *L'amour est en...*

Deux coups de rasoir au coin de la bouche, une grimace, puis une voix différente :

— *...fant de Bohême...*

Les fenêtres étaient ouvertes. De la rosée scintillait dans le jardin. Germaine jetait des miettes de pain aux moineaux

et les regardait manger tout en préparant le petit déjeuner...

Non ! Maurice n'avait pas changé. N'importe qui aurait affirmé qu'il était aussi gai qu'avant, avec cette pointe d'ingénuité qui était un des traits principaux de son caractère.

Quand il revenait de la musique avec Christian sur les épaules et que Christian le décoiffait, peu lui importait que les passants se retournassent.

— Voilà ! Je promène ma famille ! semblait-il proclamer avec son petit sourire narquois.

Dès qu'il rentrait du bureau, il s'asseyait dans son fauteuil, près de la porte de la cuisine.

— A quoi penses-tu ? demandait soudain madame Brochard à sa fille.

— A rien...

C'était si ténu ! Comme cette nostalgie qui voletait parfois sur le front de Maurice.

— Qu'est-ce que tu as ? lui avait une fois demandé Germaine.

— Moi ?

Il avait été sincèrement étonné. Qu'aurait-il eu ?

Oui, que se passait-il ? Il n'était amoureux de personne, c'était un fait. Car il ne pouvait pas être devenu amoureux, tout d'un coup, de cette petite serveuse qui se trouvait dans sa chambre quand Germaine l'avait rejoint au Cheval Blanc.

Elle le connaissait bien. Il n'était jamais amoureux ! Il lui arrivait, à la promenade, de se retourner machinalement sur une femme — surtout sur les jeunes filles. Il se rendait compte aussitôt que cela n'échappait pas à Germaine et son premier mouvement était de lancer :

— Elle a un drôle de chapeau !

Aussitôt, il comprenait qu'elle n'était pas dupe mais, comme ce n'était pas grave et que cela ne valait pas la peine de commencer de longues explications, il la regardait avec des yeux qui riaient, comme pour dire :

— Tu sais... Cela n'est quand même pas sérieux...

Or, maintenant, il ne se retournait pas sur les passantes, mais il avait de soudaines mélancolies.

Si sa femme le surprenait à rêver, il n'était pas franc, il s'empressait de sourire, ou de raconter une histoire, avec une bonne humeur forcée.

— Maurice?

— Quoi?

— Dis-moi ce que tu as...

— Puisque je n'ai rien !... Qu'est-ce que j'aurais, voyons?...

Il était plus sage de ne plus en parler, ne pas lui faire préciser son vague à l'âme. A plus forte raison, n'y avait-il rien à confier à madame Brochard que l'odeur du lapin frappait tout à coup.

— Tu le fais toujours comme chez nous?

La porte d'entrée s'ouvrit et se ferma. Germaine tressaillit.

— Émile ! Dresse vite le couvert...

Maurice Arbelet faisait son entrée dans le jardin, se penchait sur le front de madame Brochard.

— Bonjour, maman...

Germaine leva les yeux vers lui, le trouva bien, c'est-à-dire d'une bonne humeur assez naturelle.

Il fallait y aller doucement, voilà tout, ne rien heurter, ne rien froisser. Il embrassait sa femme, se penchait pour saisir Christian et l'élever au-dessus de sa tête, dans le soleil.

— Alors, gros ourson?

Tendu à bout de bras, le gamin, qui en avait l'habitude, ne bronchait pas et continuait à tortiller une ficelle aussi paisiblement que tout à l'heure, quand il était assis par terre.

Dans la salle à manger, Émile étalait la nappe.

◘

Au moment le plus chaud, alors que M. Jean devait s'essuyer à chaque instant le visage avec sa serviette et qu'on pouvait à peine y tenir à un mètre du fourneau, des clients arrivèrent, le genre de clients à grosse voiture découverte. Sans se donner la peine de consulter le menu, ils commandèrent un châteaubriant à la béarnaise.

M. Jean avait entendu la commande, car à chaque arrivée il s'avançait vers la porte entr'ouverte. Il fut sur le point de répondre que ce n'était pas possible.

— Ça fera une demi-heure d'attente... lança-t-il à Mélanie, qui transmit le message aux clients.

Elle revint annoncer :

— Entendu !... Ils feront une promenade en attendant...

Il rata sa béarnaise et ne la rattrapa qu'à grand renfort de farine. Son visage ruisselait. Il avait les narines pincées comme quelqu'un qui va s'évanouir et son regard, depuis le matin, gardait une fixité qui le rendait pénible à supporter.

Déjà il avait répété à Nine, qui n'ouvrait pas la bouche :

— Quand finiras-tu de m'épier ainsi, toi?

Il travaillait nerveusement, méchamment, se vengeant sur le matériel.

Il évitait de regarder Rose en face, mais, chaque fois qu'elle passait près de lui, il lui lançait un coup d'œil anxieux, comme ceux qu'il lançait à sa femme quand il avait une faute à se reprocher.

Rose ne bronchait pas. Elle était comme les autres jours. Elle avait chaud, elle aussi, et quand elle eut fait quelques fois la navette, elle eut des moiteurs sur la nuque et derrière les oreilles.

— Deux soles meunières, deux!

La table était encombrée. Les autos bourdonnaient sur la route comme un jour de Tour de France. Les Chapuis, qui avaient retenu huit couverts, arrivèrent à douze, car ils avaient ramassé des amis en route. Comme ils avaient de jolies femmes avec eux, ils jouaient aux vieux habitués.

— Et Jean? demandait Chapuis à madame Fernande.

— A ses fourneaux...

— On peut y aller?

C'était le cordial à tous crins, qui se croit obligé de rire et de plaisanter du matin au soir.

— Alors, grand chef?... Ce déjeuner?... Entrez, vous autres! Venez voir le maître-queue Jean dans l'exercice de ses fonctions...

Et M. Jean parvint à les accueillir d'un pauvre sourire qui montrait la pointe des dents.

— On peut se mettre à table?

— Mais oui! Mais oui! On vous sert...

Il n'y avait plus de table pour douze et on était obligé de prendre une table de marbre dans le café, de changer tout le service.

Parfois madame Fernande se tournait vers la porte de la cuisine et chaque détail désagréable qui venait s'ajouter aux

précédents transformait peu à peu son impatience en angoisse.

Elle ne pouvait pas non plus quitter sa place ! Les bruits, les voix la renseignaient sur l'humeur de son mari.

— Rose !... On appelle au cinq...

— L'addition !

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Un menu à 18, une demi-Pouilly et un café...

— Pas d'alcool ?

— Non...

Elle devait répondre à ceux qui venaient demander où étaient les lavabos, alors que c'était inscrit en toutes lettres. D'autres s'informaient du prix des chambres, de la pension, sachant qu'ils ne reviendraient jamais.

Madame Fernande souriait, d'un sourire plus froid que M. Jean, mais moins rageur.

— Dites-moi, madame... Quelle est la meilleure route pour Lyon ?...

Rose et Mélanie passaient, repassaient, avec des plateaux, avec des plats. On les hélait de plusieurs côtés à la fois.

Elles franchissaient la porte de la cuisine. Il y avait une marche. Elles commençaient, en la descendant :

— Deux poulets cocotte... Un bifteck saignant...

Involontairement, Nine regardait chaque fois M. Jean et chaque fois celui-ci était exaspéré par cette inquisition.

A certain moment, il atteignit à un tel paroxysme qu'il sortit tout à coup, se campa dans la cour, l'air buté, la respiration courte.

Mélanie arrivait.

— Trois poulets, trois...

Elle ne voyait pas le patron, s'inquiétait.

— Où est-il ?

Et Nine le montrait, par la fenêtre, Mélanie ouvrait la porte.

— M. Jean !... On réclame trois poulets...

S'il revint, ce fut bien un hasard. Il aurait été aussi capable d'envoyer tout promener. Jamais il ne découpa un poulet aussi vite. Il lança littéralement les morceaux sur les assiettes.

— Voilà !

Au début, il pensait à quelque chose, mais maintenant il

n'avait plus besoin de penser, n'en était plus capable : c'était de la rage pour de la rage !

Et, comme le passager d'une voiture a d'instinct un mouvement en avant pour aider celle-ci à gravir une côte trop dure, Nine ne quittait pas son patron des yeux pour le soutenir jusqu'au bout.

Encore une heure au plus et ce serait fini. Déjà le rythme se ralentissait. On entendait demander les additions. Seule la table de douze, où trônait M. Chapuis, n'en était qu'aux quenelles.

— Dis à ton patron de venir un instant...

Et Rose de répéter docilement :

— Monsieur Chapuis vous demande...

Il devait changer de visage à chaque instant, s'essuyer le front et les mains.

— Un ban pour le chef qui nous a préparé cette merveille... Un ! Deux ! Trois !...

Il rayonnait ce M. Chapuis ! Il voulait à toutes forces faire asseoir M. Jean à leur table, expliquait à ses compagnons :

— Dire que, depuis cinq ans que je viens ici, il n'a jamais accepté de me donner sa recette...

S'il l'avait connue, le brave idiot !

— Excusez-moi, messieurs, dames, mais on m'attend à la cuisine et...

— Promettez-moi de venir prendre le pousse-café avec nous.

— Entendu...

Il fut sur le point de pleurer, en pénétrant dans sa cuisine presque obscure, en comparaison avec la salle ensoleillée. Il avait évité sa femme. Il lui avait semblé, pourtant, qu'elle le regardait comme Nine, avec la volonté de l'encourager.

L'encourager à quoi ? Auraient-elles pu le dire ?

Et l'autre, la Rose, pourquoi ne bronchait-elle pas ? Ne lui avait-on pas encore dévoilé son mal ?

Il but un verre d'eau, puis un autre, un autre encore, et l'eau glacée lui donnait des nausées.

Il n'y en avait peut-être plus que pour vingt minutes. Les Chapuis venaient d'entamer le fromage. Mélanie, debout dans un coin de la cuisine, mangeait avec les doigts une tranche de jambon restée sur une assiette.

Rose, par hasard, passa tout contre M. Jean et celui-ci, sans raison, la saisit par l'épaule.

— Ma femme t'a parlé?

Elle le fixa, déroutée, effrayée par cette attaque brutale, et ne répondit pas tout de suite.

— Ma femme t'a parlé? Elle t'a tout dit? Réponds...

— Oui...

— Et alors?

Elle ne comprenait pas ce qu'il voulait et elle le sentait si menaçant qu'elle s'efforçait de répondre dans le sens qu'il désirait. Son regard, par-dessus l'épaule de M. Jean, chercha Nine qui n'y pouvait guère.

— Dis quelque chose... Mais dis quelque chose, sacrebleu !...

Il avait élevé la voix, ce qu'on ne faisait jamais dans la cuisine, car, de la salle, les clients entendaient.

— Tu refuses de parler?

— Mais, monsieur Jean...

La bouche entr'ouverte, il haletait, tout soudain, sans cause apparente.

— Elle t'a dit ce que tu avais? Tu le sais, maintenant?

Rose fit une grimace qui se termina en sanglot. Et Mélanie, inquiète, se tourna vers le mur, pour dégager sa responsabilité. La porte bougea. Madame Fernande parut.

— On te demande au 8, Rose...

Elle pensait bien faire, se disait que son calme serait communicatif. En effet, M. Jean fut dérouté par ce vide que rencontrait sa colère montante. Pour le remplir, il fut obligé de saisir un plat — c'était un saladier — et de le lancer sur le sol en hurlant :

— Zut ! Zut et zut... J'en ai assez...

— Jean !

— Quoi, Jean?

Elle désigna la salle et il eut son plus mauvais regard, car sa femme lui rappelait qu'il n'avait pas le droit de souffrir à son aise.

— J'ai dit zut, tu entends? C'est fini, fini, fini ! J'en ai assez...

Mélanie parvint à sortir sans être remarquée et referma la porte de communication.

— Ils vont partir... tenta encore madame Fernande.

Cela signifiait :

— Contiens-toi quelques minutes... Après, nous pourrons discuter, nous disputer, crier, trépigner...

Mais il trépignait déjà ! C'était une colère d'enfant rageur. Il sentait qu'il était mal parti, qu'il ne rencontrait que du vide, mais il ne s'obstinait que davantage.

— Assez !... Oui, assez !... acheva-t-il d'une voix plus sourde en jetant son tablier dans un coin et en se dirigeant vers la cour.

Ce n'était pas la peine de le suivre. Madame Fernande retourna à la caisse, s'efforça de sourire à M. Chapuis qui avait fatalement entendu du bruit.

— Mélanie...

— Oui, madame...

— Regardez ce que fait monsieur... Mais ne vous laissez pas voir...

Peut-être sortirait-il, comme cela lui arrivait lors de certaines colères? Une fois, il n'était revenu qu'au milieu de la nuit, et plutôt que de rentrer dans sa chambre, il s'était couché dans le premier lit inoccupé.

Il devait toujours être dans la cour, à hésiter. Madame Fernande entendit pourtant du bruit du côté du café. De sa place, elle ne pouvait pas voir et elle appela Rose.

— C'est monsieur?

— Oui...

— Qu'est-ce qu'il fait?

— Il boit...

C'était mieux ainsi, car l'alcool le rendait tout de suite malade et il ne lui restait qu'à se coucher.

— Servez les fruits, Rose...

Mélanie, qui avait traversé la cuisine, ne voyait personne dans la cour où le chien pleurnichait, parce que c'était l'heure de sa pâtée et qu'on l'oubliait.

Nine s'était levée à grand'peine pour refermer le poêle que M. Jean avait laissé ouvert.

Des pas dans l'escalier...

Mélanie comprit, revint annoncer à la patronne :

— Il est monté.

— Tu es sûre?

— Écoutez.

En effet, une porte était refermée brutalement, un lit grinçait.

— Vous excuserez mon mari, monsieur Chapuis... Il n'est pas très bien... la chaleur...

— A condition que vous trinquiez avec nous...

Elle trinqua. Ils finirent par prendre place dans les voitures et alors madame Fernande, presque sans raison, en tout cas sans soupçon précis, alla dans le café, ouvrit d'instinct le troisième tiroir du comptoir.

Le tiroir était vide. Le revolver n'y était plus.

Elle resta un moment immobile, puis se mit à courir, gravit l'escalier, se précipita, les poings serrés, sur la porte de sa chambre.

— Jean!... Jean!... Ouvre!... Réponds-moi!...

Il ne répondait pas, mais il remuait.

— Ouvre!... Il faut que je te parle...

Il le faisait exprès de ne pas broncher et, pour la première fois, elle perdit son sang-froid, dégringola l'escalier. Rose desservait. Madame Fernande entra dans la cuisine, où Mélanie bavardait avec Nine.

— Il faut faire quelque chose... Je ne sais pas quoi... Peut-être avertir la gendarmerie?... Monsieur est monté avec son revolver...

Dans la salle, où elle était seule, Rose tourna la tête, parut réfléchir, vint sur le seuil de la cuisine et risqua :

— Vous êtes sûre qu'il avait le revolver?

— Pourquoi demandes-tu ça?

— Parce que... Je n'en suis pas sûre... Il me semblait que Félix l'avait pris...

Madame Fernande ne réfléchit pas, se précipita dans la cour qu'elle traversa à pas saccadés.

X

Pour la première fois de sa vie, elle parlait seule, comme les femmes qui ont eu des malheurs. Elle marchait en butant,

regardait derrière elle, vers la fenêtre de la chambre, balbutiait :

— Il est tellement nerveux...

Et ce n'était pas tout à fait nerveux qu'elle voulait dire. Elle donnait au mot, en l'appliquant à son mari, un sens spécial, un sens à elle. Nerveux, cela signifiait qu'il était toujours excité, certes, mais encore qu'il y avait de la sournoiserie dans son cas, une pointe de méchanceté, tout cela involontaire, parce que c'était un homme et qu'il était né ainsi.

Elle ne vit pas les poules du garage où elle ne mettait jamais les pieds. Elle regarda autour d'elle, désorientée, appela :

— Félix !

Elle vit l'échelle, en gravit deux ou trois échelons, fut arrêtée un instant par une voix qui faisait :

— Qu'est-ce qu'on me veut ?

— C'est moi, Félix !... Il faut...

— Descendez !

— C'est moi, madame Fernande... Il faut que je...

— Je vous dis de descendre... Allez-vous en !...

Elle était à peine surprise, tant elle pensait à autre chose. Elle avait surtout peur que, pendant ce temps-là, Jean fît une bêtise.

— Écoutez, Félix... Je...

— Tant pis ! Je vais tirer...

On ne le voyait pas. On devinait seulement du noir qui bougeait dans la grisaille. Madame Fernande s'élança dehors au moment où un coup de feu éclatait, mais Félix devait avoir tiré en l'air, car il y eut un petit bruit dans les poutres du garage.

En courant, elle traversait la cour et murmurait :

— Il est fou !

Dans la cuisine, passant entre des êtres figés d'étonnement, elle lança :

— Félix est fou !

Puis ce fut l'escalier, la porte de la chambre.

— Jean !... Félix est devenu fou !... Il a tiré sur moi... Il faut que tu viennes...

La porte s'ouvrit. Son mari la regarda, l'œil sombre, remarqua, comme avec reproche :

— Tu n'es pas blessée?

— Je te jure qu'il a tiré sur moi... Où vas-tu?

Il allait au garage, parbleu! Il n'avait jamais eu peur. Madame Fernande était obligée de courir après lui, de s'accrocher à ses épaules.

— Attends, Jean!... Les gendarmes vont arriver...

Et elle criait aux autres, à Nine, à Mélanie, à Rose, à n'importe qui :

— Téléphonez à la gendarmerie!... Qu'on vienne tout de suite...

Son corsage se soulevait à une cadence irrégulière. Jamais encore elle ne s'était mise dans cet état, au point d'en avoir les petits cheveux en désordre autour du front.

— Attends, Jean!... Calme-toi!... J'ai eu tort de m'affoler...

Elle tentait de sourire, pour lui donner confiance. Elle le connaissait bien et savait que cela finirait tôt ou tard par une crise de larmes.

— Reste ici... Les gendarmes feront le nécessaire... C'est leur métier...

Il se laissait retenir, fixait le sol, en attendant.

— Cela devait arriver un jour ou l'autre... Il a dû prendre le revolver dans le comptoir... Qu'est-ce qu'ils ont dit, Mélanie?

— Ils arrivent en moto...

— Reste tranquille, Jean!... Ils seront ici dans quelques secondes... Ce n'est pas la peine de risquer...

Justement parce que ce n'était plus la peine, il le faisait. En restant tranquillement à attendre, il était ridicule, tandis qu'en fonçant de l'avant, en traversant la cour, les mains dans les poches, et en entrant sans hésiter dans le garage, il provoquait de l'émotion.

Il n'y avait pas une seconde qu'il avait disparu qu'une détonation éclatait et Fernande courut, arriva à son tour à la porte, appela en fouillant le pénombre :

— Jean!

— Quoi?

Il était là, au milieu du garage, tourné vers l'échelle.

— Sors!... Ne t'expose pas inutilement...

On entendait pétarader la moto des gendarmes et le brigadier surgit dans la cour, conduit par Mélanie. Juste à cet instant, un troisième coup de feu éclatait et Jean, en s'efforçant d'avancer aussi lentement que possible, sortait du garage.

— Je crois qu'il tire en l'air... remarqua-t-il. Si c'est mon revolver, il n'y a que six balles... Il n'en reste donc que trois.

— Qu'est-ce qui vous fait croire qu'il est devenu fou? demandait le brigadier à Fernande.

— Je ne sais pas... Il a toujours été bizarre... Tout à l'heure, je suis venue pour lui demander un renseignement et il m'a crié de ne pas approcher...

Le soleil était haut. Des autos passaient. Les voisins avaient dû prendre les détonations pour des bruits de moteur. Pourtant, le boucher d'en face, en tablier taché de rouge, s'avançait dans la cour, intrigué par la présence des gendarmes.

Le petit groupe, avec Mélanie qui avait encore les mains grasses d'eau de vaisselle, se tenait à quelques mètres de la porte ouverte du garage. Les poules et le coq, effrayés par le bruit, s'agitaient en manifestant leur mauvaise humeur.

Le brigadier, qui paraissait immense, s'approchait de l'entrée, s'appuyait au chambranle, avançait un peu la tête et prononçait :

— Hé, vieux Félix!... On va se tenir tranquille, oui?... Je t'avertis que, si tu tires encore, je tire aussi...

Félix tira, n'atteignit qu'un chaudron accroché au mur.

— C'est ainsi?... Tu veux faire la mauvaise tête?... On va bien voir...

Quand le brigadier se retourna, on s'aperçut qu'il rigolait.

— On n'a qu'à lui laisser tirer ses deux balles... dit-il tout bas, avec un clin d'œil.

Le boucher questionnait :

— Qui est-ce?

— Félix! répondait Mélanie.

C'était étrange d'être là à regarder cette ouverture béante du garage où, même quand on passait la tête, on ne distinguait rien.

On attendait sans savoir au juste ce qu'on attendait. Le facteur, qui venait d'arriver avec sa boîte sur le ventre, res-

tait avec les autres et Nine était debout derrière la fenêtre de sa cuisine.

Mais elle ne s'occupait pas que de Félix. Elle parlait à Rose, qui était revenue s'asseoir. Elle lui demandait :

— Qu'est-ce que tu vas faire?

La gamine, méfiante, répliquait :

— Pourquoi?

— ...à propos de ce que madame Fernande t'a dit...

— Vous le savez aussi? Alors, si tout le monde est au courant, c'est bien la peine de faire tant de mystères !... Qu'est-ce que je ferais?... Du moment qu'on me paie le docteur...

Dans la cour, c'était presque un jeu, avec juste la petite pointe de danger suffisante pour qu'il soit excitant. Le gendarme, jaloux de son brigadier, était allé à son tour jusqu'à la porte d'où il adressait aux autres un signe d'intelligence. Puis il sortait son revolver de sa gaine, visait le chaudron qu'une première balle avait déjà atteint.

Il tira. L'autre, là-haut, celui qu'on ne voyait pas et qui était tapis sur sa paillasse, riposta.

Fernande regarda furtivement son mari et comprit que ça lui déplaisait. C'est vrai qu'on était un peu là, tous, comme à la foire ou bien comme sur un mail, quand on essaie de dénicher d'un arbre un perroquet qui s'est enfui de chez sa maîtresse !

Fernande nota :

— Il n'a plus qu'une balle.

Et M. Jean s'avança. Peut-être n'aurait-il pas été fâché de se faire blesser? Le brigadier le suivit mais, à la porte, voulut l'arrêter.

— Attention, monsieur Jean...

M. Jean se dégagea, disparut. Et personne n'aurait pu dire quelle raison on avait de s'obstiner de la sorte. C'était devenu une idée fixe et le brigadier de gendarmerie aurait été en peine de définir les pouvoirs au nom desquels il agissait.

M. Jean pataugeait dans la paille, dans les saletés, atteignait le bas de l'échelle, lentement, avec la volonté farouche de ne pas s'arrêter.

Un cri partit du dehors quand une détonation éclata. Madame Fernande se précipita en criant :

— Jean !... Jean !...

Celui-ci se retournait :

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Tu n'es pas blessé ?

— Jamais de la vie !

Il se dégageait une fois de plus, gravissait l'échelle, prenait pieds sur la galerie où Félix avait établi son antre.

D'en bas on le voyait, d'abord debout, puis penché, puis à nouveau debout, tête basse, regardant sa main. On n'osait rien dire. On attendait. Et lui ne savait comment s'expliquer.

— Faudrait peut-être le transporter ?... finit-il par gronder.

Ce fut difficile. Félix était lourd et l'échelle malaisée. Heureusement que le brigadier était fort et ne s'inquiétait pas de salir son uniforme.

— Où le met-on ?

— Dans une chambre...

— Rose ! Le 3 est libre ?

— Oui, madame... Mais la chambre n'est pas faite...

Tout bas, madame Fernande demandait à son mari :

— Il est mort ?

M. Jean ne voulait pas répondre. Il ne savait pas, n'osait plus toucher au corps. Il tenait loin de lui sa main plaquée de sang et, quand on arriva dans la maison, il la mit sous le robinet, fit couler de l'eau, contemplant avec des prunelles écarquillées le filet de liquide qui rosissait sans fin.

— Allo !... Le docteur Chevrel ?... Ici, le Cheval Blanc... Oui, de toute urgence...

Le brigadier resta là-haut, tandis que le gendarme descendait et annonçait :

— Il paraît que le cœur bat...

— Ce n'est pas possible, gémit Fernande, qui ne voulait pas s'évanouir.

Ce n'était pas possible que Félix vécût, alors qu'il avait la moitié de la tête emportée !

On était là à ne même plus oser se regarder les uns les autres. Les doigts se crispaient. On se mettait soudain à marcher, puis on s'arrêtait sans raison.

Pourquoi le docteur n'était-il pas encore arrivé?

Le brigadier, tout pâle, descendit quelques marches, se pencha à mi-rampe.

— Le docteur est prévenu?... Dites donc! Est-ce qu'il était catholique?

On se regarda. Personne ne savait.

— On ne risque rien d'avertir le curé! remarqua Mélanie.

— Tu le connais, toi.

— Ma petite a fait sa communion... J'y vais...

Chevrel pénétra dans la cour avec sa petite auto, comme d'habitude.

— Qui est-ce ? demanda-t-il.

— Félix... Là-haut... Il s'est tiré une balle dans la tête...

— Dans ce cas, il me faudra ma trousse chirurgicale... Qu'on téléphone chez moi...

— Rose va y aller... Tu entends, Rose?... Tu demanderas la trousse chirurgicale...

Fernande avait repris son sang-froid. C'était nécessaire. De temps en temps, elle épiait son mari, contente, en somme, de le voir abattu.

Ce n'était pas possible à dire, ni même à penser d'une façon avouée, mais le drame lui avait fait du bien.

Maintenant, sa crise était passée. Il s'était laissé tomber sur une chaise et regardait droit devant lui, d'un œil encore fixe, mais où il n'y avait plus d'affolement.

Le brigadier, qui venait de descendre, prononçait en allumant une pipe à tuyau courbe :

— J'avais raison! Il n'est pas mort... On ne pourrait pas boire quelque chose d'un peu raide?

Il avait des taches rouges sur les mains, lui aussi, mais elles ne le gênaient pas. Il but deux verres d'alcool, fit claquer sa langue, s'installa à une table et tira de sa poche son calepin à élastique.

Il ne comptait pas travailler aussitôt, mais il ne lui déplaisait pas de reprendre une attitude officielle.

— Au fait, pourquoi a-t-il fait ça? demanda-t-il soudain.

Il s'étonna de ne pas y avoir pensé plus tôt. On avait trouvé tout naturel de faire le siège du garage, mais on ne s'était pas demandé pourquoi on traquait le vieux Félix.

— Il a dû avoir une crise... expliqua madame Fernande après un coup d'œil à son mari.

— Une crise de quoi?

— De folie... Il était malade... Le docteur était venu...

Une porte s'ouvrait, à l'étage, et Chevrel criait :

— Qu'on téléphone pour une ambulance...

— Où? insista madame Fernande, qui ne savait pas.

Chacun recevait du soleil. C'était l'heure où il pénétrait obliquement dans le café et dans la salle.

— Le 127 à Nevers... Non! Le 12 à la Charité... Cela ira plus vite...

Rose revenait avec une petite mallette noire.

— Monte-la...

— Je n'ose pas...

Mélanie la prit, ne redescendit pas, car Chevrel l'avait embauchée.

Pendant que sa femme téléphonait, M. Jean se leva, se dirigea vers le comptoir avec l'idée de boire un verre, puis, sur le point de saisir une bouteille, il haussa les épaules.

A quoi bon?

Deux yeux l'observaient de loin. Sa femme le surveillait. Et il n'était plus d'humeur à se révolter.

— S'il a commandé une ambulance, c'est qu'il reste de l'espoir... décrétait le brigadier. A le voir, j'aurais juré...

Le gendarme, à califourchon sur une chaise, roulait une cigarette.

Il régnait sur le Cheval Blanc un calme presque irréel. On se serait cru en hiver, quand on ne faisait pas trois couverts par jour et que les heures passaient ainsi à attendre autour du poêle. M. Jean se surprit à attraper une mouche. Ensuite, sans raison définie, comme quelqu'un qui se détend, il erra du côté de sa femme, en s'en approchant petit à petit.

Il l'épiait. Il aurait suffi d'un regard, d'un sourire, si vague fût-il, pour l'arrêter. Mais madame Fernande savait, attendait sans avoir l'air d'attendre.

— Pardon... souffla-t-il en passant.

C'était tout. Le reste serait pour le soir, quand il se mettrait à pleurer. Car il pleurerait, pas sur elle, pas sur Félix, mais sur lui. Il commencerait par :

— Tu crois que c'est une vie pour un homme de mon âge?

Il avait envie de tout, des autos qui passaient, des paysages qui les attendaient, des femmes qui dînaient chez lui et de celles dont il voyait les photos dans les journaux. Ces envies atteignaient parfois un tel paroxysme que, comme un enfant, il devenait capable de trépigner.

Il avait murmuré :

— Pardon...

On en avait pour des semaines, voire pour des mois. Il ne fallait pas en demander plus. Madame Fernande était satisfaite, au point qu'elle en oubliait pourquoi on était tous là à attendre en silence, tandis que la pipe sale du gendarme faisait un bruit déplaisant à chaque aspiration.

Du temps des parents, c'était presque chaque jour que la scène recommençait, dès que le père de madame Fernande avait bu quelques verres et qu'il tiraillait ses moustaches en promenant autour de lui un regard mauvais.

Et pourtant cela avait duré quarante ans, parce que sa femme qui était menue, restait calme, ne pleurait pas, ne montrait jamais qu'elle avait peur. Au plus fort des bagarres — car il y en avait parfois avec les clients — elle osait conseiller :

— Allons, Hector !... Va te coucher...

Et elle avait le dernier mot !

Elle disait à sa fille, avec son accent paysan :

— J'aime encore mieux ça qu'un tuberculeux, comme le mari de ta tante Berthe...

Car la tante Berthe passait sa vie, elle, à soigner, non seulement son mari, mais ses trois enfants qui étaient tous atteints.

— Quand on a déjà la santé !...

Une grande voiture blanche, marquée d'une croix rouge, s'arrêta devant la terrasse et des gens parurent sur tous les seuils. Mélanie descendit.

— Le docteur demande qu'on monte la civière...

Encore une demi-heure au plus et les clients commenceraient à arriver. Nine, qui le savait, avait rallumé le feu et, à tout hasard, y avait mis une soupe et des haricots.

Elle ne pleurait pas, mais elle reniflait en regardant la

cour, où il n'y avait que le chien, lugubre au bout de sa chaîne, incapable de comprendre.

Deux hommes montèrent avec la civière, redescendirent non sans difficulté, car l'escalier était étroit.

Chacun, au passage, y alla d'un regard, mais la tête du blessé était cachée par des linges. Le docteur, qui s'arrêta dans le café, paraissait très fatigué. Le curé, à peine arrivé, parlementait dehors avec les gens de la voiture d'ambulance.

— Il n'a rien dit? demanda M. Jean, tourné vers le mur.

Et Chevrel haussa les épaules, de telle sorte que cela donnait froid dans le dos. Après avoir bu du marc, seulement, il ajouta :

— Il a la moitié de la langue emportée...

— Taisez-vous ! cria Rose, qui s'enfuit dans la cuisine.

On hissait Félix dans le car.

— Il a mis le canon de l'arme dans sa bouche...

Le moteur était en marche. L'ambulance démarrait.

— Vous croyez qu'il était fou?

— Pourquoi?

Oui, pourquoi Félix aurait-il été fou?

— Je pensais..., commença le brigadier.

A quoi bon expliquer tout ça? Chevrel avait mal à la tête. Il devait encore téléphoner à la clinique de La Charité.

— Je vous enverrai mon rapport..., jeta-t-il au gendarme.

Une auto s'arrêta. On en vit descendre un gros monsieur et une grosse dame.

Madame Fernande dit :

— Jean !

Il comprit, ferma la porte du café afin que les clients ne vissent pas les gendarmes. Madame Fernande se dirigea vers la caisse, où elle eut le temps de se composer un visage.

— On peut dîner tout de suite?

— Mais oui !... On va vous préparer ce que vous voudrez... J'appelle mon mari... Rose ! Dites à monsieur...

Il vint, se souvenant automatiquement de tout ce qui restait dans le frigidaire.

L'instant d'après, il était devant son fourneau. Nine expliquait :

— J'ai mis la soupe au feu... Puis des haricots, pour le gigot...

Un coup de tisonnier. Il saisit sa toque blanche, sur la table, la posa sur sa tête.

— Ce sera long? s'inquiétaient les clients.

— Du tout! On vous sert à l'instant... Mélanie!... Deux couverts pour ces messieur-dame...

La vie reprenait et pourtant on sentait déjà le vide, on ne pouvait s'empêcher de penser au garage où il n'y avait plus personne, ni à cette grosse auto blanche qui s'en allait sur la grand'route.

— Rose!... Tu iras demander à ton père s'il ne veut pas venir un jour ou deux comme gardien de nuit, le temps de trouver quelqu'un... Tu sais où il est?

— Je sais où le trouver... S'il n'est pas trop saoul, je le ramènerai...

On descendit un peu le velum rayé, parce que le soleil, toujours plus bas, gênait les deux clients.

XI

Émile avait les jambes maigres, de grosses articulations, un cou trop long. En marchant le long du sentier, il donnait des coups de baguette dans les orties et expliquait à Christian, qui était devenu un doux garçonnet de huit ans :

— Tu comprends! S'ils me laissent m'inscrire aux boy-scouts, je ne serais plus de corvée, le dimanche...

— Et moi? questionnait naïvement Christian.

— Quand tu seras un peu plus grand, je te prendrai comme louveteau...

— Dans combien de temps?

Émile réfléchit avec une gravité d'homme et décida :

— L'année prochaine...

— Tes pieds, Émile! lui rappela son père.

Car il marchait les pieds en dehors, ce qui usait les talons d'un seul côté.

Le soleil déclinait. La poussière donnait soif. La Loire était toute en petits scintillements aigus, qui faisaient mal aux yeux.

— On a peut-être choisi une promenade un peu longue? dit mère qui avait peine à suivre.

Et père de s'excuser.

— Je me figurais le chemin beaucoup plus court... Je ne me souvenais pas de ce grand coude de la rivière... Tu désires qu'on s'arrête?

— Cela ne vaut plus la peine... On arrive...

Maman avait la taille épaisse et Émile n'avait pas été plus content que ça quand on lui avait annoncé pour bientôt un nouveau petit frère ou une petite sœur.

— J'aime encore mieux que ce soit une fille ! avait-il déclaré, sans qu'on pût en discerner la raison.

Christian ne disait rien, ne disait jamais rien. Il promenait sur le monde les mêmes yeux rêveurs que quand il n'avait que quatre ans et qu'il était juché sur les épaules de son père.

Depuis deux ans qu'il allait en classe, il n'avait que de mauvaise notes.

— Inattention ! écrivait en rouge l'instituteur.

Regardait-il le tableau noir ou les deux pigeons toujours perchés sur la corniche de l'école?

Parce qu'il recevait le soleil sur la nuque, père avait déployé son mouchoir en dessous de son chapeau.

— Tu ne veux vraiment pas qu'on s'arrête un moment?

— Mais non !

— Remarque que c'est le docteur qui t'a recommandé la marche...

Elle sourit à peine, d'un sourire indulgent, évita de répondre qu'il y a marche et marche et que douze kilomètres représentent du chemin pour une femme enceinte.

— Nous pourrons manger un morceau avant de prendre le car...

— A quoi bon? C'est cher et nous serons si vite à la maison !...

— Comme tu voudras...

Deux ou trois fois, avec l'air de rien, elle l'observa et elle le sentit excité par l'idée qu'on arrivait à Pouilly, où on passerait en face du Cheval Blanc.

La preuve, c'est que, quand on s'engagea dans la venelle pour rejoindre la grand'route, il marcha plus vite, malgré lui.

— Tes pieds, Émile !

— Oui, maman...

Et Émile expliqua à son frère :

— Quand je serai scout, je jouerai au ballon... Mais j'aurai des souliers exprès...

Christian avait sommeil. Sommeil et faim, car ces deux besoins, chez lui, étaient intimement liés.

— Tu n'as pas soif? demanda Arbelet d'une voix qui faillit faire sourire sa femme.

— Et toi?

— J'avoue...

Mais oui! Il prenait ses précautions. Il ne pouvait pas s'arrêter tout à trac devant le Cheval Blanc et il préparait le terrain, gauchement.

— Ce n'est pas tant la chaleur que la poussière... En outre, le saucisson était salé... Ce n'était pas le même que d'habitude...

— Nous nous arrêterons pour boire...

Encore cent mètres! La route passait, bleue d'huile et d'essence. Des autos filaient.

— Attention, les enfants! Attendez-nous! Émile, donne la main à ton frère...

On traversa. Les lauriers étaient là, sans doute les mêmes, dans les mêmes tonneaux sciés en deux et peints en vert. Il y avait aussi le banc incurvé, vert comme le reste, et le vélum orange et blanc.

— On s'assied ici?

Elle répondit :

— Pourquoi pas?

— Tu ne crains pas que ton oncle...?

Arbelet eut du rose aux pommettes en entendant dans le café les pas d'une serveuse et il hésita à se retourner quand il la sentit sur le seuil.

Mais ce n'était pas Rose. C'était une nouvelle, qu'il ne connaissait pas.

— Qu'est-ce qu'on prend?

— Je voudrais de la bière... dit Germaine.

— Deux demis et une orangeade pour les enfants...

— Une chacun, réclama Émile, qui avait l'habitude de tout devoir partager avec son frère.

— Bon! Deux orangeades... céda père.

Le soleil était rouge, l'ombre bleue, surtout sous le vert de la table. Arbelet se demandait comment il s'y prendrait pour aller dans la maison, dans la cour, et il lui répugnait d'user de l'excuse d'un besoin banal.

Pourtant, il aurait voulu voir...

Pas nécessairement Rose, ni l'autre, la plus âgée, qui s'appelait Thérèse. Ce n'était pas non plus son oncle qu'il cherchait, ni un détail en particulier, mais cette ambiance dont il avait gardé un souvenir plus vivant que d'endroits où il avait vécu des années.

Il entendait dresser les couverts, et des voix de joueurs de cartes.

Il détournait la tête, par crainte de se trahir, et néanmoins Germaine comprenait, lui disait en baissant la voix, à cause des enfants :

— Tu pourrais demander si Félix est encore ici...

— Tu crois?

Il se leva gauchement, entra dans le café, puis dans la salle où madame Fernande se tenait à sa caisse, tellement pareille à ce qu'elle était quatre ans plus tôt que c'en était déroutant.

— Vous désirez?

La porte de la cuisine était ouverte. Ce qu'il désirait? Il n'aurait pas osé le dire! Entrer! Fouiller partout! Renifler dans les coins! Vivre un peu de cette vie qui lui était apparue comme la vie idéale!

Pourquoi? Pour rien! C'était ainsi!

— Votre mari va bien?

Elle le regarda plus attentivement, murmura :

— Excusez-moi... Je ne vous remets pas...

— Le coup de bouteille...

Il montrait sa tête où il croyait qu'on pouvait voir de loin une pâle cicatrice à demi-cachée par les cheveux.

— Je vais appeler mon mari...

Car elle ne se souvenait vraiment pas. Peut-être y avait-il eu d'autres coups de siphon dans la maison?

— Jean!... Viens un instant...

Il vint, s'essuya le visage de sa serviette, regarda le client avec attention.

— Attendez... Je crois...

— Arbelet, de Nevers... C'était au moment où un Polonais, qui était le mari d'une de vos servantes...

— Ah ! oui...

Mais on lui disait cela par politesse. On ajoutait comme pour s'en débarrasser :

— Qu'est-ce que je vous offre ?

— Rien... Je suis servi à la terrasse. Nous sommes en famille... A propos, avez-vous encore un certain Félix qui...

— Il doit être dans la cour...

— Vous permettez ?

— Mais comment donc ! Par ici... Oui... Je vois que vous vous souvenez du chemin...

S'il s'en souvenait ! Il avait le sang à la tête, et il était gêné comme s'il eût commis un péché. Derrière lui, madame Fernande questionnait :

— Qui est-ce ?

— Un type qui a reçu un siphon sur la tête et que sa femme est venu rechercher le lendemain...

M. Jean était dans une mauvaise passe, parce qu'il s'était pris de passion pour la pêche au lancer et que les clients l'empêchaient d'y aller chaque matin. Il les regardait comme des ennemis, lui comme une victime, comme un esclave.

Il avait à nouveau maigri et montrait des yeux sombres, cernés. Cela arrivait par périodes. Par moment, il engraissait, jouait à la belote avec les clients ou les fournisseurs et écoutait la T.S.F.

Soudain, il recommençait à regarder les gens en dessous et à piquer des colères pour moins que rien.

Une femme entrait, qui semblait s'excuser de son état de maternité avancée.

— Pardon, madame... Mon mari est-il par ici ?...

Elle avait recommandé aux enfants de ne pas bouger de leur banc.

— Je crois qu'il est dans la cour... Il m'a demandé des nouvelles de Félix...

— Vous l'avez toujours ?

— Mais oui !

Elles s'observaient, n'avaient pas besoin de beaucoup de mots pour se comprendre.

— Je vais vous avouer une chose... Félix Drouin est un parent, un oncle qui a mal tourné...

— Ah !

— J'aurais voulu faire quelque chose pour lui... Voilà quatre ans, j'avais envoyé mon mari pour lui offrir...

On apercevait le dos d'une servante en noir et en tablier blanc qui arrangeait les fruits dans de petites corbeilles.

— Je comprends...

— Mon oncle n'a pas voulu...

— Je sais...

— Vous savez ?

— Enfin, je sais qu'il n'accepte à aucun prix de quitter la maison...

Elles étaient bien élevées l'une et l'autre. Elles avaient leur pudeur. Elles ne voulaient ni se froisser, ni effleurer des choses dont on ne doit pas parler.

L'air était limpide et sonore comme du cristal. La voix d'Émile expliquait sentencieusement à Christian le fonctionnement des nouvelles automobiles ; un chien aboyait, du côté de la cour ; un tisonnier fouillait les charbons du fourneau...

— Vous n'avez pas trop d'ennuis avec lui ?

— Avec monsieur Félix ?

Elle disait M. Félix parce que cette dame avait avoué qu'il était son oncle.

— On ne le voit presque pas... Il tient à vivre dans son coin comme un sauvage... C'est un original...

— Oui... Je vous remercie...

— Vous voulez le voir ?

— Non... J'aime autant pas... Cela ne lui ferait peut-être pas plaisir...

Maintenant, madame Fernande se souvenait très bien de cette femme qui, un matin, était venue rechercher son mari et l'avait emmené en moins de deux. Elle n'était pas tentée d'en rire, ni d'en sourire. Tout au plus l'enviait-elle d'être enceinte, car elle avait essayé en vain d'avoir un enfant, ce qui aurait peut-être tout arrangé.

Qui sait si son interlocutrice n'avait pas voulu cet enfant parce que...

— Vous aviez à ce moment-là une petite bonne très jeune...

— Vous voulez dire Rose?... Elle est mariée... Son mari tient un garage à huit kilomètres d'ici, dans la direction de Nevers...

Elle ne s'était pas trompée! La dame était jalouse! Et le mari, sous prétexte de chercher Félix, essayait de rencontrer Rose ou son fantôme!

Germaine rougissait sans raison, comme si elle eût senti qu'elle était découverte.

— Nous avons un autocar dans quelques minutes, n'est-ce pas?

— Dans un quart d'heure...

M. Jean était venu la regarder par l'entre-bâillement de la porte, mais ne l'avait pas reconnue.

— Merci, madame... Bonsoir...

— Bonsoir, madame...

Il fallait bien retourner sur le banc de la terrasse, où Émile continuait à parler d'automobiles à son frère, qui tombait de sommeil.

— Père ne vient pas?

— Il va venir, mes enfants...

Elle ne se croyait ni plus intelligente ni plus forte qu'une autre. Elle avait toujours un peu peur. Mais c'était superflu de le montrer.

Elle reconnut le pas de son mari, ne se tourna pas quand il s'assit près d'elle, demanda simplement :

— Tu l'as vu?

— Oui.

Il fallait parler très bas, toujours à cause des enfants.

— Je ne sais pas ce qui lui est arrivé... Je ne le reconnaissais pas... Il a la figure toute de travers et il ne peut presque plus parler... On dirait qu'il a été blessé...

— Qu'a-t-il dit?

— Rien... Je te le répéterai tout à l'heure...

— Il ne veut pas?

— Quoi?

— Qu'on l'aide à entrer dans une maison de retraite... Qu'on le sorte d'ici?

Pourquoi y eut-il de la nervosité dans la voix de Maurice, alors qu'il répondait :

— Jamais de la vie !

Comme s'il s'agissait de lui ! Ou comme s'il comprenait !

— Il est l'heure du car...

— Mademoiselle ! Qu'est-ce que je vous dois ?

C'était une blonde assez fade, aux yeux ternes.

— Je vais le demander...

Une nouvelle !

— 8 fr. 80... Vous n'avez pas de téléphone ?

— Moi ?... Non !...

— Pardon... Alors, c'est un autre client...

Ils longèrent la maison. Émile marchait un pied dans le ruisseau, l'autre sur la bordure du trottoir.

Dans le ciel, le soleil jouait des grandes orgues de lumières et de couleurs et parfois, même sur la route nationale, passaient des bouffées où vivait toute la campagne.

— Émile, tes pieds...

Christian se retournait pour geindre :

— J'ai faim !

La boulangerie était en face. On acheta deux pains au chocolat. On attendit l'autobus qui était en retard.

— Qu'est-ce qu'il a dit ?

— L'oncle Félix ?

Il avait dit, comme toujours :

— M... de m... !

Mais on ne distinguait plus les syllabes, à cause de sa mâchoire de travers. Il était sale. La barbe ne poussait plus sur certains morceaux de peau. Ses pieds, qui n'entraient ni dans des souliers ni dans des pantoufles, étaient comme enveloppés de chiffons.

— Faudra quand même que...

Aux clients qu'il effrayait, madame Fernande affirmait :

— Il est inoffensif...

Et quand M. Jean entrait dans la cave derrière une bonne, comme il le faisait à présent avec la blonde fadasse, il se retournait pour lancer au vieux :

— Si tu ouvres ou si tu viens regarder...

Il n'en fallait pas plus. Félix grognait comme un chien trop

battu, allait se coucher en rond sur sa paillasse qu'il reniflait.

— Moi, affirmait Émile dans le car, quand je serai grand...

Il sentait que ses parents, sur la banquette arrière, parlaient à mi-voix de choses sérieuses. Père concluait par :

— Il l'a voulu ainsi, n'est-ce pas?

Et mère ne répondait pas, regardait défiler le paysage sans qu'on puisse savoir ce qu'elle pensait.

Elle aurait pu parler de ça avec la patronne du Cheval Blanc. Elles se seraient comprises. Mais, même si elles en avaient eu l'occasion, elles ne l'auraient probablement pas fait.

On n'en parle pas...

On s'arrange...

On fait tout ce qu'on peut...

Ainsi, soudain livré à lui-même, Arbelet redevenait rêveur.

— Quand revoyez-vous le patron pour l'augmentation? s'empressa-t-elle de questionner?

Il eut besoin d'un effort.

— Mercredi... Nous sommes tous d'accord... Il faudra...

Encore des rues à parcourir, à Nevers, la clef à chercher dans le sac à main, le réchaud à gaz à allumer avant de retirer son chapeau.

— J'ai faim..., répétait Christian.

Là-bas sur la route, à Pouilly...

— On va tout de suite se mettre à table, mes enfants... Le temps de réchauffer la soupe...

Elle avait le ventre lourd, mais cela ne faisait rien.

Madame Fernande, en entr'ouvrant la porte de la cuisine, voyait bien que son mari n'y était pas, ni la nouvelle servante.

— Marthe est allée tirer du vin? demanda-t-elle.

On lui dit oui. Nine regardait dans la cour.

Il suffit de se comprendre. C'est inutile, en plus, de le faire voir.

GEORGES SIMENON

Porquerolles, mars 1938.

VISITES ROYALES

LA REINE VICTORIA REND VISITE A LOUIS-PHILIPPE

Pour faire honneur à la reine Victoria, l'apothéose du feu d'artifice tiré à Versailles représentait le château de Windsor. Il me semble que l'apothéose des visites que fit la reine Victoria en France est bien cette autre visite que vont faire, ces jours-ci, son arrière-petit-fils George VI et son épouse.

Dans ce vieux château, que la jeune Victoria aimait tant, les conversations et les projets sont à peu près les mêmes qu'il y a une centaine d'années, mais il est peu probable que ces époux mettent à la réalisation de leur projet la fougue qu'y avaient mis le prince Albert de Cobourg et sa royale épouse.

Tout, à Windsor, est harmonie, la vie est réglée comme l'État, constitutionnellement. Il ne s'agit plus à présent, pour la reine, de jeter le pont de ses désirs au-dessus de la Manche comme une simple particulière jetterait son bonnet par-dessus les moulins.

La visite des souverains de Grande-Bretagne dans l'année qui suit leur couronnement est devenue une tradition, elle n'en est pas pour cela moins attendue. A Windsor, on essaye des robes de dentelle de Nottingham qu'aimait la reine Victoria, mais les jupes sont moins volumineuses ; la reine Élisabeth ne ressemble en rien à Victoria, elle est moins sévère, plus vaporeuse et bien plus jolie ; son sourire, qui est déjà célèbre, est un charme et non une particularité.

La reine Victoria, fille de l'orageuse duchesse de Kent, —

malgré une jeunesse emportée, évoque surtout l'image d'une vieille dame et d'une veuve. Habillée sévèrement d'une robe noire à multiples jupons, son visage aux joues épaisses est surmonté d'un bonnet à brides, ourlé d'un petit dépassant blanc. C'était l'aïeule héroïque et attendrissante qui envoyait ses fils à la guerre en leur donnant sa bénédiction et un cache-nez de laine tricotée de ses mains.

Pour moi comme pour beaucoup d'autres enfants élevés par des nurses anglaises, le nom de la reine Victoria représentait une personnalité presque divine. Sa place, dans nos prières, était bien réglée. Elle venait après le Saint-Esprit et avant mes parents et le reste de la famille. Je savais aussi que la désobéissance et le mensonge déplaisaient autant à la « Chère Reine » qu'au Bon Dieu, et que les Boers étaient de vilaines gens qui lui faisaient de la peine. Par crainte de lui manquer de respect, je refusais pendant longtemps d'apprendre le français car mademoiselle Fète, qui venait chez nous à cette intention, était nettement « prokrüger ». Il n'est donc pas étonnant que la reine Victoria fût la cause indirecte du seul trait d'héroïsme de ma vie.

Nous passions tous les ans les fêtes de Pâques chez une tante qui habitait Brighton. Il est d'usage dans toute l'Angleterre de faire des pains chauds spéciaux ornés d'une croix en sucre le vendredi saint. On les appelle *hot cross buns*. Ces buns étant considérés comme trop indigestes pour les enfants, nous étions censés les distribuer aux petits ânes rangés sagement par rang de taille le long de la balustrade de la promenade.

Malgré l'exemple de mes frères, je ne pouvais pas obéir à l'ordre donné. En révolte ouverte, mais pleurant à chaudes larmes, je mangeais mon *bun* et me souviens encore que les morceaux qui étaient ainsi mouillés de mes larmes étaient meilleurs que les autres.

Il se trouva qu'une année le séjour à Brighton fut retardé en raison d'une coqueluche et nous n'y allâmes qu'au mois de juin. La gracieuse ville aux péristyles Régence était en état d'effervescence. Les rues étaient drapées de guirlandes de papier, les lampes à gaz ornées d'écusson et d'oriflammes; jeunes gens et jeunes femmes se promenaient en se tenant par

le bras, en chantant et en dansant. On agitait de petits drapeaux, les camelots vendaient des ornements chatoyants.

Le lendemain de notre arrivée, de grand matin, nous refîmes la promenade fatidique. On nous acheta des *buns* et l'on nous dirigea vers les petits ânes. A ce moment passa une bande joyeuse de jeunes *Midshipmen* chantant le *God Save the Queen*. Je ne sais ce qui se passa, mais je sentis qu'il convenait que moi aussi je fisse quelque geste. Criant très fort « je vous donne mon bun », je le distribuai vivement aux petits ânes.

Ma tante, sans se départir de son sérieux, acheta à un camelot une décoration, la plus importante de celles que l'on donnait alors aux soldats sur le champ d'honneur, le *Victoria Cross*, et me l'épingla au corsage. Elle n'était qu'en chocolat, recouvert de papier doré.

Cette fête du mois de juin, ce n'est que lorsque mes enfants me demandèrent si j'avais vu les fêtes du jubilé que je compris que c'était bien pendant ce mois-là que la reine Victoria avait fêté son jubilé.

La reine Victoria faisait ainsi partie de mes souvenirs d'enfance — et donc de ma vie — mais je n'avais jamais étudié son histoire. Je la connaissais plutôt comme l'on connaît un drapeau glorieux qui a été au combat. Les lambeaux restaient si beaux et si éclatants que les lacunes ne me gênaient pas. A présent que je me penche sur son histoire, je suis plus frappée par la jeunesse de cette reine que par sa vieillesse.

Victoria commença sa vie de reine dans sa dix-huitième année, en juin 1837.

Le ton de la lettre que le roi Louis-Philippe lui écrivit à cette occasion de Paris montre bien quelles étaient leurs relations.

le 23 juin 1837.

Madame ma sœur,

J'ai appris avec une vive peine la perte que Votre Majesté vient de faire dans la personne de son très cher et bien-aimé oncle, le roi Guillaume IV, d'auguste et vénérable mémoire. La vive et sincère amitié que je porte à Votre Majesté et à ceux qui lui sont chers, les liens de parenté qui rapprochent nos deux familles par l'alliance de ma fille chérie avec le roi des Belges, votre oncle

bien-aimé, et enfin le souvenir, qui m'est toujours bien cher, de la tendre amitié qui m'attachait au feu prince votre père, depuis que nous nous étions vus en Amérique, il y a déjà trente-huit ans, me déterminent à ne pas attendre les formalités d'usage pour offrir à Votre Majesté mes félicitations sur son avènement au trône de la Grande-Bretagne. Il m'est doux de penser que l'heureuse direction que la princesse, votre excellente et bien-aimée mère, a si sagement donnée à votre jeune âge vous met à la portée de supporter dignement le grand fardeau qui vous est échu. Je fais des vœux les plus sincères pour que la Providence bénisse votre règne et qu'il soit une époque de bonheur et de prospérité pour les peuples que vous êtes appelée à gouverner. Puissiez-vous aussi jouir longtemps de tout le bonheur personnel que je vous souhaite du fond de mon cœur. Je serai toujours bien empressé de manifester à Votre Majesté les sentiments d'attachement et d'affection que je lui porte. Qu'elle me permette d'y ajouter l'expression de la haute estime et de l'inviolable amitié avec lesquelles je ne cesserai d'être, madame ma sœur, de Votre Majesté, le bon frère,

LOUIS-PHILIPPE R.

La partie la plus importante et aussi la plus difficile de son règne eut lieu pendant cette période d'extrême jeunesse. Elle s'en tira adroitement, car elle ne douta jamais de sa vocation.

Physiquement, elle n'était pas régulièrement belle : elle avait les cheveux blonds, les yeux bleus proéminents, un petit nez arqué, la bouche toujours un peu ouverte, un teint magnifique et une expression ouverte et sereine. Elle avait la voix claire, lisait et parlait avec une grande distinction. Ni sa petite stature, ni plus tard son obésité, ne l'empêchaient de marcher avec la plus grande dignité et d'une façon étonnamment gracieuse.

C'était son air simple et naturel qui lui donnait son plus grand charme ; lorsqu'elle riait, elle riait carrément, en ouvrant la bouche au plus grand, montrant des dents qui n'étaient pas particulièrement belles. Elle mangeait avec autant de bon cœur qu'elle riait. On peut même dire qu'elle dévorait quand elle avait devant elle un plat qui lui plaisait. Très sensible, elle rougissait souvent à l'extrême.

Moralement, il fallait que Victoria apprît à se maîtriser, car elle avait hérité un peu de la nature violente de ses oncles. La seule personne qui exerçât sur elle une bonne influence et qui lui enseignât la pondération qu'il avait lui-même à un suprême degré, était le roi Léopold de Belgique, qui n'était pas de son sang.

Victoria appréciait son état de reine d'Angleterre et ne

désirait pas en changer. Elle connaissait très bien, car il était son cousin, le prince Albert de Cobourg. Il avait été longtemps question de fiançailles. En juillet 1839 elle écrivait à son cher oncle :

Il n'y a pas de fiançailles entre moi et Albert. Je ne peux pas faire de promesses pour cette année. Si cet événement devait se passer, ce serait au plus tôt en deux ou trois ans, car j'ai une grande répugnance à changer ma position.

... Et puis, au mois d'octobre, Albert arriva.

Ce fut le coup de foudre. Elle le regarda, la respiration coupée d'émotion, tellement elle le trouvait beau. Lorsqu'elle put enfin se reprendre, elle se plut à observer en lui de nouveaux détails : « Le nez exquis, les moustaches délicieuses, les minces et très délicats favoris qui ornaient ses joues, ses épaules larges et sa toute petite taille. »

Elle montait à cheval avec lui le matin, dansait avec lui le soir, bavardait avec lui sans cesse toute la journée. La vie prit pour elle une nouvelle signification. Aucun doute n'effleura son cœur. C'en était fait de sa vie de jeune reine absolue.

Le prince était arrivé un jeudi après-midi ; le dimanche, Victoria dit à son premier ministre, lord Melbourne, qu'elle avait grandement changé son opinion vis-à-vis du mariage, et le lendemain elle lui annonçait qu'elle épouserait son cousin.

Ce mariage était essentiellement une affaire de famille. Le prince Albert était né exactement trois mois après sa cousine Victoria. La même sage-femme assista aux couches des deux enfants. La mère de Victoria, la duchesse de Kent, était la sœur du roi Léopold de Belgique. Il avait épousé en premières noces la princesse Charlotte d'Angleterre, qui aurait dû régner à la place de Victoria, mais qui mourut en couches. Il épousa en secondes noces la princesse Louise, fille aînée du roi louis-Philippe.

La vie du prince Consort, pendant les années qui suivirent son mariage, ne fut pas facile. L'ex-gouvernante de la reine, la baronne Lehzen, s'occupait des affaires intérieures du palais, lord Melbourne, de tout ce qui touchait la politique.

Le prince n'avait pas suffisamment d'occupation pour sa nature studieuse. Il était de caractère renfermé et avait fort bonne opinion de lui-même. Il est probable qu'il n'aurait pas eu de succès dans le monde, même dans son pays. Mais en

Angleterre, tout était contre lui. Ce physique tant admiré de la reine ne l'était que d'elle. On lui trouvait l'apparence lourde et trop teutonique, et surtout, chose impardonnable, toute sa personne, jusqu'à sa façon de s'habiller, rappelait qu'il était *étranger*. On disait aussi qu'il avait l'air d'un ténor d'opéra. Il se tenait en public avec une correction trop formelle. Il ne se promenait jamais seul dans les rues de Londres, il était toujours accompagné d'une personne de sa suite, jamais d'un ami, car il n'en avait pas.

Après trois années de vie conjugale, la reine, un peu inquiète de la tournure que prenait son mariage, résolut de faire à son époux un grand plaisir. Il avait souvent parlé de son envie de visiter ses parents et surtout ses parents français : Louis-Philippe et ses enfants, qui habitaient le château d'Eu.

Victoria décida que l'on irait en France. L'idée de ce voyage une fois conçue lui plut follement, elle y voyait un rapprochement avec son cher Albert, et, qui sait, peut-être la possibilité d'un second voyage de noces !

Ce projet de la reine déchaîna un orage sur toute l'Europe. L'amitié que la reine d'Angleterre portait au roi de France était notoire et très mal vue par les autres souverains légitimes de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg qui considéraient Louis-Philippe comme un usurpateur. Lorsqu'ils eurent vent du projet, ils purent à peine y croire. Quoi ! Cette jeune souveraine oserait prendre l'initiative tout à fait déplacée de se rendre en *France !*

En Angleterre, dans le peuple qui n'avait pas encore eu le temps de s'attacher à la reine, on ne pouvait croire qu'elle envisageât un pareil projet. Le nom de *Buonaparte* résonnait encore aux oreilles des enfants comme celui d'un ogre légendaire. (La bataille de Waterloo ne datait que d'une *trentaine* d'années.) Tout ce qui était de l'autre côté de la Manche sentait encore l'Ogre.

A l'intérieur, lord Melbourne, horrifié, fit ce qu'il put pour dissuader la reine. Enfin, ayant tout tenté, et comprenant qu'elle irait tout de même en France, il lui écrivit cette lettre diplomatique :

Votre Majesté a tout à fait raison d'espérer que l'on attribuera la visite de Votre Majesté à sa juste cause, qui est l'amitié que porte Votre Majesté à

la famille royale de France et non à un objet politique. Il s'agit à présent de faire attention à ce que ce voyage ne se mêle ni en apparence, ni en réalité à la politique.

Lord Melbourne ne peut cacher à Votre Majesté qu'il serait désolé si cette visite aboutissait à un traité ayant rapport à des affaires européennes qui pourrait être favorable à la France et défavorable à l'Angleterre.

Il est désireux que Votre Majesté ne laisse faire aucun traité là-bas.

Les craintes de lord Melbourne n'étaient pas justifiées. La reine ne pensait aucunement à la *politique*, et c'était au contraire pour oublier les affaires qu'elle désirait ce petit voyage d'agrément et de détente.

A Paris, l'enthousiasme n'était pas grand. On trouvait cette visite tout à fait inutile.

L'ambassadeur d'Autriche dit un soir à la princesse de Lieven : « Elle vient donc, cette petite reine ! Caprice de femme, un roi n'aurait pas fait cela. »

Et dans les journaux, on ironisait. On rappelait le titre de la pièce de Shakespeare : « Beaucoup de bruit pour rien » et un journal ajoutait : « Un fait qui excitera sans contredit plus de sensation au faubourg Saint-Antoine que le déplacement de S. M. la reine Victoria au Tréport, c'est la nomination de M. Marti (un acteur du théâtre de la Gaîté) aux fonctions de maire de Charenton. »

La décision téméraire qu'avait prise la reine Victoria de se rendre en France avait une conséquence à laquelle elle n'avait certainement pas pensé. En supprimant une barrière qui n'avait pas été franchie depuis l'entrevue du Camp du Drap d'Or entre Henri VIII et François Ier, elle créait un précédent qui devait aboutir à l'entente des deux grands ennemis riverains de la Manche.

A Eu, les préparatifs étaient menés sous la direction personnelle de Louis-Philippe.

Comme à l'habitude, il n'était pas sûr de lui. Dès que fut fixée la date de l'arrivée de sa « chère sœur », il craignit l'insuffisance de confort du château. Il aurait voulu bâtir un palais tout exprès ; il ne put bâtir qu'une douzaine de baraques en bois dans la cour même du château, meublées de pauvres lits envoyés de Neuilly. On appela cet ensemble de baraques la

« smalah », car le souvenir était récent de la prise de la smalah d'Abd-el-Kader. Le duc d'Aumale, le héros de la charge, fit dresser son lit dans un des pavillons ! Il avait à s'occuper de la parade militaire et s'aperçut alors qu'on ne connaissait pas l'hymne national anglais. On fit venir en grande hâte la musique du *God save the Queen*. La fanfare militaire n'eut que le temps de l'apprendre, ce qu'elle fit nuit et jour.

Louis-Philippe avait réuni autour de lui sa famille au complet. La reine Marie-Adélaïde, la princesse Louise, femme du roi Léopold, la princesse Clémentine, mariée au prince Auguste de Cobourg, et ses fils, les ducs de Joinville et de Montpensier.

Victoria s'embarqua donc sur son yacht à Southampton, le 28 août 1843, avec le prince Albert et lord Ebury. Elle était radieuse, habillée de neuf et coiffée d'une capote à brides roses. Elle se promena sur le pont, pendue au bras de son Albert, tant que dura la traversée.

Le roi Louis-Philippe l'attendait à un demi-mille du rivage dans un canot à seize rameurs. Elle s'embarqua, tant bien que mal, gênée par sa crinoline, en rit beaucoup et arriva les joues plus roses que ses brides. On aborda au ponton du Tréport, orné pour la première fois depuis un siècle des drapeaux des deux pays. La garde l'attendait et la fanfare joua bruyamment, mais à une cadence fort vive et inusitée, le *God save the Queen*. Une grande voiture l'attendait, que l'on nommait char à bancs. Cette voiture à quatre roues était surmontée d'un dais en toile festonnée et enrubannée. On se mettait à trois ou quatre sur des bancs qui faisaient face aux chevaux. La reine prit place sur le devant avec ses dames. La voiture était traînée par six chevaux menés par trois postillons. On allait bon train. Les hommes étaient naturellement tous à cheval. Cela avait belle allure, et Victoria, au comble de la joie, souriait tour à tour au roi et au prince. Cette façon de se promener en nombre lui plut tellement qu'elle fit faire un dessin exact de la voiture pour en faire une réplique à Windsor.

La suite de la reine se demandait comment l'on ferait les prières du soir, car cela se passait toujours en commun. Mais Guizot s'en était inquiété, car il était le seul Français protes-

tant habitant le château, et il avait fait aménager une petite salle spéciale.

La reine Victoria écrivit à propos de la chapelle du château : « C'était la première fois que je mettais le pied dans une chapelle catholique. C'est bien joli. »

Les soirées se passaient dans un grand salon, autour d'une table éclairée par des bougies, sur laquelle se trouvaient des albums représentant tous les membres de la famille royale et tous les Cobourg, avec les ramifications de l'arbre généalogique. Ces albums intéressaient beaucoup le Prince Consort, qui expliquait à la reine les différentes alliances. On faisait ensuite de la musique et toutes les dames étaient en admiration devant le talent du jeune prince. Victoria ne se tenait pas d'aise.

Louis-Philippe, hôte attentionné mais quelque peu brouillon, s'ingéniait à montrer les parties les moins délabrées de sa grande propriété. Victoria aimait particulièrement le jardin potager. Elle s'y promenait le matin avec son mari. Un jour que le roi la rejoignit, il la trouva devant un espalier couvert de belles pêches. Elle s'étonnait de voir des pêches pousser en plein air, elle n'en avait jamais vu que dans des serres. Le roi en cueillit une et l'offrit à la reine, qui aurait voulu la manger, mais ne savait comment la peler. Le roi tira de sa poche un très vilain couteau. Elle s'étonna, mais lui : « Quand on a été comme moi, un pauvre diable vivant à quarante sols par jour, on a toujours un couteau dans sa poche. »

Louis-Philippe avait gardé des désastres et des détresses qu'il avait traversés une sensibilité étrange. Quelquefois, il se plaisait à raconter des épisodes pénibles de sa vie comme en se moquant, et, d'autres fois, avec une très grande amertume.

On allait tous les jours faire des promenades en forêt. Le lundi 4 septembre, il y eut un pique-nique. On passa sur des routes défoncées pour arriver au « Mont d'Orléans ». Les cavaliers s'en tiraient bien, mais les occupants du char à bancs furent très secoués. Les princesses poussaient de petits cris d'effroi, mais Victoria trouvait cela très amusant et son rire éclairait la forêt. Le soir, il y eut concert dans la grande salle.

On joua du Beethoven, du Gluck et du Rossini. La reine préférait Rossini, et le Prince Consort, lorsque les musiciens se furent retirés, chanta longtemps de sa belle voix de baryton en s'accompagnant lui-même.

Ce même jour, la reine écrivit au roi des Belges la lettre suivante :

Château d'Eu, le 4 septembre 1843.

Mon très cher oncle,

Je vous écris de ce cher endroit. Nous sommes au sein de cette admirable et vraiment aimable famille, où nous nous sentons parfaitement *at home*, comme si nous étions un des leurs. Notre réception par le cher roi et la reine a été très bonne, et celle du peuple vraiment touchante. Tout est très différent de l'Angleterre, particulièrement la population. Nous partons le jour après demain pour Brighton, où se trouvent les enfants dont j'ai de très bonnes nouvelles. Merci, mon très cher oncle, pour votre lettre du 29. Je suis très pressée et, comme j'espère, Dieu étant, vous voir très bientôt, je conclus en hâte et vous dirai toutes mes nouvelles une autre fois.

Votre nièce dévouée,

VICTORIA R.

Excusez cette horrible écriture et cette lettre confuse.

Le roi des Belges lui répondit :

Laecken, le 8 septembre 1843.

Ma chère et bien-aimée Victoria,

J'ai été très gratifié que vous ayez un moment pour m'écrire une aussi gentille lettre. J'étais sûr que le contact personnel avec la famille à Eu vous intéresserait et, en même temps, vous enlèverait quelques impressions que vous pourriez avoir au sujet du roi, qui sont sans fondement, particulièrement lorsque l'on essaie de le représenter comme un homme astucieux et calculant constamment comment il peut le mieux tromper le peuple. Sa vivacité seule rendrait un tel système extrêmement difficile et, s'il semble parfois parler trop et tenir un langage différent vis-à-vis de différentes personnes, c'est cette vivacité qui en est la cause et son anxiété de convaincre la personne à laquelle il parle. L'impression de votre visite fera en plus merveille pour supprimer l'irritation stupide qui dure depuis 1840 et qui pourrait, à la longue, occasionner de sérieux dégâts, et cela sans être le moins du monde justifié. Les passions des nations deviennent quelquefois extrêmement gênantes pour leur gouverneur.

Votre oncle dévoué,

LÉOPOLD R.

P. S. — *Our Best love* au cher Albert. Il semble avoir eu le plus grand succès et j'en suis très heureux, car, il y a quelque temps, il était à la mode d'inventer tout espèce de non-sens à son sujet.

Ce séjour que fit la reine en France l'attacha profondément au roi Louis-Philippe. Elle correspondait régulièrement avec lui et discutait les affaires de la famille. Cependant, malgré elle, la politique s'en mêlait, comme on le verra par la lettre qu'elle lui écrivit, le 17 octobre 1844, à propos d'un voyage, qui n'eut pas lieu :

Osborne House.

Sire, et mon très cher frère,

Votre Majesté m'a écrit deux bien bonnes lettres de Douvres, pour lesquelles je vous remercie de tout mon cœur. Les expressions de bonté et d'amitié que vous me vouez, ainsi qu'à mon cher Albert, nous touchent sensiblement ; je n'ai pas besoin de vous dire encore combien nous vous sommes attachés et combien nous désirons voir se raffermir de plus en plus cette *entente cordiale* entre nos deux pays, qui existe si heureusement entre nous personnellement. C'était avec un vif regret que nous nous sommes séparés de votre Majesté et de Montpensier, et ce sera une grande fête que de voir renouveler une visite dont le souvenir nous est si cher.

Albert se met à vos pieds, Sire, bien sensible, ainsi que moi-même, à l'amitié et la confiance que vous lui avez témoignées.

J'ose prier Votre Majesté d'offrir mes plus tendres hommages à la reine et à madame votre sœur et de me rappeler au souvenir de Montpensier. Je suis pour la vie, Sire et mon cher frère, de Votre Majesté, la bien affectionnée sœur et fidèle amie,

VICTORIA R.

Un an plus tard, malgré tous ses efforts, la reine, cette fois-ci, mêlée tout de bon à la *politique*, n'a pas réussi à persuader ses ministres de faire cette *entente cordiale* qui, pour elle, était l'entente familiale, et son plus cher désir.

Lettre de Louis-Philippe, du 16 décembre 1845.

Madame ma très chère sœur,

J'ai à remercier Votre Majesté de l'excellente lettre que ma bonne Clém. m'a remise de sa part. Elle m'a été droit au cœur, et je ne saurais exprimer à quel point j'ai été touché de vos bons vœux pour ma famille, et de tout ce que vous me témoignez sur l'accroissement qu'il a plu à la Providence de lui donner dans mes onze petits-fils.

Je me disposais à dire à Votre Majesté que, quoiqu'avec un bien vif regret, je comprenais parfaitement les motifs qui vous portaient à remettre à une autre année cette visite si vivement désirée, et que j'espérais toujours trouver une compensation à cette privation en allant de nouveau lui offrir en Angleterre l'hommage de tous les sentiments que je lui porte, et qui m'attachent si profondément à Elle, ainsi qu'au prince son époux, lorsque j'ai reçu la nouvelle de la démission de sir Robert Peel, de lord Aberdeen et de tous leurs collègues.

Je me flattais que tous ces ministres, qui s'étaient toujours si bien entendus avec les miens pour établir entre nos deux Gouvernements cette heureuse entente cordiale qui est la base du repos du monde et de la prospérité de nos pays, continueraient encore longtemps à l'entretenir et à la consolider de plus en plus. Cet espoir est déçu ! Il faut s'y résigner ; mais je suis empressé d'assurer Votre Majesté que, quel que soit son nouveau Ministère, celui qui m'entoure aujourd'hui, et que je désire et que j'espère conserver longtemps, n'omettra aucun effort pour cultiver et maintenir cet heureux accord qu'il est si évidemment dans notre intérêt commun de conserver intact. Dans de telles circonstances, il me devient doublement précieux d'être uni à Votre Majesté et au prince Albert par tant de liens, et qu'il se soit formé entre nous cet attachement mutuel, cette affection et cette confiance qui sont au-dessus et indépendants de toute considération politique, mais qui pourront toujours plus ou moins exercer une influence salutaire sur l'action et la marche de nos deux Gouvernements. Aussi je le dis à Votre Majesté et à son époux avec un entier abandon, j'ai besoin de compter sur cette assistance occasionnelle, et j'y compte entièrement en vous demandant d'avoir la même confiance de mon côté, et en vous répétant que cette confiance ne sera pas plus déçue dans l'avenir qu'elle ne l'a été dans le passé.

Votre Majesté me permettra d'offrir ici au prince Albert l'expression de ma vive et sincère amitié. Je la prie aussi de recevoir celle de l'inviolable attachement avec lequel je suis, madame ma très chère sœur, de Votre Majesté le bon frère et bien fidèle ami.

LOUIS-PHILIPPE R.

Hélas ! de tragiques événements venaient de s'abattre sur lui, ainsi que l'atteste sa lettre du 3 mars 1848 :

Madame,

Après avoir rendu grâces à Dieu, mon premier devoir est d'offrir à Votre Majesté l'hommage de ma reconnaissance pour la généreuse assistance qu'elle nous a donnée, à moi et à tous les miens, et que la Providence vient de couvrir d'un succès complet, puisque j'apprends qu'ils sont tous à présent sur la terre hospitalière de l'Angleterre.

Ce n'est plus, madame, que le *comte de Neuilly* qui, se rappelant vos anciennes bontés, vient chercher, sous ses auspices, un asile et une retraite paisible et aussi éloignée de tout rapport politique que celle dont il y a joui dans d'autres temps, et dont il a toujours précieusement conservé le souvenir.

On me presse tellement pour ne pas manquer le train qui emportera ma lettre que j'ai à peine le temps de prier Votre Majesté d'être mon interprète auprès du prince, votre auguste époux.

Ma femme, accablée de fatigue par la vie que nous venons de mener depuis dix jours, écrira un peu plus tard à Votre Majesté. Tout ce qu'elle a pu faire est de tracer quelques mots pour notre bien-aimée Louise, que je recommande à votre bonté. On me presse encore, madame, je ne puis que me souscrire, avec mon vieil attachement pour vous, de Votre Majesté très affectionné.

LOUIS-PHILIPPE

La reine fut très affectée de ce drame qui, pour elle, était un malheur de famille qu'elle ne s'expliquait pas.

Mais, dans les années qui suivirent, ses occupations officielles, la naissance de ses enfants l'occupaient à l'exclusion de tout, excepté, bien entendu, sa vie conjugale. Celle-ci avait pris un sens plus large ; la reine consultait le cher Albert sur les affaires du royaume, car elle avait appris à s'appuyer sur son excellent jugement et à apprécier sa grande prudence. Elle lui découvrait aussi un talent d'administrateur. Il réorganisa les palais royaux et fit le plan de la grande exposition.

LA VISITE A NAPOLÉON III

Le souvenir d'Eu s'estompa. La reine oublia peu à peu ses malheureux parents français, et, sept ans plus tard, elle se lia subitement d'une grande amitié pour Napoléon III.

Elle l'avait tout d'abord considéré comme un aventurier qui s'était emparé du trône de son pauvre « frère Louis-Philippe », et pendant longtemps, quoique l'empereur fût à ce moment son allié politique, elle refusa de l'inviter en Angleterre.

Enfin, cédant à l'insistance de ses ministres, elle voulut bien recevoir l'empereur et l'impératrice à Windsor.

Dès que la reine vit l'empereur, elle fut conquise. Ce fut, comme pour le prince Albert, le coup de foudre. La reine sympathisait parfois, non sans une sorte de violence, avec les êtres dont la nature contrastait le plus vivement avec la sienne.

Derrière la solide « respectabilité » de sa vie et les conventions qui l'entouraient battait en elle un cœur romantique. Napoléon III ! Cet éblouissant personnage, qui portait le nom du grand conquérant ! La reine remarqua d'abord qu'il montait bien à cheval, puis qu'il dansait bien ; elle admira ses façons simples et trouva sa voix douce et harmonieuse. La reine

était maintenant très versée dans la politique et bien au courant des affaires de l'Europe. L'alliance était nécessaire aux deux pays. L'empereur, venu tout exprès, mettait un point d'honneur à charmer la reine. Il se prit d'amitié, et c'était fort adroit, pour le Prince Consort, qu'il traitait avec déférence, paraissant approuver et méditer profondément les longs discours qu'Albert lui faisait sur la philosophie et la musique.

La reine Victoria admirait assurément la délicieuse impératrice. Elle n'était aucunement jalouse de sa beauté et de son élégance, et cela avec raison, car elle avait une grâce et une dignité inégalables, et lorsque l'impératrice des Indes se trouvait aux côtés de l'impératrice des Français, c'est elle que l'on regardait d'abord et l'on avait peine à détacher son regard tant sa petite personne était à la fois simple et royale.

Le 18 août 1855, en plein accord cette fois-ci avec ses ministres, la reine Victoria s'embarqua sur le yacht *Victoria and Albert* pour Boulogne. Le yacht était suivi de deux frégates : le *Neptune* et le *Saint-Georges*. Dès qu'ils aperçurent le bateau royal, les régiments rassemblés sur la falaise de Boulogne ouvrirent le feu pour ne l'interrompre qu'à l'arrivée du yacht dans la rade.

L'empereur, à cheval, attendait sur le quai ; il ne descendit au ponton spécial que lorsque la salve fut terminée et entreprit sur-le-champ une conversation avec la reine pendant que l'on amarrait le yacht. A sa descente, il embrassa chaleureusement « sa chère sœur », qui paraissait émue. Son petit voile de dentelle flottait droit derrière elle et sa lourde robe de soie prune tombait raide, nullement froissée par la promenade nautique.

L'empereur lui prit le bras et la conduisit à la voiture qui attendait. Le prince Albert, le prince de Galles et la princesse royale montèrent ensuite. L'empereur accompagna la voiture, caracolant auprès de la portière de droite et parlant sans cesse à la reine.

Ils arrivèrent à la gare, où Victoria fut reçue par le baron de Rothschild, président du Conseil des Chemins de fer du

Nord. Il lui remit un bouquet de superbes orchidées provenant des serres de Ferrières et la conduisit à son compartiment capitonné de satin et orné de fleurs.

Quatre heures plus tard, on aperçut les hauteurs de Montmartre. Le train entrait dans la nouvelle gare de Strasbourg, en retard d'une heure sur le programme. L'estrade de débarquement avait été disposée à soixante mètres de l'entrée principale. Elle était ornée de plantes grasses et garnie d'un tapis d'Aubusson à dessins de fleurs.

Le dais était surmonté des écussons des villes de France et orné de torsades et de crépines d'or. Des caisses d'orangers jalonnaient le chemin qui conduisait au salon d'attente, décoré de tableaux et tendu de velours rouge.

Paris était entièrement pavoisé. Chacun s'était ingénié à trouver la décoration la plus originale. Sur les boulevards, quatre mâts énormes célébraient les noms glorieux : Alma, Bomarsund, Balaklava, Inkermann.

Plus de huit cent mille personnes étaient depuis 2 heures de l'après-midi entassées sur les boulevards et les Champs-Élysées. Toutes les fenêtres et tous les balcons étaient pleins et des estrades de bois s'élevaient sur les espaces vides.

Mais peu à peu le soleil de plomb avait fait place à un crépuscule un peu humide. Les marchands de coco auraient mieux fait de servir du café chaud et des pommes frites.

On commençait à s'impatienter. Les orphéons de toutes sortes de Sociétés rejouaient les mêmes airs ; les dames des halles endimanchées et les représentants des villages avoisinant Paris, avec leur maire, leur curé, leurs pompiers se trouvaient à l'étroit. Il faisait presque nuit lorsque le cortège partit de la gare de Strasbourg. La reine avait horreur des voitures fermées ; elle avait demandé une calèche découverte pour mieux voir et être vue. La nuit tombait, on dut allumer les lanternes de la voiture. Malgré les lampions et les décorations lumineuses, les assistants ne virent bien que le cocher.

Les troupes de la garde nationale formaient la haie tout le long du chemin. On entra enfin dans le parc de Saint-

Cloud. La reine Victoria et son époux furent reçus au seuil du palais par l'impératrice et la princesse Mathilde, puis conduits au salon carré pour la présentation des ministres.

On dîna bientôt, et en petit comité, au salon de Diane.

Le lendemain, les voyageurs se reposèrent pendant la matinée et l'après-midi l'empereur emmena ses invités faire un tour au bois de Boulogne, qui venait d'être créé par Alphand sur les dessins de Varé. L'empereur en faisait les honneurs comme autrefois Louis-Philippe pour la forêt d'Eu. Mais les ombrages légers de Boulogne ne pouvaient abriter les occupants de la daumont du soleil aveuglant. On était loin des promenades en forêt de jadis dans le joli char à bancs rempli de jeunes femmes rieuses.

Malgré la chaleur, Victoria portait ce jour-là un grand chapeau de satin blanc, garni d'un bavolet de dentelle par derrière et surmonté de plumes de marabout. Sa robe aussi était blanche, mais elle avait un châle et une ombrelle vert-émeraude. Sa jupe était plus courte que celles que l'on portait à Paris et l'on remarqua que ses petits pieds étaient chaussés d'escarpins attachés par des rubans noirs qui se croisaient sur le cou-de-pied.

Les dames s'étonnaient de ce qu'elle portât toujours un très grand sac, plutôt un cabas qu'un réticule, toujours assorti à son costume, et ce jour-là, ce cabas de satin blanc était brodé d'un très gros caniche en or.

On rentra de la promenade vers 4 heures et la reine se retira dans ses appartements pour écrire son courrier et se reposer un peu.

Ce soir-là, elle devait faire la connaissance du général Canrobert.

Celui-ci a décrit cette soirée d'une façon si alerte et si pimpante que je lui passe la plume :

A l'heure du dîner, j'étais dans le grand salon avec plusieurs ministres, les dames et les officiers de la Cour qui avaient été présentés la veille ; ma figure seule allait être nouvelle pour la reine.

Lorsqu'elle entra dans le salon avec l'empereur, tout le monde s'inclina ; elle vint droit devant moi.

— Le général Canrobert ?

— Oui, Madame.

— Je suis heureuse de vous voir. J'ai tant entendu parler de vous que vous êtes déjà pour moi une vieille connaissance.

— Mais, madame, je suis presque sujet de Votre Majesté, car je fais partie de la corporation des marchands de poissons de Londres. Ces dignes négociants m'ont fait l'honneur de me nommer l'un des leurs après Inkermann.

— J'ai demandé à l'empereur que vous fussiez à table à côté de moi ; j'ai beaucoup de questions à vous faire sur la guerre, et vous en arrivez.

— J'étais dans les tranchées, il y a juste aujourd'hui quinze jours ; c'était mon tour de service, et nous étions à moins de deux cents mètres de Malakoff !

Le prince Albert s'approcha et se mêla à la conversation ; mais le dîner étant annoncé, je suivis les souverains et me plaçai à côté de la reine. Je pus alors la dévisager mieux qu'à sa descente de voiture. Elle était en toilette décolletée blanche avec des quantités de fleurs de géranium placées un peu partout. Elle avait les mains potelées avec des bagues à chaque doigt, même au pouce ; une d'elles me parut supporter un rubis prodigieusement gros et d'un rouge sang superbe. Elle avait de la peine à se servir de ses mains chargées comme des reliques, et encore plus de peine à mettre et à retirer ses gants. Sur sa tête était une gerbe d'épis de diamant, très en arrière ; elle se coiffait avec de longs bandeaux qui tombaient sur ses oreilles. Ses yeux étaient beaux, regardaient franchement, intelligemment et avec une grande douceur ; ils donnaient confiance. Elle avait un joli teint ; sa bouche dépareillait un peu sa physionomie, qui eût été jolie sans cela.

Je fus, à la voir de près et à causer avec elle dans l'intimité, encore plus saisi que dans l'après-midi de son air de reine. Dans la moindre de ses paroles, dans ses gestes, dans sa tenue, elle me parut être une grande souveraine, digne de gouverner des millions d'hommes...

Le lendemain soir, les artistes de la Comédie-Française avaient été conviés à Saint-Cloud pour donner, dans le petit théâtre, une représentation des *Demoiselles de Saint-Cyr*, d'Alexandre Dumas. La reine s'y intéressa beaucoup, car elle l'avait vue plusieurs fois jouer à Londres et dit que cela était bien différent en français et semblait plus court.

Le lendemain, un mardi, la reine se rendit à l'Opéra pour assister à un grand gala. Ce soir-là, elle portait un magnifique diadème, un collier formé de très gros diamants. La reine et le Prince Consort s'intéressèrent aux ballets, mais surtout aux chants et à l'orchestre, car le prince Albert était très musicien et prenait tous les jours à Londres des leçons de solfège et d'orchestration.

En clôture du programme, les chœurs et les artistes entonnèrent le *God save the Queen* et, au même instant, le rideau se leva sur un fond de scène représentant le château de Wind-

sor, éclairé par des jeux de lumière qui lui donnaient un aspect féerique. Alors, le public de l'Opéra se laissa aller à un enthousiasme tout à fait inusité. On fit bisser le *God save the Queen.* Tout le monde se mit à chanter, debout. Les dames agitaient leurs mouchoirs, les messieurs s'inclinaient vers la loge impériale. Les fleurs des bouquets volaient comme des flocons de neige. Ce fut du délire.

La reine visita le lendemain le château des Tuileries, puis le musée du Louvre. Au Louvre, on lui avait préparé un fauteuil roulant. Elle s'y assit, paraissant un peu fatiguée. La chaleur était extrême. Il y avait encore quelques visiteurs qui parcouraient les salles. On les fit partir à 4 heures. La reine n'attendait que cela pour dire :

— Ouf ! Maintenant que nous sommes *seuls*, je peux retirer mon chapeau et mon mantelet.

Aussitôt, elle en fit un paquet qu'elle mit dans le fauteuil et continua sa visite à pied.

Le jeudi eut lieu un bal à l'Hôtel de ville. La reine portait une robe de dentelle blanche de Nottingham qui lui allait beaucoup mieux que ses précédentes toilettes. Cette robe n'était ornée que du grand cordon de l'Ordre de la Jarretière. Elle portait sur la tête la couronne garnie du fameux *Koh-i-noor*, et l'empereur, qui était à ses côtés, portait une épée dont la poignée de diamants était garnie du célèbre *Régent.*

La reine, reçue à la salle d'entrée par le préfet Haussmann, monta le grand escalier, bordé de cent gardes municipaux, au bras de l'empereur.

Le bal s'ouvrit par un quadrille. La reine dansait avec l'empereur ; l'ambassadrice d'Angleterre, lady Cowley, avec le prince Napoléon et mademoiselle Valentine Haussmann avec le prince de Bavière.

Une des plus brillantes dames du temps, la princesse de Beauvau, une Polonaise fort élégante, regardait avec les autres spectateurs, mais extrêmement attentivement les pieds de la reine.

— Oh ! dit-elle à un moment, la reine fait toutes les figures sans manquer un pas. A Paris, nous faisons cela avec nonchalance, en pensant que c'est là le suprême bon ton. La reine, elle, danse consciencieusement.

Le général Canrobert, qui l'entendit, répondit :

— Comme se battent ses soldats.

Il le disait en connaissance de cause, puisqu'il revenait de Crimée. Il ajouta :

— Je les ai vus se battre, ces Anglais. On les aurait tous tués sur place à Inkermann si nous n'étions pas revenus refouler les Russes qui les accablaient sous leurs masses.

Le bal prit un entrain endiablé. Richard Strauss, emporté par un vent de folie, commença subitement le *God save the Queen* sur le rythme de la polka. On se précipita pour l'arrêter, il en resta stupéfait, car il ne comprit pas qu'il venait de toucher de près au crime de lèse-majesté.

Vers minuit, l'on se retira, la reine enleva sa lourde couronne dès qu'elle fut en voiture. La route était longue jusqu'à Saint-Cloud...

La grande revue de troupes au Champ de Mars eut lieu le vendredi. Elle était fixée pour 3 heures, mais à cause de la chaleur fut remise par l'empereur à 5 heures. Le cortège impérial arriva à la tribune du pavillon central de l'École Militaire, l'empereur aida la reine à descendre et puis remonta à cheval. Victoria avait vainement demandé de passer la revue à cheval, à ses côtés. On craignit peut-être quelque accident, sans raison je pense, car elle était bonne écuyère. Elle dut rester sagement dans sa tribune.

Le défilé commença par l'école de Saint-Cyr et par un bataillon de zouaves de la garde. Victoria aimait spécialement cet uniforme et fit, de la fenêtre de sa chambre à Saint-Cloud, plusieurs aquarelles des zouaves qui montaient la garde.

A 6 heures et demie, la revue était terminée. La reine, qui avait pris un grand plaisir à ce défilé, félicita vivement l'empereur.

— Ces troupes sont superbes, ce sont les camarades de ceux qui se battent en ce moment avec mes troupes.

Nous arrivons avec le crépuscule de cette journée martiale à l'épisode le plus poignant du voyage. Je ne peux lire le récit qu'en fit le général Canrobert sans avoir les larmes aux yeux. Il raconte ainsi la visite de la reine d'Angleterre au tombeau de Napoléon Ier (le général Canrobert fit battre le rappel et descendit dans la cour d'honneur) :

Lorsque la voiture de la reine parut dans la grande cour, les invalides y étaient à peine alignés et les torches éclairaient d'une façon bizarre et pittoresque les arcades. Il faisait tout à coup absolument noir. Les tambours — tous des enfants — battirent aux champs. Les vieux braves firent face et s'alignèrent avec leurs lances ornées de leur flamme. La reine, conduite par l'empereur et suivie de la princesse Mathilde et des siens, traversa leurs rangs, gagna l'église Saint-Louis et arriva, derrière le maître-autel, devant la belle porte du caveau, où les deux grands génies de bronze (de Duret) supportent l'épitaphe : « *Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.* » De chaque côté, à la lueur des torches, la reine vit les cénotaphes de Duroc et de Bertrand ; puis, montant près de la balustrade, sous l'admirable coupole de Mansard, elle regarda le caveau, dont l'empereur lui expliqua les détails.

A cette époque, le tombeau n'était pas encore dans l'excavation circulaire sous le dôme.

Le magnifique cénotaphe de porphyre rouge, si grand dans sa masse sans ornement, n'était pas encore terminé. Il fallut plus de quinze ans pour le polir. L'excavation, par contre, était achevée. Les douze statues des douze campagnes de Napoléon (de Pradier) semblaient garder la place vide et attendre ; le sol, tout en mosaïque de marbre polychrome, par l'absence de son motif central, avait un aspect désorientant. L'empereur dit à la reine :

— Ça ressemble à un bassin ; le brillant du marbre poli paraît être de l'eau.

Alors l'empereur, donnant le bras à la reine, la conduisit dans la chapelle latérale de Saint-Jérôme. Là étaient le cercueil et les restes de Napoléon. Toute la chapelle, de forme circulaire, était tendue de velours violet semé d'abeilles d'or. Au fond, se voyait le tombeau à hauteur d'homme, recouvert d'un grand velours noir, aussi semé d'abeilles, avec de grandes broderies d'or ; au-dessus, un aigle de bronze doré sortait de la muraille avec les ailes éployées et s'élançait au-dessus du cercueil. Devant, sur un socle bas, étaient déposés le petit chapeau d'Eylau, l'épée d'Austerlitz, la plaque et le grand cordon de la Légion d'honneur.

Nous entrons à la suite des souverains. De vieux invalides, placés en demi-cercle le long du mur, élèvent leurs torches, dont les lueurs vacillantes semblent animer l'aigle et les abeilles.

Tous nous sommes émus. Pas une parole. Chacun contemple le cercueil et les souvenirs. Le prince Albert est devant moi, en habit rouge de feld-maréchal ; à côté de la reine, se tient debout le prince de Galles, en highlander, avec sa veste de velours, sa sacoche de fourrure et le kilt ; à droite, est la princesse Mathilde, dont les traits si purs, se détachant à la lueur des torches, rappellent le masque de son oncle.

Après un moment de recueillement, d'un silence absolu, la reine, avec un visage calme, sévère, se tournant vers le prince de Galles et lui mettant la main sur l'épaule : « Agenouille-toi devant le tombeau du grand Napoléon. » A ce moment, un orage terrible, et de longtemps préparé par la chaleur torride des derniers jours, vint à éclater. Des coups de tonnerre firent trembler les vitraux de la chapelle et leur son se répercuta longuement sous les voûtes. Des éclairs rapides et répétés sans interruption donnèrent à cette scène émouvante et solennelle un aspect presque surnaturel, par la teinte blafarde que les gens et les choses revêtaient continuellement.

Pour moi, d'abord absorbé, puis ensuite ému, brisé, je commençais à ne plus rien voir.

La reine, très troublée, dit ensuite à une amie : « J'étais là, au bras de Napoléon, devant le cercueil de l'ennemi le plus acharné de l'Angleterre, moi, la petite-fille du roi qui le haïssait le plus, et là, près de moi, son neveu, devenu mon plus proche, mon plus cher allié. Il semble que devant cette marque de respect envers un ennemi mort, les vieilles inimitiés et les anciennes jalousies s'effacent et que Dieu ait mis son sceau sur cette union qui est aujourd'hui si heureusement établie entre deux grandes et puissantes nations.

» Que le ciel les bénisse et les fasse prospérer ! »

Son cher oncle Léopold est toujours son confident. Elle lui écrit de Saint-Cloud et le souvenir d'Eu effleure sa mémoire :

Mon très cher oncle,

Je n'essaierai pas de vous donner une description exacte, car je n'en ai pas le temps, et vous trouverez tout cela dans les journaux. Je vais simplement vous dire mes impressions en quelques mots : je suis *transportée, enchantée, amusée* et *intéressée*, et crois que je n'ai jamais rien vu d'aussi beau que Paris.

Notre réception m'a beaucoup *gratifiée*. Il y avait un enthousiasme indescriptible. Le maréchal Magnan, que vous connaissez bien, dit qu'une réception telle qu'on nous l'a donnée, tous les jours ici, était beaucoup plus grande et beaucoup plus enthousiaste qu'aucune de celles que l'on fit à Napoléon lorsqu'il revenait de ses victoires...

Tout est magnifiquement monté à la Cour, qui est *très tranquille* et dans une excellente ordonnance. Je dois dire que nous sommes tous les deux très frappés de la différence qu'il y a entre celui-ci et le temps du pauvre roi, lorsque le bruit et la confusion étaient si grands. Les zouaves montent la garde ici. On ne peut voir d'hommes plus beaux. J'ai fait un dessin et une aquarelle que je vous montrerai. L'empereur est « fascinant » avec ses façons tranquilles et douces et ses excellentes manières. Lui et la très charmante impératrice, qu'Albert admire beaucoup, font les honneurs extrêmement bien et avec beaucoup de grâce. Comme cet endroit est beau et amusant !

Votre nièce dévouée,

VICTORIA

Il restait la grande fête de Versailles. Des fenêtres ouvertes de la galerie des Glaces, on voyait la pièce d'eau des Suisses et les bateaux dessinés en lumières. Le feu d'artifice fut splendide, les fusées les plus grandes et les plus hautes que l'on eût jamais vues et, en apothéose, à nouveau, au bout de la perspective du grand bassin, le château de Windsor.

L'impératrice Eugénie portait une toilette et une coiffure

champêtres. Ses diamants, piqués dans ses cheveux sans monture apparente, simulaient des gouttes de rosée.

Vêtue de satin blanc broché d'or, la reine Victoria avait de nouveau sa grande couronne et le cordon de la Jarretière.

Le seul homme qui ne fût pas en uniforme, mais en culottes courtes, était le prince Napoléon, botté comme s'il devait monter à cheval, ce qui ne l'empêcha pas de danser, avec la reine surtout, et des valses et des polkas.

Le Prince Consort était très beau en un uniforme tout noir, extrêmement serré.

Vers 11 heures et demie, on soupa. Eugène Lami, qui était à l'une des tables, faisait sur la nappe le croquis de la charmante esquisse qui est maintenant au Louvre.

Le dimanche, par respect pour le sentiment religieux de la reine Victoria pour le repos dominical, on ne fit que se promener dans le parc, et encore sans sortir les chevaux.

Et le lundi fut le jour du départ.

Paris le fêta comme il avait fêté l'arrivée, mais cette fois-ci le défilé eut lieu à midi et les badauds purent voir la voiture impériale attelée de huit chevaux et les carrosses de cristal qui la suivaient.

A la gare de Strasbourg, les vestibules étaient ornés de dahlias blancs et rouges dessinant les initiales entrelacées de la reine Victoria et du prince Albert.

L'empereur et le prince Napoléon montèrent dans le wagon, de nouveau garni d'orchidées des serres de Ferrières, et accompagnèrent leurs hôtes jusqu'à Boulogne.

A midi, une salve salua le départ du train.

La reine était désolée de quitter Paris.

Les adieux à Boulogne furent touchants et, à peine rentrée à Windsor, la reine envoya cette lettre à son « frère » :

Sire et mon cher frère,

Une de mes premières occupations en arrivant ici est d'écrire à Votre Majesté et d'exprimer, du fond de mon cœur, combien nous sommes pénétrés et touchés de l'accueil qui nous a été fait en France, d'abord par Votre Majesté et l'impératrice, ainsi que par toute la nation. Le souvenir ne s'effacera jamais de notre mémoire, et j'aime à y voir un gage précieux pour le futur de la cordialité qui unit nos deux Gouvernements ainsi que nos deux peuples. Puisse cette heureuse union, que nous devons surtout aux qualités personnelles de Votre

Majesté, reconsolider de plus en plus pour le bien-être de nos deux nations ainsi que de toute l'Europe.

C'était avec le cœur bien gros que j'ai pris congé de vous, Sire, après les beaux et heureux jours que nous avons passés avec vous et que vous avez su nous rendre si agréables. Hélas ! comme toute chose ici-bas, ils se sont écoulés trop vite, et ces dix jours de fêtes paraissent comme un beau rêve, mais ils nous restent gravés dans notre mémoire et nous aimons à passer en revue tout ce qui s'est présenté à nos yeux d'intéressant et de beau en éprouvant, en même temps, le désir de les voir se renouveler un jour.

Que Dieu veille sur Votre Majesté et la chère impératrice, pour laquelle je forme bien des vœux.

Vous m'avez dit encore du bateau : « Au revoir. » C'est de tout cœur que je le répète aussi !

Permettez que j'exprime ici tous les sentiments de tendre amitié et d'affection avec lesquelles je me dis, Sire et cher frère, de Votre Majesté Impériale, la bien bonne et affectionnée sœur et amie.

VICTORIA R.

Victoria ne revint jamais en France officiellement. Le Prince Consort mourut bientôt après des suites d'un refroidissement. Sa veuve ne s'en consola jamais. Il n'y eut plus pour elle de fêtes ni de danses. Elle ne vivait que dans le passé. Elle a dit souvent que les moments les plus *amusants* de sa vie s'étaient passés en France et elle parlait avec attendrissement du *pauvre* Louis-Philippe et du *cher* empereur.

DAISY FELLOWES

ROSE DE LA RUE DES RÊVES

Le soir de bonne heure, quand il n'y a pas grand'chose à faire nulle part, je vais dans le petit bistrot de Charley Bon-Temps, qu'il appelle le bar de la Toile, dans la quarante-septième rue, et je fais une petite belote avec Charley, parce que les affaires sont calmes à cette heure-là et que Charley se sent un peu seul.

Il a eu d'abord un petit coin bien plus gai dans la quarante-huitième rue, qu'il appelait le Cristal-Bar, mais une nuit, une bande de types de la police s'amène et démolit toute la boutique, et en plus confisque tout le stock de marchandises de Charley. Il paraît que c'étaient des types de la brigade de Washington, et, étant étrangers dans la ville, ils n'ont pas su que la boîte de Charley Bon-Temps ne devait pas être démolie comme n'importe quelle autre boîte.

Naturellement, cette affaire a causé beaucoup d'indignation dans différents milieux et un tas de gens ont dit à Charley qu'il devait voir quelqu'un à propos de ça. Mais Charley a dit non. Charley dit : « Si c'est ça la façon dont le Gouvernement me traite, après que je me sois usé les jambes en France, avec la Rainbow Division, à courir après les Allemands, eh bien, parfait ! » Mais il ne veut pas faire de pétard à propos de ça bien qu'il ait son opinion personnelle sur M. Hoover.

Pour ma part, j'admire énormément Charley d'avoir pris le désastre avec autant de calme, surtout qu'à ce moment-là il n'avait pas beaucoup de galette. Charley était de première

force pour parier sur les chevaux avec tout le pèze qu'il pouvait gagner au Cristal-Bar, et, cette saison-là, les types qui aiment parier ont été absolument étranglés par les bookmakers qui les ont fourrés dans une mouise épouvantable. Donc je savais bien que si Charley n'était pas complètement fauché, il avait pourtant bu un fameux bouillon, et je ne me suis pas du tout étonné de ne pas le voir pendant au moins quinze jours, après que le Cristal-Bar ait été démoli par les types du Gouvernement. J'entends circuler des bruits comme quoi il est chez lui bien tranquille, occupé à lire les journaux très soigneusement, surtout les listes de décès. Il paraît que Charley s'est mis dans l'idée que peut-être les flics auront envie de goûter un peu la marchandise qu'ils confisquent, et alors, dit Charley, nous sommes quittes, et pour la vie. Finalement, j'apprends qu'on a vu Charley en train d'acheter une pièce de toile à fleurs chez Bloomington, d'où je conclus qu'il va bientôt reprendre les affaires, car tout ce dont Charley a besoin pour faire des affaires, c'est de la toile à fleurs pour les murs et quelques bouteilles de Golden Wedding. J'ai même vu Charley monter une affaire sans la toile, mais en général il aime à en fourrer partout autour d'une pièce où il veut faire des affaires, il trouve que ça fait plus intime pour les clients, et je dois dire que quand il s'agit d'habiller un mur, Charley peut faire la pige à n'importe qui.

Donc, quand j'arrive au bar de la Toile, le soir dont je parle, il est aux environs de 10 heures, et je trouve Charley dans un grand état d'indignation parce qu'une rombière du nom de Rose de la rue des Rêves a fait des marques en entrant sur son plancher, juste comme il venait de faire son ménage, car Charley fait tout son ménage lui-même, étant donné qu'il n'a pas les moyens de s'offrir de l'aide. Rose est assise dans un coin, ne prenant pas garde aux remarques de Charley qui parle de s'essuyer les pieds sur le paillasson avant d'entrer, parce que Rose sait qu'en tout cas, il n'y a pas de paillasson ; mais je constate que Charley a le droit de ne pas être très content, étant donné qu'elle laisse toute une trace de pas sur le plancher propre, comme si elle s'était balladée dans la boue avant d'entrer, et pourtant il ne pleuvait pas, sauf erreur, quand je suis arrivé.

Cette Rose de la rue des Rêves, est une vieille poule de cinquante et quelques, et c'est une figure bien connue dans les environs, car elle se ballade à travers les quarantièmes rues depuis un bon bout de temps. Spécialement dans la quarante-septième rue, entre la sixième et la septième rue, et on appelle cette rue, la rue des Rêves. On l'appelle comme ça parce que, dans cette rue, il y a une quantité de types de toutes les espèces, et ils ont toujours l'air de rêver d'un tas de choses différentes. Dans la rue des Rêves, il y a des hôtels d'artistes, et des maisons meublées, et des restaurants et des bistrots, y compris celui de Charley, et en été, les types dont je parle sont assis sur les marches ou appuyés le long des clôtures, et les histoires que vous entendez en passant sont vraiment de drôles d'histoires. Beaucoup d'acteurs, hommes et femmes, spécialement des acteurs de vaudeville, habitent dans les hôtels et les maisons meublées, et les acteurs de vaudeville sont de première force pour rêver tout haut, assis en rond, des trucs qu'ils feraient pour empoigner le public du Palace si seulement ils en avaient l'occasion. De plus, dans la rue des Rêves, il y a toujours beaucoup de bookmakers et de joueurs assis à l'ombre sur les marches de l'église et qui rêvent d'énormes profits aux courses ; il y a presque autant de managers de boxe, et quelquefois des boxeurs, qui traînent devant les restaurants en se curant les dents et en rêvant de championnats du monde, bien que jusqu'à ce jour aucun champion du monde ne soit jamais sorti de la rue des Rêves.

Dans cette rue, vous voyez des poules incroyables et des rôdeurs, et des types qui écrivent des chansons, et des journalistes et des chauffeurs de taxis et des joueurs de saxophone, et des aveugles, et des nains, et des blondes avec des loulous de Poméranie, à moins que ce ne soit des caniches français, et des types avec des favoris, et des patrons de boîtes de nuit, et je ne sais qui encore. Et tous ces personnages sont intéressants à voir et quelquefois à entendre, quoique si vous leur parlez trop longtemps, vous risquez de les trouver un peu piqués, surtout ceux qui jouent aux courses. Personnellement, je considère tous les types qui jouent aux courses comme étant plus ou moins piqués. A mon point de vue, si un type n'est pas un peu piqué, il ne va pas jouer aux courses.

Donc cette Rose de la rue des Rêves est une vieille poule toute petite, épaisse et toute carrée, avec une figure carrée et des épaules carrées ; elle a des cheveux poivre et sel coupés carrément autour du cou, et elle est plantée carrément sur ses pieds. Elle est vraiment la poule la plus carrément plantée que je connaisse et elle est aussi dégourdie et aussi costaude que Jim Londos, le lutteur. En fait, je ne prendrai pas Jim Londos à 6 contre 5 en face de Rose de la rue des Rêves, pour peu qu'elle soit un peu en forme. Personne dans cette ville ne souhaite avoir affaire à Rose si elle a bu un verre ou deux, surtout un verre de la drogue de Charley, car elle est batailleuse comme un diable quand elle est mûre. En fait, Rose a beaucoup d'autorité dans cette ville, surtout en ce qui concerne les flics, car s'il y a une chose au monde qu'elle déteste et qu'elle méprise, c'est bien les flics, vu qu'ils sont toujours en train de l'embarquer dans le panier à salade quand ils la trouvent en train d'embêter les promeneurs, et d'autres petits trucs du même genre.

Pendant beaucoup d'années, Rose a travaillé comme bonne dans les hôtels. Elle ne reste jamais longtemps dans le même, parce que, dès qu'elle a un peu d'argent, il faut qu'elle aille prendre l'air et faire un tour dans les bars, quoique dans la plupart des bars on l'accueille à peu près aussi bien qu'une descente de police. Vous comprenez, on ne sait jamais quand elle va se mettre à injurier le patron et les clients du même coup. Elle n'a jamais beaucoup de mal à se trouver du travail dans un des hôtels où elle a servi, car Rose est un as pour faire les lits. Quoique j'aie entendu dire quelquefois que quand elle est pressée de sortir, elle fait les lits avec les clients encore dedans, ce qui attire quelques désagréments à la direction, mais ne trouble pas Rose du tout. Si je vous raconte ce détail, c'est seulement pour vous montrer que Rose est une nature.

Donc, ce soir-là, je m'asseois dans un coin pour faire une belote avec Charley, mais à ce moment il arrive des clients, et Charley est obligé d'aller s'en occuper et me laisse tout seul. Et pendant que je suis seul, j'entends Rose qui marmonne dans son coin, mais je n'y fais pas attention, quoique je tienne à dire que je ne suis pas du tout en mauvais termes avec Rose. Je lui dis toujours « hello ! », et je suis toujours très

poli avec elle, car je ne tiens pas du tout à me faire sortir par elle en public, ni à ce qu'elle raconte de sales histoires à mon sujet, ce qu'elle serait bien capable de faire si elle pensait que je la snobe. Finalement, je m'aperçois qu'elle me fait signe de venir à sa table, et je vais m'y asseoir illico, car je vois que Rose est très mûre, et je ne tiens pas à ce qu'elle attire mon attention en me jetant un pot à la tête. Elle m'offre un verre quand je m'asseois, mais, bien entendu, je ne bois jamais rien de ce que vend Charley, par égard pour lui, car il tient à conserver mon amitié.

Donc je reste là sans faire grand'chose, et Rose continue à marmonner toute seule ; je ne comprends pas trop ce qu'elle marmonne, quand finalement elle me regarde et me dit comme ça :

— Je vais maintenant vous parler de mon amie.

Je lui dis :

— Personnellement, je ne tiens pas à entendre ce qui concerne votre amie, bien que — j'en suis sûr — ce que vous voulez me raconter soit très intéressant. Mais je viens ici pour faire une petite belote avec Charley, et je n'ai pas le temps d'écouter les histoires de votre amie.

— Charley est très occupé à vendre son poison à des ballots qui n'y connaissent rien.

Rose dit :

— Je vais maintenant vous raconter l'histoire de mon amie. C'est tout une histoire. Vous allez m'écouter.

Et j'écoute.

— C'est une histoire qui se passe il y a trente-cinq ans, dit Rose de la rue des Rêves, et l'endroit où elle se passe est une ville du Colorado, du nom de Pueblo, où il y a beaucoup de fonderies et de trucs comme ça. A cette époque-là, mon amie a seize ou dix-sept ans, et c'est une belle gosse à tous points de vue. Son papa est mort, et sa maman tient une pension de famille pour les types qui travaillent aux fonderies, et qui sont de fameux mangeurs. Mon amie les sert pour que sa maman fasse l'économie d'une serveuse.

Bien sûr, parmi tous les pensionnaires, il y a pas mal de types qui essaient de rigoler un peu avec mon amie et de prendre rendez-vous avec elle pour l'emmener ici ou là,

mais elle ne rend pas beaucoup, parce qu'après avoir servi toute la journée, ses pieds lui font trop de mal pour l'emmener ailleurs qu'au lit. Finalement, un beau jour, il débarque un grand type maigre qui vient de l'est, du nom de Frank quelque chose, et il paraît que ce qu'il raconte à mon amie est beaucoup plus intéressant que ce que les autres types lui racontaient, notamment des histoires d'amour et de mariage qui intéressent toujours beaucoup les jeunesses. Ce Frank a peut-être vingt-cinq ans, et il vient de l'est pour faire fortune dans l'ouest, et quoique ce soit vrai qu'on fasse fortune dans l'ouest à cette époque, il y a peu de chance pour que Frank en fasse une, étant donné qu'il ne tient pas à travailler trop dur. En fait, il ne tient pas à travailler du tout, ayant plutôt un faible pour le poker, ou pour balader un nouveau type dans le tripot de Mike, avenue de Santa-Fé, car Frank est un excellent joueur, surtout quand il joue avec un ballot qui n'y connaît rien.

Or, à cette époque, mon amie se trouve être une petite très innocente, une bonne petite sous tous les rapports, et son idée de l'amour, c'est un gentil petit intérieur avec des gosses un peu partout ; elle n'a jamais eu une mauvaise pensée dans toute sa vie et elle est persuadée que tout le monde est comme elle. Et si ce Frank n'avait pas débarqué, mon amie épousait un type de Pueblo, qui porte le nom de Higginbottom, qui lui témoigne beaucoup d'affection et qui est un brave petit type qui, par la suite, fera fortune dans l'épicerie. Mais mon amie s'est complètement toquée de Frank et ne peut plus voir que lui au monde, et le résultat de tout ça c'est qu'elle se sauve avec lui à Denver, étant assez poire pour croire qu'il est sincère en lui promettant l'amour et le mariage. Comment Frank s'est jamais embringué d'une poule comme mon amie, c'est un mystère pour tout le monde et la seule explication, c'est que mon amie était jeune et fraîche et que lui c'était un salaud.

— Eh bien, Rose, lui dis-je, je commence à voir comment va finir l'histoire de votre amie, et c'est une histoire que n'importe qui peut entendre n'importe quand dans un bistrot de cette ville, sauf peut-être que la vôtre est plutôt plus longue. Aussi maintenant je vous remercie, et vous prie de m'excuser, et je vais faire une petite belote avec Charley.

— Vous allez m'écouter, dit Rose de la rue des Rêves, en me regardant dans les yeux.

Et j'écoute.

De plus, je remarque que Charley est debout derrière moi qui prête l'oreille, ses clients ayant compris de quoi il retourne après avoir bu deux verres de sa marchandise, ce qui est vraiment tout ce qu'un type costaud peut encaisser en une seule séance.

— Naturellement, continue Rose, ce Frank n'avait pas du tout l'intention d'épouser mon amie et elle n'a su que bien plus tard pour quelle raison il l'avait emmenée devant le pasteur. La raison, c'était le revolver à six coups que le type, du nom de Higginbottom, avait planté contre les côtes de Frank quand il les avait dénichés tous les deux dans l'hôtel Windsor où ils étaient descendus ; et Higginbottom lui avait juré qu'il reviendrait lui faire un trou de la grosseur d'un melon à lui, Frank, si jamais il se permettait des blagues avec mon amie. Eh bien, en un rien de temps, le beau rêve d'amour est fini, en ce qui concerne mon amie. Ce Frank se montre bien le plus sale type qu'on puisse imaginer, surtout si on s'était imaginé que c'était le mari idéal. En fait, c'est vraiment un rien du tout. Il maltraite mon amie de toutes les façons qu'un type a inventées pour maltraiter une poule, et même Frank en invente beaucoup d'autres, étant plein d'ingéniosité à cet égard.

Oui, ce Frank est un salaud cent pour cent.

Ce n'est pas tant à cause des raclées qu'il lui flanque de temps à autre, parce qu'après tout les raclées ça s'oublie et les bobos ça se guérit, même quand ce sont des bobos comme un nez cassé ou quelques côtes fracturées, et même une fois la cheville disloquée par un coup de pied. Non, c'est le mal qu'il lui fait du côté du sentiment. Il n'est pas un bon mari d'aucune façon et ne sait pas respecter une épouse aimante ; il va même jusqu'à l'emmener à San Francisco, et là il la loue à un personnage du nom d'Emmanuel Le Noir, qui tient une boîte de danses sur la Barbary Cost, une boîte où l'on est tout à fait à la page. Dans cette boîte, il faut que mon amie danse avec les clients et se fasse payer de la bière par eux, et ce genre d'occupation lui est particulièrement désagréable,

étant donné qu'elle n'aime pas la bière. Et c'est là que Frank la laisse une fois pour toutes, après lui avoir administré une raclée-extra en souvenir. Et quand mon amie veut quitter la boîte d'Emmanuel Le Noir, elle est plutôt étonnée d'apprendre qu'Emmanuel Le Noir paye trois billets à Frank pour qu'elle reste là à travailler. De plus, Emmanuel Le Noir reprend les raclées juste où Frank les a interrompues, et peu à peu mon amie est tellement ahurie et déprimée que tout lui devient égal.

Après quoi, il n'y a plus rien d'intéressant dans la vie de mon amie pendant une trentaine d'années, sauf que peu à peu elle déteste moins la bière, elle se met même à aimer ça, et aussi les vins légers et le whisky, et elle se rend compte à la fin que Frank ne l'aimait vraiment pas, malgré tout ce qu'il en disait. De plus, dans les dernières années, après qu'elle a vraiment circulé pas mal à travers le pays d'une boîte dans l'autre, elle réalise aussi qu'elle a peu de chances d'avoir jamais un gentil petit intérieur avec des gosses un peu partout, et souvent elle pense que Frank a eu une influence bien désagréable sur sa vie. En fait, ce Frank, elle l'a toujours plus ou moins dans la tête. En fait, on peut dire qu'elle y pense jour et nuit et qu'elle a dit plus d'une prière pour que tout aille bien pour lui. Elle s'arrange pour savoir ce qu'il devient, ce qui n'est pas difficile, car Frank est à New-York en train de devenir un homme d'affaires épatant, et il est souvent question de lui dans les journaux. Peut-être que sa réussite est due aux prières de mon amie, mais il y a plus de chances pour que ce soit en s'associant avec un type qui a inventé quelque chose de très calé à propos d'acier, et, en s'associant avec ce type, Frank récolte plein d'argent. De plus, il est marié et père de famille. Il y a dix ou douze ans, mon amie vient à New-York, et à cette époque elle commence à être un peu fanée aux entournures. Elle n'est pas vieille, non, mais l'atmosphère des boîtes de l'ouest et du sud est mauvaise pour le teint, et la bière est mauvaise pour la ligne. De fait, mon amie est devenue un vrai sac de pommes de terre, et, dans les années qui suivent, elle n'embellit pas et perd vraiment tout son vieux sex-appeal, car il faut qu'elle turbine dur pour manger tous les jours. Mais elle n'oublie jamais de

prier pour que Frank prospère, et Frank prospère sans aucun doute puisque finalement on parle de lui avec grand respect comme d'un fameux millionnaire et d'un type tout à fait épatant. Durant toutes ces années, mon amie n'avait jamais rencontré Frank, étant donné que Frank n'est pas du tout un habitué du genre d'endroits où mon amie traîne d'habitude. Mais mon amie s'était donné beaucoup de mal pour arriver à connaître une certaine poule qui était femme de chambre dans la maison de Frank, à la soixante-quatorzième rue Est, et, par cette poule, mon amie savait à peu près exactement comment vivait Frank. Même un jour que Frank et sa famille étaient absents, mon amie est allée à leur maison avec son amie, juste pour voir de quoi ça avait l'air, et au bout d'une heure, elle avait toute la boîte très bien dans la tête. Mon amie apprend que par les soirs d'été très chauds — comme ce soir — la famille est sûrement à leur maison de campagne à Port Washington, mais Frank, lui, reste toujours à New-York à travailler chez lui sur un tas de paperasses. Mon amie apprend aussi que les domestiques sont tous à Port-Washington, excepté l'amie de mon amie et le valet de chambre de Frank, un type du nom de Hoggins. De plus, mon amie apprend que ce soir son amie et Hoggins vont ensemble au cinéma à 8 h. 30 pour deux heures à peu près, étant donné que Frank est très chic avec les domestiques et leur donne tout ce qu'il faut comme temps pour se distraire. Bien qu'un soir il se soit mis dans une colère bleue parce que mon amie était sortie avec son amie et que celle-ci a perdu la clé de l'entrée des domestiques et a dû sonner au beau milieu de la nuit, ce qui a tiré Frank d'un profond sommeil.

Naturellement, l'amie de mon amie serait bien étonnée d'apprendre que c'est précisément avec cette clef que mon amie s'est introduite dans la maison de Frank, à quelque chose comme 9 heures du soir. Il y avait une ampoule électrique allumée au-dessus de l'entrée et mon amie a trouvé le bouton et l'a éteint, car elle a pensé qu'il valait mieux que les voisins chics ne voient pas une vieille poule avec un chapeau aussi moche que celui qu'elle porte entrer ou sortir de leur maison à cette heure.

C'est une maison assez vieux jeu de quatre ou cinq étages,

avec une bibliothèque au troisième étage derrière, qui donne sur un joli petit jardin, et c'est dans cette bibliothèque que mon amie trouve Frank, ainsi qu'elle s'y attendait, parce qu'elle est tout de même assez maligne pour penser qu'un type qui travaille à un tas de paperasses ne fait pas ce genre de travail dans la cave.

Mais Frank ne travaille à rien du tout quand mon amie le surprend. Il sommeille dans un fauteuil près de la fenêtre, et, le regardant après tant d'années, elle trouve tout de même un certain changement. Il est beaucoup plus lourd que trente-cinq ans plus tôt et ses cheveux sont blancs, mais mon amie le trouve tout de même très bien, pendant qu'elle le regarde cinq minutes environ. Tout d'un coup, on dirait qu'il se rend compte qu'il y a là quelqu'un qui l'observe, comme cela arrive à des types qui dorment, et sa respiration régulière tourne court ; il ouvre les yeux et rencontre les yeux de mon amie, mais sans bouger. Et finalement mon amie lui dit comme ça :

« — Eh bien, Frank, me reconnaissez-vous ? »

« — Oui, qu'il dit au bout d'un instant, je vous reconnais. D'abord, j'ai cru que vous étiez un fantôme, ayant entendu dire vaguement que vous étiez morte. Mais je vois que c'était un canard. Vous êtes trop grosse pour un fantôme. »

Naturellement, ceci est vraiment une réflexion très insultante, mais mon amie ne la relève pas, car elle ne tient pas à entrer en discussion avec Frank en ce moment. Elle peut voir qu'il est plus qu'un peu troublé, et qu'il regarde sans cesse de tous côtés, comme s'il espérait que quelqu'un d'autre viendrait se joindre à la conversation. De fait, il agit vraiment comme si la visite de mon amie n'était pas une visite qui lui fasse plaisir.

« — Eh bien, Frank » dit mon amie, très aimable, nous voilà nous deux ! Je vois que maintenant vous êtes un des citoyens les plus fortunés et les plus en vue de la ville. Je suis heureuse de le voir, Frank, qu'elle dit. Vous serez surpris d'apprendre que pendant des années et des années j'ai prié pour que vous réussissiez dans la vie, et que vous deveniez un type important, avec une famille et tout le reste. Je considère que mes prières sont exaucées, qu'elle dit. J'ai vu dans

les journaux que vous avez deux fils à Yale et une fille à Vassar, et que votre chère épouse est tout à fait gratin. Eh bien, Frank, j'en suis heureuse, qu'elle dit, j'ai prié pour que tout ceci vous arrive. »

En entendant ce speech, Frank naturellement s'imagine que tout va très bien ; il y a même des chances pour qu'il s'imagine qu'elle a encore un faible pour lui, tout comme autrefois, quand elle trimait si dur pour lui procurer de l'argent de poche. Frank commence à se sentir beaucoup mieux, et il dit à mon amie comme ça :

« — Vous priez pour ma réussite? qu'il dit. C'est vraiment bien gentil de votre part. Eh bien, qu'il dit, je suis tout en haut de l'échelle. J'ai tout ce qu'on peut désirer dans la vie. »

« — Oui, dit mon amie, vous êtes vraiment arrivé là où j'ai tant prié de pouvoir vous trouver un jour. Tout en haut de l'échelle, avec tout ce qu'on peut désirer dans la vie. Voilà où j'étais quand vous avez pris ma vie à moi. Voilà où j'étais quand vous m'avez tuée plus sûrement que si vous m'aviez étranglée de vos propres mains. J'ai toujours prié pour que vous ne deveniez pas un raté, dit mon amie, parce qu'un raté n'a rien qui l'attache beaucoup à la vie. Je veux vous trouver aimant beaucoup la vie, afin qu'il vous soit pénible de mourir. »

Naturellement, ceci ne sonne pas si bien aux oreilles de Frank, et tout d'un coup il se met à trembler et à frissonner et à bégayer quelque peu.

« — Comment ça, qu'il dit, que voulez-vous dire? Est-ce que vous allez me tuer? »

« — Cela reste à voir, dit mon amie. Personnellement, qu'elle dit, je vous serais très obligée si vous voulez bien vous tuer vous-même, mais cela peut être arrangé d'une manière ou d'une autre. Quoi qu'il en soit, je vais vous expliquer les inconvénients, si c'est moi qui vous tue. Il y a des chances que si je vous tue, je sois pincée, et il en résultera un grand scandale, parce que, dit-elle, j'ai toujours sur moi le certificat de notre mariage à Denver, et quelque chose me dit que vous n'avez jamais pensé à demander un divorce. Donc vous êtes un bigame », qu'elle dit.

« — Je veux payer, dit Frank. Je peux payer gros. »

« — De plus, continue mon amie, sans faire attention à cette remarque, j'ai une déposition sous la foi du serment d'Emmanuel Le Noir concernant votre marché avec lui, car Emmanuel Le Noir est devenu très religieux avant de mourir, quand il a été descendu par Johnny Mizzoo, et il s'est confessé de tous les péchés qu'il a pu se rappeler, et il en avait toute une collection. C'est une déposition très intéressante, dit mon amie. Ainsi donc, qu'elle dit, si vous vous tuez vous-même, vous laissez un nom respectable et sans tache. Si je vous tue, toutes les années d'efforts que vous aurez consacrées à vous bâtir une réputation ne servent de rien. Vous avez dépassé soixante ans, dit mon amie, et quel que soit votre point de vue à ce sujet, vous n'irez plus très loin. Si je vous tue, qu'elle dit, vous finirez dans le plus complet déshonneur, et tous les vôtres souffriront de ce déshonneur, quel que soit le fric que vous leur laisserez. Vos enfants courberont le front sous la honte. Et votre épouse affectionnée n'aimera pas ça du tout, dit mon amie. Voilà longtemps que je vous attends, Frank, continue mon amie. Plus d'une douzaine de fois, dans ces vingt dernières années, j'ai pensé que je pourrais bien venir vous faire une visite et en finir avec vous ; et chaque fois, je me persuadais d'attendre encore un peu, pour que vous montiez encore un échelon ou deux, et que la vie vous soit encore un peu plus douce. Et vous voilà, Frank, et me voilà, qu'elle dit. »

Eh bien, Frank reste assis là sans répondre un mot, complètement réalisé ; finalement, mon amie sort un gros John Roscoe, qui est dans le corsage de sa robe, et elle le lui jette sur les genoux, en disant :

« — Frank, ne pensez pas vous sortir de là en me tirant dans le dos quand je vais partir, parce que vous vous mettriez dans une situation pire encore. J'ai laissé traîner toutes sortes de lettres au cas où il m'arriverait quelque chose. Et n'oubliez pas, que si vous ne faites pas ce petit travail vous-même, je reviendrai le faire. Tôt ou tard, je reviendrai », qu'elle dit.

Alors, dit Rose de la rue des Rêves, mon amie sort de la bibliothèque, laissant Frank vautré dans son fauteuil et, en arrivant au premier étage, elle entend quelque chose comme une détonation dans le haut de la maison, à moins que ce ne

soit tout simplement, une porte qui claque. Mon amie ne se rend pas très bien compte de ce que c'est au juste, car à ce moment elle approche de l'entrée de service et elle entend un vrai raffut, un type qui jure et une poule qui rigole, et voilà son amie, la femme de chambre, et Hoggins, le valet, qui rentrent tous les deux.

Mon amie a juste le temps de s'aplatir dans un coin noir, et les autres montent l'escalier, le type toujours sacrant, la poule toujours rigolant, et mon amie ne comprend pas très bien de quoi il s'agit, sauf qu'ils sont rentrés plus tôt qu'elle ne pensait. Donc elle sort sur la pointe des pieds par la porte de service, saute dans un taxi et quitte les environs. Et maintenant, vous allez bientôt apprendre le suicide d'un type millionnaire, et tout est rentré dans l'ordre pour mon amie.

— Eh bien, Rose, dis-je, voilà une belle histoire un peu longue, pleine de sentiment et tout ce qui s'ensuit, et naturellement je suis trop gentleman pour jamais appeler une dame menteuse, mais si tout ceci n'est pas un bobard, ça fera l'affaire en attendant mieux.

— Très bien, dit Rose. Quoi qu'il en soit, je vous ai parlé de mon amie. Et maintenant, je m'en vais quelque part où la liqueur soit meilleure, ce qui peut être n'importe où en ville, étant donné qu'il y a peu de chance d'en trouver de la pire.

Là-dessus, elle s'en va, couvrant de nouveau le plancher de marques, ce qui fait que Charley parle d'elle fort impoliment une fois qu'elle est dehors, tout en sortant son torchon pour éponger le plancher, car il faut dire que Charlie est propre comme un sou neuf, et peut-être plus encore. Vers une heure du matin, j'entends un crieur de journaux qui hurle dehors des choses que je ne comprends pas, étant donné qu'il hurle comme s'il avait de la bouillie plein la bouche, ce qui est l'habitude de tous les crieurs de journaux. Mais je suis très pressé de voir ce qui se passe dans la première course à Belmont, étant donné que j'ai un tuyau de première. Donc, je mets le nez à la porte de Charley Bon-Temps, j'achète un journal et, en grosses lettres sur la première page, il y a l'histoire du suicide du riche Mr Frank Billingworth Mc Quiggan, qui s'est logé lui-même une balle dans la tête.

L'histoire dit que Mr Mc Quiggan a été trouvé mort dans un fauteuil de sa bibliothèque, avec le revolver dont il s'est servi sur les genoux et que personne ne peut comprendre pourquoi Mr Mc Quiggan a fait une chose pareille, étant donné qu'il était en bonne santé, plein de galette, et au sommet de sa carrière. Puis, il y a plein de détails sur sa vie.

Quand Mr Mac Quiggan était un jeune homme revenant d'un tour sur la côte du Pacifique, possédant en tout 200 dollars, il a rencontré dans le train Jonas Calloway, fameux inventeur du brevet Jonas Calloway pour la préparation de l'acier. Calloway, jeune lui aussi, avait désespérément besoin de capitaux, et il a offert à Mr Mac Quiggan un tiers des bénéfices de son invention pour la somme minable de 100 dollars. Mr Mac Quiggan, ayant accepté, s'ouvrit ainsi le chemin de la fortune. Je lis tout ceci à Charley pendant qu'il éponge son plancher, et finalement j'arrive au dernier paragraphe qui dit :

« Le corps fut découvert par le fidèle valet de Mr Mac Quiggan, Thomas Hoggins, à 11 heures. Il semble que Mr Mac Quiggan était mort depuis deux heures. Sloggins rentra un peu avant 10 heures, accompagné d'une autre domestique, ayant dû aller au cinéma, mais ayant changé d'avis. Au lieu d'aller de suite auprès de son patron comme d'habitude, Hoggins se rendit dans ses appartements personnels pour se changer.

» La lumière de l'entrée de service était éteinte quand je suis rentré, dit le valet, et dans l'obscurité j'ai buté sur les matériaux des ouvriers qui doivent changer le gravier de la terrasse demain ; j'ai renversé tout un seau de goudron dans l'entrée et mes habits en étaient couverts, ce qui m'a obligé à me changer pour me rendre chez Mr Mac Quiggan. »

Charley continue à astiquer le plancher aussi fort qu'il peut ; finalement, il s'arrête un instant et me dit :

— Écoute, je voudrais te faire comprendre que, après tout, ce type a probablement mérité ce qui lui est arrivé, et que je n'ai pas l'intention de faire des histoires à propos de ça. Mais tout de même, si c'est lui qui l'a fait, comment est-ce possible que le revolver soit resté sur ses genoux, là où Rose de la rue des Rêves a dit que son amie l'avait jeté ? Après tout, ça n'a

pas d'importance, dit Charley, mais est-ce que tu sais avec quoi on peut bien enlever du goudron sur un plancher? Il n'y a pas moyen de le faire partir.

DAMON RUNYON

(Traduction de JACQUELINE DE NERVO)

TALLEYRANDIANA

SOUVENIRS DU BARON
JEAN-PHILIPPE DE WESSENBERG-ARMPRINGEN

LONDRES 1831-1834

Le baron Jean-Philippe de Wessenberg-Armpringen, né en 1773 à Dresde et mort à Fribourg en 1858, est un des nombreux hommes d'État de second plan qui secondèrent les Cobenzl, Stadion et Metternich dans leur lutte contre la France. Entré à l'âge de vingt ans au service du Cabinet de Vienne, le jeune Jean-Philippe prit part à la campagne de Hohenlinden (1800), dans le quartier général de l'archiduc Jean. Après le traité d'Amiens, Wessenberg passa plusieurs mois à Paris qui, grâce à Bonaparte, reprenait sa place dans le programme de voyages de tout homme tenant à perfectionner son éducation intellectuelle et artistique. « On était charmé, dit Wessenberg dans ses *Souvenirs d'un séjour à Paris* (*1802-1803*), de pouvoir renouer d'anciennes relations au dehors et les Parisiens, surtout, étaient heureux de voir affluer derechef chez eux une foule d'étrangers, dont la longue absence leur avait été si nuisible. » La description que Jean-Philippe donne de la capitale dans ces notes n'est guère flatteuse mais correspond à celle des autres étrangers qui affluaient à Paris. « C'était bien encore la ville de boue et de fange, comme l'appelait Rousseau ; son aspect aurait pu faire croire qu'elle n'avait pas été nettoyée depuis l'entrée de Henri IV, tant ses rues étaient sales et ses maisons dégradées ; plus d'une ruine rappelait encore l'époque de la dévastation, mais on se croyait à la fin des rudes épreuves ; on s'abandonnait aux plus belles espérances. »

Quelque temps après ce séjour à Paris, qui l'avait préparé

sous bien des rapports à son nouvel emploi, Wessenberg fut nommé ministre-résident de l'empereur François à Francfort, poste important en raison de la proximité de la France. En 1808, nous le retrouvons à la tête de la légation d'Autriche, à Cassel et, en 1813, remplissant les mêmes fonctions, à Munich. Après un court séjour à la Cour de Bavière, Wessenberg fut chargé de la mission (fort délicate, pour un représentant du beau-père de Napoléon), de conclure à Londres une alliance entre l'Autriche et la Grande-Bretagne. A cette époque, François Ier ne songeait pas à détrôner son gendre, mais seulement à confiner la France dans ses frontières naturelles.

L'insuccès de ses efforts et les avantages militaires remportés par les Alliés, dans les premiers mois de 1814, décidèrent Wessenberg à se rapprocher du théâtre de la guerre. « Ne voulant pas assister de loin, les bras croisés, aux événements qui allaient sans doute changer la face de l'Europe, » il quitta Londres avec son secrétaire, le comte Pálffy, sans même attendre ses passeports. Ayant débarqué près de La Haye, Wessenberg fut forcé, pour rejoindre le quartier général des Alliés, de faire un long détour par Francfort, qu'il quitta le 23 mars. Accompagné du général suédois Skiöldebrand, envoyé par Bernadotte auprès du czar Alexandre, les deux diplomates arrivèrent à Nancy, le 25 mars, où l'on ne put les renseigner sur le séjour momentané de l'empereur François et de Metternich. « Quelques jours auparavant, le comte d'Artois, accompagné d'une cour composée d'émigrés, était arrivé à Nancy et s'était placé sous la protection des troupes russes. Son arrivée déplaisait au plus haut degré à la population. Le soir, il me fit appeler par le gouverneur russe, ce qui ne me convenait pas non plus. Lorsque je me rendis au palais épiscopal, où le prince avait pris logement, je trouvai le salon rempli de personnages de 1789 ; je frémis quelque peu en me voyant subitement dans un pareil essaim de chevaliers de Saint-Louis, qui déraisonnaient d'une façon insensée. « Que Dieu me protège, me disais-je, tu » auras bien de la peine à t'en tirer, même en mentant. » Le comte d'Artois vint très aimablement au devant de moi et me sonda d'une façon impudente sur les chances des Bourbons. Mais puisque je ne lui donnais que des réponses évasives, il

devint très anxieux. Au cours de cet entretien, je retrouvai mon assurance, ce qui me permit de rendre le prince plus confiant. J'appris que ce vieux malfaiteur de Talleyrand était déjà en contact avec les Bourbons et qu'il avait envoyé à Nancy un certain Vitrolles, qui, à mon avis, devait plutôt sonder le comte d'Artois que de lui faire part de ses plans. Talleyrand avait fait faire des ouvertures à Castlereagh et à Metternich, qui, pour le moment, ne leur inspiraient qu'une médiocre confiance. En prenant congé de cette assemblée, le comte d'Artois me fit prier de prendre Vitrolles avec moi, pour lui faciliter son retour auprès de Talleyrand. »

Le lendemain, les voyageurs auxquels s'était joint l'homme de confiance du prince de Bénévent, travesti en valet de chambre de Wessenberg, furent capturés par quatre à cinq cents paysans armés, faisant partie de cette Vendée impériale qui commençait à inquiéter les Alliés. Les prisonniers furent emmenés par des chasseurs à cheval au quartier général de Napoléon, établi à Saint-Dizier [1]. Mais les paysans et les chasseurs, qui avaient pris le général Skiöldebrand — à cause de ses nombreuses décorations — pour le comte d'Artois, furent très déçus quand ils apprirent la vérité.

Napoléon, qui voyait dans cette rencontre avec un diplomate autrichien une occasion inespérée de gagner *in extremis* son beau-père à sa cause, rendit immédiatement la liberté à Wessenberg et à son compagnon d'infortune Pálffy. Dans un premier entretien, l'empereur lui développa les conditions de paix qu'il était disposé maintenant à accepter, tout en ne cédant pas sur la question d'Anvers. Puis, ayant fait rappeler Wessenberg, Napoléon, comme s'il voulait prouver par ces confidences la différence qu'il faisait entre l'Autriche et ses autres adversaires, lui communiqua, une carte à la main, le plan par lequel il se flattait de prévenir la capitulation de Paris. Mais quand Wessenberg arriva auprès de son souverain, la mission dont il avait été chargé était sans objet, car les Alliés venaient d'entrer à Paris (31 mars).

Après la campagne de Waterloo, Wessenberg collabora à la

1. Wessenberg se trompe à plusieurs reprises en donnant le 29 mars comme date de son arrivée auprès de l'empereur, tous les autres documents établissent clairement que ses deux entretiens avec Napoléon eurent lieu le 28 mars 1814.

réorganisation des provinces italiennes replacées sous la domination autrichienne, puis fut attaché à la Commission territoriale de Francfort. En 1823, des dissentiments avec Metternich le décidèrent à prendre sa retraite. Mais, lorsqu'après la révolution de 1830, le poste de ministre à La Haye se trouva vacant, le chancelier fit appel à lui. L'année suivante, Wessenberg fut nommé second délégué autrichien à la Conférence de Londres, convoquée pour régler les différends entre la Hollande et le nouveau royaume belge.

Le représentant du Cabinet de Vienne allait retrouver le prince de Bénévent, qui, après tant de métamorphoses, était devenu l'ambassadeur de Louis-Philippe auprès du roi Guillaume IV. Les deux diplomates étaient des connaissances de vieille date, car Wessenberg, un des signataires des actes du Congrès de Vienne, chargé aussi de sauvegarder les droits de Marie-Louise et de son fils sur Parme, avait eu maille à partir avec Talleyrand, qui avait ligué les quatre cours bourboniennes pour empêcher l'exécution du traité de Fontainebleau, car il lésait les droits de l'ex-reine d'Étrurie, dépossédée par Napoléon.

Les notes sur Talleyrand, que nous donnons ici, sont rédigées en français. Alfred d'Arneth ne les a pas reproduites dans sa biographie de Wessenberg; aussi croyons-nous pouvoir affirmer que ces écrits sont publiés ici pour la première fois. D'ailleurs, le nom d'aucun chercheur, les ayant utilisés, n'est mentionné sur la couverture des cahiers, dans lesquels nous avons copié ces pages qui nous paraissent apporter de précieux et nouveaux éléments d'information sur le caractère de Talleyrand.

BARON DE BOURGOING

1er JANVIER 1831. — Longue conservation avec Talleyrand sur la Révolution. Il ne parle jamais de la part qu'il y a prise. Un jour seulement, il se vanta de certain discours qu'il tint sur l'instruction publique, discours que non seulement il n'avait pas rédigé, mais que probablement il n'avait pas

lu avant de le prononcer. C'était l'ouvrage de Cabanis [1]. Il y a quelque temps qu'il en trouva à Londres un exemplaire in-quarto, chez un antiquaire ; il était tout heureux de cette trouvaille et m'en témoigna sa joie ; en le lisant, il était tout étonné d'avoir jamais pu faire parade d'autant de science. Cela ne l'empêcha d'assurer, en ma présence, lady Holland, lord Lansdowne et d'autres qu'il avait sué sang et eau pendant plusieurs mois en s'occupant de ce fastidieux travail. L'impudence ne lui coûtait rien.

Talleyrand m'assura que la tête la plus forte qu'il y ait eu dans la Révolution était Sieyès. « Je rapporte, dit-il, la Révolution à trois choses : l'abolition des Ordres, l'organisation de la garde nationale et la division de la France en départements. Ces trois choses appartiennent à Sieyès. »

29 JANVIER. — Dîné chez Talleyrand avec le général Flahault [2] bien vieilli. Il est vrai que je ne l'avais plus vu depuis le souper que je fis avec lui, au quartier général de Napoléon, à Doulevant (29 mars 1814), de glorieuse mémoire. Nous avons beaucoup parlé d'un temps qui ne se renouvellera plus.

30 JANVIER. — Dîné chez le duc de Cumberland [3]. Select party qui a duré depuis sept heures jusqu'à minuit. Chaleur à fondre, conversation peu intéressante. Talleyrand n'en pouvait plus, malgré ses pilules digestives.

31 JANVIER. — Dîné chez Esterházy [4] avec le duc de Guiche et son épouse. C'est le faubourg Saint-Germain dans toute sa pureté. Les bonnes gens jouissaient de plus de 150 000 livres d'appointements et de bénéfices sur la cassette du roi. Il y a de quoi regretter une pareille légitimité. La duchesse avouait que, malgré ses sentiments bien royalistes, il n'y avait pas

1. M. Pierre-Jean-Georges Cabanis (1757-1808), médecin et philosophe. Membre de l'Institut, médecin de Mirabeau, de Condorcet et de Talleyrand. Sénateur de l'Empire.

2. Auguste-Charles Flahault (Flahaut) de la Billarderie (1785-1870). Officier d'ordonnance de Napoléon sous le Consulat et l'Empire. Général de division en 1814, ministre plénipotentiaire et ambassadeur. En mission à Londres dès novembre 1830. (Voir : Lacour-Gayet, *Talleyrand*, III, 261 ff.).

3. Ernest-Auguste, roi de Hanovre le 20 juin 1837 (1771-1851).

4. Paul-Antoine, prince Esterházy de Gálantha, ambassadeur d'Autriche à Londres (1786-1866).

moyen d'endurer, à la longue, l'ennui qui règne à la Cour de Charles X, exilé.

2 FÉVRIER. — Il vient d'être décidé, dans un Conseil de cabinet de faire déclarer au Gouvernement français, par l'ambassadeur à Paris, que Sa Majesté Britannique ne saurait consentir ni au choix d'un prince français comme souverain futur de la Belgique, ni à l'entrée des troupes françaises dans ce pays sous aucun prétexte, et que l'une ou l'autre de ces mesures ne pourrait être considérée par Elle que comme une violation des engagements pris par le Gouvernement français envers les autres puissances. Lord Grey [1] a fait appeler ce soir le général Flahault pour lui faire part de cette décision. La veille, Talleyrand avait encore fait une tentative auprès de lord Palmerston [2], pour voir s'il n'y avait pas moyen de faire consentir le Gouvernement anglais au choix du duc de Nemours. Cette demande, mal calculée, n'a fait qu'accélérer la déclaration susdite.

4 FÉVRIER. — Lorsque, dans le courant d'octobre 1830, la populace se porta au Palais-Royal, Talleyrand disait : « C'est le souverain qui fait visite au roi. »

Aujourd'hui, on radote beaucoup sur le principe de non-intervention. Le système politique qui prédomine en France, en Belgique et en Angleterre n'est pas commun ; c'est tout bonnement la politique du docteur Pangloss. Le principe de non-intervention est un vol que Canning lui a fait. Il a voulu mettre en pratique la théorie inspirée par l'ami de Candide. Pangloss voulait qu'on trouvât tout bien ; c'est ce qu'exige le principe de non-intervention. Ce principe est devenu le plus puissant protecteur de toutes les révoltes. Heureusement, cette doctrine ne s'appliquera pas encore aux individus et si, par hasard, mes domestiques m'assomment, j'ose encore appeler à mon secours les voisins avant de succomber à leurs coups. Rien ne caractérise mieux les différentes époques que les différents principes qui les gouvernent. En 1814 et 1815, on chercha à appliquer à toutes les affaires politiques la légitimité et le droit d'intervention. En 1830-1831, c'est la souve-

1. Charles Earl of Grey (1764-1845).

2. Henry John Temple, Viscount of Palmerston (1784-1865).

raineté du peuple et le principe de non-intervention qui décident de tout. Rien ne signale mieux la marche du temps et celle de l'esprit humain que la différence des doctrines politiques.

6 FÉVRIER. — Passé la soirée avec Talleyrand. Nous n'étions que trois ou quatre personnes ; nous l'avons mis à causer. Il définit le goût par le sentiment prompt des convenances. Il nous parla de Gœthe, dont il avait fait la connaissance à Erfurt, en 1808. Gœthe, en parlant d'un ouvrage de M. de Ramdohr [1] sur les objets d'art, disait : « J'ai lu cet ouvrage avec attention ; il y a du bon et du nouveau ; il est seulement fâcheux que le bon ne soit pas nouveau et que le nouveau ne soit pas bon. » Napoléon, durant son séjour à Erfurt, de glorieuse mémoire, s'entretint plusieurs fois avec Gœthe ; un jour, il lui parla de son *Werther*. « Il y a, dit-il, dans ce roman beaucoup de choses qui me plaisent, mais il y a, à mes yeux, un défaut, c'est qu'il ne finit pas. » Gœthe sourit de cette observation : « De quoi riez-vous ? » — « Mais je n'oserais ! » — « Osez toujours. » — « Puisque Votre Majesté l'exige, je lui dirai que je m'étonnais qu'Elle aimât un roman qui finisse. »

8 FÉVRIER. — Dîné chez Esterházy, avec le duc de Wellington, Alava [2], le plus digne parmi les Espagnols. Alava me dit que la France n'avait en ce moment pas de général capable de commander une grande armée ; Clauzel, un des meilleurs, mais, dit-il, facilement ému du bruit du canon. Lamarque, de même. Gérard, bon officier, mais non pour commander en chef. Soult, intelligent pour les dispositions, mais confus sur le champ de bataille.

9 FÉVRIER. — Talleyrand me raconta qu'un Polonais avait dit dans une société à Varsovie que, dans l'œuvre de la Révolution, ses compatriotes pouvaient compter sur le secours du Ciel et celui de la France ; à quoi l'autre aurait répliqué : « Le Ciel est bien haut et la France est bien loin. »

23 FÉVRIER. — Il est facile de s'apercevoir que MM. Laffitte et Sebastiani, tenant à leurs places, se rapprochent du

1. Frédéric-Guillaume de Ramdohr, jurisconsulte et esthète allemand (1757-1822).
2. Michel-Richard d'Alava (1771-1843). Général et diplomate espagnol, qui fit cause commune avec les Français jusqu'en 1811.

côté gauche auquel ils ont fait plusieurs concessions. Quant à leur politique extérieure, elle est encore vague dans son application et, pour le moment, seulement déterminée à gagner du temps. Mais, assurément, elle vise à se donner du crédit et de l'importance, moyennant quelques conquêtes. Il est impossible de croire que Talleyrand ne soit pas du secret ; seulement, je présume qu'il conseille d'attendre que les cartes soient embrouillées davantage. Toutefois, c'est un triste rôle qu'il joue, et sa figure coulée en bronze ne trompera plus personne. Il n'y a rien en lui qui inspire confiance. Sa riche chevelure dont il est si fier, frisée en ailes de pigeon, cache en vain plus d'une mystification ; on est habitué à lire, dans son sourire, ou une trahison faite ou une trahison qui se prépare. On est habitué à être sur ses gardes. Il me dit aujourd'hui : « C'est maintenant que nous aurions besoin de Napoléon ». — « Je suis le premier à y souscrire, lui répondis-je. Personne n'a comme lui compris la France. Ceux qui sont en place sont loin de savoir ce qu'il lui faut. » Le vieux diplomate ne parut pas être fort content de ma réponse.

2 MARS. — On écrit de Bruxelles : « Le Pays est placé sous une régence qui dépend entièrement d'un Congrès national, le plus mal composé possible, et dépend de son côté presque entièrement de meneurs français. Le Cabinet du Palais-Royal n'a favorisé cet expédient temporaire que pour se ménager des chances de conquête. La France brûle de reparaître, une nouvelle fois, en même temps conquérante et révolutionnaire ; mais le poison qu'elle voudrait administrer aux peuples voisins pourrait bien rentrer dans ses propres entrailles. Les sympathies entre la Belgique et la France ne sont que feintes ; la grande masse n'y a pas plus envie de devenir française qu'elle n'a envie de devenir anglaise. »

15 MARS. — Pour dégoûter de la révolution en France, on devrait forcer tout le monde à lire les journaux qui y paraissent depuis trois mois. « En France, il y a un malaise général, il n'y a que de la méfiance dans l'avenir. A qui la faute ; quel est le remède ? » Ainsi a parlé l'honorable M. Laffitte à la Chambres des députés, le 19 février. Ce langage rend un terrible témoignage de ce qui a eu lieu depuis les glorieuses journées. Et à qui la faute ? Quant au remède, est-ce la propa-

gande qui doit le fournir, la propagande avec laquelle on veut soulever les peuples et amener la guerre ? L'Europe est heureusement sur ses gardes ; les beaux yeux de la France n'ont plus d'empire sur elle. Elle n'a pas su déguiser sa pensée. A cet égard, même son premier roué en politique, le vénérable ci-devant évêque d'Autun, s'est trouvé en défaut.

16 MARS. — Magnifique assemblée chez la marquise de Lansdowne [1]. Talleyrand s'arrêta dans l'antichambre, devant une *Vénus* de Canova, avec une sensualité toute juvénile.

18 MARS. — A Paris, disent les dernières lettres, on s'attend pour le 20 à une nouvelle émeute. On finira par annoncer les journées d'émeutes comme les jours de spectacle. Charmante liberté, tempérée par des insurrections continuelles ! Peut-elle être autre, lorsque le roi est citoyen et que la canaille commande ? De grands souvenirs sont attachés à ce jour du 20 mars : celui d'une naissance [2], de laquelle on croyait que dépendraient les destinées de l'Europe ; puis celui d'un événement qui a fait pâlir l'histoire des siècles précédents [3]. Où est la main de fer qui peut enchaîner le monstre qui nous menace ? Qui peut écraser l'hydre à mille têtes ?

23 MARS. — Talleyrand me dit : « Louis-Philippe a l'amour-propre d'un parvenu. Cela explique la peine qu'il a de refuser aux Belges le duc de Nemours. » Talleyrand prétend aussi que Charles X (sous le ministère de Villèle) demanda au pape d'être libéré du serment qu'il avait prêté à la Constitution, c'est-à-dire à la Charte, et que cette dispense avait été obtenue à la suite de longs efforts sous le ministère de Polignac. Quelques jours après qu'il me fit cette confidence, je trouve la même anecdote dans le *Times*, qui ajoute que c'est l'archevêque de Paris, Monseigneur de Quélen, qui fut chargé de cette noble négociation.

25 MARS. — Ministère de M. Casimir-Périer. Encore un chef de cabinet élevé au comptoir ! Dieu veuille que cela ne soit pas encore de la politique née dans les chiffres ! Ce qui donne une idée médiocre de la force du nouveau président

1. Épouse de Henry Petty Fitzmaurice, marquis de Lansdowne (1780-1863), président du Conseil secret.

2. Celle du roi de Rome, le 20 mars 1811.

3. Arrivée de Napoléon en 1815, venant de l'île d'Elbe.

du Conseil, c'est qu'il croit devoir, pour donner de l'appui au Gouvernement, seconder une proposition telle que celle faite par un M. Baude, portant le bannissement de la branche aînée des Bourbons et la vente forcée de leurs biens, mesure, à mes yeux, aussi injuste qu'impolitique, véritable œuvre du parti du mouvement. Un tel début du ministère donne à penser. Tous les gouvernements vivent de remèdes, disait Rivarol; mais il y a des remèdes qui tuent leurs malades. On écrit de Paris que M. Casimir-Périer est entré dans le ministère avec la ferme résolution de gouverner. Une des premières conditions qu'il fit était que le roi, qui a la manie des affaires, n'assisterait plus aux séances du Conseil des ministres. « — Vous voulez donc que j'abdique », lui dit Louis-Philippe, très étonné. — « Non, sire. Je veux que Votre Majesté ne se trouve pas dans la nécessité d'abdiquer. Vous êtes appelé à régner et non à gouverner. »

15 JANVIER 1832. — Passé la soirée, de onze à une heure, chez lady Holland. Talleyrand s'avisa de faire lecture de quelques poèmes érotiques de Ruhlière — il en avait apporté de chez lui un volume. Il mit un accent tout à fait lubrique aux passages les plus scabreux, les répétant avec un air de satisfaction; on croyait entendre une femme racontant ses aventures. En tous cas, c'est un des dimanches que j'ai passé le plus gaîment en Angleterre.

21 JANVIER. — Talleyrand m'invite à dîner chez lui, en petit comité, avec Camille Périer[1], frère du président du Conseil, et un M. Glassau, affidé de la maison Périer. Le premier est chargé, par son frère, d'obtenir une déclaration soi-disant explicative au sujet du traité concernant les forteresses en Belgique, dans des termes propres à flatter ou à calmer l'amour-propre français. Il veut quelques phrases dont son frère, le ministre, pourra tirer profit vis-à-vis de la Chambre des députés, démarche qui n'amènera pas de résultat. Peut-être n'est-ce qu'un prétexte pour colorer (*sic*) le voyage de ces messieurs, dont le but réel est peut-être d'approfondir où en est le vieux larron (Talleyrand) avec le Cabinet anglais et avec ses collègues diplomatiques. Je doute

1. Il prêta son appui à son frère après 1830. Pair de France en 1837 (1781-1844).

que Casimir-Périer ait grande confiance dans les représentants de la France à Londres.

31 JANVIER. — Réunion au Foreign Office, qui a duré depuis dix heures du soir jusqu'à trois heures du matin. Il n'y a pas de santé qui résiste à pareille corvée. La carcasse de Talleyrand, seule, enveloppée dans une douzaine de gilets, ne s'en ressent pas.

15 FÉVRIER. — Talleyrand est pour moi une grande ressource dans ces tristes mois d'hiver, où la plus grande partie du monde fashionable est encore à la campagne. Je profite souvent de son hospitalité. Il devient un peu sourd, il se répète, mais il y a encore un fond étonnant dans les débris de cet homme. Sa mémoire, qui ne l'abandonne que par intervalle, est prodigieuse. Il raconte encore les anecdotes qu'il a recueillies dans les salons de Paris de 1786 à 1790. Aujourd'hui, il m'a entrepris sur la Grèce. Il me parla du prince Othon de Bavière [1], désigné, faute de mieux, par les trois puissances grécomanes [2], pour être souverain des ruines d'Athènes. Il veut que j'intrigue à Munich pour qu'on le fasse accompagner par le comte de Montgelas. Montgelas se gardera, de son côté, de se prêter à pareille besogne. C'est un capitaine législateur, d'une activité et énergie bien constantes, qu'il faudrait à ce pauvre pays, si tant est qu'on veut en faire un État indépendant et non un enfant pleurant sur la mamelle de sa mère.

19 MARS. — Talleyrand, m'invite à une select party. Conversation animée et gaie. La duchesse de Dino en fit, en partie, les frais : elle a un esprit très cultivé. Talleyrand nous gratifia d'anecdotes édifiantes sur Louis XVIII et les Bourbons. Il prétend que Louis XVIII donna plusieurs millions à Blacas, lorsqu'il fut obligé, à la sollicitation très pressante des Cours alliées, de renvoyer ce ministre aussi inepte que présomptueux. Lord Grey était très aimable. Il a un grand charme dans sa manière de s'énoncer, toujours nette et chaste. Son ton est toujours parfait. Talleyrand prétend que, quant à

1. Second fils de Louis Ier (1815-1867). Élu roi des Hellènes par la Conférence de Londres, le 7 mai 1832. Monta sur le trône le 6 février 1833 ; ne fut déclaré majeur que le 1er juin 1835.

2. Angleterre, France, Russie.

la tournure de son esprit, c'est presque Alfieri en prose. Il me paraît que l'esprit du barde italien était bien autrement vif et emporté que celui de l'homme d'État anglais qui se distingue, en toute occasion, par beaucoup de mesure.

23 MARS. — Bal chez la duchesse de Dino. Talleyrand me pousse dans un coin pour parler politique ; il en est friand, comme un jeune homme le serait d'un baiser d'une jolie femme. On ne lui échappe pas, tout peu ingambe qu'il soit.

Une journée de M. de Talleyrand à Londres.

M. de Talleyrand ne se lève guère avant midi. A cette heure, un des valets de chambre entre dans la chambre à coucher, tire les lourds rideaux du lit, aide son maître à débarrasser sa tête des bonnets de nuit et des bourrelets dont elle est enveloppée et à se glisser, du haut des matelas, dans un large fauteuil. Là, il s'affuble d'abord de gros bas, de caleçons de flanelle, puis d'un manteau à poudre. Alors il se hâte de gagner un autre fauteuil, en face de sa table de toilette, et là, il passe à peu près deux heures, souvent les plus importantes de la journée. Madame de Dino arrive dès son lever, assiste à sa toilette, se place à sa table à écrire au fond de la chambre, parcourt les journaux et en fait la lecture à son oncle. Entre son secrétaire particulier, M. Colmache, qui prend ses ordres pour les lettres à écrire ou à répondre. Arrivent les intimes de la maison, parfois un diplomate avec lequel le prince aime à causer. En attendant, deux valets de chambre s'apprêtent à mettre en ordre sa riche chevelure. Il faut savoir que le ci-devant jeune homme a conservé octogénaire presque tous ses cheveux, dont il n'est pas peu glorieux. Il se fait friser chaque jour, avec beaucoup de soin, dans l'ancien style des cheveux crépés, besogne qui est partagée entre les deux valets de chambre dont chacun n'ose exercer son art que sur une moitié de la tête. Ils sont renvoyés et rappelés vingt fois pendant la séance, selon qu'il arrive du monde auquel le prince veut parler. C'est dans ce fauteuil sale, couvert de poudre, que le vieux diplomate, à moitié frisé, entame souvent les discussions les plus sérieuses, fait appeler ses secrétaires, parcourt et dicte

des dépêches. Ceux qui osent l'approcher à cette heure peuvent se flatter de sa bienveillance toute particulière ; ce sont là ses moments d'abandon et d'épanchement, où l'on croit parfois apercevoir, mais à tort, le fond de sa pensée.

Les cheveux mis en ordre, et Son Altesse ayant décrassé son front avec un petit couteau en argent, elle passe à l'ajustement de sa jambe torse, dont l'histoire est presque aussi fabuleuse que celle de l'homme au masque de fer, pauvre jambe qui a décidé de la destinée de l'illustre diplomate et qui peut-être a eu autant de part à la Révolution française que l'abbé Sieyès ou Mirabeau. La besogne faite, et le pied fatal emboîté et affermi dans le sabot moyennant des bandes de fer qui, seules, la soutiennent un peu, les deux valets de chambre soulèvent le prince et le conduisent derrière un paravent pour lui passer la chemise et les pantalons. Il revient achever son accoutrement devant la glace de sa table de toilette, arrangeant de ses propres mains la longue cravate et drapant, par dessus ses épaules et autour de sa poitrine, certain *shawl* turc, mystérieux hommage de je ne sais quelle duchesse. Ce *shawl* est recouvert de deux gilets, après quoi le tout est enveloppé d'une large redingote de drap bleu, dont les pans descendent jusqu'à la cheville, garnis d'immenses poches dans lesquelles s'accumulent souvent des tas de lettres, de journaux et de pamphlets, antidotes contre l'ennui, dont le prince se munit quand il craint de perdre son temps dans les salles d'attente du Foreign Office. La redingote fait place, pour le repas, à un frac de même couleur ou à l'habit d'uniforme, les jours de cérémonies.

A deux heures, le prince sonne et ordonne qu'on mette les chevaux. Il fait alors des visites, soit de courtoisie, soit pour affaires, rarement une promenade au Hyde Park. Rentré chez lui, ce qui a ordinairement lieu entre quatre et cinq heures, il se met à lire pendant deux heures, à moins que des occupations plus graves ne l'en empêchent ou qu'il ait un courrier à expédier, car tout le travail de bureau doit être terminé avant le dîner. M. de Talleyrand est au courant de toutes les nouveautés en littérature, soit politique, soit belles lettres, bien entendu de celles qui se publient en langue française. Il n'en sait pas d'autres, même l'anglais que très imparfaite-

ment. C'est immense ce qu'il a lu, et sa mémoire est prodigieuse.

L'heure de sept heures est de rigueur pour le dîner. C'est son repas unique. M. de Talleyrand ne déjeune pas et ne soupe jamais ; en revanche, il dîne copieusement. A table, il ne parle pas, mais il sert tout le monde avec une rare prévenance et une attention marquée. C'est un usage dont il ne s'écarte et, qu'à son grand regret, qu'aux repas de grande cérémonie. Il aime que chaque plat passe par ses mains et il découpe avec autant de grâce que d'adresse. M. de Talleyrand ne reste guère au delà de cinq quarts d'heure à table. Après le dîner, ayant passé dans le salon et pris place dans certain fauteuil entre la cheminée et une table ronde, il prend sa tasse de café moka et puis, ce qu'il appelle la goutte, un petit verre de vieux cognac. C'est alors seulement qu'il commence à prendre part à la conversation. Il n'aime pas parler politique, excepté dans son cabinet et à huis clos ; mais si l'on sait amener la conversation sur un objet de littérature ou éveiller ses souvenirs sur une des époques dans lesquelles il a figuré, on est sûr de le voir bientôt en verve. Il raconte avec beaucoup de complaisance, d'une manière infiniment agréable, souvent poignante, sachant donner du relief aux moindres choses et inspirant toujours le désir d'en apprendre davantage. Si, au contraire, on a le malheur de toucher une mauvaise corde, de mettre sur le tapis une question qui lui déplaît, qu'il trouve déplacée ou oiseuse, on peut compter d'avance sur un morne silence de sa part. Il n'y tient alors pas longtemps ; il sonne et fait mettre les chevaux.

Toutefois, la grande affaire pour lui, celle qui doit toujours terminer sa journée, c'est la partie de whist. Il est remarquable que cet homme si spirituel, si supérieur aux choses vulgaires, ne soit vraiment heureux que quand il peut jouer cinq heures de suite. A Londres, il trouve rarement à faire sa partie chez lui. Il joue trop gros jeu et n'en finit pas. Force est donc pour lui d'aller au Traveller Club, où il reste jusqu'à deux heures du matin. Mais ce n'est pas encore son heure de sommeil. Rentré dans son hôtel, il se met encore deux heures à lire, et il est bien rare qu'il soit couché avant quatre heures. Entre son après-dîner et le club, il visite quelques *routs* si

c'en est la saison, ou il va s'asseoir pour une heure dans le salon de lady Holland, où il rencontre habituellement des personnes de sa connaissance et où, parfois, il laisse échapper quelques-uns de ces traits d'esprit qui lui sont propres et, de temps en temps, une des anecdotes piquantes dont sa mémoire abonde.

Bons mots de Talleyrand.

On lui demanda si certaine femme auteur dont il était question n'était pas un peu ennuyeuse. « Du tout ; elle était parfaitement ennuyeuse. »

Rulhières, l'auteur de l'histoire de la révolution de Pologne, prétendait un jour, en société, qu'il n'avait fait qu'une méchanceté dans sa vie. « Et quand finira-t-elle ? », demanda Talleyrand.

« — Genève est ennuyeux, n'est-ce pas? », lui demanda un ami. « — Surtout quand on s'y amuse », fut la réponse de Talleyrand.

Lorsque la duchesse de Berri fut arrêtée à Nantes, en 1832, Talleyrand aurait proposé à Louis-Philippe de lui écrire dans les termes suivants : « Madame ! Il n'y a plus d'espoir pour vous. Vous serez jugée, condamnée et grâciée. »

Variétés sur Talleyrand.

Talleyrand raconta que M. Destutt de Tracy, le savant commentateur de Montesquieu, rencontrant un jour l'abbé Sieyès chez madame de Staël, lui parla d'un livre que celui-ci venait de publier. « Je voudrais bien, dit Tracy à Sieyès, vous demander l'explication d'un certain passage de votre dernier ouvrage que je ne comprends pas. » Sieyès lui répondit : « — Avez-vous lu mon ouvrage? » « — Oui. » « — Et bien, relisez-le ! »

Il disait un jour de Louis XVIII, sourd à ses remontrances (1815) : « S'il ne veut pas ouvrir les yeux, qu'il les ferme. »

En 1830, après les journées de juillet, se trouvant avec d'autres personnages chez La Fayette pour discuter les mesures

à prendre, M. Bérenger [1] ayant dit : « Si nous avions quelqu'un, le duc d'Orléans, par exemple », Talleyrand l'interrompit : « Oh ! Ce ne serait pas quelqu'un, mais quelque chose. »

Roquette [2]

... dans son temps, Périgord dans le nôtre.
Furent tous deux prélats d'Autun.
Tartuffe est le portrait de l'un,
Ah ! Si Molière eût connu l'autre.

On raconte qu'au Congrès de Vienne, le roi de Prusse ayant reproché à Talleyrand de prendre trop chaudement le parti du roi de Saxe, « le seul traître, disait-il, à la cause de l'Europe », le diplomate aurait répondu : « Traître, et de quelle date, sire ? »

Il aurait plaisanté la sérénissime Diète de la Confédération germanique. « Ce dont elle a le plus peur, c'est de faire quelque chose. » Il appela le décret qu'elle fit émaner en 1819, concernant la presse, « l'acte additionnel de la Sainte Alliance ». « La Diète a mis la liberté de la presse au régime. »

Le duc de Fitz-James demanda un jour à Talleyrand en quoi consistait le secret de la diplomatie. « Il consiste à prendre les hommes par leurs défauts ; les défauts engendrent des besoins, et pour satisfaire à ces besoins, il faut de l'argent. L'argent dévoile tous les secrets et calme toutes les consciences, pourvu qu'il y en ait en abondance. » « — Lequel des deux, continue Fitz-James, est le plus embarrassé ? Celui qui offre ou celui auquel on offre ? » « — Mais cela dépend, chez l'un comme chez l'autre, de la... somme. »

« Il y a trois savoir, disait Talleyrand. D'abord le savoir proprement dit : le talent, le style, l'érudition. Ensuite il y a le savoir-faire et puis le savoir-vivre. Les deux derniers dispensent bien du premier. »

« Il faut que le diplomate soit doué d'une sorte d'instinct qui, l'avertissant promptement, l'empêche avant toute discussion de jamais se compromettre. Il lui faut la faculté

1. Alphonse Béranger, dit de la Drôme (1785-1866). Président de la Commission du procès contre les ministres de Charles X.

2. Gabriel de Roquette (1623-1707). Évêque d'Autun, le soi-disant original de *Tartuffe* de Molière.

de se montrer ouvert en restant impénétrable, d'être réservé avec les formes de l'abandon ; d'être habile jusque dans le choix de ses distractions ; il faut que sa conversation soit simple, variée, inattendue, toujours naturelle et parfois naïve ; en un mot, il ne doit pas cesser un moment, dans les vingt-quatre heures, d'être diplomate. »

M. de Talleyrand, rappelé de Londres en 1834, s'abaissa, dit-on, pour conserver un reste d'influence, aux fonctions de flatteur dans les salons des Tuileries. Il s'y attira un jour, de la part de son ami Thiers, cette exclamation cruelle : « Que M. de Talleyrand se soit fait, pour Napoléon, le courtisan de la gloire et de la grandeur, à la bonne heure ! Mais de se faire le courtisan de ceci ! »

En parlant de Fouché, Talleyrand dit un jour : « Un ministre de police est un homme qui se mêle de ce qui le regarde et ensuite de ce qui ne le regarde pas. »

Au moment de la mort du ministre de Maurepas [1], médiocrité qui a été si funeste au bon Louis XVI, l'abbé de Talleyrand, entendant tous les courtisans le regretter, dit : « Nous avons perdu plus qu'il ne valait. »

Lors du Congrès de Vienne, Talleyrand adressa à l'empereur d'Autriche une lettre en hommage de la ferme détermination de ce prince de ne point admettre la déchéance du roi Auguste de Saxe. Il y glissa la phrase : « La politique est la vertu et la politique de la vertu est la justice. » La vertu dans la bouche de Talleyrand !

Ayant perdu la perspective d'une régence (1814), il dit : « Le retour des Bourbons est un principe. Tous le reste est une intrigue. »

Après s'être retiré des affaires en 1834, il écrivit à une de ses connaissances, dont il était sûr qu'elle ne garderait pas pour elle ces paroles : « Ne croyez pas que si j'ai quitté les affaires, il n'y en avait plus. J'avais voulu prévenir la guerre. Je croyais que la France, liée à l'Angleterre, la rendrait impossible ; j'avais voulu de plus obtenir, pour la révolution de 1830, le droit de bourgeoisie en Europe et tranquilliser le monde sur l'esprit de propagandisme que l'on supposait

1. Jean-Frédéric Phélipaux, comte de Maurepas (1701-1781). Ministre de Louis XV et de Louis XVI.

à notre Gouvernement. Tout cela était accompli ; que me restait-il à faire, sinon de ne point attendre que quelqu'un vînt me dire que j'avais trop tardé? La difficulté est d'en sortir heureusement et à-propos. Vous devez donc me féliciter d'y avoir réussi. »

Minute d'une lettre de Wessenberg du 20 *avril* 1835 *au baron de Gagern* [1]. *Ajoutée aux présentes notes.*

Le fait est que la position de Talleyrand était devenue insoutenable en Angleterre, les derniers temps de son séjour. Le ministère Grey qui ne lui avait voué, dès son apparition en 1830, que peu de confiance, finit par se méfier tout à fait de lui, à quoi contribuaient son jeu continuel à la Bourse (toujours occupé à faire et refaire sa fortune ; il jouait sur les fonds à Londres sur une grande échelle et perdit, dans un seul jour, de son propre aveu, au delà de 800 000 francs. Rothschild dit 60 000 livres sterling. En Angleterre, un homme en place qui spécule sur les fonds est un homme perdu à jamais) et son activité outrée. Il obsédait lord Palmerston presque journellement de ses visites, ce qui n'est pas du goût des hommes d'affaires en Angleterre.

*
* *

M. de Talleyrand visait plus à l'esprit qu'au savoir. De sérieuses et profondes études n'étaient jamais son affaire. Les belles lettres tenaient le premier rang dans son éducation. Il n'a jamais eu que des connaissances superficielles en histoire et en droit public ; il n'avait jamais lu, je crois, une ligne des ouvrages des fameux publicistes ; Valdt même lui était inconnu, car un jour qu'il en était question à l'époque des conférences de Londres, il me pria de lui procurer ce fameux livre dont il venait de paraître une nouvelle édition. Il est vrai que, sous le Directoire comme sous l'Empire, la diplomatie française ne fit jamais grand usage du droit public. Elle ne fit que dicter des traités, selon les convenances du maître.

1. Jean-Christophe-Ernest, baron de Gagern, homme politique et écrivain (1766-1852). Diplomate au service des Pays-Bas.

A force d'entendre la polémique des physiocrates et de leurs antagonistes et s'étant mêlé lui-même d'agiotage, il avait acquis une teinte de science qu'on appelle l'économie politique. Mais il aurait été, à coup sûr, le plus mauvais ministre des Finances. Il est vrai qu'il ne s'est jamais vanté d'une érudition quelconque, fût-ce de certaines poésies, lestes et érotiques, dont il y avait, jusque dans les derniers temps, foison dans sa vaste mémoire. « Une fois en place, disait-il, on avait autrefois des hommes qui travaillaient pour vous; on en avait pour toute chose; pour écrire des lettres, des billets doux, pour faire des dépêches, pour rédiger des notes ou des mémoires, pour composer une dissertation scientifique, un exposé de je ne sais quoi. » Effectivement, Talleyrand sut toujours trouver des hommes qui mettaient leur esprit et leurs connaissances à sa disposition. Je ne citerai que M. de La Besnadière [1], Desrenaudes [2] et M. d'Hauterive [3], hommes également distingués par leurs talents, leur savoir et leur probité. C'étaient trois miracles au milieu de tant de corruption.

M. de Talleyrand, arrivant au ministère des Affaires étrangères en 1797, y trouva M. Paganel père [4], premier chef de division. M. de Talleyrand était étonné de la promptitude de son travail. « Vous avez une facilité incroyable, lui dit-il un jour. Je voudrais bien savoir comment vous faites. » M. Paganel, prenant un air modeste : « A la vérité, j'ai quelque facilité, mais l'habitude fait beaucoup. J'ai celle de dicter de manière qu'il n'y a pas de ratures. » Talleyrand : « Je voudrais bien connaître l'homme auquel vous dictez. » Paganel : « Mais j'aurai l'honneur de vous le présenter. »

Ce fut M. de La Besnadière, dont le travail plut infiniment à M. de Talleyrand, qui lui accorda toute sa confiance et la lui conserva tant qu'il resta aux affaires. Il l'accompagna au Congrès de Vienne. C'était un des hommes les plus forts pour la rédaction.

1. Jean-Baptiste de Gouy, comte de La Besnadière (1765-1843).
2. Martial Borye, grand-vicaire de Talleyrand (1755-1825).
3. Alexandre-Maurice Blanc de Lanautre, comte d'Hauterive (1754-1830).
4. Pierre Paganel, secrétaire général de ce ministère (1745-1826).

Talleyrand définissait ainsi l'histoire : « La conspiration universelle du mensonge contre la vérité. »

On reprocha un jour à Talleyrand d'avoir abandonné ses bienfaiteurs : « Je n'ai jamais abandonné personne, mais je n'ai jamais voulu courir après ceux qui s'abandonnaient. »

Talleyrand était le type de l'impassibilité ; quelqu'un a dit à cet égard : « Jamais visage ne fut moins baromètre. »

« J'étais destiné, disait-il, à être soldat, ma nourrice me laissa tomber, ce qui me rendit boiteux. Pour cette raison, on me fit prêtre, précisément à l'époque où le clergé tomba pour ne plus se relever. » Sans doute que son pied boiteux eut sa part à la Révolution française. Qui sait quel rôle il aurait joué si, au lieu d'être ministre, il avait reçu le cordon bleu? Il avait toutes les qualités d'un illustre roué, d'un grand seigneur de son temps. Mais, avec cela il avait aussi un esprit qui devinait la catastrophe, qui devinait les exigences du temps, il avait l'ambition de faire la Révolution à la fois au profit de la royauté et à celui de sa propre fortune. Il n'aurait pas dominé une assemblée ; il n'avait pas pour cela ni les (*illisible*), ni la verve de Mirabeau. Mais sachant mieux que tout autre déguiser sa pensée et deviner celle des autres, il aurait pu devenir un utile intermédiaire entre la Cour et le parti révolutionnaire. Son apostasie, sa conduite envers le clergé le brouillèrent à jamais avec la Cour.

Il me disait un jour, avec cet air bonhomme qu'il savait adopter toutes les fois qu'il voulait mystifier son monde : « C'est singulier, je porte malheur à ceux qui me négligent ». Lorsqu'il prononça ces paroles, il n'avait encore été négligé que par Louis XVI, le Directoire, Napoléon et Louis XVIII ; il venait de l'être par Charles X.

« Il n'est pas parvenu, — disait-il de Thiers, que certaines personnes traitaient ainsi, — il est arrivé. »

Il disait du duc d'Orléans (Philippe-Égalité) qu'il avait été le vase dans lequel on avait jeté toutes les ordures de la Révolution. Il me dit en 1831 : « En 1814, il fallait à la France la légitimité et la Charte. Aujourd'hui, il lui faut la Charte comme une vérité et la non-intervention... Il n'y a de véritable pouvoir que celui que l'on prend. »

« La diplomatie est l'art de placer les questions entre le

droit et les convenances. » — « Les diplomates ne se fâchent pas ; ils prennent des notes ». — « Méfions-nous de notre premier mouvement et n'y cédons jamais sans examen, car il est toujours bon ». — « L'ingratitude, tout en étant le défaut des petits, est la vertu des grands ; c'est-à-dire : les grands aiment à oublier pour être débarrassés du passé ». — « L'habileté consiste non à dompter l'opinion, mais à savoir s'y soumettre à propos. »

« La famille des Bourbons était nécessaire en 1814 à la paix de l'Europe ; son éloignement s'impose aujourd'hui (1830) à la tranquillité de la France. »

Talleyrand ne pouvait dominer par le caractère, car il n'en avait pas ; il ne pouvait dominer par la parole ; il manquait d'éloquence — et ses poumons n'étaient pas faits pour la tribune, — et n'avait d'ailleurs pas le talent de la discussion. Sa force était dans le silence, dans la patience d'écouter les autres et dans les intrigues. Dans les affaires, son silence avait parfois quelque chose d'imposant. Il laissait les opinions en suspens ; il ne hâtait pas une décision dans l'attente du moment opportun. Les facultés intellectuelles de Talleyrand étaient peut-être moins grandes qu'on ne le supposait. Courtisan d'abord, il n'avait pas fait une immense provision de connaissances positives. Très épris de littérature, il ne parlait guère de sciences. La finesse de son esprit faisait croire qu'il en avait.

Talleyrand sur Napoléon

Il produisait beaucoup ; c'est incalculable ce qu'il produisait ; plus qu'aucun homme, oui, plus qu'aucun des quatre hommes que j'ai connus jamais. Son génie était inconcevable. Rien n'égalait son énergie, son imagination, son esprit, la rapidité de son travail, sa facilité de produire. Il avait aussi de la sagacité. Du côté jugement, il n'était pas si fort ; mais quand il voulait se donner le temps, il savait profiter du jugement des autres. Ce n'était que rarement que son mauvais jugement l'emportait, et c'était toujours lorsqu'il ne s'était pas donné le temps de consulter d'autres personnes.

Talleyrand, ainsi que des artistes renommés, s'accordait

à dire : « ... qu'il avait le sentiment du grand, mais non celui du beau ». Sa *(illisible)* semblait se borner à dire : « Beau sujet de tableau ». Sa critique du tableau de David, représentant la bataille des Thermopyles, était plutôt celle d'un général que d'un connaisseur en fait d'art. « Ce sujet, dit-il, est mal choisi, car enfin Léonidas fut tourné. » Denon[1], grand connaisseur et homme de beaucoup de goût, dut avoir maints démêlés avec lui quand il était question d'objets d'art. En fait de littérature, son style n'était pas toujours le plus sûr ; son écriture, à peine déchiffrable ; son orthographe peu correcte, tandis que ses frères, notamment Lucien et Louis, étaient des littérateurs assez exercés.

Napoléon, une fois consul et puis empereur, n'écrivait plus beaucoup ; il dictait. Mais, parfois, malheur à celui auquel il dictait. Quand celui-ci, n'ayant pas bien compris un mot, se permettait d'en demander la répétition, il répondait : « Je ne répéterai pas le mot. Réfléchissez, rappelez-vous le mot que j'ai dicté et écrivez-le, car pour moi, je ne le répéterai pas. » Talleyrand allait jusqu'à prétendre qu'il ne savait ni dicter, ni écrire. Le prince a pu dire cela dans un moment de mauvaise humeur, mais il n'y croyait certainement pas. Napoléon n'était pas un bellettriste, mais son style était clair : « Soyez clair et tout le reste viendra » était une maxime à lui. Quand il s'agissait d'un document important, il n'était rien moins que facile pour le choix des mots et des expressions.

JEAN-PHILIPPE DE WESSENBERG

1. Vivant, baron Denon (1747-1825). Nommé par Napoléon directeur général des musées. Il accompagna l'empereur dans plusieurs de ses campagnes.

RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES EN AFGHANISTAN

Entreprise par M. Alfred Foucher immédiatement après la signature de l'accord franco-afghan de 1922, l'exploration archéologique de l'Afghanistan prolongeait heureusement les recherches amorcées par le savant indianiste français dans le nord-ouest de l'Inde. Le district de Peshawar, l'ancien Gandhara, représentait, en effet, une base de départ idéale pour l'archéologue soucieux d'aborder les domaines extra-indiens du Bouddhisme et de retrouver, chemin faisant, les traces de l'occupation grecque dans la vallée du Kâboul, l'ancien Kapiça et la Bactriane. De nombreux sites bouddhiques furent explorés entre 1922 et 1936 par les membres de la délégation archéologique française sous les auspices du ministère de l'Instruction publique d'Afghanistan ; les objets mis au jour représentent une combinaison d'éléments empruntés à la Syrie (art hellénistique et gréco-romain), à l'Inde et à l'Iran.

Le bouddhisme n'a jamais étendu son influence à la totalité des territoires qui sont compris dans les limites actuelles de l'Afghanistan ; les régions situées à l'ouest de la ligne Balkh-Kandahar n'ont jamais été entamées par le prosélytisme des disciples de Çâkya-mouni ; ces districts sont restés tributaires de l'ancienne culture iranienne et leurs populations fidèles au mazdéisme jusqu'à l'apparition de l'islam ; c'est assez dire que l'activité de la délégation archéologique française ne pou-

vait être limitée aux seuls sites bouddhiques et qu'il importait de diriger des reconnaissances vers l'ouest et le sud-ouest de l'Afghanistan. Les trouvailles faites dans le Béloutchistan par Mr Hargreaves, et dans la partie persane de l'ancien Seistân par Sir Aurel Stein et le professeur Herzfeld, nous créaient l'obligation de diriger nos recherches vers la partie afghane du Seistân; notre équipe ayant plus spécialement pour objectif le district du Hamoun, la Satrapie de Zrank des anciens

perses, pays de vieille civilisation, partiellement envahi par les sables, et transformé en désert après la destruction de son système d'irrigation et les massacres ordonnés par Tamerlan (1384).

Les recherches que nous nous proposions de poursuivre dans cette zone devaient nous livrer un ensemble de documents (poteries peintes préhistoriques, bronzes parthes, céramique musulmane) témoins de l'action persévérante de groupements humains établis sur un sol fertile, mais qui devait être activement défendu contre l'avance toujours menaçante des sables. C'est à ce danger que les historiens arabes font constamment allusion; « la prospérité du Seistân », disent-ils,

«dépend de la solidité de trois barrières : barrière contre les sables, barrière contre l'eau (crues de l'Helmand), barrière contre les troubles intérieurs, détournant les hommes de leurs tâches quotidiennes »[1]. L'avance des sables est déterminée par un vent violent soufflant de mai à septembre sans jamais subir le moindre changement de direction (nord légèrement ouest) ; la vitesse de ce vent atteint parfois cent quatre-vingt-quinze kilomètres à l'heure. C'est dire que le moindre relâchement dans les travaux de défense (murs, barrages de claies et de fascines de tamaris) est funeste aux cultures.

L'accès aux villes mortes investies par les sables est assez malaisé et les difficultés vont s'aggravant dès qu'intervient un projet de stationnement prolongé. La reconnaissance que nous avions menée, sur le terrain, en 1934, nous avait convaincu de la nécessité de faire usage d'un mode de ravitaillement plus souple, plus pratique et moins onéreux que la caravane de chameaux. Un excellent technicien, notre compagnon de l'expédition Citroën Centre-Asie, l'ingénieur Ch. B. Brull avait préconisé l'emploi d'une voiture du type « tous terrains » à six roues motrices, construite par les Établissements Laffly ; ce choix se révéla excellent, le véhicule, piloté par un spécialiste d'une rare compétence, M. J. Bonifas, assura le ravitaillement et facilita l'exploration; la liaison fut maintenue entre notre camp et celui qui avait été établi sur le site de l'ancienne capitale (Zarandj, actuellement : Nad'Ali) par deux membres de notre équipe (M. et Madame Ghirshman). Les premières pluies (décembre 1936) nous obligèrent à quitter le Seistân ; une reconnaissance fut alors dirigée vers le nord de l'Afghanistan (janvier 1937) pour étudier les ruines d'un monastère bouddhique. Le printemps 1937 fut consacré au Kapiça (nord de Kâboul) ; l'abondance des trouvailles devait nous maintenir sur nos chantiers jusqu'au début de l'été 1937. Le chantier ouvert par M. Carl à Fondukistan nous assura un rendement qui prolongea notre activité jusqu'au cœur de l'été. Nous sommes heureux de donner à la *Revue de Paris* quelques extraits d'un carnet de route qu'un destin heureux a enrichi d'observations inédites.

1. Cité par le Tarikh-i-Seistân (Histoire du Seistân, publiée à Téhéran).

AUTOMNE (SEISTAN)

Qaleh-i-Fath, 14 octobre. — Nous avons, dans la journée d'hier, procédé à l'installation de notre base. Le Khân, notable afghan de la tribu des Barekzeï, a fait mettre à notre disposition la maison des hôtes. Il nous fait dire qu'un travail urgent le tient, pour une semaine encore, près du fleuve où une corvée de paysans béloutches est employée au dégagement du canal qui alimente en eau une partie du district. Le sable est la cause du mal et la centaine d'hommes envoyée là par le Khân lutte avec une obstination de termites contre le fléau. Nos vivres sont rangés dans une pièce et Abd ur Rachid, notre major-dome-menuisier, vérifie soigneusement les chiliks d'essence russe venus par la voie Kousk-Hérat. Carl[1] constate, en déplaçant des caisses, que les termites du secteur ont déjà procédé à une offensive contre nos réserves. Plusieurs caisses ont été entamées et les gros insectes blancs se propagent, dédaignant pâtes italiennes et farines françaises, parmi les cubes de sucre soviétique. Hâtivement le menuisier dépouille les chiliks de leurs châssis de bois et construit des supports dont les pieds baignent dans des boîtes de conserves remplies d'eau pétrolée. Le danger est écarté. Nous installerons notre camp de travail, notre Q. G., à Sar-o-Tar; cette capitale des Villes Mortes est située à une trentaine de kilomètres au nord de notre camp de base ; le principal obstacle est représenté par une vingtaine de kilomètres de dunes et comme nous sommes au lendemain du grand brassage des sables par le vent de cent vingt jours, je me demande anxieusement comment se comportera, chargé à bloc, notre pesant véhicule ; une immobilisation dans les dunes fournirait aux chameliers de Qaleh-i-Fath l'occasion d'une onéreuse revanche. Je pense aussi à notre grand réservoir démontable, d'une contenance de mille litres, le chef-d'œuvre de Carl, merveille d'étanchéité ; mais l'épreuve subie à Paris est-elle concluante et les joints de caoutchouc auront-ils conservé suffisamment de souplesse après une traversée, en juillet, de l'Irak et de l'Iran? Les préoccupations surgissent comme une légion de petits démons,

1. Architecte de la mission.

mesquins et impitoyables. Je fais tresser des claies de tamaris qui faciliteront les parcours difficiles et emporter la réserve de joints et de boulons.

15 *octobre.* — Bonifas vérifie une dernière fois la mécanique, Carl en fait autant pour le chargement ; nous sommes parés. Meunié, qui partira de son côté avec une caravane légère transportant le matériel de campement, nous donne le départ. Le guide, qui en est à son premier voyage en auto n'en finit pas de caser son antique fusil, d'une longueur démesurée. La progression s'effectue rapide sur un sol de boue séchée merveilleusement égalisé ; le contour des dunes se précise. Le premier obstacle est passé, tous les moyens de franchissements mis en action : réducteur, blocage du différentiel, six roues motrices. Plus loin la voiture entre dans un amas de sable mou ; le moteur s'essouffle ; on pose le chemin de claies ; l'opération se répète trois ou quatre fois avec succès et voici que surgissent, au détour d'une dune, les lignes de circonvallations et, dominant de très haut le moutonnement des dunes, la citadelle massive de Sar-o-Tar. Le grand quadrangle de l'enceinte extérieure est soigneusement orienté pour donner le moins de prise possible à la violence du vent dominant ; du haut de la citadelle l'angle nord de la grande enceinte apparaît comme l'immense étrave d'un navire désemparé ; les sables, en plus d'un point, submergent la muraille, se lançant à l'assaut de la deuxième enceinte ovale, flanquée d'énormes tours rondes ; la face interne du mur est étayée d'énormes contreforts, très rapprochés, percés d'étroits passages permettant aux défenseurs, bénéficiant de la protection de la muraille, de se glisser vers les endroits menacés. La troisième enceinte, celle qui défend directement l'accès de la citadelle, est percée de trois portes que l'assaillant devait aborder en présentant le flanc aux coups des défenseurs. D'étroits cheminements comportant des archères disposées de façon à supprimer tout angle mort devaient gêner la progression de l'assaillant. Tout cet ensemble représente une magnifique illustration des puissants moyens de défense dont disposaient les occupants musulmans de la forteresse. Ayant satisfait notre curiosité, nous installons nos tentes en dehors et au sud de l'enceinte extérieure, non loin de l'endroit où campèrent pen-

dant quelques jours, en 1903, George Passman Tate et les membres de la mission de Sir Henry Mac Mahon qui l'accompagnaient. Le camp s'organise, nos « Whymper tents » et les tentes plus spacieuses, confectionnées sur les indications de Carl sont dressées, elles sont munies de fermetures hermétiques et d'une toile plancher ; ce dispositif nous évitera d'être envahis par les sables. Le grand réservoir sera également abrité sous une tente et le cuisinier commandera une corvée de briques pour édifier son abri-cuisine. Meunié[1] nous rejoint avant la tombée du jour et nous passons tranquillement notre première nuit.

22 *octobre*. — Carl a déjà reconnu les appartements souterrains de la citadelle ; il emprunte les puits formés par des effondrements de la voûte en se laissant glisser le long d'une corde ; la remontée est toujours pénible, contrariée par la chute de gravats et les glissements de sable. Dans ces salles immenses, plongées dans une obscurité totale, les lampes électriques sont d'un faible secours, seules les lampes Coleman permettent le relevé des dimensions et l'établissement du relevé. Le plan de cet étage inférieur rappelle nettement celui du palais qu'Ardeshir, le fondateur de la dynastie sassanide (décembre 226-septembre 241 après Jésus-Christ) fit édifier à Firouzabad. Nous amorçons des sondages vers l'angle est de la citadelle avec l'espoir d'atteindre des parties encore plus anciennes. Le travail avance lentement ; les difficultés de ravitaillement, la crainte qu'inspire aux travailleurs cette ville morte, qu'ils se représentent comme un repaire de djinns, limitent l'effectif de notre équipe, qui ne dépassa jamais douze ouvriers. La fouille livre un échantillonnage de céramique musulmane, quelques fragments de l'époque sassanide et fait apparaître l'entrée d'un étroit couloir voûté. Madame Hackin est absorbée par la prise de vues, qui l'oblige à des évolutions fatigantes à travers les dunes ; nous enregistrons ainsi les aspects les plus impressionnants de la citadelle, des palais ruinés et des remparts ; le film en couleurs nous permettra de fixer, en fin de journée, s'opposant à la densité envahissante des ombres, les dernières lueurs obliques effleurant les plissements légers de la dune.

1. Collaborateur de la mission.

Nous partons demain en reconnaissance vers la zone inexplorée.

23 *octobre*. — Nos préparatifs sont terminés ; nous emportons huit jours de vivres, une réserve de carburant ; direction plein nord, nos premières escales étant représentées par des ruines parfois très importantes qui constituent d'excellents repères. De place en place, entre les dunes, s'amorcent d'étroits couloirs où le sol apparaît nu ; la progression est alors facile, occasionnant cependant d'inquiétants déroutements. Nous nous heurtons parfois à des culs-de-sac : barrières de sable quasi verticales d'une dizaine de mètres de hauteur, il faut alors mettre pied à terre, escalader la dune, découvrir un cheminement plus favorable et rebrousser chemin. Le sol, lorsqu'il apparaît, est égalisé, raclé par l'érosion éolienne. De nombreux fragments de poterie : poteries peintes, poteries côtelées jonchent le sol. Les morts, confiés à la terre, réapparaissent sous un aspect impressionnant. Le squelette se révèle, avec la netteté d'un dessin au trait de planche anatomique, au niveau même du sol, sans marquer la moindre saillie; la section du crâne est particulièrement nette. Des centaines de squelettes humains annoncent ainsi l'approche des villes mortes.

La voûte parabolique, élément caractéristique de l'architecture sassanide, reste ici la dominante de l'architecture musulmane de l'époque arabe (VIIe-IXe siècles), et le dispositif de façades symétriquement ordonnées par rapport à la voûte rappelle, avec son ornementation de fenêtres aveugles, le classique Taq-i-Khosrau de Ctesiphon. Les Arabes ont été ici des maîtres particulièrement tolérants ; la chute de la capitale, Zarandj, capturée par al-Rabi'ben Ziyad al Harithi leur livra tout le Seistân. L'un des gouverneurs, Abid ullah Abi Bekrah, se signala par sa bienveillance à l'égard des Iraniens adorateurs du feu; en agissant ainsi, il ne faisait d'ailleurs que se conformer aux instructions qui lui étaient communiquées au nom du calife Mu'âwiya. « Parce qu'ils ont signé la paix avec nous, écrivait le calife, il ne faut pas détruire leurs temples ; ils disent qu'ils adorent Dieu, que le soleil a chez eux la même signification que le mihrab et la mosquée de La Mecque chez nous. Les juifs ont aussi leurs synagogues comme

les chrétiens ont leurs églises ; nous ne les détruisons pas ; quelles raisons aurions-nous donc d'agir différemment avec les temples des Gabrs ? » (adorateurs du feu)... et le chroniqueur [1] d'ajouter : « Abid ullah Abi Bekrah suivit à la lettre ces instructions ; il fut le juge dans le même temps que le gouverneur. »

Plus loin, vers le nord, l'édifice le plus important et le mieux conservé montre un plan carré ; la grande salle est couverte en coupole sur trompes d'angles. L'imagination restitue aisément la splendeur de cette construction alors qu'elle possédait encore son revêtement bleuté de briques vernissées ; nous atteignons ici les derniers témoins de la prospérité Seistanie (XIIe-XIIIe siècles).

Nous reprenons notre marche vers le nord ; des sables surgissent de nouveaux monuments que nous photographions, mais voici que les dunes se rapprochent, gagnant en hauteur, fréquemment nous devons arrêter la voiture, escalader une haute dune pour découvrir un cheminement plus favorable. La progression devient lente, hésitante, les claies de tamaris qui facilitent le franchissement des zones de sable mou montrent des traces d'usure ; plus de ruines, mais un désert fermé, hostile. L'ombre gagne et marque les dunes d'un relief saisissant. Nous faisons halte à la base d'un nouvel obstacle que nous escaladons à pied. Le tour d'horizon nous révèle, en direction du nord, un terrain plus facile et, déjà noyé d'ombre, un imposant ensemble de ruines que nous atteindrons demain. Nos yeux se fixent vers le sud ; à 6 h. 30 un feu doit s'allumer au sommet de la citadelle de Sar-o-Tar ; l'attente est brève : un point lumineux apparaît, qui gagne en intensité, prend rapidement les proportions d'un incendie et décline ; une fusée monte, nous répondons par un signal rouge : tout va bien. Sar-o-Tar envoie une nouvelle fusée : compris. Nous redescendons. La préparation du repas du soir prend quelques minutes ; c'est ensuite, avant le sommeil, un repos salutaire du corps et de l'esprit, dans un silence dont on sait qu'il ne peut être interrompu. Dans cette « solitude aménagée », aucun des inconvénients que Monther-

1. Cité par Tarikh-i-Seistân.

lant [1] reproche au désert « où il faut lutter contre tout : chaleur, mouches, sable, scorpions, corruption de la nourriture, de l'eau, etc. » et cette lutte, ajoute Montherlant, « vous ronge la vie, autant que les obligations sociales. D'où vient que je tiens pour une blague le poncif qu'au désert on « trouve » Dieu » : on a la tête ailleurs. » Une simple mise au point de l'organisation matérielle, le choix de la saison propice, et voilà assurée la réussite d'une cure d'isolement physique déterminant une détente morale complète.

HIVER (BACTRIANE)

31 *décembre* 1936, 3 *janvier* 1937. — En creusant un canal d'irrigation près de Kunduz, sur le territoire de l'ancienne Bactriane, des paysans ont mis au jour quelques fragments de statuettes gréco-bouddhiques ; la trouvaille est d'importance ; elle est de nature à nous apporter quelques précisions sur une question qui me passionne : celle de la rencontre du bouddhisme et de l'hellénisme. La « six roues » reprend donc la route, ayant à son bord une équipe réduite. Notre progression vers le nord s'effectue dans un décor hivernal. Le col de Shibar (3 000 mètres) une fois franchi, la température redevient exceptionnellement douce ; après le passage des gorges de Shoumbol, nous abordons la route de Darra-i-Shikari, ouverte à la circulation automobile en 1933. Le tracé adopté par les ingénieurs utilise sur la plus grande partie du parcours une piste caravanière délaissée, jalonnée de forteresses ruinées. Nous n'aurons plus un seul col à franchir pour atteindre Kunduz ; cette ancienne piste, promue au rang de route nationale, emprunte, en effet, la voie tracée par deux cours d'eau tributaires de l'Oxus : la rivière de Bâmiyân et la rivière de Kunduz.

Les historiens qui se sont attaqués à l'identification des étapes afghanes de l'itinéraire d'Alexandre n'ont jamais songé à cette piste oubliée ; jouant la difficulté, ils ont fixé leur choix sur une route infiniment plus dure, passant par

1. *Service inutile*, p. 31.

le col de Khawak (4 000 mètres) et Andarab, que Droysen [1] identifie à tort avec la Drapsaka des historiens d'Alexandre. La solution juste apparaît infiniment plus simple : la route suivie par le conquérant macédonien et par le gros de son armée devait être celle-là même que nous utilisons pour nous rendre à Kunduz, localité que von Schwarz identifie très justement avec Drapsaka. Au retour, Alexandre emprunta sans doute cette même piste jusqu'à Doshi, coupant ensuite au court par l'Ashraf et la passe de Kao-shan, au nord de Siyahgird et de la petite vallée de Fondukistan [2]. De telles expériences montrent jusqu'à l'évidence que la connaissance du terrain vaut tous les exercices sur la carte.

Aucun incident ne vient troubler le développement de ces considérations d'ordre historique ; dans la plaine, les teintes chaudes de l'automne s'attardent et c'est dans une atmosphère d'optimisme que nous nous hâtons vers notre objectif. Mais voilà que, soudain, le ciel se charge d'une barre de nuages noirs ; le vent d'ouest se lève, souffle en tempête, chargé de verglas ; le côté gauche de la voiture se couvre bientôt d'une épaisse couche glacée, bloquant complètement les portières. La voiture dérape et il faut de toute nécessité ajuster les chaînes à palettes. La tempête redouble de violence, la visibilité est presque nulle ; après le passage assez rude d'un dos d'âne, la voiture s'affaisse, l'avant du radiateur labourant la route : rupture d'essieu. Quatre heures durant, Bonifas peine sous la voiture, une mince toile de tente, à laquelle un placage de verglas communique l'apparence d'une planche, sert d'écran protecteur. Les mains en sang, Bonifas s'acharne. La nuit venue, le froid devient cruel, la neige succède au verglas et c'est à l'aveuglette que nous repartons, la réparation de fortune achevée. La piste disparaît par endroits ; il faut descendre, retrouver la route, repartir, pour recommencer un peu plus loin. Les heures passent et ce n'est qu'à trois heures du matin que nous atteignons un modeste caravanserail ; l'abri des téléphonistes nous sert de refuge : quatre murs, une seule ouverture au plafond, trou d'aération et

1. Droysen, *Histoire de l'Hellénisme*, trad. A. Bouché-Leclercq, t. I, p. 436, n° 1.

2. Strabon (XVII, p. 697) nous apprend en effet qu'Alexandre revint en Bactriane « par d'autres chemins plus courts ».

cheminée. Nous restons là, bloqués, pendant trois jours. Cette tempête et cette anormale vague de froid font de nombreuses victimes parmi les bergers et les voyageurs. Les téléphonistes profitent de la première accalmie pour réparer leur ligne et nous apprenons que, de Kâbul, S.A.R. Shâh Vali Khân, plein d'inquiétude à notre sujet, alerte les gouverneurs des provinces du nord ; des cavaliers envoyés de Khanabad, capitale de la province de Katagan, parviennent jusqu'à nous ; le vent a cessé et le ciel s'est heureusement dégagé. Un camion arrive le lendemain, escorté de vingt soldats ; il a couvert en dix heures les quarante kilomètres qui séparent Khanabad de notre caravanserail ; les soldats ont fait la route à pied, déblayant les secteurs où la couche de neige est particulièrement épaisse.

5 *janvier*, 3 *kilomètres nord-est de Kunduz*. — Nous sommes à pied d'œuvre. Avec ses cellules prenant jour sur une cour intérieure carrée, ce monastère bouddhique ne diffère pas sensiblement de ceux que nous avons pu étudier dans le nord-ouest de l'Inde. A Kunduz, les cellules étaient couvertes en coupoles ; c'est la solution iranienne qui prévaut, assurant le passage du plan carré au plan circulaire par la transition de quatre trompes d'angles ; solution plus subtile que le procédé indien de l'empilage en encorbellement, dans lequel la naissance du dôme est simplement supportée par des pierres d'angles placées horizontalement. Les statuettes en plâtre mises au jour ici ont beaucoup souffert, les destructions sont partiellement dues à l'effondrement des coupoles. Quelques-unes des têtes encore intactes sont purement grecques : exophtalmie peu accentuée, nez droit, lèvres bien dessinées, couronne de cheveux frontale, mèches bouclées en coquilles d'escargot. La couronne de cheveux frontale est parfois surmontée d'une sorte de *torulus* décoré ; ailleurs, le type est plus oriental : exophtalmie plus prononcée, lèvres charnues, nez arrondi ; mais il faut convenir que ces premières trouvailles montrent nettement que l'hellénisation de la Bactriane n'a pas été une entreprise superficielle; jamais, semble-t-il, le bouddhisme n'a été plus près de l'art grec. N'est-on pas en droit de se demander à nouveau, ces résultats acquis, si la Bactriane n'a pas été le lieu de la première rencontre du bouddhisme et de l'hellénisme ?

10 *janvier*. — Nous nous dirigeons vers l'ouest ; notre objectif est le site de l'ancienne capitale de la Bactriane, la moderne Balkh. Les cavaliers du gouverneur du Katagan jalonnent la route ; l'avance est lente, mais les chaînes à palettes ont une excellente prise ; nous passons de nombreux camions en panne. Quatre jours nous suffiront pour atteindre Balkh.

11 *janvier*. — La montée du col d'Irgana est particulièrement dure : neige, et ce qui est plus grave, brume épaisse voilant de nombreux virages en épingles à cheveux, à dévers très accentués. Des paysans turkmènes, guidant de majestueux chameaux bactriens aux longs poils givrés, vont au-devant de leurs troupeaux surpris par la bourrasque. Avant le passage du col, les chameliers jonchent de fourrage la neige durcie ; les moutons affamés pourront s'alimenter. Sur le versant bactrien nous rencontrons de nombreux troupeaux ; les brebis amaigries, pressées les unes contre les autres, avancent d'un pas vacillant ; la piste est maintenant jalonnée de bêtes agonisantes. Insouciants, nos cavaliers organisent un buzkachi ; c'est le jeu favori des Turkmènes et des Usbeks de la plaine bactrienne, une sorte de rugby à cheval, le ballon ovale étant remplacé par le cadavre d'une chèvre ou d'un mouton. Les Sariqolis et les Kirghizes des Pamirs remplacent les chevaux par des yaks et s'il perd en adresse, ce jeu gagne singulièrement en brutalité.

12 *janvier*. — La progression se fait encore plus lente ; dans la plaine, une couche épaisse de neige molle nous oblige à marcher au réducteur. Nous n'atteignons pas toujours la vitesse d'un homme au pas et la consommation en carburant dépasse de beaucoup nos prévisions ; c'est la panne sèche assurée dans la partie la plus déserte du parcours. La situation est d'autant plus désagréable que nous n'avons pas encore trouvé les cavaliers envoyés à notre rencontre par le gouverneur du Turkestan afghan. Le grand réservoir est vide ; la réserve entamée ; les trente litres qui nous restent nous permettront de couvrir trente kilomètres. Nous apercevons, très loin dans l'ouest, une masse sombre immobile ; nous nous approchons ; c'est un gros camion de fabrication soviétique ; le véhicule est immobilisé par la neige ; personne à bord et, par un hasard inouï, un chargement complet de chiliks

d'essence russe... ; le destin rachète parfois ses rigueurs. Avec ce ravitaillement inespéré, nous atteindrons Tash-Kourgan.

A l'approche d'un caravanserail ruiné surgit une harde de gazelles ; dans leur détresse, ces animaux affamés semblent avoir perdu toute crainte ; mais les chasseurs ne désarment pas ; exploitant cruellement la situation, ils organisent de véritables massacres.

PRINTEMPS (KAPIÇA)

Begram du Kapiça, 16 avril. — L'éclosion des tulipes sauvages est le signe du départ ; mais ce n'est plus le temps des grandes courses vers le Seistân et la Bactriane. C'est l'ancien Kapiça, tout proche de Kâbul [1], qui nous retiendra. Nous nous établissons sur le site même de l'ancienne capitale de ce district fortuné : la Nicée des historiens d'Alexandre, la Kapiçi du pèlerin chinois Hiuan-tsang (VIIe siècle après Jésus-Christ). Les reconnaissances effectuées par notre compatriote Claude-Auguste Court en 1827, par l'Anglais Charles Masson entre 1833 et 1837, par A. Foucher en 1923 facilitent notre tâche. Carl et Meunié ont pratiqué une fouille d'essai en 1936 sur l'emplacement de la « Nouvelle Ville Royale ». Deux nouveaux chantiers sont ouverts cette année : madame Hackin (chantier n° 2) opère à l'est du premier chantier ouvert en 1936 et des traces laissées par les sondages effectués en 1925 par M. J. Barthoux ; Meunié (chantier n° 3) s'attaque à un monastère bouddhique ruiné, situé à cinq kilomètres au nord-est de notre camp.

31 mai. — Nous sommes entrés dans une période de rendement intensif ; les chantiers n° 2 et n° 3 nous réservant d'heureuses surprises ; madame Hackin poursuit depuis une quinzaine de jours le dégagement d'une chambre soigneusement murée ; ensevelis sous les décombres du plafond écroulé et d'un énorme amoncellement de terre, de nombreux objets sont dégagés avec infiniment de précautions. Les récipients en verre que nous trouvons en grand nombre proviennent,

1. 60 kilomètres au nord de Kâbul.

sans aucun doute, des officines de verriers de la côte syrienne (Ier-IIe siècles de l'ère chrétienne). Les verres à décor peint sont dans un remarquable état de conservation ; la transparence de la matière vitreuse parfaitement préservée ; le décor forme un très léger relief ; les couleurs vives, que l'ongle ne peut rayer, ont le brillant des teintes d'émail. Sur un gobelet de grandes dimensions, deux hommes et deux femmes sont représentés ; ici le dessinateur s'efface devant le coloriste, qui procède par touches légères ; les drapés apparaissent pleins de souplesse ; les parties plus éclairées du corps sont parcourues par des légères lignes blanches de tracé sinueux. Un fragment de petites dimensions montre un combat de gladiateurs. L'un des combattants porte le costume thrace, jambières bleues, *fasciae* jaunes ; le bouclier carré est de petites dimensions ; son adversaire se présente sous l'aspect du guerrier samnite, son bouclier est de forme allongée. D'autres techniques du verre sont représentées ; pièces à décor en relief appliqué à chaud ; c'est le cas pour un Poseidon figurant au sommet d'une tour. Le dégagement de ces objets représente une opération laborieuse ; tous les fragments sont soigneusement recueillis par notre collaborateur et ami, M. Ahmed Ali Khân Kohzad, du secrétariat de S.M. Mohammed Zaher Shâh. Passionné d'archéologie, Ahmed Ali est passé maître dans l'art de consolider les objets les plus fragiles.

Le dégagement des bronzes est plus facile ; voici qu'apparaît un grand bouclier d'apparat formé de deux plaques circulaires superposées ; la plaque supérieure porte un décor en repoussé ; des poissons entourent un masque de méduse rongé par l'oxydation. Les nageoires et les queues des poissons sont mobiles ; les éléments rapportés étant fixés au moyen de petits anneaux placés sur le revers de la plaque, ces anneaux sont reliés à de petites sphères de métal plein facilitant la mise en mouvement des parties mobiles.

9 *juin*. — Il semble que nous ayons épuisé le dépôt hellénistique et gréco-romain de notre cachette ; les objets qui apparaissent maintenant sont des plaques d'ivoire décoré ayant formé le revêtement extérieur de coffrets à bijoux. Le bâti en bois léger a presque complètement disparu ; plaques et bandes décorées adhèrent à la terre ou à de minces lamelles

de mica. Nous avons là des documents d'une insigne rareté, provenant de l'Inde Centrale et de la région de Mathurâ. Cette trouvaille est d'autant plus précieuse que le sol de l'Inde n'a jamais livré le moindre vestige qui puisse être de façon certaine assigné à l'activité de ces anciennes écoles d'ivoiriers ; nous savions simplement, par une inscription, que la ghilde des ivoiriers de Vidiçâ (la moderne Bhilsa, dans l'État de Gwalior) avait offert, sculpté par ses membres, un bas-relief en pierre qui orne l'un des jambages de la porte méridionale du grand *stûpa* de Sañchî (milieu du IIe siècle avant Jésus-Christ). Nos ivoires sont un peu moins anciens (Ier début du IVe siècle après Jésus-Christ). Ce sont des œuvres d'un art raffiné, attestant parfois de lointaines influences mésopotamiennes, associées à des détails décoratifs purement indiens. C'est ainsi que le thème iconographique qui met en scène un personnage central étreignant deux monstres appelle une comparaison avec certaines représentations de l'art archaïque de Sumer (Gilgamesh, Enkidou).

23 *juin.* — Madame Hackin dégage avec d'infinies précautions deux grandes plaques d'ivoires : le couvercle d'un coffret. Des femmes occupées à leur toilette sont représentées avec une prodigieuse maîtrise et une extraordinaire perfection de métier ; les contours sont incisés d'un trait sûr et profond, le relief en réserve laisse apparaître toutes les nuances du modelé. L'une des femmes est représentée debout ; la pose, empreinte d'une langoureuse nonchalance, accentue savamment la courbe harmonieuse des hanches. Nous voici à l'origine d'une orientation nouvelle de l'art indien, caractérisée par des œuvres d'une suprême élégance. L'encadrement de cette composition est singulier : rinceaux ayant comme point d'origine et d'aboutissement des motifs composites rappelant les « grylles » des intailles hellénistiques. L'un de ces motifs associe une face humaine curieusement surmontée d'une tête de cheval au corps d'un volatile. Ces lointaines réminiscences hellénistiques encadrent, modestement, un sujet purement indien.

24 *juin.* — De Begram à Shotorak, l'ermitage de Meunié, la promenade est un enchantement ; j'aime particulièrement cette fosse de verdure et d'ombre, mûriers et abricotiers traversés d'eaux vives, que nous parcourons lentement avant d'aborder

la montée à travers les rochers. Au passage, j'échange quelques mots avec les paysans afghans ; ces hommes simples et parfaitement dignes sont courtois sans obséquiosité, et tout à la fois empressés et discrets. Les vergers dépassés, c'est un tapis d'herbe très verte bordant le fleuve au cours tumultueux ; l'eau est haute, il faut grimper parmi les rochers. Meunié a planté sa tente face au plus noble paysage qui soit ; de là il domine le fleuve, la zone de vergers qui s'étale sur la rive opposée, et la haute barrière de l'Hindou Kouch règne sur ce calme paysage. Entre cette vallée fertile comme un delta, si profondément humanisée, et la montagne nue et sauvage, la lumière se joue sans jamais atténuer l'émouvant contraste.

Meunié a déjà retrouvé les éléments les plus importants du monastère primitif et détecté les nombreux remaniements qui ont modifié l'aspect et la structure du grand stûpa. La plupart des bas-reliefs mis au jour sont en schiste gris bleuté. Sur le plus important et le mieux conservé apparaissent de nombreux personnages groupés autour d'un Bouddha assis ; trois brahmanes barbus représentent vraisemblablement les trois ascètes convertis par le Maître : Kâçyapa de Gaya, Kâçyapa de Nadi et Kâçyapa d'Uruvilvâ (chacun des anachorètes est suivi d'un disciple imberbe). Le sculpteur a placé le donateur du monument et son épouse à l'extrémité droite de la composition ; l'homme légèrement tourné vers le Bouddha, présente un bouquet de fleurs ; son costume : tunique longue, manteau, longues braies, est celui des barbares qui, ayant substitué leur domination à celle des Grecs et adopté le Bouddhisme comme religion d'État, se signalèrent par la ferveur de leur foi et leur générosité à l'égard des moines. Voici qu'apparaît maintenant un monument d'un incontestable intérêt iconographique : le sujet central est le Bouddha futur : Maitreya ; il trône, jambes croisées sous un fronton coupé et il est entouré de personnages qui lui rendent hommage ; ce groupement reproduit trait pour trait une stèle chinoise d'époque Wei (VIe siècle de l'ère chrétienne), figurant dans une collection privée. Les trouvailles de Shotorak montrent à quel point l'art bouddhique de la Chine des Wei est tributaire de la sculpture gréco-bouddhique.

ÉTÉ (GHORBAND)

Juillet 1937. — A Begram, la chaleur nous oblige à une réduction progressive des heures de travail ; puis vient le moment, les emballages terminés, de gagner de l'altitude. Carl est à Fondukistan depuis plus d'un mois ; mais nous avons pu suivre ses travaux ; la route est celle de Bâmiyân, arrêt au kilomètre 117, à l'entrée du gros village de Siyahgird du Ghorband ; on met pied à terre, il suffit, après une montée raide et la traversée d'un château démantelé, de suivre un sentier très ombragé ; les eaux bruissantes, soigneusement captées, sont dirigées vers les vergers d'abricotiers et d'amandiers ; les noyers et les mûriers abondent. Nous voici déjà au pied de la maison où Carl s'est installé, à quelques mètres de son travail ; le monastère bouddhique dont il dégage les ruines couronne une colline terreuse nue. Pénétrons dans le sanctuaire : une grande salle de plan sensiblement carré, dont le plafond, voûté en berceau, s'est effondré, obstruant l'entrée de niches profondes ménagées dans les murs. Carl dégage les niches ornées de peintures et encombrées de statues ; travail épuisant : les déblais forment une gangue terreuse, par endroits dure comme un mortier. Les résultats obtenus font heureusement oublier le rude labeur de terrassier et de sapeur que s'impose notre architecte diplômé. Quelques peintures apparaissent dans un état d'impressionnante fraîcheur. Voici un Maitreya au lotus bleu ; la fleur merveilleuse se détache sur le rouge vif de l'auréole et la tête du Bodhisattva s'incline avec une grâce un peu mièvre ; les statues, de simples modelages en terre, s'apparentent par leur vigoureuse polychromie aux images de la muraille. Tout ce que nous découvrons ici représente l'application stricte d'un programme unitaire, assurant, sous la direction du maître d'œuvre, une collaboration étroite entre le peintre et le modeleur.

La dépose des peintures représente une œuvre de longue haleine ; mais l'enlèvement des lourds modelages de terre est infiniment plus pénible ; l'armature de bois, représentant le squelette de la statue, a disparu, rongée par les insectes ; il faut procéder avec infiniment de précautions, renforcer au

plâtre de Paris, à la filasse, au bois, tout ce qui menace ruine. Carl travaille inlassablement, avec l'aide dévouée de notre collaborateur afghan, M. Mohammed Aziz Khan, ancien élève de l'École des Beaux-Arts de Kâbul. Deux statues, placées au fond d'une niche, vont occuper nos techniciens pendant plus d'une semaine ; il s'agit d'un personnage princier et de son épouse ; le couple est placé au-dessus de deux urnes cinéraires, dans les urnes nous trouvons des monnaies à l'effigie du roi Sassanide Khosroês II (590-627 après J.-C.) et de Napki Malka (VIe siècle). Le personnage princier s'accoude sur un empilage de coussins, son costume est un frappant rappel des usages vestimentaires de l'Asie Centrale (VIIe-VIIIe siècles) (Missions Pelliot, Stein, Grünwedel) et de l'Iran : longue tunique à revers, très ajustée, ornée de médaillons à bordure emperlée, bottes légèrement effilées vers la pointe. Le personnage féminin, couvert de riches parures, apparaît nettement indien par la grâce et la plénitude de ses formes.

Cette dernière trouvaille met en relief, de façon saisissante, le double aspect de cet art tardif, partagé entre les influences de l'Iran et celles de l'Inde.

Afghanistan, 1936-1937.
Grimaud, 1938.

J. HACKIN

LES « EXPÉRIENCES » DE L'ÉDUCATION NATIONALE

M. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, après s'être accordé les pleins pouvoirs, applique par décrets son projet de loi sur la réforme de l'enseignement, déposé le 5 mars 1937, que les Chambres ne se pressent pas de discuter. Si jamais le débat est mis à l'ordre du jour, elles se trouveront devant le fait accompli. Ce n'est qu'une « expérience », nous dit-il. On s'étonne que des mesures assez aventureuses pour avoir besoin d'être expérimentées figurent dans un projet de loi. La C. G. T., inspiratrice du projet [1], a hâte d'en voir l'essentiel en vigueur avec ou sans l'adhésion du Parlement. Donc, avant toute discussion, le ministre abrogea certaines dispositions gênantes des lois sur l'enseignement secondaire, sur l'enseignement primaire et sur le technique. Le premier a déjà perdu son nom. Il est mis sur le même plan que les deux autres dans le « 2e degré ». On a coordonné leurs programmes et, dans ce dessein, bouleversé les études ci-devant secondaires. Surtout on organise la classe d'orientation, suprême espoir et suprême pensée de ceux qui poursuivent la mort des études classiques et la substitution de l'État aux familles dans l'aiguillage des enfants vers les différentes carrières. D'autres innovations, qui, pour n'être pas illégales, ne sont pas plus heureuses, vont concourir à l'abaissement ou à la ruine des études.

1. Voir *Revue de Paris* du 1er mai 1937 : L. Blum, *le Projet d'école unique.*

■

Auparavant, le ministre, quelques jours après le dépôt de son projet, renonça aux deux mesures qui supprimaient un des vices fondamentaux de l'organisation actuelle. L'enseignement primaire supérieur ne figurait pas à l'article 10 parmi les sections du 2e degré [1]. Doublant le moderne ou le technique, il devait nécessairement disparaître dans un projet qui avait la prétention d'unifier l'école. D'autre part, le ministre réalisait enfin l'espérance de tous les esprits libéraux, inquiets de voir la masse des instituteurs formée en marge de la culture commune, et comme en vase clos. Il décidait (art. 16) que les directeurs et directrices d'école, les instituteurs et les institutrices ne pourraient être chargés d'une classe sans être pourvus du baccalauréat. Dans les écoles normales primaires, ils continueraient de recevoir une formation professionnelle. C'était à la fois rehausser la fonction en améliorant l'instruction des maîtres, et réunir dans les mêmes établissements, pour des études d'égale durée, soumises aux méthodes de l'enseignement secondaire, la jeunesse destinée à toutes les carrières libérales, y compris celle d'instituteur. C'était en même temps élargir l'esprit de l'enseignement primaire élémentaire sans toucher aux méthodes qui lui sont propres.

Un tel projet devait, semble-t-il, satisfaire les vrais amis du personnel primaire, promu à un degré supérieur de culture, élevé avec l'élite de la jeunesse, loin du séminaire et de ses dogmes, dans la liberté de penser. Il n'est pas sûr que cette perspective ne sourie pas à des dizaines de milliers d'instituteurs, soucieux surtout de leur mission, dévoués à l'éducation de l'enfance, et qui ne se croient pas « les patrons intellectuels du pays ». Mais les syndicats primaires opposèrent tout de suite leur *veto* à cette réforme. Le ministre s'inclina sans résistance [2]. La section primaire supérieure figurera dans le 2e degré ; les futurs instituteurs y passeront quatre années

1. « L'enseignement du 2e degré est donné dans trois sections : classique, moderne, technique » (art. 10).

2. Discours d'ouverture au Conseil supérieur, 15 mars 1937.

— ou même, à la rigueur, dans les lycées et les collèges — mais ils ne demeureront pas au contact de la jeunesse profane. Ils commenceront leur cléricature dès la seconde dans les écoles normales, où ils prépareront trois ans le baccalauréat dans une atmosphère favorable, sans contracter l'esprit critique, mortel aux certitudes primaires. C'est ainsi que la C. G. T. conçoit l'école unique.

On ne comprendra ni l'opposition qui fit échouer ce point essentiel de la réforme, ni l'impossibilité de toute réforme libérale des études, inspirée par le ministère des masses, si l'on persiste à ignorer la mystique de la F. G. E.[1] Le secondaire y est représenté par une majorité de modernistes, perdus eux-mêmes dans la multitude immense des primaires. Comme dans les autres sections de la C. G. T., l'action y est dominée par la lutte des classes, étendue ici aux classes d'esprit. Et d'abord il faut abattre l'enseignement bourgeois, qui se targue d'une supériorité chimérique sur l'enseignement populaire. Sus aux humanités qui perpétuent dans le monde moderne, avec une culture périmée, l'inégalité des citoyens ! La valeur des études se mesure à l'âge des élèves. Plus d'enseignement secondaire, primaire supérieur, technique, mais un enseignement du 2e degré, où toutes les sections, mises sur le même plan, conduiront les élèves à toutes les places, et vaudront à tous les professeurs les mêmes traitements. Peu importe que la gratuité des lycées et les bourses d'entretien permettent aux plus pauvres l'accès des études classiques ; il faut détruire cette citadelle de l'esprit bourgeois et surtout empêcher qu'il ne corrompe celui du peuple. Ce n'est pas avec du grec et du latin qu'on peut préparer la dictature du prolétariat. Ce n'est pas en élevant parmi les jeunes bourgeois les futurs éducateurs du peuple qu'on les dressera comme leurs prédécesseurs à la lutte des classes. On peut exiger d'eux le baccalauréat, qui leur ouvrira toutes les facultés et les plus hauts postes, à condition qu'ils conservent dans toute sa pureté le précieux esprit primaire, ferment éprouvé de la révolution sociale.[2]

1. Fédération Générale de l'Enseignement.

2. Sur cet état d'esprit, voir l'article, aussi pénétrant que documenté, de M. Marcel Thiébaut : *La C.G.T. éducatrice* (*Revue de Paris* du 15 avril 1938).

■

Amputé de ses dispositions libérales, le projet ne comportait plus que les réformes dangereuses et inacceptables dictées par la C. G. T., l'unification des enseignements dits du 2e degré, surtout la classe d'orientation. Sans attendre qu'il fût voté, le ministre prit ses dispositions pour l'appliquer ; sur le premier point, des décrets et des arrêtés furent signés, qui doivent entrer en vigueur à la rentrée prochaine ; mais dès octobre 1937, un certain nombre de sixièmes furent transformées en classes d'orientation.

Ayant adopté cette dernière réforme sous la pression de la C. G. T., qui veut nationaliser la fabrication des esprits comme les usines, le ministre essaie de la justifier par le nombre excessif de bacheliers qui grossissent chaque année l'effectif des chômeurs intellectuels. Dans la seule Académie de Paris, 20 000 candidats, dit-il, se sont présentés au baccalauréat en juillet dernier. Une sélection s'impose, au début des études, qui engage chaque enfant sur la voie qui lui convient.

Si le ministre de l'Éducation nationale se propose vraiment de combattre ce fléau, il le peut sans recourir à un remède pire encore que le mal, et terriblement aventureux. Il lui suffirait d'en supprimer la cause, qui saute aux yeux de quiconque ne les ferme pas volontairement. Depuis 1902, de soi-disant démocrates ont maintenu dans les lycées toutes les non-valeurs de la bourgeoisie et en ont attiré d'autres par divers baccalauréats au rabais à la portée des diverses inaptitudes, et ils ont ouvert toutes les facultés à tous les bacheliers. Comme la plupart étaient incapables de suivre les études supérieures, on les mit aussi à leur portée. La licence fut fractionnée en certificats au choix de chacun. Cette démocratique « égalité de sanctions », empruntée à Guillaume II [1], qui cherchait à tuer l'enseignement classique, coupable d'affranchir l'esprit de ses sujets, responsable notamment de

1. Rappelons que le rescrit de Guillaume II est de 1900 et que nos modernistes ont calqué les programmes de 1902 sur les programmes prussiens appliqués en 1901. Voir notre article : *la Bataille pour les humanités* (*Revue de Paris* du 15 mai 1923, pp. 357-359).

la social-démocratie, porte, en Allemagne comme chez nous, des fruits abondants. On n'avait outre-Rhin, en 1933, que 9 000 postes vacants pour près de 20 000 étudiants qui terminaient leurs études. M. Frick, le ministre de l'Éducation, limitait, le 6 février 1934, à 10 734 élèves, dont 1 048 femmes, le nombre des candidats qui pourraient obtenir leur diplôme de maturité, donnant accès aux études supérieures. Mais on songeait également à établir un *numerus clausus* pour chaque ville universitaire en particulier. Comme on ne peut, chez nous, admettre ou éliminer les candidats suivant la pureté de leur race ou leur attachement à un parti, le plus simple serait de revaloriser les études, ce qui entraînerait tout de suite la déflation des diplômes ; les inaptes renonceraient d'eux-mêmes à des parchemins inaccessibles pour eux ; l'élite seule, issue de toutes les classes sociales, aspirerait aux vraies, aux seules études libérales et aux carrières qu'elles ouvrent.

Aussi bien nous pouvons observer déjà cette sorte de sélection naturelle. Un premier déchet se constate en 6e B, où entrent les élèves de 7e les moins bien doués, qui ont renoncé aux études classiques. La grande majorité s'essaie en 6e A. Puis le groupe des jeunes latinistes diminue peu à peu. Si l'on prend la promotion des lycéens et des collégiens qui débute en 1931, on voit que 15 307 (74,78 p. 100) commencent le latin et que 5 162 (25,22 p. 100) vont en 6e moderne. Arrivés en 4e, 11 124 seulement continuent le latin, mais l'effectif de la section moderne monte à 5 979. A partir de la 4e, nouveau déchet. Les uns ne se risquent pas dans la section latin-grec ; d'autres, qui l'ont tentée, l'abandonnent. Cette section, qui, en 4e, comprend 32,30 p. 100 de l'effectif total, n'en reçoit plus que 31,83 p. 100 en 3e et 30,13 p. 100 en 2e. Les défaillants vont grossir la section A' (latin sans grec), dont l'effectif passe de 32,74 p. 100 en 4e à 37,87 p. 100 en 2e [1]. Tous les professeurs familiarisés avec ces deux sections reconnaissent que la section A forme en majorité une véritable élite et que A' est d'une faiblesse extrême. Les résultats du concours général attestent une écrasante supériorité de la section latin-grec.

1. Ces chiffres sont tirés du *Guide des études* (1936-1937), p. 264, publié par M. Gaston Antignac *(Information universitaire)*. On a négligé ici ceux de la 1re, qui sont faussés par le reflux des refusés au baccalauréat.

L'an dernier, la 1ère A, dont l'effectif était de 5 780 élèves (garçons et filles), obtenait 10 prix et 45 accessits, soit 55 nominations, tandis que les 9 214 de A' n'en obtenaient que 18 et les 6 793 de B 11 [1]. Si, comme avant 1902, celles des facultés où une forte culture générale est nécessaire s'ouvraient aux seuls bacheliers de la section A, elles ne seraient plus encombrées de non-valeurs, et l'inflation des diplômes disparaîtrait assez vite.

Mais la C. G. T. ne veut pas qu'on touche à la réforme de Guillaume II, devenue, pour avoir passé le Rhin, le palladium de la démocratie. Elle se soucie peu d'arrêter la dévaluation des parchemins. Par l'orientation elle vise deux buts tout différents : d'abord, comme l'impérial précurseur, ruiner les études classiques et, de surcroît, répartir d'office les esprits dans les diverses professions suivant les besoins sociaux.

On a tout dit sur l'absurde prétention de déceler des aptitudes spéciales et des vocations chez des bambins. M. Bracke lui-même, qui ne passe pas pour un adversaire de la C. G. T. ni de M. Jean Zay, a essayé, dès la signature du projet, de mettre le ministre en garde contre cette erreur. « Quoi ! L'orientation va-t-elle condamner des enfants de dix ou onze ans, par avance, à une éducation dite « technique », étrangère aux caractères qui font, pour la culture, le mérite, supposé commun, des deux autres (le moderne et le classique). Et puis, l'orientation se comprend vers la fin d'études plus ou moins poussées loin, quand il s'agit de montrer à un jeune homme de quel côté il peut le mieux utiliser ce qu'il a acquis, entrer dans la vie sans risquer de s'engouffrer dans un cul-de-sac. Mais, si fort qu'on soit en psychologie enfantine, si calé qu'on se croie sur le classement des qualités et défauts naturels, qui osera dire qu'un gamin de dix ou onze ans peut et doit être dirigé ici ou là ? Les vocations proprement dites sont rares, et, même réelles, elles ne sont souvent révélées qu'au contact de la vie même. Le propre d'une culture, quelle qu'elle soit, n'est-il donc pas de se prêter à toutes adaptations aisées ? Malgré toute ma sympathie pour le ministre et pour

1. Pour le détail, voir *Information universitaire* du 10-12 juillet 1937. On y remarquera que, sur 9 nominations en mathématiques, la section gréco-latine en obtient 6.

sa volonté, j'ai peur de déceler encore, sous les formules de rédaction, le grave, le dangereux préjugé des « élites » à préparer, à séparer, à « sélectionner », comme on dit, à spécialiser, après les avoir choisies, dépistées, flairées, pour les mettre, sous enveloppe dûment cachetée, dans le tube qui les mènera au soleil du succès. Et toute éducation entreprise avec l'idée de répondre à la « commande » préalable est une éducation faussée ». (*Le Populaire*, 6 mars 1937.)

Ces fortes paroles, inspirées au maître humaniste par une juste conception des études, ne l'ont pas emporté sur la volonté des syndicats primaires. Cédant à leur pression, malgré les critiques venues de partout, malgré la Commission de l'enseignement du Sénat[1], dont il prit l'opposition courtoise pour une approbation, M. Jean Zay résolut d'appliquer, avant le vote de la loi, une réforme condamnée d'avance par le sens commun. Sous couleur d'expérience, il sacrifia, dans 200 établissements, quelque 5 000 enfants, comme s'il opérait *in animo vili*. Peu importe que toute cette jeunesse perde une année et risque d'être engagée officiellement sur une mauvaise voie. Des orienteurs, du moins, vont essayer de constituer une science chimérique et un collège d'augures qui se regarderont sans rire.

Car leurs décisions seront fondées sur des observations précises, consignées sur le livret de l'élève, divisé en huit compartiments. Après que les orienteurs auront, pour chaque enfant, répondu à quelque cent cinquante questions sur la valeur des connaissances acquises au cours de la classe d'orientation, sur les aptitudes mentales, sur le caractère et la personnalité, sur les « intérêts particuliers et les talents », sur le milieu familial, constitué une fiche médicale et une fiche spéciale d'aptitude technique, ils pourront décider de science certaine si les bambins doivent ou non apprendre le latin, les langues vivantes, les sciences ou un métier. Ils sauront, par exemple, « à quel type appartient l'enfant dans l'acte d'apprendre : *visuel*, *auditeur*, *moteur ou mixte* » (sic). Quelle lumière sur sa vocation ! Ils détermineront « s'il accuse une

1. « La Commission regretterait de se trouver en face d'un fait accompli avant que la loi fût votée par le Parlement. » (Communiqué de la Commission. *Le Temps*, 30 avril 1937.)

mémoire des nombres, des sons, des formes, des couleurs, des physionomies, des lieux » et ils vaticineront à coup sûr, pour l'avenir comme pour le présent, sur ses aptitudes aux diverses études. Après avoir observé pendant un an son attention et s'être demandé, entre autres choses, si elle est plutôt « *concentrée, distribuée, papillonnante* », ils l'aiguilleront sans hésiter sur le classique, le moderne, le primaire supérieur ou le technique. Parmi tant de questions, une pourtant a été omise, qui a son importance : dans quelle mesure l'inattention de l'élève est-elle imputable à la leçon du maître ? Cet appareil scientifique permet de juger l'infaillibilité redoutable des orienteurs [1].

Le plus fort est que leur flair se flatte de déceler l'aptitude ou l'inaptitude à une discipline qui n'est pas enseignée. Car, dans les classes d'orientation — sauf dans une — toutes les matières à option ne figurent pas au programme. Trois types sont expérimentés : 1° avec langue vivante et sans latin ; 2° avec latin et sans langue vivante ; 3° sur la demande expresse de la F.G.E., sans latin ni langue. Un goût médiocre pour les déclinaisons latines attestera évidemment une vocation marquée pour les langues étrangères ou inversement. D'autre part, l'une et l'autre de ces disciplines auront des chances d'agréer aux enfants qui échouent dans une classe où elles ne figurent pas, à moins que cet insuccès ne les destine au technique. Pour comble, par la volonté encore de la C.G.T., il a paru indispensable d'introduire des instituteurs et des professeurs primaires dans la classe d'orientation. Impossible, paraît-il, d'apprécier l'aptitude des enfants à l'enseignement secondaire sans l'avis de maîtres étrangers à des études qu'ils n'ont pas faites.

Ce ne sont qu'expériences, dit-on pour nous rassurer ; au prix d'une année gaspillée [2] on verra bien le résultat. Mais on aimerait savoir quel sera le critérium de l'expérience

1. On trouvera ce questionnaire, dû à la collaboration de deux inspecteurs généraux, dans l'*Information universitaire* du 18 décembre 1937.

2. Après bien des tergiversations, le ministre a décidé que l'option conseillée par les orienteurs se ferait après le 1er trimestre dans les classes mêmes d'orientation ; trois mois d'observation leur suffisent pour se prononcer sur l'avenir d'un enfant. Mais ce premier des trois trimestres est perdu, notamment pour le latin et la langue vivante, et, comme l'horaire est inférieur à celui de la 6e, que d'ailleurs les devoirs sont supprimés dans cette classe, on peut dire que l'enseignement secondaire est écourté d'un an.

réussie. A quel signe reconnaîtra-t-on si les enfants ont été bien ou mal aiguillés? Faudra-t-il attendre quelques années pour que se manifestent les regrets des vocations manquées? Des milliers d'enfants subiront-ils jusque-là l'expérience illusoire des classes d'orientation?

On nous dit qu'elle a été accueillie avec enthousiasme. Une publicité bien orchestrée a répandu dans le public cette bonne nouvelle. Les documents ne confirment pas cet optimisme. De toutes parts s'élèvent les protestations : Société des agrégés, Syndicat national des lycées et collèges, associations de parents d'élèves, sociétés de médecins multiplient les rapports et les ordres du jour hostiles [1]. Devant une opposition qui, depuis un an, ne désarme pas, le ministre a décidé de soumettre à une Commission les résultats de son expérience. Espérons.

Mais il ne faudra pas qu'on se borne à enregistrer le contentement de l'inspection générale créée pour présider à cette innovation, l'avis favorable d'administrateurs élus pour la mener à bien, et « l'enthousiasme » des orienteurs cégétistes ou des instituteurs et des professeurs du primaire supérieur promus dans la ci-devant 6e des lycées. Il ne faudra pas non plus considérer comme une réussite de l'expérience la bonne tenue des classes et l'attention de leurs 25 élèves, le zèle certain des professeurs et leur effort consciencieux pour déceler des aptitudes ou des inaptitudes embryonnaires ou encore inexistantes, l'heureux résultat de leurs entretiens obligatoires sur leurs élèves communs. L'enquête de la Commission doit porter essentiellement sur le seul point en question : comment les orienteurs ont-ils résolu l'insoluble problème de l'orientation précoce? Avec quelle sagacité ont-ils pénétré le secret des glandes endocrines, et prévu les transformations qu'apportera la puberté dans les facultés intellectuelles comme dans

1. Un rapport présenté à la Société des agrégés, qui porte la signature de M. Chibon, professeur à Louis-le-Grand, et de M. Gaston Martin, ancien député radical-socialiste, président de la Société, demande « *que la création d'une classe d'orientation soit abandonnée* ». Voir aussi, entre autres, les ordres du jour du Syndicat national de l'Académie de Paris (*le Temps*, 23 décembre 1937), celui des Parents d'élèves des collèges communaux (*le Temps*, 16 janvier 1938), la démarche des Parents d'élèves des lycées et collèges auprès du ministre (*le Temps*, 6 janvier 1938) et la motion (antérieure à la classe d'orientation, mais qui s'y applique) votée à la IXe session des Assises médicales (*Revue de Paris*, art. cité, p. 184).

le caractère de chaque enfant? Sur quelle évidence fondent-ils leur certitude qu'un bambin est plus apte à devenir instituteur que professeur, ébéniste ou comptable qu'avocat ou médecin? S'ils n'ont pas de certitude, comment peuvent-ils, en conscience, aiguiller un enfant sur une des voies opposées[1] ? Et quelle preuve apportent-ils qu'ils n'ont pas déjà dévoyé des centaines d'élèves après le premier trimestre? Quelle autorité enfin peuvent avoir sur les familles, pour diriger les enfants vers une carrière ou une autre, des professeurs consciencieux, certes, mais souvent très jeunes et sans expérience, ignorant parfois les études qu'ils conseillent ou déconseillent? Il suffisait de se poser ces questions pour conclure, sans déranger des commissaires, à l'inanité de l'expérience, et pour renoncer à la classe d'orientation.

■

Pourquoi le ministre est-il, au contraire, pressé d'appliquer, avant le vote du Parlement, une réforme discréditée depuis qu'elle est annoncée? Parce qu'elle est la pièce maîtresse du plan scolaire imposé au Gouvernement d'alors par la C.G.T. C'est l'arme forgée par les syndicats primaires pour la lutte des classes par le moyen de l'école.

Et d'abord, elle tuera sûrement les études classiques renaissantes. Trente ans de guerre aux humanités, menée par de prétendus démocrates, semblaient les avoir frappées à mort. Mais, le régime de 1902 abrogé en 1923, abattue la cloison qui séparait les lettres des sciences et obligeait la jeunesse à opter entre ces disciplines également nécessaires, l'inflation des diplômes au rabais et leur dévaluation ayant fait comprendre aux familles la « valeur réelle » des vraies études, l'instinct de conservation en face de la barbarie menaçante ayant, comme par un réflexe, ramené les parents à la juste appréciation de la culture humaine qui a fait de la France la terre de la liberté, du droit, de la tolérance, et comme le centre de la civilisation, les enfants affluèrent de nouveau dans les

1. Noter qu'il ne s'agit pas, comme aujourd'hui, d'un examen de passage, mais d'une orientation ; un enfant, obligé de redoubler sa 6e, peut réussir l'année suivante et faire plus tard un bon élève. Sous le régime qu'on nous propose, il sera tout de suite aiguillé sur une voie que n'avait peut-être pas choisie sa famille et qu'elle adopte cependant pour lui, sur le conseil des orienteurs.

classes de lettres anciennes naguère désertées [1]. Aujourd'hui 82,37 p. 100 des élèves de 6e sont inscrits à la section classique dans les lycées et les collèges de garçons contre 17,63 p. 100 pour la section moderne, et, dans les établissements féminins, 74,94 p. 100 contre 25,06 p. 100. Bien mieux, cette année l'enseignement primaire public a envoyé 8 986 garçons en 6e latine et seulement 1 729 dans la 6e sans latin, 4 286 filles dans la première contre 1 250 dans l'autre. Va-t-on laisser le peuple s'embourgeoiser ?

Un seul moyen désormais d'arrêter la déroute du modernisme : supprimer l'adversaire. Dès 1931, le mal, déjà inquiétant, inspira aux cégétistes une manœuvre hardie et simpliste. Pour relever le moderne de trois faillites successives, il suffit d'empêcher, par la désorganisation des études, le classique de vivre. L'enseignement gréco-latin, réduit à six ans par Jules Ferry, demeure possible ; amputé encore de deux ans, il ne survivra pas. On créera donc une classe-vestibule, où les enfants passeront deux années avant d'être répartis par des orienteurs dans les diverses sections du 2e degré. Le premier Gouvernement de Front populaire lui-même recula. Il fallut négocier. A la suite d'une conférence entre les secrétaires des syndicats du 1er et du 2e degrés (7 janvier 1937), les cégétistes acceptèrent de réduire à un an la classe d'orientation, de ne retarder que d'un an le début des études : cette amputation suffisait à ruiner les humanités antiques [2]. M. Jean Zay adopta le plan ainsi amendé.

Il se défend, il est vrai, de porter atteinte à la culture antique. Nous avons noté cette déclaration du ministre, au cours d'une conférence (29 novembre 1937), qu'il n'écourte pas les études puisque l'âge du baccalauréat n'est pas modifié ; comme si, retardées d'un an au début, elles n'étaient pas, en fait, abrégées d'un an. Cela se passait à l'Union rationaliste.

L'orientation, indispensable à la C.G.T. pour la lutte entre les classes d'esprit, permettra, en outre, de rétablir la justice sociale par une répartition de la jeunesse dans les carrières

1. Rappelons ici qu'en 1920, sur 7 621 élèves inscrits en seconde dans les 365 établissements universitaires de garçons, la section A (latin-grec) n'en comptait que 427. Cette année, elle en compte 4 549, auxquels il faut ajouter 1 672 jeunes filles.

2. Voir le plan confédéral dans l'*Information universitaire* du 30 janvier 1937.

et les métiers plus équitable et plus conforme aux besoins de l'État, de dessaisir à son profit les familles, incapables de guider leurs enfants parce qu'incompétentes, ou esclaves de préjugés quant aux diverses professions.

L'article 10 du projet reflète cet état d'esprit : « La répartition des élèves entre les différentes sections se fait, *compte tenu du désir des familles et de l'intérêt général*, d'après le goût et les aptitudes décelées dans la classe d'orientation et éventuellement dans les classes suivantes. » On veut bien « tenir compte » du désir des familles, mais on pourra ne pas s'y conformer, car on tiendra compte aussi « de l'intérêt général », qui naturellement doit l'emporter.

Devant la révolte de tous ceux qui tiennent à la liberté, M. Jean Zay s'empressa de prodiguer les assurances. A la tribune de la Chambre [1] et à toutes celles dont dispose un ministre, il a promis que les vaticinations des orienteurs ne lieraient pas les parents, qu'ils resteraient maîtres de diriger leurs enfants. Nul ne peut douter d'une parole donnée avec cette insistance. Mais aucun des esprits libres qui connaissent la genèse du projet ne peut renoncer à son opposition. C'est un fait incontestable qu'il est né à la C.G.T. de la mystique professée dans le ministère des masses, et amendé par une transaction avec le ministre officiel de l'Éducation nationale [2]. Il a été déposé sur le bureau de la Chambre sous les auspices de M. Léon Blum, président du Conseil, qui n'a jamais dissimulé son opinion sur le droit de l'État à diriger les jeunes esprits. Le 14 avril 1933, il écrivait dans *le Populaire* : « Gratuité et sélection impliquent une action de la collectivité pour diriger l'enfant vers la catégorie de tâches où son travail d'homme pourra procurer le rendement le plus utile. Mais cette action de la collectivité, ce droit de la collectivité ne sauraient être exercés que par l'État seul... » et le 15 août de la même année : « Gratuité et sélection aboutissent ainsi à une prise en charge de l'enfant par la société, à une orien-

1. Deuxième séance du vendredi 30 décembre 1937.

2. « Le cabinet a donné la promesse formelle que le plan confédéral servirait de base à toute réforme profonde du 2e degré, et que, d'autre part, un plan de réforme ne serait pas déposé sans qu'un accord préalable ait été réalisé avec nos organisations fédérales. » (Déclaration de M. Mérat, secrétaire de la F.G.E., au Conseil national de cette Fédération en décembre 1936, rapportée par l'*Information universitaire* du 6 février 1937.)

tation déterminée à la fois par les vocations individuelles et par les besoins sociaux, à une sorte de conscription et d'affectation sociale des tempéraments et des intelligences. » Chef du Gouvernement, il pensait de même ; le texte du projet de loi l'atteste. Plus tard, ministre d'État, présidant, le 22 juillet 1937, le Congrès international des instituteurs, il revient sur cette pensée. Après avoir rappelé le projet de loi sur la réforme de l'enseignement dont il se fait honneur, avec sa franchise ordinaire il prévoit le moment où « l'éducation nationale deviendrait, du haut en bas de l'échelle, un moyen d'orientation et d'affectation sociale » (*le Populaire*, 23 juillet 1937). Le ministre de l'Éducation nationale, assis auprès de lui, ne l'a sans doute pas entendu. L'opposition est nette entre M. Jean Zay et son ancien président du Conseil sur la portée de l'article 10. Qui croire? L'un et l'autre sans aucun doute. M. Jean Zay tiendra certainement sa promesse tant qu'il sera inamovible. Il nous propose une réforme de structure à retardement ; il se borne aujourd'hui à régler le mécanisme d'un engin qui, la « pause » terminée, anéantira le droit des familles et la liberté des vocations.

■

Un autre décret-loi de M. Jean Zay (21 mai 1937) désorganise les études secondaires pour « coordonner » les enseignements du 2e degré. Il est rédigé dans les mêmes termes que l'article 12 du projet : « Les programmes spéciaux à chaque section seront aménagés de façon à permettre, en cours d'études, les passages éventuels d'une section à une autre. » Avant même que les Chambres aient admis les trois types d'enseignement qu'il propose pour le 2e degré, classique, moderne, technique, le ministre commence par en insérer un quatrième qui n'y figurait pas, le primaire supérieur, jugé après coup indispensable au « recrutement démocratique des instituteurs » ; puis il aligne les plus longs sur les plus courts pour que les enfants mal orientés puissent passer de plain-pied de l'un à l'autre. Il faut que des études, organisées pour une scolarité de sept ans, se conforment aux exigences de celles qui se terminent les unes trois ans, les autres quatre ans plus tôt. Dans

cette pensée unificatrice, le ministre a soumis au Conseil supérieur (mars 1938) un projet d'arrêté qui bouleverse les programmes. Il y rencontra une résistance énergique [1]. L'arrêté parut néanmoins le 11 avril 1938.

D'abord les élèves de la section secondaire moderne, qui apprenaient les sciences physiques à partir de la 2e, les commenceront en 5e, parce que ceux du primaire supérieur terminent leurs études au niveau de la 3e. Les professeurs s'accordent généralement à penser que cette discipline est prématurée dans les classes de grammaire et même en 3e [2]. Peu importe, il faut unifier. Il est vrai qu'un mathématicien, adversaire militant du latin, qu'il voudrait remplacer par les sciences physiques, demande que les enfants aient entre les mains un thermomètre et un tube à essais dès la 6e, sinon en nourrice. Cette réforme a d'ailleurs, pour les modernistes, le mérite d'amorcer la suppression de « l'égalité scientifique » par quoi le retour de la jeunesse aux humanités est devenu possible. Il est clair qu'après avoir, pendant quatre années, perdu des heures dans des classes de physique sans profit possible, les élèves de la section B seront sacrés « scientifiques » et qu'il leur faudra des programmes spéciaux en 2e, où les autres débutent dans cette discipline. C'est pour demain la résurrection de l'inoubliable section D (sciences-langues).

Dès maintenant, M. Jean Zay ressuscite le régime des cycles, enterré en 1923 après avoir, pendant une vingtaine d'années,

1. M. Binon, qui représente les agrégés des lettres, très appuyé par ses collègues des lycées, protesta contre cette façon d'appliquer par fragments une loi non votée, cela malgré la promesse formelle du ministre de consulter le Conseil supérieur sur les décrets d'application seulement après le vote de la loi. Il montra d'ailleurs l'impossibilité de coordonner des enseignements d'inégale durée, différents par le but et les méthodes. Pour toute réponse, le directeur, M. Châtelet, déclara que « la coordination doit être étudiée à part, en vertu du décret du 21 mai 1937 », qui est illégal. Ce n'est en somme que le corollaire d'une illégalité. (Voir *Information universitaire* du 8 avril 1938.)

2. Un témoignage précieux nous vient d'un physicien, professeur de faculté, qui a d'abord enseigné à la fois dans les lycées et dans les Écoles Primaires Supérieures. Il nous écrit : « Vouloir enseigner de la physique ou de la chimie en 5e, en 4e ou même en 3e est une pure folie : les cerveaux n'y sont pas préparés. L'enseignement en 1re et 2e années des E.P.S. (en 3e année, cela commence à aller un peu moins mal) a deux résultats fatals : 1e donner sur bien des points des idées incomplètes et fausses ; 2e détruire pour l'âge où des études efficaces peuvent être entreprises l'attrait considérable du nouveau et de l'inconnu. »

paralysé certains enseignements. Les réformateurs de 1902 avaient cru, comme lui, faciliter le passage du primaire supérieur dans la section moderne et, d'autre part, permettre aux enfants inaptes à des études complètes de sortir du lycée avec un bagage suffisant. Dans ce dessein, on avait bourré les programmes des premières années de matières qui dépassent l'intelligence de jeunes enfants, qu'il s'agit de mathématiques, de sciences physiques ou d'histoire. Comme on les leur enseignait nécessairement de façon superficielle, il fallait approfondir ces mêmes matières dans le second cycle, d'où perte de temps et multiplication des heures de classe.

Les programmes d'histoire étaient particulièrement absurdes. Un enfant faisait des études classiques jusqu'en 2e sans connaître l'histoire grecque, ni la romaine ; il avait seulement absorbé en 6e un comprimé de toute l'antiquité depuis les Pharaons. Quant au moyen âge et aux temps modernes jusqu'à nos jours, on demandait aux professeurs d'approfondir en trois ans dans le 2e cycle, à raison de deux heures par semaine, des matières qu'ils avaient eu peine à enseigner sommairement au cours du 1er [1]. On avait en vain sacrifié les études secondaires à l'espoir d'éliminer du lycée les cancres après la 3e et d'y attirer l'élite du primaire supérieur. Malgré le diplôme qu'on leur offrait, les premiers ne se soucièrent pas de renoncer à l'un des baccalauréats au rabais, spécialement aménagés pour eux ; les autres ne passèrent pas la porte qu'on leur ouvrait. En 1921, dans les 365 lycées et collèges de garçons, il en était venu 167, pour lesquels on ne voulut pas compromettre plus longtemps l'instruction de 115 000 enfants. Tel est le régime qu'à son tour M. Jean Zay inflige à l'enseignement secondaire. S'il institue des expériences audacieuses, il semble que son administration lui laisse ignorer les plus probantes d'un passé récent.

1. Les professeurs d'histoire, dans leur Assemblée générale du 23 décembre 1937, ont unanimement manifesté leur indignation contre la menace du retour aux cycles, avec les mêmes arguments qui les avaient fait supprimer. Voir la discussion et l'ordre du jour dans *le Temps* du 25 décembre 1937. Après le vote du double cycle au Conseil supérieur, la Société d'histoire moderne s'est violemment élevée contre la pédagogie de l'histoire qu'il impose. (Voir le compte rendu publié par *le Temps* du 4 avril 1938.) Ce qui n'a pas empêché le ministre de signer son arrêté sur les programmes le 11 avril 1938.

■

C'est que la coordination des programmes, avec le rétablissement des cycles, recèle une vertu alors insoupçonnée : elle permet l'amalgame des enseignements, sans quoi l'école unique serait un vain mot.

Le ministre n'ignore pas les appréhensions qu'elle a suscitées [1]. Aussi déclare-t-il à toute occasion que chaque type d'enseignement conservera son caractère propre et sa méthode. Cette promesse ne suffit pas à rassurer ceux qui, depuis 1925, ont vu naître et se développer la doctrine et la pratique de l'amalgame, qui ont assisté aux savantes manœuvres de l'Administration pour le maintenir après sa suppression. M. Jean Zay ne présidera peut-être pas toujours à l'Éducation nationale. La doctrine demeure et sera reprise après lui, une fois aplanies par ses soins les difficultés d'exécution.

Depuis 1925, c'est devenu un article de foi dans la religion moderniste, professée par l'Administration comme par la C.G.T., que tous les enseignements se valent ; partant qu'on peut sans inconvénient mêler en des « cours communs » les élèves du classique à ceux du moderne et, même pour le français, les esprits qui se forment aux études gréco-latines à ceux pour qui les disciplines anciennes sont remplacées par l'étude pratique d'une deuxième langue étrangère. Cet amalgame porte même en lui une vertu sociale : il enseigne à la jeunesse l'égalité [2]. Le dixième décret-loi l'imposait dans les établissements secondaires et primaires supérieurs jumelés. Comme le prescrivent les *Instructions*, il faudra désormais expliquer les textes français pour tous « sans recourir au latin ». Est-il d'ailleurs utile d'expliquer les latinismes? Il suffit de les traduire ; l'élève croira le maître sur parole, sans manifester le désir indiscret de comprendre, incompatible avec le sentiment de l'égalité. Grâce à cette nouvelle péda-

1. Cf. *le Projet d'école unique*, L. Blum, *Revue de Paris* du 1er mai 1937.

2. Pour qu'on ne croie pas à une plaisanterie, citons une fois de plus le texte mémorable des *Instructions* (1925) : « Par la fusion, est introduite dans l'enseignement secondaire une égalité dont il est socialement utile d'inculquer de bonne heure aux enfants la juste notion. »

gogie, on lira bientôt sans effort Rabelais, Montaigne et Racine dans des traductions.

L'amalgame a la vie dure. Il survit à un vote du Sénat, qui obligea M. Herriot à y renoncer. Jamais les instructions impératives destinées à faciliter la fusion des enseignements n'ont été abrogées. Une nomination récente semble même indiquer que les professeurs d'humanités vont être contraints de s'y conformer. Dans un coin de l'Académie de Lille, à Saint-Amand-les-Eaux, sous couleur d'expérience, on instruit pêle-mêle, depuis une dizaine d'années, dans le même établissement et dans les mêmes classes, les élèves du classique, du moderne, du primaire supérieur et du technique. Les amateurs d'école unique se récrient d'admiration. Le créateur de cet amalgame idéal a été appelé par M. Jean Zay à diriger l'enseignement du 2e degré. Il a déjà commencé d'amalgamer le personnel primaire et secondaire dans les classes d'orientation, puis les inspecteurs généraux du secondaire et du primaire supérieur, confiant des missions aux uns et aux autres dans un enseignement qu'ils sont mal qualifiés pour inspecter [1] (arrêté du 14 janvier 1938). Bientôt, les professeurs de toutes les sections deviendront interchangeables, et naturellement on mélangera les élèves. Le plan de 1925 se poursuit. Ce bloc à peine enfariné ne dit rien qui vaille aux vieux routiers qui, depuis treize ans, sont aux prises avec l'amalgame déclaré ou insidieux. Ils sont fondés à craindre que, grâce à la coordination des enseignements, le microcosme universitaire de Saint-Amand-les-Eaux ne s'élargisse un jour jusqu'à englober tout le 2e degré, suivant la volonté de M. Delmas et des syndicats primaires [2].

1. Inquiet de cette mesure, à l'unanimité le Congrès du Syndicat national des professeurs a émis le vœu « que les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire soient seuls qualifiés pour les inspections générales du corps enseignant de l'enseignement secondaire, et qu'en aucun cas, les missions spéciales des inspecteurs des autres enseignements ne puissent s'y substituer. »

2. Rappelons ce verset de l'évangile cégétiste : « Quand l'enseignement du second degré sera institué, et qu'on ne pourra plus distinguer ni dans les établissements, ni dans le personnel, ni dans le recrutement, ni même dans les méthodes, ce qui est aujourd'hui l'enseignement secondaire, l'enseignement primaire supérieur ou l'enseignement technique, alors une importante transformation aura été accomplie. » (A. Delmas, l'*École libératrice*, 30 janvier 1937.)

■

Le ministre de l'Éducation nationale tente-t-il du moins de supprimer les causes, maintes fois signalées, qui vouent les études à un rendement déficitaire? La plus évidente, sur laquelle s'accordent, en général, les professeurs, si divisés sur d'autres points, c'est que la jeunesse est détournée de son travail par trop de distractions : théâtre, cinéma, radio, sport, lecture de journaux sportifs ou autres, qui devraient être réservés aux deux jours traditionnels de loisir, et que la faiblesse des familles autorise toute la semaine. Temps indûment prélevé sur les études, attention des enfants dispersée, voilà le mal à guérir, dont l'Université jusqu'ici n'était pas responsable. Le ministre pense, au contraire, que les lycéens ne sont pas suffisamment mêlés à la vie du dehors. Il veut les tirer de leurs livres, les moderniser, leur ouvrir, dès l'enfance, des horizons vers lesquels peut-être ils voudront s'orienter. Les loisirs s'organisent librement sous les yeux des parents : un après-midi chaque semaine il veut les diriger ; car la plupart des familles en sont incapables. Il conduira les enfants « vers une activité nouvelle et presque inconnue », vers les musées, les usines, les monuments.

Distractions évidemment très saines et recommandables, bien qu'on puisse émettre des doutes sur leur utilité pour des enfants. Chacun a pu voir le samedi, à la dernière Exposition, dans cet incomparable musée des Arts français, des théories de lycéens défiler devant les merveilles réunies là sans les regarder ; et, dans les autres pavillons, combien en a-t-on vu parcourir les salles au pas accéléré? Leurs professeurs, dans leur chaire, peuvent mieux, par la leçon quotidienne, leur ouvrir l'esprit sur la poésie et sur l'art, sur la beauté de la science et sur son avenir [1]. Aussi bien il ne semble pas que les musées d'Auch, de Gap, d'Agde ou de Briançon puissent passionner les élèves de ces villes quelque trente-huit après-midi par an. A la vérité les professeurs ingénieux savent

1. Depuis longtemps, d'ailleurs, on voit des professeurs convoquer leurs élèves dans un musée pour éclairer une leçon d'histoire ou d'art, et, dans cette mesure, le profit n'est pas douteux.

organiser dans le lycée ou le collège des distractions intéressantes. La radio nous édifie chaque semaine sur les formes que peut prendre cette nouvelle éducation. Dans une classe de 1re un journal est rédigé par les élèves. Il comporte des chroniques sur les actualités, le dernier roman paru, des reportages, et quatre rubriques : la *boîte aux lettres*, les *enquêtes*, les *concours* et les *feuilletons* (on commence par *les Mystères du gâteau sanglant*). Voilà de quoi former des esprits bien modernes, occuper intelligemment des candidats au baccalauréat toute la semaine, et, par surcroît, déterminer des vocations de publiciste.

On attendrait plus tranquillement les fruits de cette innovation si le ministre de l'Éducation nationale n'avait augmenté les loisirs pour les diriger. L'Université s'accordait à penser qu'avec quatre mois effectifs de vacances, dont trois et demi officiels, deux jours par semaine, le reste de l'année, suffisaient aux loisirs des lycéens [1]. Nul doute que l'abus des congés ne soit pour une bonne part responsable des médiocres résultats constatés dans toutes les disciplines, le temps consacré au travail diminuant à mesure que gonflent les programmes. Il semble que la direction des loisirs n'eût rien perdu de son efficacité problématique à s'exercer le jeudi, sinon le dimanche. Le ministre a préféré supprimer les classes du samedi après-midi pour faire place à des distractions nouvelles. La vague de paresse qui déferle sur les « travailleurs » adultes va-t-elle submerger la jeunesse qui s'instruit ?

Pour réaliser cette réforme d'une utilité discutable, on compromet chaque semaine le profit de plusieurs classes. Alors qu'on s'ingéniait à faire tenir toutes les heures nécessaires d'enseignement en cinq jours, M. Jean Zay les concentre en quatre jours et demi. Jusqu'ici, on était obligé de donner presque tous les matins trois heures de classe, dont la dernière déjà était sacrifiée, car l'attention des élèves a des limites. Aujourd'hui, deux ou trois fois par semaine, ils subissent, dans la matinée, quatre heures consécutives d'en-

1. On sait que le début des vacances est fixé au 13 juillet; mais que les classes, dès le 1er, sont désertées. Voir *Pour un rendement meilleur des études secondaires*, *Revue de Paris*, 1er juillet 1936.

seignement, dont la quatrième est perdue. Parfois, ils ont jusqu'à six heures et demie de classe dans la journée. On voit ce qui reste de temps et d'attention pour l'étude.

Pense-t-on que, du moins, après la classe du soir, on laisse l'enfant libre de réfléchir et de travailler ? Dans tel lycée de Paris, les élèves de 3e sont invités, un soir par semaine, à revenir écouter à 20 h. 30 des conférences sur l'histoire de la musique, et tous les jours, à 18 heures, lycéens et collégiens sont sollicités par la radio-scolaire, qui a des programmes pour tous les goûts[1]. Et ce n'est qu'un début. On nous promet, sans compter les travaux manuels obligatoires, une ou deux demi-journées de plein air par semaine, comme si le scoutisme n'existait pas, qui, chaque semaine, exerce en pleine campagne quelque 110 000 éclaireurs, sans empiéter sur les heures d'enseignement.

Singulière façon de relever les études. D'après un diagnostic avéré, l'enseignement secondaire dépérit par l'excès des loisirs : on les multiplie ; par l'excès des distractions permises aux enfants : on s'ingénie à détourner leur esprit du travail scolaire. *Similia similibus curantur*. Cette homéopathie aura bientôt achevé le malade.

■

Ces fantaisies pédagogiques, du moins le ministre pouvait les essayer sans un vote des Chambres ; elles ne figurent pas dans son projet et ne contreviennent à aucune loi antérieure. Mais la réunion des enseignements secondaire, primaire supérieur et technique, régis chacun par une loi différente, est, par excellence, une réforme de structure. Leur coordination, qui désorganise le secondaire, est l'objet d'un article soumis au Parlement. De même la classe d'orientation qui amalgame les professeurs du primaire et du technique avec ceux des lycées, écourte les études classiques et menace la liberté des parents. Pourtant, M. Jean Zay a commencé d'appliquer ces réformes, soit définitivement, soit à titre d'expérience. Le

1. Elle sévit d'ailleurs toute la journée, avant, après et pendant les classes. On dessaisit les professeurs pour faire entendre aux élèves les leçons d'autres maîtres à l'heure où ils sont occupés d'autres disciplines.

ministre de l'Education nationale a donné des vacances à la légalité ; il légifère lui-même.

Au lendemain du jour où il déposait son projet, un homme d'expérience qui, pendant de longues années, avait patiemment amorcé la réforme, lui signala le vice de sa tactique ; le dernier directeur de l'enseignement secondaire, après avoir cédé sa place à celui du 2e degré, donnait au ministre un conseil profitable : « ...En matière parlementaire, la méthode fragmentaire, que les amoureux de grande politique appellent dédaigneusement « des petits paquets », est infiniment plus sûre et plus efficace que la façon chimérique du grand débat. Voilà bien des raisons qui, certes, nous le reconnaissons, ne sont pas d'éclat, ni de prestige, mais d'expérience ou de science pratique, pour nous incliner à croire que la prudence recommande de ne pas s'obstiner sur un plan totalitaire. *Il est plus sage de commencer tout de suite en procédant par étapes et fragments* — ce qui n'exclut nullement l'esprit de suite et la cohérence dans la marche et l'ordre des mesures successives — que d'attendre, pour élever d'un coup le vaste monument, le moment propice qui ne viendra jamais. Une petite réforme réalisée vaut mieux que les grands espoirs qui n'aboutissent pas[1]. » Mais le ministre avait hâte d'élever « le vaste monument », dont la C.G.T. lui imposait le plan, et son Gouvernement ne pouvait renoncer à « l'éclat et au prestige » qu'il devait lui valoir dans les masses. Aussi M. Jean Zay, combinant les deux manières, décida-t-il d'appliquer par anticipation et par « petits paquets » la loi qui ruine les études secondaires.

Vainement il s'efforce de calmer les inquiétudes par des discours qui attestent un goût personnel de la plus noble culture. Il s'envole vers l'Attique et monte faire sa Prière sur l'Acropole; mais, après cette élévation vers Pallas Athéné, il redescend rue de Grenelle amputer mortellement les études qui entretiennent le culte de la raison. Le *Discours de la Méthode*, à la cérémonie du tricentenaire, lui inspire un bel éloge du penseur qui, dans la recherche de la vérité, négligeait

1. Francisque Vial : *Refonte totale ou réformes partielles* (*l'Enseignement public*, juin 1937, pp. 488-89). Dans le texte du passage cité, la phrase en italiques n'est pas soulignée.

toute opinion de philosophe, plus encore celle de la foule ; mais, pour la tâche délicate de réformer l'éducation nationale, il demande des directions aux masses. On songe avec mélancolie à la leçon qu'au même tricentenaire la vie et l'œuvre de Descartes inspiraient à M. Henri Bergson : « Agir en homme de pensée et penser en homme d'action. »

Malgré toutes les assurances, les faits sont là, que ni discours, ni conférences, ni interviews, ni propagande radiophonique ne peuvent dissimuler. Après avoir renoncé à l'école unique libérale, qui aurait réuni pendant toute la scolarité secondaire les futurs instituteurs et les futurs bacheliers de toute origine, M. Jean Zay ne conserve de son projet que les dispositions démagogiques. Il se prête à la lutte des classes d'esprit comme à celle des classes sociales. Il nivelle tous les enseignements dans un « second degré », comme si le secondaire, qui dure sept ans, le primaire supérieur et le technique, moins longs de trois et quatre ans, pouvaient avoir les mêmes programmes, les mêmes méthodes, la même vertu éducatrice et la même qualité ! Tout en déclarant qu'ils conserveront chacun leurs méthodes, il désorganise le secondaire par le rétablissement des cycles pour l'aligner sur les autres ; par leur « coordination », il prélude à l'amalgame, et il a inauguré déjà celui du personnel. Par la classe d'orientation, qui est un défi des syndicats primaires au bon sens, il prélude à la nationalisation des intelligences ; demain peut-être, au gré de risibles orienteurs, elles perdront le droit de choisir leur activité.

Le Parlement fixe un terme aux pleins pouvoirs quand il les accorde. Sont-ils perpétuels quand un ministre se les octroie ? M. Jean Zay pourra-t-il poursuivre ses « expériences » jusqu'à ce que, son projet de loi intégralement appliqué, le vote en devienne inutile ? Nous avons déjà payé d'un désastre économique et financier les précédentes expériences exigées par la C.G.T. La laissera-t-on ruiner aussi la culture française, espoir de la civilisation en danger, notre seule richesse qui ne soit pas encore trop dévaluée ?

L. BLUM,
Professeur honoraire au Lycée Janson-de-Sailly.

LA CRISE DU 21 MAI

Le 21 et le 22 mai, l'Europe est passée plus près de la guerre qu'elle ne l'avait fait depuis 1918 et la crise latente depuis plusieurs mois, visible depuis l'Anschluss, a failli tourner brusquement en conflagration générale. Écrivant quinze jours à peine après l'alerte, avec le sentiment que si le danger immédiat a été écarté, les périls qui menacent l'Europe demeurent, nous ne prétendons pas tirer des conclusions définitives de la crise de mai : il faudrait pour cela, ou bien tout savoir, ou bien ignorer à peu près tout.

Quand on s'efforce de penser la politique sur le terrain et que l'on regarde l'Europe comme une construction soumise aux lois de l'équilibre statique et de la résistance des matériaux, on se demande comment les auteurs des traités et leurs successeurs ont pu, pendant vingt ans, croire qu'une Autriche de sept millions d'habitants résisterait indéfiniment à l'absorption par son énorme voisin : les lois des phénomènes de capture, connues des astronomes, devaient trouver là, tôt ou tard, leur application. Mais aujourd'hui, une fois l'Anschluss réalisé, une nouvelle menace s'inscrit sur la carte, si frappante aux yeux que les journaux illustrés l'ont matérialisée, en dessinant, comme les mâchoires d'un fauve, les nouvelles frontières de l'Allemagne enserrant sur les trois quarts d'un cercle la Moravie et la Bohême. Désormais, la Tchécoslovaquie se présente comme un vaste saillant au milieu

du Reich ; sachant combien une telle position est défavorable du point de vue stratégique, on devine dans quels sens peuvent être orientés les thèmes de manœuvre de l'état-major allemand. Il ne s'agit sans doute, pour le moment, que d'un simple *Kriegspiel*, tel qu'on en fait à la douzaine dans chaque école de guerre, mais entre lesquels il arrive parfois que les circonstances amènent à choisir.

L'Allemagne a-t-elle songé, le 21 mai, à des opérations militaires contre la Tchécoslovaquie et a-t-elle reculé le 22, comme on l'a généralement affirmé dans la presse ? Les faits connus actuellement ne permettent pas de se faire une opinion décisive sur ce point, et, si l'on me permet de donner un sentiment personnel, j'ajouterai qu'à mon avis une décision du Reich n'était pas plus prise en mai contre la Tchécoslovaquie qu'elle ne l'était contre l'Autriche à la veille de l'Anschluss. La politique allemande se développe toujours dans le sens de la ligne de moindre résistance et la grande force du chancelier Hitler a été, jusqu'ici, d'avoir su évaluer les risques avec une remarquable sûreté de jugement : en mars, l'inexistence du sentiment national autrichien, l'absence d'une position commune et préalablement définie entre la France et la Grande-Bretagne, circonstances aggravées encore par la crise ministérielle à Paris, ont été les éléments prépondérants de la décision brusquée de l'Allemagne. En mai, l'attitude calme et résolue de Prague, l'accord étroit et l'action synchronisée de Londres et de Paris ont produit l'effet opposé, soit que l'Allemagne ait été confirmée par là dans une attitude de réserve déjà adoptée, soit qu'elle y ait été ramenée par cet ensemble de résistances. Quoi qu'il en soit, le différend germano-tchèque subsiste et continuera à peser sur la politique européenne au cours des semaines qui vont venir.

◆ ◆

La place nous manque ici pour traiter dans son ensemble le problème des minorités nationales en Tchécoslovaquie, il nous suffira de rappeler que le mélange des races, dans l'ancienne Autriche-Hongrie, était tel qu'aucun des États successeurs nés des traités, même la petite Autriche, n'a pu être

absolument homogène comme population. En Tchécoslovaquie, le mélange de races est poussé très loin, puisque, selon la statistique officielle de Prague, la population totale comprenant 14 729 536 habitants, se décomposait ainsi en 1930 :

NATIONALITÉ	CHIFFRES	POURCENTAGE
Tchèques.	7.308.900	51
Slovaques	2.379.870	15,9
Allemands	3.231.688	22,3
Magyars	691.923	4,8
Ruthènes.	549.169	3,8
Juifs.	186.642	1,3
Polonais	81.737	0,6
Divers (étrangers).	299.607	

Le problème le plus aigu est incontestablement celui de la minorité allemande : forte de plus de 3 millions d'habitants, elle peut se flatter d'être plus nombreuse que la population totale d'États comme la Norvège et la Lithuanie ; d'autre part, elle a la fierté d'appartenir à la race qui a atteint, en Europe centrale, le niveau le plus élevé de civilisation ; elle n'oublie pas qu'avant la guerre, sa position dans les États de la Couronne de Bohême était privilégiée par rapport aux éléments slaves et, maintenant que la situation est renversée, que l'ancienne minorité provinciale n'a plus le sentiment, comme au temps du dualisme habsbourgeois, d'être l'avant-garde d'une majorité impériale, elle en souffre et considère les Tchèques comme des usurpateurs. L'idée des fondateurs de la République tchécoslovaque était bien de faire un État unitaire, mais d'assurer aux citoyens appartenant aux minorités nationales une complète égalité de droits. Sur ce point, les déclarations officielles du Cabinet de Prague n'ont pas varié depuis le 14 novembre 1918, date où le Dr Kramar, qui présida le premier Gouvernement tchécoslovaque, déclarait : « *Notre État sera naturellement un État tchèque, tel que*

nous l'avons conquis avec notre sang et nos souffrances. Mais ce sera notre orgueil et le sens de notre effort qu'aucun non Tchèque ne se sente chez nous opprimé et non libre. »

Tout le conflit entre la minorité allemande et le Gouvernement tchèque peut se ramener, dans ses origines, au fait que les Allemands de Bohême et de Moravie, après avoir essayé en 1918 d'obtenir leur rattachement à l'Autriche ou à l'Allemagne, ont refusé de prendre part au vote de la Constitution de 1920 et qu'ils ont réclamé, dès lors, que la nouvelle République soit, non un État national, mais un État de nationalités.

De 1920 à l'avènement du national-socialisme en Allemagne, les relations entre les Sudètes et Prague sont passées par des phases diverses, qu'il serait fastidieux de rappeler. La période où une franche collaboration avait paru possible entre les minorités allemandes et le Gouvernement tchécoslovaque a pris fin en 1933, et rien ne semble pouvoir la faire revivre, car, aujourd'hui, le conflit se pose à la fois sur le plan de la politique intérieure et sur celui de la politique étrangère, et il faut examiner désormais, non seulement ce que réclament les Allemands de Cheb-Eger ou de Carlsbad, mais ce que veut le Gouvernement de Berlin.

De nombreux Allemands de Bohême envisagent certainement le rattachement de leurs districts à l'Allemagne. Leur chef, M. Konrad Henlein, dans une interview, aussitôt démentie il est vrai, a fait sienne cette thèse, en menaçant Prague, soit d'un rattachement pacifique après plébiscite, soit d'un rattachement analogue à celui de l'Autriche, où, jouant le rôle de M. Seiss Inquardt, il appellerait à son aide les divisions motorisées allemandes. Il faut noter, d'ailleurs, que ces déclarations paraissent avoir été désapprouvées à Berlin.

Quoi qu'il en soit, l'annexion par le Reich des régions allemandes de Bohême ou de Moravie est jugée inadmissible par le Gouvernement de Prague. Non seulement, en effet, on compte dans les régions à majorité germanique une minorité de 500 000 Tchèques, mais, en outre, la Tchécoslovaquie verrait l'Allemagne s'installer à trente-cinq kilomètres de Prague et perdrait à la fois ses limites naturelles et les frontières historiques de la Bohême. L'hypothèse du rattachement

des cantons sudètes au Reich équivaut à celle d'un démembrement total de la Tchécoslovaquie ; elle n'est donc pensable que dans le cas d'une guerre perdue : toute l'action diplomatique de ces jours derniers a précisément tendu à démontrer à Berlin que cette guerre serait européenne, du fait de l'alliance entre la France et la Tchécoslovaquie et de l'étroite entente entre l'Angleterre et nous.

Ce n'est donc pas dans le sens de leur rattachement à l'Allemagne que les Sudètes multiplieront sans doute leurs efforts, mais en vue d'une modification profonde de la constitution et de la structure de l'État tchécoslovaque.

Laissons de côté les revendications de détail des Sudètes et la polémique où ils échangent avec Prague des arguments tirés des statistiques industrielles ou scolaires. Le fond du problème, c'est que les partisans de M. Henlein veulent désormais être traités, non plus en minorité nationale, mais en *Staatsvolk*, Peuple d'État, c'est-à-dire formant, aussi bien que les Tchèques ou les Slovaques, une partie constitutive et organique de la République. Cette revendication a été formulée en six propositions de loi déposées au Parlement de Prague le 27 avril 1937, et reprise en quatorze points par le député Kundt, dans un discours prononcé à Carlsbad le 23 avril dernier, mais dont on n'a guère parlé qu'à la fin du mois de mai. L'idée fondamentale de ces textes est assez difficile à saisir pour l'esprit français, séculairement accoutumé à ne pas trop distinguer entre les notions d'*État*, de *Nation* et de *Peuple*. Au lieu de concevoir l'État comme une réunion d'individus égaux, les citoyens, dont la majorité fait la loi, le parti allemand des Sudètes veut qu'il soit formé par la juxtaposition des divers groupes nationaux, considérés chacun comme une personne morale jouissant pleinement du droit juridique d'égalité avec les autres groupes nationaux. De la reconnaissance de ce principe découlerait une totale autonomie, conçue non pas comme une délégation régionale du pouvoir central, mais comme un droit souverain. Il serait intéressant de comparer cette conception juridique avec les principes du Compromis de 1867 entre l'Autriche et la Hongrie (*Ausgleich*), ne serait-ce que pour avoir un avant-goût de la complication à laquelle on aboutirait pour tout ce qui toucherait à la

gestion des affaires communes aux diverses nationalités. [1]

C'est dans le domaine de la politique étrangère que la mise en application des revendications sudètes entraînerait les conséquences les plus profondes. Le quatorzième point du programme de M. Kundt mérite d'être cité *in extenso* :

« *La politique extérieure de l'État ne doit mettre aucun groupe national en possibilité de conflit avec son propre peuple d'origine et doit favoriser la collaboration entre la communauté nationale et la branche séparée, de sorte que le principe de l'amitié des groupes nationaux envers l'État auquel ils appartiennent ethniquement doit être la base indispensable de la politique extérieure de l'État auquel ils appartiennent politiquement.* »

Une telle conception aboutirait fatalement à l'écartèlement de la politique étrangère tchécoslovaque entre des tendances opposées et conduirait à une véritable neutralisation du pays dans le sens, non seulement diplomatique, mais stratégique du mot : on peut même prévoir qu'à bref délai, par le simple jeu des facteurs géographiques et économiques, la Tchécoslovaquie deviendrait une sorte de protectorat allemand, un point d'appui pour la Marche vers l'Est entreprise à nouveau.

◆ ◆

Nous avons essayé par une analyse, que nous croyons objective, de saisir les données du conflit entre les Sudètes et Prague et les éléments du différend entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Nous l'avons fait sans considérations rétrospectives et sans lamentations sur les erreurs passées. Évidemment, si les grandes puissances avaient, quand elles le pouvaient, réalisé la Fédération économique du Danube, si l'on avait, en signe de cette volonté, placé à Vienne le siège de la Société

1. Complication encore accrue, semble-t-il, par rapport à l'*Ausgleich* de 1867, car, dans le régime du compromis austro-hongrois, le principe de l'union personnelle et la présence du souverain à la tête de l'Empire atténuaient les inconvénients du dualisme. Dans un système comme celui de M. Kundt on ne voit pas qui arbitrerait les intérêts opposés en cas d'un conflit entre deux nationalités, et les résultats seraient ceux du *liberum veto* dans la Pologne d'avant le partage.

des Nations, nous aurions aujourd'hui moins de ruines à déplorer, moins de catastrophes à craindre. De même, si Prague avait pratiqué une politique d'entente avec les Hongrois, en tenant compte généreusement de la susceptibilité naturelle à un peuple si durement traité, la situation serait plus favorable aujourd'hui ; mais ne nous attardons pas à des regrets qui risqueraient d'apparaître comme des reproches à des amis de la France ! Dorénavant, la question est de savoir si l'Allemagne pourra se porter partie dans une querelle intérieure, où sa position devrait être exactement la même que la nôtre en présence du conflit chaque jour plus aigu qui sépare en Belgique les Flamingants et les Wallons. Car tout le problème est là : il est normal que nous donnions à Prague le conseil amical de faire des concessions aux minorités, il n'est pas normal que l'Allemagne revendique en termes menaçants la tutelle morale des citoyens tchécoslovaques de langue allemande, et il serait monstrueux qu'une guerre pût éclater brusquement à propos d'un incident de frontière entre deux pays qui sont liés par un traité d'arbitrage et de conciliation, dont le Gouvernement allemand proclamait encore au lendemain de l'*Anschluss* la pleine validité.

Telle est pourtant l'éventualité à laquelle on a cru à peu près dans toutes les capitales, pendant quarante-huit heures, à la faveur d'informations dont certaines étaient exagérées, mais n'apparaissaient point invraisemblables dans l'atmosphère d'insécurité qui est celle de 1938. Or si nous reprenons la suite des événements depuis le 21 mai, nous constaterons que la fièvre a baissé, puisque des élections ont pu avoir lieu en Tchécoslovaquie le 22 et le 29 sans troubles graves, mais qu'une tension subsiste, que de petits incidents se produisent encore chaque jour dans les districts des Sudètes et que la presse berlinoise demeure nerveuse. La question des Sudètes est en elle-même d'importance secondaire : dans une Europe calme, elle occuperait quinze lignes en troisième page des journaux, mais elle tire toute sa gravité du fait que l'Europe entière n'est plus qu'une vaste poudrière et que tout peut servir de motif ou de prétexte à la bataille. Aussi ne croyons-nous guère que l'on puisse aller bien loin dans la voie de la conciliation si l'on n'envisage pas un règlement général.

Malheureusement, un tel règlement n'est guère en vue. Pour ne parler que des relations franco-allemandes, qui demeurent le problème crucial du devenir européen, que reste-t-il des éventualités, à tout prendre assez favorables, qui avaient paru s'ordonner, à l'automne, autour du voyage de lord Halifax, de l'entrevue Neurath-Delbos, des entretiens de Londres entre sir Neville Chamberlain et M. Camille Chautemps? Tout cela est aujourd'hui périmé et les occasions de contacts internationaux se font chaque jour plus rares : le Comité de non-intervention de Londres étant le seul endroit où les puissances occidentales se rencontrent désormais!

Hélas! la guerre d'Espagne, cette immonde guerre civile où le pays de l'Inquisition et du massacre des Incas s'enfonce davantage encore dans la délectation des supplices et l'ivresse de la mort, et où les deux partis ont fait assaut d'inutiles cruautés, l'un par les fusillades, l'autre par les bombardement aériens, cette guerre où les peuples d'Europe prennent parti pour des passions idéologiques n'est point faite pour leur fournir un terrain d'entente : on l'a bien vu par l'accueil qui a été réservé aux suggestions anglaises en vue d'une médiation.

Aussi les perspectives de l'été prochain demeurent-elles très sombres. L'entière solidarité qui s'est affirmée entre Paris et Londres constitue, certes, une précieuse assurance contre la guerre, mais elle ne suffit pas à elle seule pour amener cette détente européenne hors de laquelle tous les samedis risquent d'être des veillées d'armes, sans laquelle aucune reprise économique durable n'est possible. Il faudrait que cette solidarité s'accompagnât d'une intense activité diplomatique dans l'Europe centrale et orientale ; il faudrait qu'un accord franco-italien vînt compléter l'accord signé récemment par sir Neville Chamberlain et lui donner sa pleine valeur. Or, depuis le 17 mai, les conversations entre le comte Ciano et M. Blondel sont interrompues. Eût-il mieux valu commencer autrement la négociation? C'est probable. Les articles de nos journaux, qui voyaient déjà l'axe Rome-Berlin voler en éclats, n'ont pas beaucoup aidé au succès des pourparlers, certaines phrases du discours de Gênes non plus, mais l'important c'est de savoir si on pourra les reprendre et comment. Quel affreux

visage a cette Europe, où la science et le progrès matériel ont aboli les distances, où, par les ondes, on entend chez soi palpiter le cœur lointain et sommaire des foules étrangères, et où le fossé de la défiance et de l'incompréhension sépare les peuples, chaque jour davantage, par une crainte mutuelle, *mutuo metu*, comme au temps où Tacite écrivait sa Germanie !

★ ★ ★

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

L'HISTOIRE des amants illustres n'épuise jamais son pouvoir d'émotion. Un prestige enveloppe leurs ombres emportées dans l'orage ; et les hommes restent éternellement curieux de ces destins exceptionnels. Il serait d'un esprit assez bas de railler les passions romantiques. Ceux qui les ont vécues ont transcandé leur existence, et ce privilège est assez coûteux pour qu'on n'en rie point. Cependant, à cette vie supérieure ils ont mêlé les traits de la vie commune. Ils font partie à la fois d'une humanité supérieure et de l'humanité ordinaire. Comment se fait l'intersection des deux plans ? Nous cherchons sur l'un la trace de l'autre. Et ce petit problème de géométrie descriptive n'a pas fini de nous passionner.

C'est l'histoire d'un de ces couples romantiques que madame Claude Aragonnès a retracée dans le beau livre qu'elle vient de consacrer à madame d'Agoult [1]. Il se lit avec un très vif intérêt. Pouvait-il satisfaire entièrement notre curiosité ? Comme toutes les recherches sur le cœur humain, il aboutit à un nuage, où la vérité ne s'aperçoit que par lueurs changeantes. Et qu'est-ce que la vérité ? Les sentiments vraiment ressentis dans les heures pathétiques, aucun des deux intéressés n'en a eu réellement conscience. Il faut que l'amour soit déjà passé pour que leurs relations sentimentales redeviennent claires.

Marie de Flavigny était née dans la nuit du 30 au 31 décem-

1. Hachette.

bre 1805, à Francfort. C'était une enfant de minuit, et l'on sait que les *Mitternachtskinder* sont prédestinés, visités en songe par les esprits et familiers avec l'invisible. Le mariage de ses parents avait été lui-même un drame, ou du moins une aventure, de l'amour. Un émigré de vingt-sept ans, un officier de l'armée de Condé, Alexandre de Flavigny, était arrivé, en 1797, à Francfort. Parmi les principales familles de la ville auxquelles il s'était présenté, était celle des Bethmann, et, dans cette famille, trois filles. Le joli vicomte était tombé amoureux de la cadette, Marie-Élisabeth. C'était, dit madame Aragonnès, une petite veuve de vingt-cinq ans, fort désirable. « De magnifiques cheveux blonds encadraient un visage d'une blancheur parfaite ; une taille petite, mais bien prise, le pied cambré et la main fine. » Elle ne fut pas insensible. Les Bethmann, alarmés, agirent sur les autorités, qui invitèrent Flavigny à quitter la ville. Il n'en tint pas compte et resta. On le mit en prison. Alors, la douce et timide Marie-Élisabeth fit un coup d'éclat. Elle alla rejoindre Flavigny sous les verrous. « Maintenant, dit-elle, voudra-t-on m'empêcher encore de l'épouser ? » Le mariage eut lieu à Soleure, le 29 septembre 1797. Après cet esclandre, elle vécut sans bruit. La tempête était différée d'une génération. Elle serait plus grave encore. L'enfant qui naîtrait de M. de Flavigny et de mademoiselle Bethmann unirait dans son sang la vivacité spirituelle du tempérament français à l'inquiétude de la sensuelle et rêveuse Germanie. « Le souffle brûlant qui souleva un jour la fille des Bethmann au-dessus d'elle-même ressemble à ces vents d'été qui, dans les chaudes matinées, agitent les feuillage, font voyager les pollens et dire, sans que soit troublé pourtant le bel après-midi : l'orage sera pour demain. »

Les Flavigny revinrent en France en 1809 ; la mère et la fille retournèrent en Allemagne en 1815 et revinrent définitivement en 1816. Marie, après quelques années passées au Sacré-Cœur, habitait maintenant avec ses parents un hôtel place Beauvau. C'était un très beau parti : 300 000 francs de dot et des espérances considérables : 1 million au moins du côté maternel. C'était une étrange enfant. Le premier amour qu'on lui connaisse est cette sympathie très tendre qu'elle ressentit, à dix-neuf ans, pour un homme de quarante-cinq,

le général de Lagarde. « Soldat très brave et diplomate de valeur, il venait de se distinguer dans une mission en Espagne et avait reçu la pairie. Ses opinions libérales, une glorieuse blessure, l'expérience des voyages, un esprit cultivé faisaient de lui un hôte intéressant et qui tranchait sur la banalité de tant de parfaits mondains. » Ils ne s'expliquèrent point. En juillet 1925, le général de Lagarde allait partir pour les eaux de Gastein, où sa blessure le condamnait à se rendre. Marie était très malheureuse de ce départ. On peut croire que le général l'était aussi, et d'autant plus que sa famille le pressait de faire un autre mariage. Il se décida à parler, avec la réserve qu'on mettait alors à parler aux jeunes filles. Comme elle lui disait, les larmes aux yeux : « Vous partez », il répondit : « Je pars, à moins que vous ne m'ordonniez de rester. » Elle n'avait qu'à dire : « Restez. » Elle ne le dit point. « Ce mot si court, dit-elle dans ses *Souvenirs*, ce mot qui décidait de toute mon existence, il vint, plus prompt que la pensée, à ma lèvre, je l'y sentis vibrer et trembler, il y expira. Il s'y éteignit dans une incroyable défaillance de mon amour et de ma volonté. » Quelqu'un vint, M. de Lagarde sortit, la jeune fille s'enfuit dans sa chambre et fondit en larmes. Cette petite scène me paraît parfaitement Restauration.

Marie renonça à choisir elle-même son mari. Elle prendrait celui que sa mère et son frère lui désigneraient. Ainsi délivrée de l'importunité des demandes, elle s'enfonça dans la lecture, dans la musique, dans l'observation du monde, dans la rêverie. Si le lecteur me permet ici une réflexion, comme on dit, subjective, j'oserai dire que je l'imagine assez facilement. J'ai entendu, dans mon enfance, une très vieille dame évoquer sa jeunesse, qui devait être à peu près contemporaine de celle de Marie de Flavigny. Elle allait dans le monde, mais d'un air détaché. « Quelle est, disait-on autour d'elle (c'est elle qui parle et je me rappelle exactement ses paroles), quelle est cette jeune personne qui semble chercher la mélancolie dans le sein des plaisirs? » Marie de Flavigny devait donner au faubourg l'impression qu'elle cherchait la mélancolie dans le sein des plaisirs.

Les La Trémoille lui arrangèrent un mariage. On lui fit épouser le comte d'Agoult. Reconnaissons là la marche ordi-

naire des événements dans l'ancienne France. La fortune des Bethmann avait doré le blason assez modeste des Flavigny, et maintenant une Flavigny accédait à la grande noblesse en épousant un d'Agoult. C'est l'étape, idéal social de Bourget, avec ses résultats accoutumés. Les d'Agoult étaient connus en Provence depuis le IXe siècle. Le fiancé, soldat de l'Empire, s'était couvert de gloire et il était resté boîteux d'un biscayen reçu, en 1814, au combat de Nangis. Si les sentiments les plus tendres et les plus délicats suffisaient à faire un bon mari, ce mariage eût été excellent. On a des lettres émouvantes de M. d'Agoult. « Je te reverrai, s'il plaît à Dieu, écrit-il à sa jeune femme, dans quatre jours. Croirais-tu que je suis si peu raisonnable, si effrayé de tout mon bonheur que j'ai quelquefois des idées ridicules et qu'il me semble que je ne te reverrai plus? Ce sont des enfantillages dont je suis tout honteux, qui, du reste, ne durent qu'un instant... Adieu donc, chère Marie, ma femme adorée. Je ne puis te dire tout ce qui se passe dans mon âme, il ne faudra plus nous quitter, n'est-ce pas? Adieu, je t'embrasse avec toute la tendresse d'un amant, d'un mari qui ne vit que par toi... Adieu, mes amours adorées, à bientôt! »

Plus tard, au moment de la séparation, Marie fera le bilan de leur vie conjugale. « Je n'ai aucun tort à vous reprocher, écrira-t-elle à son mari, le 26 mai 1835. Vous avez été toujours pour moi plein de cœur et de dévouement. Vous avez toujours songé à moi, jamais à vous, et pourtant j'ai été bien malheureuse. Je ne vous accuse point de ce malheur... Lorsque la fatalité a réuni, sans qu'ils se soient connus, deux êtres aussi complètement dissemblables que nous le sommes de caractère et d'esprit, les efforts les plus constants, les sacrifices les plus pénibles de part et d'autre ne servent souvent qu'à creuser l'abîme qui les sépare. »

A la fin de 1833, Marie, qui avait tout près de vingt-neuf ans, rencontra, chez la marquise Le Voyer, Liszt, qui venait d'en avoir vingt-deux. C'était « un grand jeune homme pâle, au profil d'ivoire, aux yeux d'une douceur impérieuse, aux belles mains magiciennes. Il était, depuis un an, la folie des salons ». Ainsi parle madame Aragonnès. Mais nous avons le témoignage de madame d'Agoult elle-même sur cette première

apparition. « Une taille haute, mince à l'excès, un visage pâle avec des grands yeux d'un vert de mer où brillaient de rapides clartés semblables à la vague quand elle s'enflamme, une physionomie souffrante et puissante, une démarche indécise et qui semblait glisser plutôt que de poser sur le sol, l'air distrait, inquiet et comme d'un fantôme pour qui va sonner l'heure de rentrer dans les ténèbres, tel je voyais devant moi le jeune génie dont la vie cachée éveillait à ce moment des curiosités aussi vives que ses triomphes avaient naguère excité d'envie. »

On l'imagine aisément, cet air instable et mal assuré du pianiste presque adolescent, en un temps où les artistes n'étaient encore reçus qu'à demi, devant cette femme du meilleur monde et parfaitement assurée de sa royauté. Il n'avait pas encore beaucoup de monde, de sorte qu'il avait à la fois trop de timidité et trop d'assurance. A peine présenté, il s'assit près de Marie étonnée, et se mit à causer familièrement. En sortant de là, madame d'Agoult fut visitée, nous dit-elle, de songes étranges. Ce qui se passa ensuite appartient à ces choses dont il ne faut pas parler devant les chastes étoiles. Le début de leur liaison fut traversé d'une tragédie. Madame d'Agoult perdit, à la fin de 1834, sa fille Louise, qui avait six ans. L'amour échappa à cette tempête. « J'ai pensé à vous toujours », écrit-elle à Liszt. Et Liszt répond : « Soyez béni, ô mon Dieu, soyez béni à jamais !... Oh ! merci, merci, ma poitrine se rouvre de nouveau. J'ai bien désespéré aussi. Tout ce qu'il est possible de souffrir, je l'ai souffert ! Maintenant mon cœur surabonde de joie et d'orgueil. »

La vie recommença et, au milieu de mai 1835, Marie, en retrouvant Franz, murmura : « Je vous dirai tout. » Elle était enceinte. Je n'étonnerai personne en disant que les grandes douleurs maternelles sont généralement suivies de grossesses. L'enfant qui allait naître liait l'un à l'autre les amants. « Maintenant, vous ne partirez pas », disait-elle à Liszt. « Nous partirons », répondait-il. Et il ajoutait : « Nous ne pouvons plus vivre ainsi. Vous dépérissez et, moi aussi, j'ai soif de vivre. Luttons et souffrons, mais que ce soit ensemble et debout ! Nous sommes jeunes, courageux, sincères et fiers. Il nous faut les grandes fautes ou les grandes vertus. Il nous

faut, à la face du ciel, confesser la sainteté ou la fatalité de notre amour. »

Voilà du moins ce qu'elle raconte, beaucoup plus tard, dans ses *Souvenirs*. Mais au fait, il semble bien que ce fut elle qui décida le départ. Elle était comme prédestinée au grand éclat qu'elle allait faire, et non point seulement par le souvenir maternel. Avant même qu'elle ne connût Liszt, quand George Sand avait publié *Indiana*, tout le monde l'y avait reconnue. « Il y a dans *Indiana*, écrit-elle à sa mère, une femme pour laquelle on prétend que j'ai dû poser. » Ces ressemblances sont terriblement contraignantes. Liszt, au contraire, hésitait. Un matin, Marie vit arriver un petit vieillard dans un accoutrement rustique, le visage creusé de grandes rides. C'était Lamennais. Il la suppliait de ne pas se laisser entraîner par l'esprit de révolte, de ne pas encourir le blâme des honnêtes gens. Il se jeta à ses pieds. « Recueillez-vous, belle âme ! dit-il. Laissez-moi emmener Franz dans ma solitude. Ne vous laissez pas emporter par la passion qui vous égare, purifiez cette flamme d'amour divin qui est en vous. » Il n'obtint rien et se retira. Quand il fut parti, madame d'Agoult le suivit des yeux par la fenêtre. Liszt était dans la rue et attendait Lamennais. Toute la scène avait été concertée entre eux. L'histoire s'ébruita. Lizst était de si bonne foi qu'il la racontait lui-même. Maurice de Flavigny, le frère de Marie, écrit à leur mère. « Il a, dit-il, appelé à son secours l'abbé de Lamennais. C'est, il est vrai, après avoir bien mis le feu partout à la maison. »

Les amants quittèrent Paris séparément et se retrouvèrent à Bâle, le 2 juin 1835. O vénérable hôtel des Trois Rois ! C'est là que Marie était descendue, faisant visite à sa mère. Liszt était à l'hôtel de la Cigogne et faisait savoir à Marie le numéro de sa chambre : *Number twenty, at the first etage, go at the right side*. L'ivresse, fort entrecoupée d'orages, dura cinq ans. A la fin de 1840, le pianiste rentrait pour de grandes tournées et Marie rentrait à Paris pour s'y refaire une vie. Ils n'avaient pas rompu. Ils s'écrivaient des lettres fort tendres. Leurs intérêts restaient unis conjugalement. Ils vivaient seulement chacun de leur côté.

Regardons-les une dernière fois à ce moment-là. Nous avons

deux portraits tracés alors par des amis, et ces portraits sont terribles. C'est celui que Balzac a fait d'eux dans *Beatrix ou les amours forcées*, dont la première partie parut dans *le Siècle*, en 1839. « Beatrix est une de ces blondes auprès desquelles la blonde Ève paraîtrait une négresse. » Vous avez reconnu madame d'Agoult. Voici comment Balzac la traite : « Avec de la sévérité dans les lignes, elle est élégante et dure, elle a la figure d'un dessin sec, et l'on dirait que dans son âme il y a des ardeurs méridionales. C'est un ange qui flambe et se dessèche. Enfin ses yeux ont soif. Ce qu'elle a de mieux est la face : de profil, sa figure a l'air d'avoir été prise entre deux portes. » La caricature tracée par George Sand, dans *Horace*, est plus féroce encore. « La vicomtesse de Chailly était issue d'une famille de financiers qui avaient acheté des titres sous la Régence, mais elle voulait passer pour bien née, et portait des couronnes et des écussons jusque sur le manche de ses éventails... Du reste, elle accueillait assez bien les jeunes gens de lettres et les artistes... Elle tranchait avec eux de la patricienne tout à son aise, affectait devant eux seulement de ne faire cas que du mérite. Enfin, elle avait une noblesse artificielle comme tout le reste, comme ses dents, comme son sein et comme son cœur. » Ainsi parlaient les amis. Dieu merci, nous voici redescendus sur la terre.

★ ★

Nous sommes en pleine saison des prix littéraires d'été. Je ne puis les examiner tous aujourd'hui. Rappelons seulement que le nouveau prix fondé par *Marianne* a été donné à un ouvrage que le lecteur a déjà lu dans ces pages, le *Shanghaï secret* [1], de M. Fontenoy. L'auteur a le mérite d'avoir vécu quatre ans dans cette Chine troublée qui, après la mort de Sun Yat Sen, en 1924, a failli tomber dans les mains des communistes et en a été tirée, après de sanglants épisodes, par Tchang Kai Chek, la Chine de M. Malraux. M. Fontenoy a rapporté de ce chaos des portraits et des anecdotes pleines de couleur.

Sur l'initiative de Colette, qui faisait partie du jury, le prix

1. Grasset.

a été doublé pour départager les votants, dont la moitié donnait fidèlement ses voix à M. Fontenoy, tandis que l'autre moitié inscrivait sur ses bulletins, avec la même ténacité, le nom de M. Paul-Émile Victor. Celui-ci est l'auteur de *Boréal* [1], qui est le journal très intéressant, très simple et très vivant d'un hivernage au Groenland.

D'autres auteurs étaient sur les rangs, dont les livres n'étaient inférieurs en rien à ceux que le jury a choisis. Entre ceux-ci, je voudrais mettre à part *Ces routes qui ne mènent à rien* [2], de M. Bosshard. C'est l'histoire d'un homme qui, marchand de bois au Maroc, et ruiné, gagne péniblement Dakar, où il est réduit à dormir sur un banc. Secouru, recueilli, il entre dans l'administration des P.T.T., et nous suivons sa vie dans les différents postes où il est envoyé. La description du Soudan me paraît singulièrement fidèle, et aussi celle de la vie coloniale. Mais le livre s'assure par un autre mérite la sympathie du lecteur. Il y a dans ces pages quelque chose de profondément humain, qui est émouvant. Enfin l'auteur, ayant eu connaissance de certains rites dont les Européens sont rarement les témoins, n'a pas résisté au plaisir d'achever son livre en les décrivant, de sorte que cet ouvrage, commencé par les déboires d'un petit fonctionnaire épris de justice, s'achève comme le chapitre le plus scabreux d'un traité d'anthropologie. Autant dire qu'il n'est pas très bien construit.

— Mais, nous répond quelqu'un, s'il était bien construit, il ne s'appellerait pas *Ces routes qui ne mènent à rien*.

HENRY BIDOU

* *

1. Grasset.

2. Emile-Paul.

L'AFGHANISTAN ET L'INDOCHINE AU MUSÉE GUIMET

DANS le courant du mois de juin, le musée Guimet apparaîtra, aux yeux du public, sous un jour nouveau.

Depuis plusieurs mois, des travaux étaient en cours : il s'agissait d'aménager la cour intérieure du musée. Le sol a été creusé pour l'installation au sous-sol d'une salle de conférences spacieuse, autour de laquelle se groupent des salles destinées à accroître les réserves du musée. Sur le même emplacement, on a construit au rez-de-chaussée une longue et haute galerie entourée de différentes salles plus petites. Il faut louer ici la belle réussite de l'architecte en chef, M. Nicod, qui a su donner à ce cadre d'expositions, par la sobriété des lignes, la teinte chaude des murs, la grande clarté qui tombe des voûtes de verre, une atmosphère paisible et quasi de plein air. La nécessité de ces travaux s'imposait par suite du développement incessant des collections du musée.

A la suite de la mission en Indochine (1935-1936) de M. Ph. Stern, conservateur-adjoint du musée Guimet, le Gouvernement général de l'Indochine et l'École française d'Extrême-Orient (Hanoï) ont bien voulu envoyer un nombre très important de sculptures khmères et tchames qui complètent l'ensemble des collections du musée et permettent au visiteur de suivre intégralement l'histoire et l'évolution de la sculpture khmère. Les nouvelles pièces, choisies parmi l'ensemble qui forme double emploi dans les musées de l'Indochine, consti-

tuent une section de l'Exposition. Parmi celles-ci, il convient de citer tout particulièrement les statues provenant des temples du Phnom Koulèn (fin VIIIe-début IXe siècle) appartenant à une des meilleures époques de la statuaire khmère, plusieurs linteaux et un magnifique fronton de grès rose du temple de Banteai Srei (Xe siècle). L'heureuse ordonnance de sa composition, le groupement harmonieux des personnages, la liberté de style et le mouvement qui anime la scène font de ce fronton une pièce tout à fait remarquable.

Le musée Guimet reçoit régulièrement une partie du résultat des fouilles exécutées par la Délégation archéologique française en Afghanistan, que dirige M. J. Hackin, conservateur du musée. Ces résultats ont été spécialement fructueux au cours de l'année 1936-1937 ; ils forment la seconde section de l'Exposition. L'art de l'Afghanistan ancien y apparaît sous différents aspects.

L'époque préhistorique est représentée par des fragments de poterie découverts, à une assez grande profondeur, au cours d'une reconnaissance à travers le Séistan (1 300 kilomètres au sud-ouest de Caboul ; fouilles de M. Ghirshman). M. Hackin (dont on vient de lire les souvenirs de voyage) avait pour objectif de retrouver une civilisation contemporaine des civilisations mésopotamiennes et de la vallée de l'Indus, dont elle pourrait former le trait d'union. La profondeur correspondant à ce niveau n'a pu encore être atteinte. Les poteries qui sont exposées remontent aux environs de l'an 1000 avant notre ère.

Du Ier au IVe siècle, l'art de l'Afghanistan ancien est pénétré des civilisations indiennes et hellénistiques. Les découvertes précédentes avaient montré des sculptures ou des peintures dérivant de cette union et présentant par suite un style complexe. Or, pour la première fois, les fouilles pratiquées en 1937 à Begram (l'ancienne Nicée des historiens d'Alexandre) ont mis au jour, dans une même chambre, des pièces d'importation : albâtres et bronzes purement grecs (figurines, pesons de balance, etc.) ; verres de fabrication syrienne, dont quelques-uns sont peints et portent un décor hellénistique d'une fraîcheur de coloris étonnante et d'un style profondément évolué ; enfin, des centaines de plaques d'ivoire, gravées ou

sculptées (fragments de coffrets à bijoux), qui se rattachent étroitement aux écoles de sculpture de l'Inde du Ier au IIIe siècle de notre ère. Ces ivoires, totalement inconnus jusqu'alors, constituent une découverte archéologique tout à fait exceptionnelle. Ils sont ornés de thèmes purement décoratifs d'une grande richesse de composition, d'animaux pleins de vie et de naturel et de figures féminines dont la plénitude des formes et la grâce sensuelle évoquent les Yakshinis de l'Inde. Issus d'un atelier d'ivoiriers très probablement situé dans le nord de l'Inde, ils témoignent d'une réelle habileté technique et d'un sens artistique très développé.

Une série de bas-reliefs en schiste (IIIe-IVe siècles) proviennent du monastère bouddhique de Shotorak, voisin de Begram. Ils se rattachent au style bien connu, dit gréco-bouddhique ; certains détails suggèrent de très curieux rapprochements avec des stèles chinoises de la dynastie Wei (Ve siècle).

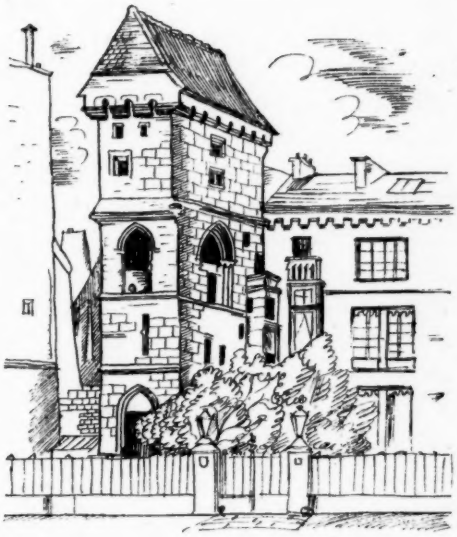
Des statues en terre, dégagées des ruines d'un monastère bouddhique de la vallée du Fondukistan, ont pu également être ramenées à Paris. Elles étaient encadrées par des peintures murales, dont on a exécuté des copies. Sculptures et peintures appartiennent aux formes tardives de l'art bouddhique (VIIe siècle), qui sont partagées entre les influences de l'Inde et de l'Iran et montrent de nombreux points communs avec des œuvres de l'Asie centrale.

Ivoires de l'Inde ancienne (Ier-IIIe siècles), statues et peintures de l'Inde classique (VIe-VIIe siècles), bronzes grecs, verres syriens, statues de l'Iran sassanide, peintures de l'Asie centrale ont été mis au jour dans des régions voisines. Exposés au musée Guimet, ces différents objets illustrent et expliquent, mieux que tout manuel, l'histoire du passé de l'Afghanistan et constituent une admirable synthèse des nombreux courants artistiques qui ont traversé le pays du Ier au VIIIe siècle de notre ère.

ODETTE BRUHL,
Attachée au Musée Guimet,
Chargée de mission dans l'Inde
et en Afghanistan (1935-1936).

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

LA TOUR DE JEAN SANS PEUR



La Commission municipale du Vieux Paris, gardienne de notre patrimoine historique, n'a pas de domicile personnel. Depuis longtemps, de bons esprits la voudraient voir dignement logée dans l'un des monuments qu'elle a contribué à sauver. Certains la plaçaient, à côté d'un musée lapidaire, aux Bernardins ; mais les pompiers n'abandonnent pas encore leur couvent. D'autres guignent la « tour de Jean sans Peur », si étrangement isolée dans la banale rue Etienne-Marcel (n° 205, au coin du préau d'une école) ; mais les « Monuments historiques » s'opposent à cette installation. Peut-être est-ce dommage : les rues voisines (Française et Dussoubs) sont actuellement visées par des projets municipaux ; il faudra toucher à la tour et la présence des gardiens du vieux Paris lui serait une sauvegarde.

C'est un solide massif quadrangulaire, bâti de bonne pierre, percé de fenêtres en tiers-point et bordé, à la hauteur d'un sixième étage, par une rangée de mâchicoulis. Dans l'angle nord-est, la tour est flanquée d'un escalier qui, successivement, dessert deux chambres et une haute salle voûtée. Cette vis de pierre tourne autour d'un pilier central ; au sommet, il se transforme en un tronc de chêne dont les branches supportent les quatre compartiments d'une voûte tapissée de feuillage, chef-d'œuvre unique à Paris.

Chef-d'œuvre d'ailleurs invisible : les marches usées, les planchers à peu près disparus, autant de raisons pour inciter à la prudence notre administration. Elle interdit de visiter la tour, c'est plus simple que de la remettre en état.

Le tympan de la porte d'entrée porte un fil à plomb et deux rabots.

Jean sans Peur, duc de Bourgogne, avait pris cet emblème pour marquer le sort qu'il réservait à son rival, le duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI, qui, de son côté, avait choisi deux bâtons noueux. D'après, ce signe, les historiens donnent tous à Jean sans Peur la construction de notre tour ; c'est une erreur, il n'a fait qu'y mettre sa marque.

Nous tenons là, en effet, une des plus vieilles demeures de Paris. Le frère cadet de saint Louis, Robert, comte d'Artois, qui fut tué à La Mansourah, l'avait fait construire, près du mur de la ville élevée par Philippe-Auguste. A partir de 1323, *Mahaut, sa petite-fille, fit travailler à l'hôtel d'Artois ; elle y mourut enfin, le* 27 *novembre* 1329, *empoisonnée, dit-on, par son neveu Robert (mais il n'est pas temps de conter un des procès célèbres du moyen âge et l'une des causes de la Guerre de Cent ans) et l'hôtel passa au mari de sa petite-fille, Eudes IV, duc de Bourgogne de la première maison, puis, en* 1363, *à Philippe le Hardi, chef de la deuxième maison bourguignonne. C'est au temps de Philippe que la tour fut bâtie.*

*Son fils, Jean sans Peur mène ses intrigues dans l'hôtel « de Bourgogne » : bonne part de nos plus affreuses guerres civiles fut tramée à l'abri de cette tour (*1404-1419*); ses descendants y résident. En* 1543, *la maison de Bourgogne éteinte, François Ier vend et lotit l'hôtel en même temps que les logis parisiens des familles féodales disparues : hôtels de Flandre, d'Étampes, du Petit-Bourbon, etc.*

*Une nouvelle vie commence pour le palais déchu. Les Confrères de la Passion y installent leur théâtre (*1548*) puis, en* 1578, *louent la salle à des comédiens professionnels. Au* XVIIe *siècle, la troupe de l'hôtel de Bourgogne est célèbre et voit l'aurore du théâtre classique. Au siècle suivant l'hôtel abrite l'Opéra-Comique avant qu'il gagne le Boulevard.*

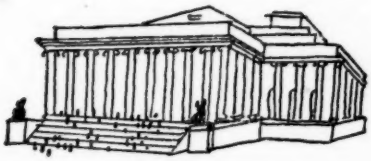
Voilà, semble-t-il, assez de souvenirs pour justifier la remise en honneur de la tour « de Jean sans Peur ». Mais comment le faire sans la gâter ? Il y a là un beau sujet de concours pour les architectes.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER



Alors que l'on s'attendait, généralement, à une amélioration sensible de l'orientation boursière, le début du mois de juin a été franchement maussade sur le marché des valeurs.

Pourtant, une détente se manifestait dans cette question de la Tchécoslovaquie qui fut, un instant, si angoissante ; des négociations étaient reprises pour essayer d'activer la terminaison de la guerre civile espagnole ; la rentrée temporaire du Parlement s'effectuait dans la plus parfaite indifférence ; enfin, les préambules du Congrès socialiste de Royan donnaient à prévoir que cette importante et rituelle manifestation politique ne mettrait pas en péril le Gouvernement Daladier. Celui-ci, d'autre part, poursuivait plus ou moins heureusement mais patiemment, ses efforts de redressement de la situation économique et financière, par la publication et la préparation de nouveaux décrets-lois.

Ces considérations ou ces perspectives, auraient dû, théoriquement, encourager les capitaux à s'investir sur le marché des valeurs.

Cependant ils se sont abstenus ou dérobés avec un ensemble qui souligne une résolution bien déterminée.

Ce n'est point qu'ils soient un mythe. En effet, lors de la liquidation de fin mai ils se sont présentés en telle abondance, pour un emploi temporaire de quinze jours ou d'un mois, qu'il y en avait beaucoup trop pour les besoins des reports en Coulisse comme au Parquet et que ceux qui ont pu être employés, ont dû se contenter d'une très infime rémunération.

Il est possible que la mauvaise tenue persistante — malgré quelques médiocres essais de reprise — de la Bourse de New-York depuis plusieurs mois, ainsi que les hésitations de la Bourse de Londres, aient fâcheusement influencé les capitaux qui nous sont récemment rentrés ; il se peut, aussi, que les bruits circulant depuis quelque temps de l'éventualité d'un renouveau de crise industrielle et commerciale mondiale,

les préoccupe en présence du fléchissement des prix des grandes matières premières. Toutefois, je crois que la véritable cause de l'abstention actuelle des capitaux vis-à-vis de la Bourse est la fréquence et l'étendue des loisirs boursiers qui nous sont imposés. En deux semaines consécutives — de l'Ascension à la Pentecôte — nous venons d'avoir six jours de fermeture du marché. Un jour sur deux, c'est beaucoup. En temps normal et calme, durant une période de prospérité, ces loisirs forcés n'auraient point grand inconvénient. Mais il en va tout autrement dans une période essentiellement tourmentée comme celle où nous sommes, alors que, du jour au lendemain, un événement très important, peut-être un cataclysme, pourrait surgir brusquement. Cela suffit amplement, me semble-t-il, pour expliquer — et même pour justifier dans une large mesure — l'abstention délibérée des capitaux disponibles peu soucieux de s'engager dans des emplois de durée. Et cela est si vrai, que nous avons vu, dans la dernière semaine de mai, les grandes banques particulièrement en mesure de « tâter le pouls » — si je puis dire — des capitaux, décider brusquement l'ajournement *sine die* de l'importante augmentation de capital, qui venait d'être annoncée la veille, de l'une de nos principales entreprises métallurgiques. Cet accident tout à fait exceptionnel, qui n'a guère été commenté, me paraît être très important et, aussi très significatif.

Néanmoins, et c'est la considération heureuse sur laquelle nous devons conclure, la situation d'ensemble de notre marché financier est toujours particulièrement saine. Elle permet d'envisager que quand la reprise redeviendra possible, ce qui peut se produire d'un jour à l'autre dans le sillage d'un événement heureux, cette reprise sera très importante. Ceux qui s'y seront préalablement préparés auront alors sujet de s'en réjouir grandement.

André PLY,

de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Mai-Juin

LIVRAISON DU 1er MAI 1938

		Pages.
MARCEL ACHARD	Le Corsaire. — I	5
P.-E. FLANDIN	La Chance de M. Daladier	46
GEORGES SIMENON	Le Cheval blanc. — I	52
* * *	Avant la Troisième rencontre Hitler-Mussolini	80
ANDRÉ THÉRIVE	Au Collège de France	91
CONSTANTIN DE GRUNWALD	Madame de Lieven et Metternich	106
Dr ADOLPHE JAVAL	L'État nourricier	127
ÉMILE MAGNE	L'Abbé Michel de Pure. — Fin	156
VIATOR	Fin de l'Autriche	186
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	211
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	222

LIVRAISON DU 15 MAI 1938

OCTAVE HOMBERG	Mémoires	241
PAUL CLAUDEL	La Crise du Lundi-Saint	270
* * *	Le Programme financier du Parti socialiste	279
MARCEL ACHARD	Le Corsaire. — Fin	295
ALEXANDRE ARNOUX	Rose-de-Dix-Mille	339
GEORGES SIMENON	Le Cheval blanc. — II	352
HENRI MALO	Le Duc d'Aumale à Chantilly	383
A. DOGNON ET E. ET H. BIANCANI	Les Ultra-sons et les Êtres vivants	411
MAURICE LANOIRE	J. M. Barrie	426
A. ALBERT-PETIT	Les Débuts du Ministère Daladier	442
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	450
ED. GISCARD D'ESTAING	Stratégie monétaire	458
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris et d'ailleurs	463

LIVRAISON DU 1er JUIN 1938

		Pages.
JEAN GIONO	Traversée sensuelle de l'Astronomie	481
* * *	L'Armée allemande et le Führer	512
GEORGES SIMENON	Le Cheval blanc. — III	537
ROBERT LACOUR-GAYET	Les Idées financières de Napoléon	562
GEORGES SUAREZ	Les Débuts de Briand à Paris	594
P.-G. WODEHOUSE	Le Chien Mac Intosh	624
VIATOR	Hitler en Italie	639
ALBERT BÉGUIN	L'Expérience poétique	646
JACQUES ROUVIER	L'Impôt sur le Revenu	660
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	673
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	682

Chroniques : P. ALFASSA, P. D'ESPEZEL.

LIVRAISON DU 15 JUIN 1938

P.-E. FLANDIN	Rentree parlementaire	721
GEORGES DE LAURIS	Souvenirs sur Marcel Proust	734
MARCEL PROUST	Lettres à Georges de Lauris	753
OCTAVE HOMBERG	Mémoires	777
GEORGES SIMENON	Le Cheval blanc. — Fin	806
DAISY FELLOWES	Visites royales	835
DAMON RUNYON	Rose de la Rue des Rêves	858
BARON DE BOURGOING	Jean-Philippe de Wessemberg	873
J.-PH. DE WESSEMBERG	Notes sur Talleyrand (1831-1834)	874
J. HACKIN	En Afghanistan	895
Pr L. BLUM	Les Expériences de l'Éducation nationale	913
* * *	La Crise du 21 Mai	935
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	944

Chroniques : ODETTE BRUHL, P. D'ESFEZEL.

CHEZ PLON

JEAN DE PIERREFEU

LES

BEAUX LIVRES DE NOTRE TEMPS

"Le premier livre d'un grand critique".

18 fr.

A. MABILLE DE PONCHEVILLE

PHILIPPE DE CHAMPAGNE

Les admirables portraits de Philippe de Champagne sont un des plus beaux et des plus émouvants témoignages de l'Art Français du XVIIe.

COLLECTION LES BEAUX LIVRES D'ART
publiée
sous la direction de J. et R. WITTMANN

Un vol. 18×24 avec 60 héliogravures

20 fr.

ALBERT DUBEUX

JULIA BARTET

PRÉFACE DE MAURICE DONNAY
de l'Académie Française

" Madame Bartet ou la divine comédienne".

Un volume in-8° avec 24 gravures hors texte. ... . **40 fr.**

LA

MAISON DE FRANCE ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SOUVENIRS DU DUC
D'AUDIFFRET-PASQUIER
1871 - 1873
publiés par son petit-fils
LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER

PRÉFACE DE GABRIEL HANOTAUX
de l'Académie Française

In-8° Ecu avec un frontispice

20 fr.

RAYMOND CHRISTOFLOUR

LOUIS LE CARDONNEL

- PÈLERIN DE L'INVISIBLE -

Préface de Georges BERNANOS

"L'homme qui a visité le Ciel et l'Enfer".

1 volume avec deux portraits hors texte

18 fr.

ANDRÉ ARMANDY

LA CITÉ PROFONDE

— ROMAN —

Une aventure romanesque aux mines d'or du Transvaal.

18 fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE PERRIN, Éditeur

PARIS-VIe — 35, Quai des Grands-Augustins — PARIS-VIe

André BELLESSORT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LE PLAISIR DU THÉATRE

Un volume in-16 ... ... **16** *fr.*

Il a été tiré 30 exemplaires sur papier vélin pur fil Lafuma ... **50** *fr.*

Pauline CARTON

LES THÉATRES DE CARTON

Un volume in-16 illustré ... ... **15** *fr.*

Adrien DANSETTE

Du Boulangisme à la Révolution Dreyfusienne

★

LE BOULANGISME

1886 - 1890

Un volume in-16 .. .. **20** *fr.*

Selma LAGERLOF

LÉGENDES DU CHRIST

Illustrations de MONIQUE PAULY

Un volume in-8° ... ... **22** *fr.*

Nello VIAN

LA GLOIRE DE FRÈRE ANTOINE

(SAINT-ANTOINE-DE-PADOUE)

Un volume in-16 .. .. **15** *fr.*

A. LE CORBEILLER

LE LÉOPARD DE LA RÉVOLUTION

L'Affaire d'Orléans

Un volume in-16 Jésus. ... ... **8** *fr.*

PAYOT, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Vient de paraître :

ALBERT DUCHÊNE, directeur honoraire des Affaires politiques au Ministère des Colonies. — **Histoire des Finances coloniales de la France**..... 40 fr.

« Basé sur une documentation toute nouvelle, révélant des faits le plus souvent inédits et presque toujours ignorés, cet ouvrage répond aux deux grandes préoccupations de la France actuelle : l'organisation de ses finances, la sécurité et l'emploi de ses ressources, spécialement coloniales, qui demeurent immenses. »

Dr EMILE GROMIER, membre du Comité du Syndicat des grandes chasses coloniales, des amis du Muséum, de la Société d'Acclimatation et du Saint-Hubert-Club de France, lauréat de l'Institut. — **La Vie des animaux sauvages de l'Oubangui-Chari** ..... 36 fr.

A la recherche de la faune sur le plateau de Kassaï, aux bords du Gari-n'gou, autour de Bogangolo, au pays Boudigri, au pays Mandjia, au pays des Kagas et au pays Sara.

HAROLD-G. MOULTON, président de la « Brookings Institution » de Washington. — **Hausse des salaires ou baisse des prix?** Comment développer le pouvoir d'achat national. Avant-propos de Gaël Fain, ancien attaché financier à l'Ambassade de France à Berlin ..... 36 fr.

« Les causes profondes de la crise, les remèdes qui pourraient lui être apportés dans le cadre du régime capitaliste. » *Gaël Fain.*

ENID STARKIE, docteur de l'Université de Paris, chargée de cours à l'Université d'Oxford. — **Rimbaud en Abyssinie** ..... 32 fr.

Les dix années africaines d'Arthur Rimbaud.

VICTOR CHKLOVSKI. — **Le Voyage de Marco Polo.** Introduction de K. Kounine ..... 27 fr.

La découverte de l'Asie.

R.-ERNEST DUPUY, major, Field Artillery, U. S. Army et G. FIELDING ELIOT, Late Major, Military Intelligence Reserve, U. S. A. — **Si la Guerre éclatait...** ..... 40 fr.

Les éléments de la situation, pour les divers pays du monde, si la guerre éclatait...

E.-R. HUGHES, chargé de cours de religion et de philosophie chinoises à l'Université d'Oxford. — **L'Invasion de la Chine par l'Occident**..... 40 fr.

La lutte de deux civilisations.

R.-H. KIERNAN. — **L'Exploration de l'Arabie**, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours..... 45 fr.

L'Arabie dévoilée.

EUGÈNE MARAIS. — **Mœurs et coutumes des Termites.** Etude de la fourmi blanche de l'Afrique du Sud. Préface de Winifred de Kok ..... 24 fr.

La termitière et sa vie extraordinaire : une merveille de la nature.

T.-C. BRIDGES. — **Les Réserves de bêtes sauvages** ..... 32 fr.

Les lieux d'asile que l'homme a abandonnés aux animaux sauvages pour qu'ils y retrouvent la quiétude et la liberté.

F.-A. MITCHELL-HEDGES, membre de la Royal Geographical Society, chargé de missions par le British Museum. — **Mes combats avec les monstres marins** ..... 32 fr.

Deux années de chasse au requin et aux poissons géants de la mer des Caraïbes.

VIENT DE PARAITRE

CHRISTIAN MÉGRET

ILS SONT DÉJA DES HOMMES

ROMAN

Voici un témoignage sans précédent sur l'enfance française. L'auteur des "Anthropophages" a analysé ici de façon impitoyable les réactions d'une équipe de jeunes garçons livrés à eux-mêmes à la déclaration de la guerre de 1914. Roman violent, bouleversant et dans lequel passe le souffle de la jeunesse.

Un volume .. .. **18** fr.

Librairie **ARTHÈME FAYARD**, 18-20, rue du St-Gothard, **PARIS** (14e)

VIENT DE PARAITRE

ANDRÉ CORTHIS

MASQUES

ROMAN

Un homme pour préserver ce qu'il appelle son honneur commet un crime. Seule sa femme le soupçonnera. Une maison provinciale, que tout un village cerne de ses curiosités, sert de cadre à ce drame dont le dénouement choquera peut-être quelques lecteurs et surtout quelques lectrices.

Un volume .. .. 18 fr.

Librairie ARTHÈME FAYARD, 18-20, rue du St Gothard, PARIS (14e)

COLLECTION
DES UNIVERSITÉS DE FRANCE

publiée sous le Patronage de

L'ASSOCIATION GUILLAUME BUDÉ

HOMÈRE
ILIADE

Texte établi et traduit par

PAUL MAZON

Membre de l'Institut
Professeur à la Faculté des Lettres de Paris

avec la collaboration

de P. CHANTRAINE, P. COLLART et R. LANGUMIER

TOME I (CHANTS I-VI) | TOME III (CHANTS XIII-XVIII)
TOME II (CHANTS VII-XII) | TOME IV (CHANTS XIX-XXIV)

Prix de chaque volume . . . . . **40** fr.
Ex. numéroté sur pur fil Lafuma . . . . . **80** fr.

TRADUCTION SEULE

TOME I (CHANTS I-XII) | TOME II (CHANTS XIII-XXIV)

Prix de chaque volume . . . . . **45** fr.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION " LES BELLES LETTRES "

95, BOULEVARD RASPAIL — PARIS

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

LES ORAISONS AMOUREUSES
de Jeanne-Aurélie GRIVOLIN
LYONNAISE

Un volume luxueux. ... ... **21 fr.**

" Nos proses et nos vers seront depuis des lunes et des lunes évaporés dans l'oubli et on lira encore Les Oraisons Amoureuses. "
HENRI DE NOUSSANE.

LES ÉTATS DÉSUNIS
par
Vladimir POZNER

Un fort volume ... ... **25 fr.**

" Pozner a bâti une Amérique de chair et de sang. C'est le plus beau livre que j'ai lu sur ce pays. " CLAUDE MORGAN.

LA CORRIDA
par
Marcel SAUVAGE

Un volume ... ... **18 fr.**

" La guerre d'Espagne,
ses horreurs, ses menaces. "

A L'ÉCOUTE DEVANT VERDUN
par
Pierre ANDRIEU

Un volume... ... ... **21 fr.**

Ces souvenirs du Capitaine Henri Morin, chef des postes d'écoute téléphonique sur le front de Verdun, sont captivants comme un roman d'aventures. Louis Gillet a écrit la préface de ce livre passionnant.

UNE ENFANCE
par
Jules MAROUZEAU

Un volume.. ... ... **16 fr. 50**

" Ce petit bouquin est
une façon de chef-d'œuvre. "
LÉO LARGUIER, de l'Académie Goncourt.

PREMIER MARIAGE
par
Denise MELLOT

Un volume.. ... ... **18 fr.**

" Goûtez ceci, qui a un vrai goût, le goût inimitable du vu, du senti, du respiré, du craint. " COLETTE.

SOUVENIRS D'UNE ENFANCE RÉPUBLICAINE
par
Louise WEISS

Un fort volume ... ... **21 fr.**

" La simplicité du style, la bonne grâce, voire l'ironie qui règne dans ce livre font de Louise Weiss une excellente mémorialiste, amusante autant qu'instructive." ANDRÉ THÉRIVE, (Le Temps)

SOLITUDE
par
Victor CATALA

Un fort volume ... ... **21 fr.**

Au moment où tous les yeux se portent sur la Catalogne, ce roman de mœurs montagnardes où passe un souffle extraordinaire, obtiendra d'innombrables lecteurs

Une prodigieuse synthèse de l'histoire d'Allemagne de 1862 à nos jours.

LA VICTOIRE DES VAINCUS
par André FRIBOURG

Un volume de 430 pages..... ... ... **30 fr.**

" Un avertissement qui doit toucher la pensée française. " MARÉCHAL PÉTAIN.

ÉDITIONS DENOËL — 19, rue Amélie, PARIS 7e

JEAN STERN

BELLE ET BONNE

UNE FERVENTE AMIE DE VOLTAIRE
(1757 - 1822)

« Elle s'appelait, en réalité, Reine-Philiberte de Varicourt, mais Belle et Bonne est le nom que lui donna Voltaire. Le patriarche, séduit par le charme de la jeune fille, l'avait recueillie à Ferney; il la maria au marquis de Villette. C'était un curieux personnage : débauché, pervers, prodigue, mais spirituel, ardent, généreux.

Belle et Bonne eut maintes fois à souffrir des incartades de ce singulier compagnon. Mais elle se trouva d'accord avec lui pour entourer « le vieux malade de Ferney » des soins les plus assidus et, après avoir recueilli son dernier soupir, pour se consacrer au culte de sa mémoire.

Grâce à de riches dossiers de famille inédits, M. Jean Stern a pu reconstituer l'existence si remplie de Belle et Bonne. Il l'a fait avec un souci d'exactitude, une abondance de détails et de documents, qui rendent ce livre extrêmement précieux pour tous ceux qui s'intéressent à ces « moments de l'histoire ».

On trouvera en particulier dans cet ouvrage sur les dernières années de Voltaire et son triomphe posthume, sur les débuts de la Révolution, sur les loges maçonniques de femmes dont Belle et Bonne fut grande maîtresse, des précisions qui sont autant de révélations !

Un volume in-16, broché, couverture illustrée .. .. .. **25 fr.**

HACHETTE

EDITIONS STOCK

DELAMAIN et BOUTELLEAU, PARIS

LOUIS BROMFIELD

LA FERME

Roman 1 vol. 400 p. **30 fr.**

JOSÉPHINE JOHNSON

NOVEMBRE

Roman **18 fr.**

UPTON SINCLAIR

LE ROI DE L'AUTO

HENRY FORD, THE FLIVVER KING **20 fr.**

HECTOR BOLITHO

GEORGE VI

18 fr.

MAXIME GORKI

TEMPÊTE SUR LA VILLE

Roman **18 fr.**

LUCIEN BERLAND

LES ARAIGNÉES

(LES LIVRES DE NATURE) **15 fr.**

TOM ANTONGINI

D'ANNUNZIO INCONNU

1 vol. 656 p. **33 fr.**

BILLETS
bon dimanche
DANS UN RAYON DE 100 KM AUTOUR DE PARIS
BEAUVAIS
GISORS
MANTES
SOISSONS
MEAUX
CHARTRES
FONTAINEBLEAU
DOURDAN
8F
12F
16F
20F
25F
30F
6 ZONES
6 PRIX
de 8 à 30 francs en 3e classe
Enfants de 4 à 10 ans moitié de ces prix
Aller et retour valables dimanches et jours fériés.
Délivrés au départ des gares de Paris, de Versailles et de la Seine
Le retour est possible par une gare quelconque :
a) de la zone d'arrivée ou d'une zone moins éloignée
b) d'une zone plus éloignée (moyennant un supplément)
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
UN TROUSSEAU DE CLÉS DES CHAMPS
V. 21

L'Exposition de la **Peinture Française du XIXe siècle en Suisse : de Corot à Van Cogh,** qui attire dans la Galerie de la « Gazette des Beaux-Arts », 140, faubourg Saint-Honoré, un public de plus en plus nombreux, vient de s'enrichir de deux chefs-d'œuvre de Corot prêtés par le Musée d'Art et d'Histoire de Genève ; d'un paysage, **Vue de Chatelaine,** et de la célèbre toile, le **Jeune baigneur** qui est exposée pour la première fois à Paris.

L'ARGUS de la PRESSE
" VOIT TOUT "
Fondé en 1879
LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX
37, Rue Bergère, PARIS (IXe)
Lit et dépouille par jour
20.000 Journaux ou Revues du Monde entier
Collectionne :
LES ARCHIVES DE LA PRESSE
Édite : L'Argus de l'Officiel
contenant
tous les votes des Hommes politiques
L'Argus recherche articles
et tous documents passés, présents, futurs

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 70,722

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE :
CINQ LIGNES GROUPÉES : **TAITBOUT 76.60**
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : **TEMPS-PARIS**

Directeurs : Jacques CHASTENET et Emile MIREAUX

Le plus grand journal d'information.
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier

Services Télégraphiques et Téléphoniques
POLITIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS PARTICULIERS
DE TOUTES LES CAPITALES
ET DE TOUS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS

PRIX DE L'ABONNEMENT :

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES		50 fr.	95 fr.	180 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux	72 fr.	140 fr.	270 fr.
	Autres pays	95 fr.	185 fr.	360 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte pas même 50 centimes

Pour la Publicité, le Temps s'impose par sa diffusion, sa présentation et la qualité de ses lecteurs

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS-IXe

VIENT DE PARAITRE :

CHATEAUX, DÉCORS DE L'HISTOIRE
Collection publiée sous la direction de MARCEL THIÉBAUT

HENRI MALO

LE CHATEAU DE CHANTILLY

Un volume in-16, avec 1 hors-texte et 2 plans ... ... **22** fr.
Il a été tiré 100 exemplaires numérotés sur papier VÉLIN. ... ... **35** fr.

Déja parus dans cette collection :

LE CHATEAU DE RAMBOUILLET, par G. LENOTRE, de l'Académie Française.
LE CHATEAU DE FONTAINEBLEAU, par LOUIS DIMIER.
LE LOUVRE SOUS HENRI IV ET LOUIS XIII, par LOUIS BATIFFOL.
LE CHATEAU DE BLOIS, par HENRY BIDOU.
LE CHATEAU DE VINCENNES, par M. DE PRADEL DE LAMASE.
LES TUILERIES SOUS LE SECOND-EMPIRE, par JACQUES BOULENGER.
LE CHATEAU DE SAINT-CLOUD, par ÉMILE MAGNE.
LE CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE, par ANATOLE FRANCE.
LE CHATEAU DE MAISONS, par JEAN STERN.
LE CHATEAU DE MARLY, par ÉMILE MAGNE.
LE CHATEAU D'AMBOISE, par PIERRE DE VAISSIÈRE.
LE CHATEAU DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, par G. LACOUR-GAYET.
LE PALAIS-ROYAL, par PIERRE D'ESPÉZEL.

Chaque volume ... ... **18** fr. **75**

CONSTANTIN DE GRUNWALD

LA VIE DE METTERNICH

La vraie figure de l'adversaire de Napoléon, de celui qui rendit à l'Autriche sa grandeur passée.

Un volume in-8°, avec un portrait hors-texte ... ... **35** fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS-IXe

VIENT DE PARAITRE :

GUY CHANTEPLEURE

MES SOUVENIRS DE BALI

la féerie des îles malaises.

Un volume in-16, seize gravures ... ... **20 fr.**
Il a été tiré 50 exemplaires numérotés sur papier CHALANDRE ... ... **40 fr.**

Ouvrages du même auteur :

AMES FÉMININES
L'AVENTURE D'HUGUETTE
LE BAISER AU CLAIR DE LUNE
LE CŒUR DÉSIRE
ESCALES OCÉANIENNES
FIANCÉE D'AVRIL
LA FOLLE HISTOIRE DE FRIDOLINE
LE HASARD ET L'AMOUR
L'INCONNUE BIEN-AIMÉE
MA CONSCIENCE EN ROBE ROSE
LE MAGICIEN
MALENCONTRE
LA PASSAGÈRE
LES RUINES EN FLEURS
SPHINX BLANC
LA VILLE ASSIÉGÉE
EUX ET NOUS SUR UN BATEAU

Chaque volume in-16... ... ... **15 fr.**

JACINTO MIQUELARENA

TRAQUÉ DANS MADRID

Traduit de l'espagnol par MARCEL CARAVON

Comment j'ai vécu dans l'enfer de Madrid.

Un volume in-16 ... ... **18 fr.**

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

(Les abonnements sont également reçus 114, avenue des Champs-Élysées.)

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		120 »	61 »	31 50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		126 »	64 »	33 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	150 »	76 »	39 »
	Plein tarif	180 »	91 »	46 50

LA LIVRAISON — 240 pages — **10 francs.**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de **1** *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903) ; (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 10 fr.
Tables (1914-1933) . . . . . 20 »

IMPRIMERIE CHAIX, 20, rue Bergère, Paris.